

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES JUGEMENTS

tendant à établir, reconstituer, rectifier ou annuler

LES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 8 juin 1914, à 1 h. 1/2

PAR

Robert BOISSEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. WAHL.

*Suffragants : { MM. TISSIER,
CARPENTIER, } professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1914

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES JUGEMENTS

tendant à établir, reconstituer, rectifier ou annuler

LES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 8 juin 1914, à 1 h. 1/2



PAR

Robert BOISSEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. WAHL.

*Suffragants : { MM. TISSIER, } professeurs.
CARPENTIER, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES JUGEMENTS

tendant à établir, reconstituer, rectifier ou annuler

LES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

INTRODUCTION

« Vous voyez, Monsieur le ministre, que la rectification des actes de l'état civil est une question fort importante, et que l'égalité et la justice s'accordent pour que satisfaction soit donnée aux observations que je viens de présenter. »

Telles sont les paroles prononcées par M. Ferdinand Bougère, député de Maine-et-Loire, à la première séance de la Chambre du 4 mars 1914, au cours de la discussion générale du budget du ministère de la justice, paroles qui mirent fin à un bref débat auquel avaient pris part, outre M. Ferdinand Bougère, M. Marc Frayssinet et M. Bienvenu-Martin, garde des sceaux.

Cet incident montre bien toute l'actualité du sujet que nous nous sommes proposé de traiter ; outre cette intervention à la tribune de la Chambre, une proposition de

loi a été tout récemment déposée sur le même objet : nous l'étudierons plus loin.

Que conclure de ces préoccupations du législateur, sinon que l'état de choses actuel laisse à désirer, qu'il ne donne point satisfaction aux besoins de la pratique courante, qu'un certain malaise règne, et que les difficultés qui se dressent dès qu'il s'agit de faire rectifier un acte de l'état civil constituent un obstacle tel qu'il lasse à la fois les désirs légitimes des parties intéressées et la bonne volonté des fonctionnaires ?

C'est par suite de ces considérations que notre attention a été attirée sur un sujet généralement négligé des jurisconsultes, dont l'esprit, en cette matière, semble ne s'être porté que sur un seul point : l'effet relatif des jugements rectificatifs d'état. Nous ne méconnaissons pas toute l'importance présentée par cette grave question, et, si nous avons pris la liberté de ne la rappeler qu'en quelques mots très brefs, c'est que le débat nous a semblé à peu près épuisé. Tout a été dit, et très bien dit, par M. Bufnoir, par M. Chéneaux, et par tant d'autres sur ce point spécial. Mais, à côté de lui, la pratique est hérissée de nombreuses difficultés assez mal connues de la doctrine, et, faut-il le dire, souvent incomprises des tribunaux eux-mêmes.

Nous avons eu la bonne fortune de pouvoir nous entretenir avec un certain nombre d'officiers de l'état civil, nous avons reconnu leur bonne volonté et aussi leurs scrupules, nous avons noté toutes les observations dont ils ont bien voulu nous faire part et nous avons essayé de voir com-

ment fonctionnait, dans la pratique, un mécanisme que l'abstraction des textes rend souvent obscur à la lecture. D'un autre côté, nous avons pu nous procurer un assez grand nombre de jugements inédits sur les différents points de cette documentation tout à fait nouvelle, et nous avons tenté d'esquisser une étude générale sur la rectification des actes de l'état civil, que nous aurions désiré approfondir encore, si les matériaux mis à notre disposition nous l'avaient permis.

Nous espérons qu'ayant éveillé l'attention de nos maîtres et de nos successeurs sur un terrain où il reste encore tant à glaner et tant à élucider, quelques-uns nous suivront dans cette voie et que, dans l'avenir, surgira, tôt ou tard, une théorie complète des jugements rectificatifs, qui reste encore à faire.

HISTORIQUE

Ce n'est qu'à partir du jour où la puissance de l'Etat a atteint une force suffisante qu'un contrôle sérieux a pu s'exercer sur l'état civil et qu'une surveillance stricte a pu forcer ceux qui étaient chargés de la tenue des registres à se tenir en garde contre les erreurs et les omissions.

Comme on le sait, le droit romain, de même que les autres civilisations antiques, ignorait tout de l'état civil : la famille possédait alors une autonomie telle qu'il était impossible à l'Etat d'intervenir dans une matière purement privée, où les droits quasi absolus du *paterfamilias* s'exerçaient sans contrôle : aussi les mentions de naissances et de décès, les listes généalogiques qui peuvent nous venir des anciens n'ont-elles aucun caractère officiel, et par suite aucun rapport avec ce que nous nommons l'état civil.

Dans notre ancienne France, jusqu'à l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539, aucune réglementation ; les membres du clergé, qui avaient pris l'habitude de noter sur des registres privés les mariages et inhumations, dans le but très prosaïque de contrôler leurs recettes, tinrent plus tard des registres de baptême, pour établir les liens de parenté d'une manière certaine, et permettre de respecter plus sévèrement les règles si rigoureuses des empêchements à mariage.

L'absence de tout contrôle sur les registres du clergé fit que ceux-ci étaient fort incomplets et que, s'ils n'avaient pas une grande force probante, il n'avaient pas non plus une grande exactitude. L'ordonnance de 1539 fut, de la part du pouvoir royal, un essai de surveillance sur l'œuvre du clergé ; celui-ci, se voyant menacé, prit le parti d'ignorer l'ordonnance systématiquement, et les registres ne furent ni mieux, ni plus mal tenus.

Le Concile de Trente d'une part, la grande Ordonnance sur la procédure de 1667 (1), améliorèrent beaucoup l'ancien état de choses : les membres du clergé devinrent de véritables officiers de l'état civil.

Mais ce n'est que dans la déclaration royale du 9 avril 1736 (2) que l'on voit apparaître une véritable organisation de l'état civil. Cette déclaration prescrit la tenue des registres en double et, en même temps, établit une réglementation relative à « la réforme » des actes erronés ou incomplets.

(1) *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. 18, p. 139 (art. 14 du titre 20 de l'ordonnance d'avril 1667).

« Si les registres sont perdus, ou qu'il n'y en ait jamais eu, la preuve en sera reçue tant par titres que par témoins ; et, en l'un et l'autre cas, les baptêmes, mariages et sépultures pourront être justifiés, tant par les registres ou papiers domestiques des pères et mères décédés, que par témoins, sauf à la partie de vérifier le contraire, même à nos procureurs généraux et à nos procureurs sur les lieux, quand il s'agira des capacités des bénéficiers, réceptions, sermons et installations aux charges et offices. »

(2) *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. I, p. 413, n° 487 : déclarations concernant la forme de tenir les registres des baptêmes, mariages, sépultures, vœtures, noviciats et professions et des extraits qui doivent en être délivrés. — Versailles, 9 avril 1736. Enregistré par le Parlement de Paris le 13 juillet 1736.

Voici le passage de cette déclaration relatif à la rectification des actes :

ART. 30. — En cas que par nos cours ou par autres juges compétents il soit ordonné quelque réforme sur les actes qui se trouveront dans les registres des baptêmes, mariages, sépultures, vêtures, noviciats ou professions, la dite réforme sera faite sur les deux registres, et ce en marge de l'acte qu'il s'agira de réformer, sur laquelle le jugement sera transcrit en entier ou par extraits ; enjoignons à tous curés, vicaires, supérieurs, ou autres dépositaires des dits registres de faire la dite réforme sur les dits deux registres s'ils les ont encore en leur possession, sinon sur celui qui sera resté entre leurs mains ; et au greffier de la faire pareillement sur celui qui aura été déposé au greffe.

Cet article de la déclaration de 1736 montre bien la ferme volonté du pouvoir royal d'intervenir dès lors dans le contrôle de l'état civil, et la lecture d'un arrêt du Parlement de Paris (1), relatif à la rectification d'actes de naissance, prouve que le rôle des tribunaux était, dès ce moment, à peu de choses près, le même que de nos jours.

(1) *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. 25, p. 226, n° 835.

ARRÊT DU PARLEMENT QUI ORDONNE UNE RECTIFICATION DE REGISTRE CONCERNANT L'ÉTAT CIVIL

Paris, 7 mars 1778.

Notre dite Cour ordonne que par devant les lieutenants généraux des bailliages de Saint-Quentin et de Péronne, chacun en ce qui est de leur ressort, et à la requête des suppliants, les substituts de notre procureur général joints, les pères, mères, parrains et marraines existants des enfants des suppliants, et en cas de décès d'aucuns d'eux, les plus proches parents desdits enfants, seront appelés et convoqués pour faire et signer leurs déclarations des jours de naissance desdits enfants, des noms qui leur ont été donnés, de ceux de leurs père et mère, et de celui qui aura administré le baptême, et, en conséquence, être les dits actes de baptême réformés en ce qui sera contraire aux dites déclarations sur les doubles des registres des baptêmes, mariages et sépultures des paroisses d'Hargicourt, Jeancourt, Nauroy et Ronsoy, et être rédigés conformément aux déclarations qui seront faites par les dits pères, mères, parrains et marraines, et à leur défaut en cas de décès, par les dits plus proches parents, à l'effet de quoi les doubles des registres des baptêmes, mariages et sépultures, étant en la possession des curés desdites quatre paroisses, seront apportés et déposés aux greffes des dits bailliages de Saint-Quentin et de Péronne, chacun en droit soi dans trois jours à compter de celui de la signifi-

cation qui sera faite du présent arrêt à personne ou domicile ; à ce faire seront les dits curés et tous autres dépositaires des dits registres contraints par toutes voies dont du tout sera dressé procès-verbaux par les dits juges, et expéditions d'iceux jointes à chacun des dits doubles des dits registres, pour y avoir recours en cas de besoin, et en être délivré des extraits aux parties intéressées et requérantes ; comme aussi ordonne que la déclaration du mois d'avril 1736, enregistrée en notre dite Cour le 13 juillet suivant, sera exécutée selon sa forme et teneur, et que, conformément à l'article 4 de la dite déclaration, il sera fait mention dans les actes de baptême des enfants des suppliants du jour de leur naissance, du nom qui sera donné à l'enfant, de ceux de ses père et mère, parrain et marraine, et ce, en conséquence et conformément aux déclarations de ceux qui présenteront le dit enfants au baptême. Fait défense aux curés et vicaires de dites paroisses, et à tous autres, de rien innover dans les dites déclarations sous les peines portées par l'article 39 de la déclaration de 1736.

Jusqu'à la Révolution le système établi par la déclaration de 1736 subsista sans modifications : il ne semble pas d'ailleurs avoir donné de trop mauvais résultats, car, au cours des discussions qui ont précédé le vote du titre du Code « des Actes de l'état civil », les membres des Assemblées se plaisent à reconnaître que les registres étaient bien tenus par les membres du clergé et que les erreurs y étaient rares.

Le projet du gouvernement du 24 thermidor an VIII, dans son livre 1^{er}, titre 2 (1), contenait une section spéciale à la rectification des actes de l'état civil. — Les articles 67 à 75 du projet établissaient un système assez analogue au nôtre, mais où il convient de remarquer le rôle particulièrement important du commissaire du gouvernement. — Ce n'est, semble-t-il, qu'accessoirement que la rectification peut être demandée par les parties intéressées. — La rectification des actes n'est envisagée que comme une conséquence du contrôle matériel des registres, et semble réduite à une simple question de forme.

Aussi trouvons-nous, dans les travaux préparatoires du Code civil, des observations répétées et unanimes contre cette sorte d'intrusion du ministère public dans ce que l'on considérerait comme une affaire de famille et de vie privée.

Et même lorsque l'erreur à réparer intéresse au plus haut point l'ordre public, c'est toujours avec un souci marqué de respecter les droits des familles et de n'y point jeter le trouble que s'expriment les orateurs et que les textes sont rédigés.

De ce sentiment s'inspire notamment l'avis du Conseil d'État du 12 nivôse an X (2 janvier 1802), approuvé le 13 nivôse, sur les formalités à observer pour les rectifications à faire sur les registres de l'état civil (2) :

(1) Cf. Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, t. II, p. 24.

(2) Locré, *Législation civile de la France*, t. III, p. 387.

« Le Conseil d'Etat, qui, d'après le renvoi des consuls, sur le rapport de la section de législation, a discuté les rapports des ministres de la justice et de l'intérieur tendant à ce qu'il soit pris un arrêté pour rectifier les registres de l'état civil du département de l'Ardèche, dans lesquels il a été commis des erreurs, des omissions et des faux,

« Est d'avis que les principes sur lesquels repose l'état des hommes s'opposent à toute rectification des registres qui n'est pas le résultat d'un jugement provoqué par les parties intéressées à demander ou à contredire la rectification ; que ces principes ont toujours été respectés comme la plus ferme garantie de l'ordre social ; qu'ils ont été solennellement proclamés par l'Ordonnance de 1667, qui a abrogé les enquêtes d'examen à futur ; qu'ils viennent d'être encore consacrés dans le projet de la troisième loi du Code civil ; qu'on ne pourrait y déroger sans porter le trouble dans les familles et préjudicier à des droits acquis ; que, si la loi du 2 floréal an III (21 avril 1795) ordonna des rectifications d'office dans les départements de l'Ouest, cette mesure extraordinaire parut commandée par les suites de la guerre civile ; que, si le mauvais état des registres dans plusieurs départements donne lieu à des difficultés et à de nombreuses contestations, il est encore plus conforme à l'intérêt public et aux intérêts des individus de laisser apporter, suivant les cas, les rectifications des actes de l'état civil par les tribunaux. »

Ainsi deux préoccupations dominent dans l'esprit du législateur : le respect de la compétence du pouvoir judi-

ciaire et le souci de ne pas intervenir dans les affaires des particuliers.

Un an après cet avis du Conseil d'Etat, lors de la discussion du livre I^{er} du Code civil devant le Corps législatif, le conseiller d'Etat Thibaudeau, le 10 ventôse an XI (28 février 1803), insistait tout particulièrement sur le caractère sacré du dépôt des registres de l'état civil, il protestait contre le projet du gouvernement, déclarait la rectification d'office impossible, et n'admettait une modification aux actes que sur la demande des parties, après un débat contradictoire.

Et, quelques jours après, le 17 ventôse an XI (8 mars 1803), Siméon, dans son rapport au Tribunal, s'exprimait en ces termes (1) :

« Cette rectification, que des erreurs, des négligences, quelquefois même des délits, peuvent rendre nécessaire, ne dépendra jamais de ceux qui dressent les actes, ni de ceux qui les conservent. Ce qui est écrit est écrit. Il ne leur est pas permis de toucher au dépôt qui leur est confié. Les tribunaux seuls, en grande connaissance de cause, à la réquisition des parties, après avoir appelé tous ceux qui y ont intérêt, et entendu le commissaire du gouvernement pour l'intérêt public, peuvent ordonner la rectification. »

Le tribun Chabot (de l'Allier), parlant, le 20 ventôse

(1) Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, t. 8, p. 300.

an XI, devant le Corps législatif, était encore plus formel :

« ... Aucune rectification ne pourra donc être faite d'office, ni par les tribunaux, ni par aucune autre autorité.

« Le commissaire du gouvernement près le tribunal qui est chargé de vérifier l'état matériel des registres ne pourra pas, même lorsqu'il reconnaîtra qu'il y a eu erreur, défaut de formalités ou simple omission dans un acte, en requérir de son propre mouvement la rectification. Le projet de loi ne lui donne à cet égard que le droit de requérir une peine contre les auteurs des contraventions : *c'est un droit de police qu'il exerce et non pas un droit de réformation*.... Les registres de l'état civil sont un dépôt sacré, qu'on violerait en y faisant la moindre altération. Ils sont sous la garde des tribunaux et non pas à leur discrétion. L'état civil des citoyens est leur propriété, et cette propriété, inviolable comme toutes les autres, ne doit être soumise qu'aux mêmes règles et aux mêmes formes... (1). »

Ainsi se dégagent nettement les deux idées : limitation à un simple rôle de surveillance des pouvoirs du ministère public en matière de rectification, et compétence exclusive des tribunaux pour autoriser tout changement dans le contenu des registres.

Telles furent les discussions principales relatives aux articles 99, 100 et 101 du Code civil, lesquels furent votés sous les numéros 66, 67 et 68 de la loi promulguée le 21 mars 1803, sous le titre : Des actes de l'état civil.

(1) Fenet, t. 8, p. 309 et 310.

Si les débats furent brefs en ce qui concerne la rectification, ils le furent plus encore en matière d'établissement tardif ou de reconstitution d'actes de l'état civil. L'article 46 du Code civil (art. 13 du projet de loi) donna lieu seulement à quelques observations de Siméon, dans son rapport au Tribunat (1).

« Si malgré l'injonction de la loi, il n'a pas été tenu de registres, si la malice des hommes ou l'injure des temps les ont soustraits, alors la preuve légale et authentique qu'ils sont destinés à fournir sera suppléée par la preuve testimoniale ; alors les registres et papiers émanés des père et mère seront consultés, malgré la juste répugnance des lois pour la preuve testimoniale ; la première chose, avant tout, c'est l'assurance ou le rétablissement de l'état des hommes.

« Après leur avoir préparé les moyens les plus authentiques de le constater, il faut leur accorder au besoin des moyens subsidiaires. »

Et c'est dans des termes à peu près identiques que Chabot (de l'Allier) s'exprimait devant le Corps législatif.

Les principes qu'avaient si fortement affirmés les membres des assemblées législatives ne furent pas longtemps respectés. L'on reconnut bientôt au ministère public le droit d'agir d'office en matière de rectification, et l'on admit, d'autre part, la possibilité de faire certaines rectifications sans aller devant les tribunaux.

(1) Fenet, t. 8, p. 292.

Le premier point résulte nettement de la circulaire du grand-juge du 22 brumaire an XIV (13 novembre 1805) aux officiers du ministère public (1), les exigences des guerres de l'Empire ayant eu raison des scrupules des auteurs du Code :

« Les funestes effets de la mauvaise tenue des registres de l'état civil dans plusieurs départements se font principalement sentir dans les embarras qu'on trouve pour la désignation des jeunes gens que la loi appelle au service militaire.

« Je suis instruit qu'il est impossible, dans plusieurs communes, de reconnaître l'âge des conscrits, soit parce que les registres des années correspondantes à la conscription se trouvent perdus ou détruits, soit parce que les registres existants sont ou incomplets ou altérés.

« La patrie ne doit pas souffrir de cette négligence ou de ces prévarications. D'après un avis du Conseil d'Etat en date du 12 brumaire an XII, les procureurs près les tribunaux de première instance doivent intervenir d'office pour requérir la rectification des actes de l'état civil dans les cas qui intéressent l'ordre public.

« Il n'en est aucun où l'ordre public se montre davantage que celui de la conscription. Vous devez donc requérir d'office le rétablissement ou la rectification des actes de naissance des jeunes gens qu'on présume faire partie de la conscription et qui sont réputés être parvenus à l'âge où l'on y est soumis.

(1) Locré, t. III, p. 388.

« Vous ne pourrez donner au gouvernement un gage plus certain de votre attachement pour lui, et une preuve plus sûre de votre zèle à remplir les fonctions qu'il vous a confiées. »

Quant au deuxième point, — dispense de jugement pour certaines rectifications, — la pratique montra bien vite que, si la voie judiciaire mettait les registres à l'abri de toute modification intempestive, la procédure en était souvent bien compliquée dans des cas où il n'y avait assurément aucun danger, ni pour les intérêts privés, ni pour l'ordre public. C'est dans ces conditions que fut donné l'avis du Conseil d'Etat du 30 mars 1808 sur les cas dans lesquels la rectification des registres de l'état civil par les tribunaux n'est pas nécessaire.

Cet avis, dont nous reproduisons le texte au cours de notre deuxième partie, permet, par faveur pour le mariage, de tenir pour non avenues certaines erreurs ou de combler certaines omissions viciant des actes de l'état civil. Nous nous expliquerons, le moment venu, sur la portée très restreinte de cet avis du Conseil d'Etat.

L'utilité de cette décision se manifeste encore chaque jour, mais elle était particulièrement bienfaisante au lendemain de la période révolutionnaire, pendant laquelle les désignations patronymiques des individus avaient été l'objet de modifications profondes, les unes passagères, les autres définitives. La lettre suivante, conservée au greffe du tribunal civil d'Auxerre, en est un témoignage :

Chablis, le 24 décembre 1823.

« Le maire de la ville de Chablis, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, à M. le Procureur du Roi près les tribunaux à Auxerre.

« Monsieur,

« La nommée Reine Leroy, habitante de cette commune, fille majeure des défunts Pierre Leroy et Marie Porcherot, suivant son acte de naissance joint à cette présente, désirant se marier, se trouve dans l'impossibilité de produire l'acte de décès de Pierre Leroy, son père, qui, dans le commencement de la Révolution, a pris le nom de Pierre Brille, a toujours été connu sous ce dernier nom à Chablis, y est décédé le 5 novembre 1807 et a été enregistré sur les registres de l'état civil sous le dit nom de Pierre Brille, époux de Marie Porcherot, qui est également décédée à Chablis le 5 novembre 1818.

« De ce mariage est encore née une fille nommée Thémis-Thérèse Brille, née à Chablis le 11 frimaire an VII.

« Je vous supplie de tracer au jeune homme porteur de la présente, la marche à suivre pour faire supprimer sur les registres de l'an VII, de 1807 et de 1818, le nom de « Brille » et y substituer celui de « Leroy », qui est le véritable nom de famille de Reine et de Thémis-Thérèse Leroy, ses filles, avec Marie Porcherot, sa femme.

« C'est dans cette attente que j'ai l'honneur d'être, avec la plus parfaite considération,

« Votre très humble et très obéissant serviteur.

« *Le maire de Chablis,*

« Chéron. »

Les actes de décès de 1807 et 1818 ne furent pas rectifiés, non plus que l'acte de naissance de l'an VII, mais dans l'acte de mariage de Reine Leroy — qui en vérité, portait un prénom et un nom dangereusement monarchiques pour une jeune personne née en 1793, elle est ainsi désignée :

«... et Reine Leroy, aussi domiciliée en cette ville, âgée de vingt-neuf ans, fille majeure de Pierre Leroy, surnommé Brille, décédé en cette ville et enregistré sous le dit nom de Brille le 5 novembre 1807, et de Marie Porcherot, son épouse légitime, décédée en cette ville le 5 novembre 1818, affirmant ladite Reine Leroy ainsi que les quatre témoins présents et ci-après nommés avec serment, que le véritable nom de son père était Leroy et que, si le nom de Brille lui a été donné dans les actes de 1807 et de 1818, c'est par la raison qu'il n'était connu à Chablis que sous ce nom qu'il avait adopté... (13 janvier 1823. Mariage Thibault Boisseau et Reine Leroy). »

Ayant ainsi rapidement parcouru l'histoire des jugements relatifs aux actes de l'état civil, nous allons passer en revue les différents types de ces jugements, tels qu'on les rencontre dans la pratique actuelle, pour essayer ensuite de les classer et d'en analyser les caractères juridiques.

PREMIÈRE PARTIE

OBJET ET DÉLIMITATION DU SUJET

CHAPITRE PREMIER

CAS DANS LESQUELS IL Y A LIEU D'ÉTABLIR PAR JUGEMENT UN ACTE DE L'ÉTAT CIVIL.

SECTION I. — Actes de naissance.

« Les déclarations de naissance seront faites, dans les trois jours de l'accouchement, à l'officier de l'état civil du lieu ; l'enfant lui sera présenté. » C'est en ces termes que commence l'article 55 du Code civil, et l'article 56, *in fine*, ajoute : « L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux témoins. »

Chacun des mots de ces deux phrases, ou peu s'en faut, nous fournit un exemple de cas où il y aura lieu à établissement d'acte de naissance :

I. — La déclaration de naissance n'est pas faite.

II. — La déclaration est faite, mais après l'expiration du délai de trois jours.

III. — La déclaration est bien faite dans les trois jours, mais l'acte de naissance n'est pas rédigé.

IV. — La déclaration remplit toutes les conditions requises, mais renferme des éléments qui la rendent insuffisante ou inopérante.

§ 1. — La déclaration de naissance n'a pas été faite.

Plusieurs hypothèses doivent être envisagées dans lesquelles un jugement sera nécessaire pour établir un acte de naissance, aucune déclaration n'ayant été faite.

C'est d'abord l'impossibilité matérielle de faire cette déclaration, par suite de l'absence d'état civil ou de toute institution similaire dans le pays où la naissance a eu lieu ; c'est ensuite l'ignorance de la loi française et de l'obligation imposée par elle de faire cette déclaration, parfois inconnue de certains étrangers de passage en France ; c'est encore l'omission involontaire de cette formalité, qui se produit plus fréquemment encore qu'on ne le pense ; c'est enfin l'abstention volontaire des parties intéressées, motivée par une intention frauduleuse ou criminelle. Nous allons étudier successivement ces diverses hypothèses.

A. — *Impossibilité matérielle résultant de l'absence d'état civil.*

En apparence, ce cas semble devoir se présenter assez rarement. La réalité est toute différente, et les trois cas que nous avons rencontrés dans la pratique nous permettent d'affirmer que, malgré l'organisation de l'état civil dans la

plupart des nations modernes, il reste encore, de nos jours, des pays où aucune institution de ce genre n'existe et où les naissances ne sont contrôlées d'aucune manière.

La première espèce est la suivante :

Les époux Larbre, mariés en 1906, étaient, au début de 1907, domiciliés à Reims : le mari y travaillait dans les établissements de M. A. Henriot, propriétaire de vignobles dans le Turkestan russe, à Karakoul (Boukharie). Leur patron les ayant envoyés dans ce pays pour y surveiller l'exploitation de ses établissements viticoles, les époux Larbre quittèrent Reims en février 1907, se rendirent à Karakoul, où ils séjournèrent jusqu'au 28 octobre 1908, et revinrent ensuite à Reims. Mais au cours de leur séjour en Boukharie, une fille leur était née, le 4 décembre 1907 : et cette enfant n'avait aucun état civil. En effet, il n'existe pas, dans cette partie de l'Asie centrale russe, de consulats français et, d'autre part, aucun état civil n'y est organisé ; ou plutôt, il en existe bien un rudiment, mais qui se trouvait sans utilité en l'occurrence : les ministres du culte chrétien orthodoxe russe tiennent des livres paroissiaux où ils mentionnent les naissances, mariages et décès, comme le faisaient avant la Révolution, nos prêtres catholiques : seulement, comme ces derniers, ils refusent de recevoir les déclarations qui n'émanent pas de leurs coreligionnaires. M. Larbre n'étant pas chrétien orthodoxe, aucun acte de naissance ne pouvait donc être dressé.

Deux éléments toutefois pouvaient servir de base au jugement à intervenir ultérieurement pour tenir lieu d'acte

de naissance : d'abord la dépêche envoyée par M. Larbre à M. Henriot, son patron, à Reims, dans laquelle il lui faisait part de cet heureux événement, et, d'autre part, la mention portée sur le passeport des époux Larbre, lors de leur passage à la frontière russe, à leur retour en France : « la sujette française Marie Larbre et sa fille Lucie âgée de un an ».

Rentrés en France, les époux Larbre s'inquiètent de constituer pour leur fille un état civil régulier. Ils se renseignent à la mairie, au Parquet, et bientôt, sur requête du procureur de la République, le tribunal civil de Reims est appelé à statuer sur l'espèce ; il semblait que sans difficulté il dût, par son jugement, établir purement et simplement l'acte de naissance de Lucie Larbre.

Il n'en fut rien, et voici le jugement que rendit le tribunal civil de Reims :

AUDIENCE DU 20 MARS 1913.

Présidence de M. BAUDOIN-BUGNET.

« Le tribunal,

Vu la requête et la commission du juge rapporteur ;

Où celui-ci en son rapport, le ministère public en ses conclusions orales, après avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en premier ressort ;

Attendu que, par requête du 24 février 1913, le procureur de la République près le tribunal a sollicité l'inscrip-

tion sur les registres de l'état civil de Reims de la naissance d'une fille qui serait née à l'étranger des époux Larbre-Pailletet domiciliés actuellement à Reims ;

Attendu, en effet, que les époux Larbre-Pailletet auraient résidé plusieurs mois à Karakoul (Asie centrale russe), qu'ils prétendent qu'au cours de leur séjour dans cette ville, le 4 décembre 1907, il leur serait né une fille, à laquelle ils auraient donné le prénom de Lucie ;

Attendu qu'ils allèguent que l'absence sur place d'autorité consulaire française ne leur a pas permis de faire la déclaration de l'article 48 du Code civil, qu'ils n'auraient pu, d'autre part, faire inscrire leur enfant sur aucun registre officiel de l'état civil dans le Khanat de Boukharie, étant les livres paroissiaux tenus par les ministres du culte chrétien orthodoxe russe pour leurs seuls coreligionnaires ;

Attendu que le procureur de la République, par la requête susvisée, sollicite que cette naissance soit aujourd'hui reconnue judiciairement par ce tribunal pour être ensuite ordonnée son inscription sur les registres de l'état civil de Reims ;

Attendu que l'intervention du procureur de la République est suffisamment justifiée, qu'il est en effet d'ordre public que chaque Français ait un état civil dont il puisse régulièrement et facilement exciper ; qu'il y a donc lieu de déclarer la requête recevable en la forme ;

Mais attendu que les besoins de la cause exigent que l'enfant soit représenté à cette instance par une autre per-

sonne que son père dont les intérêts peuvent être opposés aux siens ;

Qu'il y a donc lieu d'ordonner la mise en cause d'un tuteur *ad hoc* qui représentera l'enfant dont s'agit ;

PAR CES MOTIFS,

En la forme déclare recevable la requête du procureur de la République en date du 24 février 1913 ; au fond, surseoit à statuer jusqu'à ce qu'il ait été procédé à la désignation d'un tuteur *ad hoc* pour représenter à l'instance l'enfant que les époux Larbre-Pailletet prétendent leur fille et dont le procureur de la République demande l'inscription sur les registres de l'état civil de Reims. »

Pourquoi cette exigence d'un tuteur *ad hoc* ? Pourquoi un nouveau jugement ? Pourquoi imposer aux parties intéressées la longueur d'une procédure compliquée et un surcroît de frais ?

Nous ne croyons pas, quant à nous, que ce fût là chose bien nécessaire. La présence d'un tuteur *ad hoc* s'expliquerait si l'on pouvait craindre une fraude quelconque à la foi, une supposition de part ou quelque autre mystérieux dessein. Mais, dans l'espèce, tout était clair, tout le monde était d'accord, le caractère légitime de la filiation ne laissait aucun doute. le fait même de la naissance n'était enveloppé d'aucun mystère, ainsi qu'en témoigne le télégramme envoyé par le père.

Il n'existait pas de texte sur lequel on pût se baser pour exiger un tuteur *ad hoc*. L'article 318 du Code civil seul en

parle et il a trait au désaveu de paternité. Ce n'est pas en étendant une disposition aussi spéciale qu'on pourrait justifier l'exigence devant laquelle nous nous trouvons. Cette extension ne se comprendrait d'ailleurs que si une opposition d'intérêts mettait en conflit l'enfant et son représentant naturel, son père. Il n'en était rien dans cette affaire. Le tribunal le reconnaît bien lui-même, puisqu'il dit seulement que les intérêts du père « peuvent être opposés » à ceux de l'enfant. Nous ne voyons pas comment cette opposition d'intérêts était concevable.

Toujours est-il que les intéressés suivirent la décision du tribunal : le 27 juin 1913, un conseil de famille fut réuni sous la présidence de M. le juge de paix du 3^e canton de Reims, qui nomma M. René Larbre tuteur *ad hoc* de la mineure Lucie Larbre, et celle-ci, mieux représentée, aux yeux du tribunal, par le frère de son père que par ce dernier lui-même, put enfin, par un second jugement, obtenir un état civil régulier.

Cette fois la procédure est contradictoire, les époux Larbre demandeurs, agissant contre le tuteur *ad hoc* René Larbre, défendeur : il y a eu constitution d'avoués de part et d'autre, il y a des plaidoiries, bref, toute la façade d'un procès, et, sauvegardé par ces décors, l'état civil de la jeune Lucie Larbre va pouvoir enfin être établi.

Voici le second jugement, en date du 31 juillet 1913, rendu par le tribunal civil de Reims (présidence de M. Hû) :

« Le tribunal,

Après avoir entendu les avocats en leurs plaidoiries, le ministère public en ses conclusions, jugeant en premier ressort ;

Attendu que les époux Larbre, actuellement domiciliés à Reims, ont quitté cette ville en février 1907 pour se rendre en Boukharie, où les envoyait leur patron M. Alexandre Henriot, pour le compte duquel ils devaient travailler dans ses établissements viticoles sis à Karakoul ;

Attendu qu'ils séjournèrent dans cette ville jusqu'au 22 octobre 1908, et que les dates de leurs passages à la frontière russe tant à l'aller qu'au retour résultent des inscriptions apposées sur leurs passeports ;

Attendu qu'au cours de leur séjour à Karakoul, le 4 décembre 1907, la femme Larbre mit au monde un enfant du sexe féminin auquel fut donné le nom de Lucie ;

Attendu que les époux Larbre ont été dans l'impossibilité de déclarer régulièrement la naissance de leur enfant, l'état civil n'étant pas organisé régulièrement en Boukharie et ne sachant comment suppléer à l'absence de consulats français en Asie centrale russe ;

Attendu que le fait de la naissance de cet enfant résulte à la fois de la dépêche envoyée le 7 décembre 1907 de Karakoul par les parents de l'enfant à M. Henriot pour lui annoncer cette naissance, et de la mention inscrite au retour sur le passeport de Mme Larbre : « la sujette française Marie Larbre et sa fille Lucie âgée de un an » ;

Attendu qu'il y a le plus grand intérêt pour la jeune Lucie Larbre à avoir un état civil régulier ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne la signification du présent jugement à M. le maire de la ville de Reims, qui sera tenu d'inscrire la jeune Lucie Larbre sur les registres des naissances de l'année courante de la ville de Reims comme étant née à Karakoul (Khanat de Boukharie, Asie centrale russe), le 4 décembre 1907, de Léon Daniel Larbre, âgé de 27 ans, et de Marie Pailletet, âgée de 21 ans, sans profession, son épouse, domiciliés alors à Karakoul, ordonne que mention de cette naissance sera faite par intercalation en marge et à sa date, tant sur le registre des naissances de l'année 1907 déposé en la mairie de Reims que sur celui déposé au greffe, ordonne que mention semblable en sera faite en marge et à leur date sur les tables alphabétiques de l'un et de l'autre registre des naissances de l'année 1907. Condamne le défendeur ès-qualités aux dépens. »

Une situation à peu près semblable est exposée dans la requête de Casanave-Laulive, présentée le 4 mai 1910 au président et aux juges du tribunal civil de Saint-Jean d'Angély (Charente-Inférieure) :

« Le sieur Casanave-Laulive Jean, cantonnier à Puyrol-land, domicilié dite commune, ayant M^e Amédée Mesnard pour avoué ;

A l'honneur de vous exposer :

Que, le 1^{er} février 1886, devant l'officier de l'état civil de la commune de Puyrolland, canton de Tonnay-Boutonne, il a contracté mariage avec Mlle Dorbeau Mélina-Julie ;

Que, pendant le séjour des époux dans la commune de Puyrolland, ils ont eu deux enfants : Jean-Baptiste, né le 8 novembre 1886, et Ernest François, né le 10 février 1888 et décédé le 2 mars de la même année ;

Que les déclarations de naissance de ces deux enfants avaient été faites conformément à la loi et figurent sur les registres de l'état civil de la commune de Puyrolland ;

Qu'au mois de mai 1888, il a laissé, accompagné de sa femme, la dite commune de Puyrolland pour se rendre en Californie, où il s'est installé à Los Angeles dans le courant de juin 1888 ;

Que, pendant leur séjour en Californie, les époux Casanave ont eu trois enfants ;

1^o Françoise, née le 8 février 1891 ;

2^o Catherine, née le 8 septembre 1893 ;

3^o Etienne, né le 26 décembre 1894 ;

Qu'ignorant les lois du pays et le devoir et la faculté qu'il avait de s'adresser aux agents diplomatiques français, il n'a pas fait la déclaration de naissance de ces trois enfants et s'est simplement borné à inscrire le nom et la date de naissance de ces enfants sur son *livret de famille* (1) ;

(1) Casanave était berger ; l'été il conduisait les troupeaux dans la montagne, et l'hiver, quand il revenait, il *inscrivait* son nouvel héritier sur son livret de mariage.

Qu'en 1896, il est revenu à Puyrolland, où il a toujours habité depuis et où ses trois enfants nés en Californie ont toujours passé pour être nés des époux Casanave, ont toujours été appelés de ce nom par les voisins et où ils signent et sont désignés du nom de Casanave à l'école ;

Que, malgré cette possession d'état, ces enfants nés en Californie n'ont point d'état civil, puisqu'il ne figurent sur aucun registre et qu'il y a lieu dans ces conditions à régulariser leur situation.

C'est pourquoi, Messieurs, l'exposant a l'honneur de vous prier :

Dire que les trois enfants Casanave-Laulive, nés à Los Angelès en Californie, seront inscrits sur les registres de l'état civil de la commune de Puyrolland, domicile des époux, où ils ont d'ailleurs contracté mariage, et comme enfants des dits époux, sous la date de leur naissance, savoir :

1°..... 2°..... 3°.....

Ordonner toutes mesures préalables qu'il appartiendrait pour prouver la possession d'état qui, aux termes de l'article 320 du Code civil, supplée l'acte de naissance pour prouver la filiation ;

Autoriser en ce cas le sieur Casanave-Laulive à prouver aux formes de droit :

1° Qu'à leur retour de Californie les époux Casanave se sont réinstallés à Puyrolland avec ces trois enfants qu'ils avaient ramenés avec eux ;

2° Que ces enfants ont toujours porté le nom de Casanave, sous lequel ils signent et sont désignés à l'école.

3° Que les époux Casanave les ont toujours traités comme leurs enfants ;

4° Que les voisins les ont toujours considérés comme tels.

Très subsidiairement et dans le cas où le tribunal jugerait que cette autre preuve peut être nécessaire, donner commission rogatoire au tribunal d'Oloron-Sainte-Marie (B.-P.), ou à tel magistrat qu'il y aurait lieu, à l'effet d'entendre, en telle forme qu'il appartiendra, tous témoins habitant cet arrondissement qui seraient en mesure de justifier qu'il est à leur connaissance personnelle que les enfants sus-nommés sont bien nés du légitime mariage des époux Casanave-Laulive-Dorbeau, aux dates qui figurent sur le livret de famille, et ce à Los-Angeles (Californie), durant le séjour qu'ils y firent, pour, la dite preuve faite et rapportée, être ensuite par les parties conclu et par le Tribunal statué ce qu'il appartiendra ;

Et ferez justice. »

Le tribunal rendit, en audience publique, le 11 mai 1910, sous la présidence de M. André Giraud, un premier jugement :

« Attendu que le tribunal ne trouve pas dans les documents qui lui sont produits des éléments lui permettant de faire droit quant à présent à la demande du sieur Casanave-Laulive Jean ;

Attendu qu'aux termes de l'article 320 du Code civil, la filiation des enfants légitimes, à défaut d'acte de naissance régulier, se prouve par la possession d'état, laquelle peut être établie par témoins ;

Attendu qu'il y a lieu, dans ces conditions, d'ordonner l'enquête sollicitée par le sieur Casanave-Laulive Jean et qui tend à démontrer que les trois enfants indiqués dans la requête, savoir :

1° Casanave-Laulive Françoise, née le 8 février 1891 ;

2° Casanave-Laulive Catherine, née le 8 septembre 1893 ;

3° Casanave-Laulive Etienne, né le 26 décembre 1894 ;

ont bien la possession constante de l'état d'enfants légitimes et qu'ils sont nés des époux Casanave-Laulive pendant le séjour qu'ils firent en Californie ;

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant en audience publique et en premier ressort ;

Admet le sieur Casanave-Laulive à prouver par témoins devant M. Pommerol, juge suppléant au siège, ou à son défaut devant M. Giraud, juge, que le tribunal commet à cet effet :

1° Qu'à leur retour de Californie les époux Casanave se sont réinstallés à Puyrolland avec ces trois enfants qu'ils avaient ramenés avec eux ;

2° Que ces enfants ont toujours porté le nom de Casanave, sous lequel ils signent et sont désignés à l'école ;

3° Que les époux Casanave les ont toujours considérés comme tels ;

Donne commission rogatoire au tribunal d'Oloron-Sainte-Marie à l'effet de faire recevoir régulièrement par tel juge qu'il désignera les dépositions des témoins habi-

tant cet arrondissement et que le sieur Casanave se propose de faire entendre pour prouver que les enfants sus-nommés sont bien nés du légitime mariage des époux Casanave-Laulive aux dates qui figurent sur le livret de famille et ce à Los Angelès (Californie) ;

Dit que, sur les résultats de cette enquête, il sera par le tribunal statué ce qu'il appartiendra ;

Dépens réservés. »

Quatre témoins furent entendus dans l'enquête, dont trois habitaient Puyrolland et le quatrième Nachamps, commune voisine, dont il était maire. Tous déposèrent en termes semblables ou à peu près semblables :

« J'ai vu en 1896 les époux Casanave arriver de Californie et s'installer à Puyrolland. Ils ramenaient avec eux trois enfants, deux filles et un garçon, prénommés respectivement Françoise, Catherine et Etienne ; ces derniers désignés par tout le monde dans le pays sous le nom de Casanave, sont considérés comme issus du mariage des époux Casanave, les parents les ont toujours traités comme leurs enfants légitimes ; à l'école comme ailleurs les enfants sont appelés Casanave. »

Le tribunal, suffisamment édifié, rendit en chambre du conseil, le 30 juin 1911, sous la présidence de M. André Giraud, un second jugement :

« Attendu que la requête est régulière et juste au fond, qu'il y a lieu d'y faire droit ;

PAR CES MOTIFS,

Dit que les trois enfants Casanave-Laulive, nés en Californie, à Los Angelès, seront inscrits sur les registres de l'état civil de la commune de Puyrolland, domicile actuel des époux et où ils ont d'ailleurs contracté mariage, comme enfants légitimes de Casanave-Laulive Jean et de Dorbeau Méлина Julie et comme étant nés, savoir :

1^o Casanave-Laulive François, le 8 février 1891 ;

2^o Casanave-Laulive Catherine, le 8 septembre 1893 ;

3^o Casanave-Laulive Etienne, le 26 décembre 1894 ;

Dit, en outre, que le présent jugement sera transcrit sur les registres du consul qui aurait dû les recevoir, c'est-à-dire, du consul de Los Angelès, et ce, en conformité de l'article 8 de l'ordonnance du 23 octobre 1833.»

Lors même que l'acte de naissance a été régulièrement reçu à l'étranger, des difficultés semblables peuvent encore se présenter, comme en fait foi le jugement suivant :

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-MALO

Audience du 24 octobre 1913.

Présidence de M. Leroy.

Requête : « M. Louis Lemonnier, manœuvre, expose : qu'un fils lui est né le 6 février 1893 à San Cristobal, province de Santa-Fé (République Argentine), de son mariage avec Marthe Guellaën, contracté devant l'officier de l'état civil de Saint-Malo le 15 mai 1890 ; que cet enfant fut déclaré le lendemain de sa naissance au sieur Lesueur, épi-

cier, faisant fonctions de maire, et reçut les prénoms de Jacques Louis ;

« Que l'exposant, lors de son retour en France, il y a une quinzaine d'années, omit de faire transcrire sur les registres de l'état civil l'acte de naissance de son fils ; que, dernièrement, ce jeune homme, désirant contracter un engagement dans l'armée de mer, s'en vit empêché faute d'un acte de naissance régulier ; que des recherches faites en République Argentine par les soins du consul de France ne donnèrent aucun résultat ; que l'exposant se voit obligé de s'adresser au tribunal pour obtenir un jugement qui sera transcrit sur les registres de l'état civil et tiendra lieu d'acte de naissance pour son fils Jacques Louis Lemonnier ;

« Que, depuis son retour en France, ce dernier a constamment vécu à Saint-Malo, jouissant, de notoriété publique, de la possession d'état d'enfant légitime de l'exposant, dans les termes de l'article 321 du Code civil ; que l'exposant est prêt au besoin à l'établir par témoins.

« C'est pourquoi l'exposant conclut à ce qu'il vous plaise, etc...

Jugement : « Le tribunal, vu la requête qui précède et les pièces à l'appui ;

« Attendu que, par suite d'omission, la naissance de Lemonnier Jacques Louis, arrivée à San Cristobal, province de Santa-Fé (République Argentine), n'a pas été inscrite sur les registres des naissances, qu'il y a lieu d'ordonner l'inscription du dit acte de naissance ;

« PAR CES MOTIFS,

« Déclare constante comme étant arrivée à San Cristobal, province de Santa-Fé (République Argentine), le 6 février 1893, la naissance de Lemonnier (Jacques Louis), du mariage légitime de Louis-Victor Lemonnier avec Marthe Guellaën, célébré à Saint-Malo le 15 mai 1886 ; ordonne, en conséquence, transcription du présent jugement sur les registres courants des naissances de la commune de Saint-Malo, et dit que mention en sera faite en marge de l'acte le plus rapproché de la date du 6 février 1893, tant au registre déposé au greffe du tribunal civil de Saint-Malo que sur celui demeuré aux archives de la commune de Saint-Malo. »

Le requérant admet lui-même qu'il aurait dû, lors de son retour en France, faire transcrire l'acte de naissance de son fils sur les registres de l'état civil de la commune de Saint-Malo et, en fait, il eût été prudent en agissant ainsi. Mais aucun texte de loi ne lui en faisait une obligation : si l'article 171 du Code civil prescrit la transcription des actes de mariage lorsque la célébration a eu lieu à l'étranger, si l'article 60 du même Code prévoit la transcription des actes de naissance dressés à bord, la loi est muette en ce qui concerne les actes de naissance reçus à l'étranger par les autorités locales.

Une circulaire du procureur de la République près le tribunal civil de la Seine en date du 25 juin 1874 (1), adressée aux maires du département, s'exprimait ainsi :

(1) *Recueil des instructions relatives à l'état civil* (1900). Préfecture du département de la Seine, p. 244.

« Les actes de naissance et de décès, dressés en pays étranger, ne peuvent être transcrits sur les registres de l'état civil, et j'ai eu plusieurs fois le devoir de rappeler que la disposition de l'article 171 était limitative. Il appartient aux parties qui veulent assurer la conservation de ces actes de les déposer chez un notaire, qui a dès lors le droit d'en délivrer des expéditions. »

Mais cette circulaire doit être considérée comme abrogée sur ce point par celles du ministre de la justice (11 mai 1875), du procureur de la République près le tribunal civil de la Seine (9 septembre 1876) et du préfet de la Seine (10 mars 1898).

La circulaire précitée du garde des sceaux Dufaure (1) est cependant empreinte d'une certaine hésitation :

« Bien que la loi ne l'exige pas, plusieurs auteurs enseignent que cette transcription est une précaution utile et légale, et que le maire qui est requis de l'opérer ne peut s'y refuser... La transcription des actes de naissance aura... pour effet de mettre en mesure d'appeler au service militaire les nombreux jeunes gens nés à l'étranger de parents français. J'ai dès lors peine à croire que des officiers de l'état civil, prétendant exciper du silence de la loi, hésitent à nous prêter le concours que nous sommes en droit d'attendre de leur dévouement... »

Il n'en est pas moins vrai que, même s'il avait été conseillé par un jurisconsulte compétent lors de son retour

(1) *Eodem libro*, p. 255.

en France, Louis Lemonnier aurait pu s'imaginer que la transcription de l'acte de naissance de son fils était impossible, en raison du silence de la loi.

On voit comme sont longues et compliquées les formalités nécessaires dans de telles circonstances. Elles sont, on va le voir, suffisantes pour décourager les parties intéressées.

M. R., employé au service d'une grande maison parisienne de fourrures, avait été envoyé par celle-ci dans les régions à peu près désertes de la baie d'Hudson pour y diriger un entrepôt de pelleteries. Dans ces contrées sauvages du nord du Canada, les communications sont très difficiles, le service postal est assuré régulièrement une fois par an, il n'y a presque pas d'habitants et par suite pas d'état civil. M. R... rencontra deux voyageurs anglais, le père et la fille, catholiques comme lui-même. Les deux jeunes gens se fiancèrent et, un missionnaire catholique venant à passer, se marièrent devant lui très légitimement. Un acte fut dressé par le missionnaire, sur une simple feuille de papier à lettre, faute de mieux. Des enfants naquirent. Cette fois, aucun acte de naissance : il n'y avait plus dans la contrée de missionnaires, et, par suite, on n'avait pas même la preuve d'un acte de baptême.

Au bout de quelques années, les époux R... et leurs enfants revinrent en France en congé. M. R..., originaire d'une ville de la banlieue de Paris, se rendit à la mairie de celle-ci et demanda ce qu'il avait à faire, d'abord pour donner à son mariage l'authenticité d'un mariage célébré

en France, et ensuite pour faire dresser les actes de naissance de ses enfants, et leur conférer la nationalité française.

Quand on lui eut parlé de toutes les formalités à remplir, quand on eut expliqué à cet homme, qui depuis cinq années vivait loin de toute société, les complications des requêtes, des jugements, des transcriptions, quand on lui eut exposé la nécessité de constituer avoué et d'engager toute une procédure, M. R. leva les bras au ciel et déclara au secrétaire de la mairie qui m'a conté cette histoire authentique, que, s'il en était ainsi, ses enfants resteraient canadiens et son mariage tel qu'il était...

Et encore ne l'avait-on pas menacé d'un conseil de famille, ni d'un tuteur *ad hoc* pour ses enfants !

Nous avons ainsi montré que l'impossibilité matérielle de déclarer une naissance n'a rien d'invraisemblable, et combien une simplification législative en cette matière serait souhaitable.

B. — *Ignorance de la loi française.*

Il y a peu d'années encore, lorsque, de parents anglais en résidence en France, naissait un enfant, il était fréquent que la déclaration de la naissance ne fût pas faite comme le veut notre Code : le père allait au consulat britannique faire dresser acte de la naissance de son enfant, mais il s'abstenait ensuite de se rendre à la mairie. Si bien qu'il croyait être en règle avec notre loi en faisant une déclaration qui, pour l'ordre public français, était insuffisante.

Si cette erreur habituelle a disparu à peu près complètement aujourd'hui chez les nationaux des pays d'Europe, il n'en est pas de même, comme on va le voir, pour certains autres étrangers.

Mme Gangotena, domiciliée à Quito (Equateur), en résidence avec son mari à Paris, y mit au monde, le 28 juillet 1912, un enfant que son père, ignorant de la loi française, ne déclara pas. Et, lorsqu'il apprit qu'une déclaration à la mairie devait être faite dans les trois jours, il était trop tard : le délai était expiré de l'avant-veille.

Aussi l'officier de l'état civil refusa-t-il la déclaration comme tardive. Un jugement fut donc nécessaire pour établir l'acte de naissance, et il est à noter, en passant, qu'on en trouverait peu qui aient été rendus aussi rapidement. En effet, l'enfant naquit le 28 juillet, la déclaration refusée est du 2 août, et le jugement du 8 du même mois.

Le voici :

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE.

Chambre du Conseil du 8 août 1912.

Présidence de M. HUGOT.

LE TRIBUNAL,

« Attendu que des documents présentés, il résulte que Maria Sofia Victoria Gangotena est née à Paris, qu'aucun acte de naissance n'a été dressé, qu'il y a lieu de réparer cette omission (1) ;

(1) Remarquer la brièveté de cet attendu. La plupart des juge-

PAR CES MOTIFS,

Déclare établi dans les termes suivants l'acte de naissance de Maria Sofia Victoria Gangotena :

« L'an 1912, le 28 juillet, à 23 heures 50 minutes, est né à Paris, 8^e arrondissement, un enfant du sexe féminin prénommé Maria Sofia Victoria, fille de Gangotena Enrique et de Jijon Ascazubi Dolorès, son épouse, tous deux domiciliés à Quito (Equateur), et résidant temporairement avenue d'Antin, n^o 5.

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil du 8^e arrondissement de Paris, que l'acte ci-dessus établi sera dressé à la suite de cette transcription et que mention en sera portée sur les registres à la date de la naissance. »

On peut, croyons-nous, rapprocher cette hypothèse — ignorance de la loi du lieu de naissance — d'une autre qui présente avec elle quelque analogie : l'ignorance de l'application de leur loi nationale, par des personnes résidant à l'étranger. L'affaire suivante s'est présentée devant le tribunal civil de Bruxelles (1). Un ingénieur belge et sa femme, ayant eu un enfant au cours de leur séjour en Portugal, omirent de faire la déclaration de naissance dans ce pays au vice-consulat de Belgique, et durent, à leur retour dans ce pays, obtenir un jugement établissant l'acte de naissance de l'enfant (2).

ments de cette espèce ne sont, comme nous le verrons, pour ainsi dire pas motivés.

(1) Trib. civ. Bruxelles, 1^{re} Ch., 7 décembre 1912, *La Loi*, 9 janvier 1914, avec note.

(2) La législation belge est sur ce point identique à la nôtre,

Remarquons toutefois que cette seconde situation se présente bien moins fréquemment que la première. En effet, il est naturel qu'un étranger résidant en France ignore les dispositions de notre loi ; il est plus rare qu'un Français séjournant à l'étranger ne sache pas que nos consuls remplissent les fonctions d'officiers de l'état civil.

C. — *Omission involontaire de la déclaration.*

Cet oubli se produit très souvent dans la pratique, et nombreux sont les jugements qui viennent le réparer. La plupart du temps, il s'agit de naissances d'enfants naturels : la mère est allée accoucher chez une sage-femme, et celle-ci, malgré l'article 56 du Code civil, n'a pas été faire la déclaration.

Si nous citons plusieurs jugements de cette catégorie, c'est qu'à la différence de la plupart des jugements rectificatifs, ils contiennent un exposé des moyens de preuve qui ont été employés pour établir le fait de la naissance de l'enfant et son identité avec celui qui réclame ou pour qui l'on réclame l'établissement d'un acte de naissance. Voici d'abord un jugement du tribunal civil de Reims, rendu en audience publique le 14 mars 1912 (Présidence de M. Hù) :

« LE TRIBUNAL,

Attendu que la requête est régulière en la forme,

Attendu qu'au fond les déclarations recueillies par M. le procureur de la République sont suffisamment précises et

concordantes pour qu'il ne soit pas nécessaire de faire une enquête devant le tribunal, que, notamment, la sage-femme qui a procédé à l'accouchement a fourni toutes les indications nécessaires, sur lesquelles la mère de l'enfant est d'accord avec elle ;

Attendu qu'il y a donc lieu d'ordonner la constatation de la naissance omise et l'addition de l'acte de l'état civil sur les registres de la ville de Reims, d'après les énonciations de la requête,

PAR CES MOTIFS,

Dit qu'il sera inscrit sur le double registre de l'état civil de la ville de Reims un acte de naissance indiquant que :

« Sur la déclaration de la dame B.. Maria, la femme L.. Marie, domiciliée à Reims, est accouchée le 1^{er} février 1912 à 6 h. 1/4 du matin d'un enfant du sexe féminin né de père inconnu et auquel enfant il sera donné les prénoms de Fernande Marguerite.

Dit que mention de cet acte sera faite à la date où il aurait dû être inscrit et à la table de la présente année. »

Dans cette espèce le jugement a été rendu sur la requête de la partie intéressée et il y avait une preuve facile résultant du témoignage de la sage-femme. Mais, lorsqu'aucun témoin de la naissance n'a pu être retrouvé, il y a lieu à enquête, et c'est sur les conclusions tirées de celle-ci que le tribunal se base pour établir l'acte de naissance, comme on va le voir dans le jugement ci-après, rendu en

la chambre du conseil du tribunal civil de la Seine, le 7 février 1911 (Présidence de M. Salvador) :

« LE TRIBUNAL,

Sur la requête du procureur de la République agissant d'office dans l'intérêt de l'ordre public ;

Attendu qu'il résulte des documents produits, et notamment de l'enquête à laquelle il a été procédé par les commissaires de police du service de la sûreté et du quartier Vivienne, que Arlette (1) Marie Eugénie D... est née à Paris le 28 octobre 1910, qu'aucun acte de naissance n'a été dressé, qu'il importe de réparer cette omission ;

PAR CES MOTIFS,

Déclare établi dans les termes suivants l'acte de naissance de Arlette Marie Eugénie D...

(Ici le corps de l'acte).

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil du 2^e arrondissement de Paris, que l'acte ci-dessus sera dressé à la suite de cette transcription et que mention en sera portée sur le registre à la date de la naissance. »

Il nous reste à signaler un jugement en cette matière qui a cet avantage de montrer les différentes pièces sur lesquelles on peut s'appuyer dans cette occurrence, et qui, d'autre part, consacre une solution des plus discutables au point de vue juridique.

(1) Remarquer que ce prénom, refusé dans un grand nombre de communes comme non conforme à la loi du 2 germinal an XI, est admis par le tribunal.

Requête présentée par M. G... signée C... avoué,

« A l'honneur de vous exposer qu'il est né à Paris, 3^e arrondissement, le 28 avril 1868, fils naturel non reconnu de Louis Jean Etienne G... et de Berthe B... dite Maria B... tous deux actuellement décédés ;

Que, par suite d'une omission ou de toute autre circonstance que l'exposant n'a pas pu s'expliquer, il n'a pas été dressé acte de la naissance de l'exposant à la mairie du 3^e arrondissement de Paris ; que cependant l'exposant est bien né à la date sus-indiquée, que cela résulte d'un extrait du registre des actes de baptêmes de la paroisse Saint-Louis-en-l'Île délivré le 28 décembre 1910, portant qu'il est né à cette date du 28 avril 1868 ; d'un certificat de vaccination en date, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, du 8 juin 1872, portant qu'il était alors âgé de 4 ans ; que son livret militaire porte la même indication.

Qu'il figure enfin sur les listes électorales du 6^e arrondissement de Paris sous le nom de Etienne Jean Baptiste G... né en 1868 ;

Que, d'autre part, il a toujours été considéré comme fils, de Louis Jean Etienne G... et de Berthe B... dite Maria B... ; qu'il a acquis de ce chef une possession d'état certaine et indiscutable, qui, en l'absence d'acte de naissance régulier, corroboré par les commencements de preuves sus-indiqués, peut conformément à la loi servir à faire constater sa naissance avec cette possession d'état, conformément aux dispositions de l'article 46 du Code civil.

Pourquoi l'exposant requiert, etc.

Jugement.

Attendu que des documents produits, et notamment de l'enquête à laquelle il a été procédé par le commissaire de police du quartier des Grandes-Carrières, il résulte que G... Etienne Jean Baptiste est né sur le 3^e arrondissement de Paris le 28 avril 1868 ; qu'aucun acte de cette naissance n'a été dressé, qu'il y a lieu de réparer cette omission.

PAR CES MOTIFS,

Déclare établi dans les termes suivants l'acte de naissance du sus-nommé :

« L'an 1868, le 28 avril, est né à Paris sur le 3^e arrondissement un enfant du sexe masculin prénommé Etienne Jean Baptiste, fils de G... Louis Jean Etienne et de B... Berthe.

« Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil du 3^e arrondissement de Paris ; que l'acte ci-dessus sera dressé à la suite de cette transcription et que mention en sera portée sur les mêmes registres à la date de la naissance. »

Comment cet enfant qui, dans sa requête, déclare lui-même qu'il est naturel non reconnu, se trouve-t-il, par jugement, avoir dans son acte de naissance un père et une mère ? Comment, outre les pièces produites comme preuves, a-t-il pu invoquer une possession d'état certaine et indiscutable, basée sur la commune renommée, alors

que celle-ci est strictement limitée par le Code au cas de filiation légitime quant à la filiation paternelle (1).

Comme nous nous occupons ici non des actions relatives à l'état des personnes, mais simplement de celles qui concernent les actes de l'état civil, nous n'insisterons pas sur ces difficultés.

Dans l'espèce jugée le 4 février 1914 par le tribunal de Versailles, le médecin qui soignait Eugénie B... fut appelé auprès d'un autre malade, il crut avoir le temps de s'absenter ; mais aussitôt après son départ les douleurs de parturition s'accrochèrent et l'on alla précipitamment chercher un autre médecin, qui arriva juste au moment où l'accouchement venait de se faire de lui-même. Les deux médecins crurent, par suite d'un malentendu, que la déclaration de la naissance serait faite par le confrère. Ce n'est qu'à la fin de 1913 qu'on s'aperçut de l'omission.

TRIBUNAL CIVIL DE VERSAILLES (1^{re} Ch.)

Audience du 4 février 1914.

Présidence de M. FÉRON.

« LE TRIBUNAL,

Attendu que le 9 septembre 1911, à quatre heures du matin, la dame Eugénie Virginie Louise B... est accouchée d'un enfant du sexe féminin, lequel n'a pas été déclaré sur les registres de l'état civil de la commune de Chatou par

(1) Ce jugement est antérieur à la loi du 16 novembre 1912.

suite d'un oubli involontaire ; qu'il y a lieu de réparer cet oubli :

PAR CES MOTIFS,

« Ordonne que, sur le vu du présent jugement, M. le maire de Chatou sera tenu d'inscrire sur les registres de l'état civil de la dite commune l'enfant dont s'agit sous les noms de B... Germaine, née le 9 septembre 1911, à quatre heures du matin, à Chatou, rue de la..., n°..., fille de B... Eugénie Virginie Louise, journalière, demeurant dite commune, rue de la..., n°.... »

Ni les motifs, ni le dispositif ne mentionnent la reconnaissance faite par la mère. Or il n'est pas douteux qu'Eugénie B... entendait reconnaître sa fille :

1° Parce que précédemment elle avait eu d'autres enfants naturels qu'elle avait toujours reconnus ;

2° Parce que la requête du procureur de la République contient le passage suivant :

«... Que cette enfant ne fut pas déclarée à l'état civil dans les délais légaux et se trouve par conséquent sans état civil, que la dame B... demande qu'il lui soit dressé un acte de naissance et désire que son enfant porte le nom de Germaine... »

Mais il n'est pas dans les usages que la requête soit transcrite sur les registres de l'état civil, la loi ne l'exigeant pas (1). Le plus souvent, comme on a pu le voir par

(1) En fait elle l'est parfois et, dans l'espèce, la requête a été transcrite.

les exemples donnés plus haut et comme on le verra plus loin au sujet des jugements rectificatifs, les motifs et le dispositif reproduisent littéralement la requête ; mais, en ce qui concerne Germaine B..., il n'en a pas été ainsi.

Dans ces conditions, on peut se demander si l'affirmation produite par le procureur de la République, dans sa requête, que la mère sollicite elle-même un jugement tenant lieu d'acte de naissance, équivaut à l'acte authentique exigé par la loi pour les reconnaissances d'enfants naturels (art. 334, C. civ.). On peut en douter.

Le parquet de la Seine, dans l'espèce rapportée par le journal *La Loi* à la date du 9 janvier 1914, espèce analogue à celle ci, avait exigé que la mère reconnût son enfant avant l'introduction de la requête tendant à solliciter du tribunal un jugement déclaratif de la naissance ; cette procédure nous semble la meilleure et, en tout cas, la plus prudente, car Eugénie B... ne peut pas se figurer qu'elle n'a pas reconnu son enfant après les démarches par elles faites à la mairie de Chatou et au parquet de Versailles. Cependant, si quelqu'un avait intérêt à nier la validité de cette reconnaissance, ce serait une belle matière à procès.

D. — *Abstention volontaire de déclaration de naissance.*

Le fait s'est produit souvent dans les premières années qui ont suivi la promulgation du Code civil. Effrayés par les guerres de l'Empire, beaucoup de parents ne trouvèrent rien de plus simple que de faire échapper leurs fils à la conscription en ne déclarant pas leur naissance. Le

Code pénal, en 1810, vint réprimer cette fraude : son article 346 punit de 6 jours à 6 mois de prison et de 16 à 300 francs d'amende le défaut de déclaration de la part des personnes désignées à l'article 56 du Code civil.

Outre cette sanction pénale les frais du jugement à intervenir incombent aux parents.

De nos jours l'application de l'article 346 du Code pénal est devenue relativement rare. Nous en avons cependant trouvé deux exemples dans des jugements rendus par le tribunal de première instance de Rennes.

TRIBUNAL CIVIL DE RENNES.

Audience du 3 avril 1911.

Présidence de M. LE LEPRIER.

« LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte des pièces produites à l'appui de la requête qui précède, et notamment de la procédure correctionnelle dirigée contre J... (Pierre Marie Jean) pour omission de la déclaration de la naissance de son enfant, qu'il est constant que J... (Julia Clémence Amélie) est née à Rennes le 26 février 1911, naissance qui n'a pas été déclarée dans les délais prescrits par la loi ; qu'elle n'a pu par suite être inscrite sur les registres de l'état civil de la commune de Rennes ; qu'il échet d'ordonner la réparation de cette omission d'acte de naissance ;

PAR CES MOTIFS,

Déclare constant et avéré que, le 26 février 1911, à huit heures du soir, il est né à Rennes une enfant du sexe féminin, fille légitime de J... (Pierre Marie Jean) et de H... (Marie Rose), à laquelle enfant ont été donnés les prénoms de Julia Clémence Amélie, et dont la naissance n'a pas été constatée dans les délais légaux sur les registres de l'état civil de la commune de Rennes ;

Ordonne que le présent jugement tiendra lieu de l'acte de naissance omis, qu'il sera transcrit sur les registres des naissances de la commune de Rennes pour l'année courante et que mention en sera faite en marge de l'acte le plus rapproché par sa date du 26 février 1911 sur les deux registres des naissances actuellement déposés à la mairie de Rennes. »

La procédure correctionnelle à laquelle fait allusion le jugement civil avait abouti au jugement ci-dessous :

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE RENNES

Audience du 11 mars 1911.

« LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il est constant et reconnu par le prévenu que J... (Pierre) a omis de faire la déclaration de son enfant né le 26 février 1911 à Rennes, dans les délais légaux ; qu'il a ainsi commis le délit prévu et puni par l'article 346 du Code pénal ;

Attendu que le prévenu, sur le compte duquel de bons renseignements sont fournis, n'a jusqu'à ce jour subi

aucune condamnation, qu'il y a lieu de lui faire application des articles 463 du Code pénal et 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 ;

PAR CES MOTIFS,

Déclare J... (Pierre) convaincu du délit relevé à sa charge, et par application des articles 346, 463, 92 du Code pénal, 194 du Code d'instruction criminelle, 9 de la loi du 22 juillet 1897 et 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, lus à l'audience par M. le président et ainsi conçus..... ; condamne J... (Pierre Marie Jean) par corps à seize francs d'amende ; dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine dans les conditions déterminées par la loi du 26 mars 1891.

Le condamné a été averti par M. le président des dispositions de l'article 3 de la loi précitée. »

Le 9 octobre 1913, le tribunal correctionnel de Rennes a condamné à la même peine un autre père, le sieur B..., dont le délit était plus caractérisé que celui du sieur J..., auquel on ne pouvait reprocher que de la négligence. A Rennes, comme dans un grand nombre de villes de province, les naissances ne sont pas constatées par un médecin de l'état civil ; les déclarants qui ne présentent pas l'enfant à la mairie remettent aux employés un certificat délivré par la sage-femme ou le médecin accoucheur, auxquels la municipalité fournit, sur leur demande, les imprimés *ad hoc* qu'ils doivent remplir. L'enfant du sieur B... était né le 15 septembre 1913. Le même jour, le père se présentait à la mairie de Rennes dans un état très apparent d'ébriété,

n'ayant avec lui ni l'enfant ni le certificat. On le pria de revenir avec l'un ou l'autre, il répondit par des cris et des injures et ne revint point. Le jugement tenant lieu d'acte de naissance à l'enfant Louis Alexandre B... fut rendu par le tribunal civil à la date du 22 octobre 1913.

**§ 2. — La déclaration de naissance a bien été faite.
mais après l'expiration du délai de trois jours.**

C'est là une des hypothèses les plus fréquentes, et il est facile de concevoir les motifs d'un tel retard : d'abord l'ignorance du délai légal ; les habitants des campagnes savent tous qu'il faut faire une déclaration, mais ignorent souvent le délai ; ensuite la difficulté des communications : l'hiver dans les montagnes, il est parfois matériellement impossible de se rendre à la mairie pour faire la déclaration, et cela pendant une semaine ou plus encore. Enfin, il peut arriver qu'en cas de maladie grave de la mère, le père, lorsqu'elle est en danger de mort, ne songe nullement à aller faire la déclaration de naissance, ayant de graves soucis.

Quel que soit le motif du retard apporté à la déclaration, un jugement est toujours nécessaire pour établir l'acte de naissance.

Voici, à titre d'exemple, parmi tant d'autres, un jugement du tribunal civil de Versailles rendu en audience publique le 29 mai 1913 (présidence de M. Féron), accompagné de la requête qui a engagé la procédure.

Requête :

Attendu que le 4 mai 1913, le sieur D... Louis déclarait, à M. le Maire de Sannois, la naissance d'un enfant du sexe féminin, né le 26 avril 1913 de son union avec Eugénie B..., que M. le maire de Sannois a refusé de recevoir cette déclaration comme tardive ; que l'acte de naissance ne saurait être dressé qu'en vertu d'un jugement ;

Requiert qu'il plaise au tribunal ordonner que la déclaration tardive faite à M. le Maire de Sannois le 4 mai 1913 par le sieur D..., soit transcrite sur les registres de l'état civil, dire que le jugement sera inscrit et expédié, etc.

*Jugement :***LE TRIBUNAL,**

Attendu que le 4 mai 1913, le sieur D... Louis a déclaré à M. le maire de Sannois la naissance d'un enfant du sexe féminin né le 26 avril 1913 de son union avec Eugénie B... ;

Attendu que M. le maire de Sannois a refusé de recevoir cette déclaration tardive ;

PAR CES MOTIFS,

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 12 brumaire an XI, ordonne que la déclaration tardivement faite à M. le maire de Sannois le 4 mai 1913 par le sieur D... sera transcrite sur les registres de l'état civil de ladite commune, dit que mention du présent jugement sera faite en marge des actes

de l'état civil de la commune de Sannois à la date du 26 avril 1913. »

§ 3. — La déclaration de naissance a bien été faite dans les trois jours, mais l'acte n'a pas été rédigé.

On sait qu'il est d'un usage constant, bien qu'illégal, dans de nombreuses communes, de faire signer déclarants et témoins et de dresser ensuite l'acte de naissance ou de décès dans le blanc laissé au-dessus des signatures. L'usage inverse, également constant et également illégal, existe en matière d'actes de mariages. On rédige l'acte à l'avance et, au jour du mariage, les époux et les témoins signent. Si bien que, dans ce dernier cas, on risque, si le mariage, pour une cause quelconque, n'a pas lieu, d'avoir un acte inexistant et de perdre une feuille de papier timbré ; dans le premier cas, au contraire, on risque d'oublier de dresser l'acte ou de commettre de graves erreurs, comme nous le verrons en matière de rectification.

Donc les témoins ont signé. Quelques jours se passent, puis, au moment où l'employé se décide à rédiger l'acte, il s'aperçoit que les notes qu'il avait prises lors de la déclaration sont perdues : il faut faire revenir les parties. Ou bien il n'y songe plus du tout, et à la fin de l'année, à la vérification des registres, on s'aperçoit de l'absence d'un certain nombre d'actes. Ou enfin, comme le fait a été signalé à la Chambre des députés par M. Marc Frayssinet, député de Tarn-et-Garonne, le secrétaire de mairie, par

suite d'un affaiblissement de ses facultés mentales, omet, pendant plus de deux ans, de dresser les actes de naissance (1), si bien qu'aujourd'hui les intéressés se trouvent dans l'obligation de se faire constituer par jugement un état civil.

Voici comme exemple un jugement du tribunal civil de Reims, rendu en audience publique le 2 janvier 1914 (présidence de M. Edouard Hû).

Ici, non seulement un acte de naissance n'avait pas été rédigé, mais encore la table et la mention de clôture avaient été omises :

LE TRIBUNAL,

Attendu que les registres de l'état civil de la commune de Fontaine-sur-Ay, année 1853, sont incomplets de l'acte de naissance de Brun Maria, à la date du 29 novembre, de la table et de la mention de clôture.

Attendu que l'acte qui manque doit être rétabli ainsi que la table et la mention de clôture qui la suivait, et que la copie de ces documents, faite par le greffier du tribunal, le 27 décembre 1913, qui est représentée au tribunal et visée par le président, doit remplacer les dites pièces dans les registres de l'état civil de la commune de Fontaine-sur-Ay, année 1853.

PAR CES MOTIFS,

Dit que la copie certifiée, dressée le 27 décembre 1913

(1) Le fait s'est passé à Esparsac (Tarn et-Garonne),

par le greffier du tribunal, contenant l'acte de naissance n° 10 Brun Maria, du 29 novembre 1853, la table des actes de naissance de la dite année, et la mention de clôture signée du maire Blaurue, tels qu'ils se comportent au double du registre de l'état civil de la commune de Fontaine-sur-Ay pour l'année 1853, déposé au greffe de ce tribunal, sera insérée aux lieu et place qu'ont occupés les documents dont s'agit qui n'ont pas été représentés aux archives de la dite commune.

Dit que l'acte rétabli pourra être désormais délivré en copie par l'officier de l'état civil sur la vue de la dite copie authentifiée par le tribunal, avec mention du remplacement de l'original ;

Ordonne la mention du présent jugement sur les registres de l'état civil de la commune de Fontaine-sur-Ay, pour la présente année 1914. »

Remarquons, en passant, que la pièce employée ici comme preuve n'est autre que le registre déposé au greffe. Il arrive en effet très souvent que l'un des deux doubles est exact, alors que l'autre est erroné.

Mais si, comme dans l'espèce précédente, l'omission est partielle et ne porte que sur un seul acte, elle peut, nous allons le voir, être générale, et porter sur toute une série d'actes correspondant à une période déterminée.

Le 21 février 1893, le substitut du procureur de la République de Corbeil fit une visite inopinée dans les services de l'état civil de cette ville et s'aperçut, en ouvrant les registres de l'année courante, qu'aucun acte de naissance

n'avait été dressé depuis le 1^{er} janvier 1893. Il ouvrit le registre des décès, même constatation ; et il en fut encore de même pour le registre des publications de mariage. Seul le registre des mariages était régulièrement tenu, ce qui s'explique facilement par l'habitude de dresser ces actes avant la comparution des parties, et aussi l'étrangeté qu'il y aurait pour les époux, les parents et les témoins, à signer en bas d'une feuille blanche un acte de mariage non encore dressé.

Les registres des naissances, décès, publications de mariage, se présentaient donc sous cette forme extraordinaire : sur les feuilles immaculées, de loin en loin, des signatures, mais d'actes, point de trace. Ceux-ci reçus sur un brouillon, n'avaient pas été encore inscrits sur les registres, lors de la visite du substitut, qui surprit en flagrant délit, — si l'on peut employer cette expression — le service de l'état civil.

Et sur la première page du registre des naissances, pour l'année 1893, on peut lire ces mots dont l'écriture dénote l'indignation : « constaté par le substitut du Procureur de la République, le 21 février 1893, signé Leuillieux. »

Agissant d'office, comme l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 lui en confrère le droit, le ministère public, à la suite d'une réquisition en date du 19 avril 1893, fit commettre par le tribunal de Corbeil, le 27 du même mois, un juge chargé de l'enquête.

Il y avait à établir 28 actes de naissance, 2 actes de reconnaissance, 41 actes de décès, 4 de présentations d'enfants sans vie et enfin 30 publications de mariage.

L'enquête eut lieu pour les naissances les 16 et 24 mai 1893, pour les décès le 24 mai et pour les publications de mariage le 30 du même mois.

Elle consista dans l'audition des déclarants et des témoins et dans la vérification des actes par eux indiquées.

Le 6 septembre 1893, le tribunal civil de Corbeil sous la présidence de M. Gallois, rendit en audience publique trois jugements rédigés en termes à peu près identiques, relatifs l'un aux naissances, l'autre aux décès, le troisième aux publications de mariage.

Voici le texte du jugement relatif aux naissances :

LE TRIBUNAL,

« Ouï en son rapport M. Lesage, juge commissaire,

Ouï, en ses conclusions M. Leuillieux, substitut de M. le Procureur de la République,

Après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en audience publique et en premier ressort,

Vu la requête qui précède et les pièces à l'appui,

Attendu que sur les registres de naissance de la ville de Corbeil aucun acte n'a été dressé par l'officier de l'état civil du 1^{er} janvier au 21 février 1893 ;

Que 28 déclarations de naissance ont cependant été faites dans ce délai à la mairie de cette commune, et que 2 reconnaissances y ont été aussi déclarées ;

Que, par jugement rendu par ce tribunal, le 27 avril 1893, M. Davaine, juge, a été commis, pour rechercher et établir, par voie d'enquête, les éléments des actes omis :

Que M. Davaine a procédé à cette enquête aux dates des 16 et 24 mai dernier,

Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins que, dans les délais ci-dessus déterminés, et aux dates par eux déclarées sont nés les nommés :

. ici 28 noms

Qu'il résulte également de la dite enquête que des reconnaissances d'enfants ont été faites à la mairie de Corbeil par :

. ici 2 noms

Attendu qu'il importe que ces constatations de l'enquête, restées déposées pendant un mois au greffe du tribunal soient régulièrement établies afin de réparer les omissions relevées sur les registres de l'état civil ;

PAR CES MOTIFS,

Déclare judiciairement établie la preuve des naissances d'enfants reconnues par l'enquête ;

Ordonne que le présent jugement tiendra lieu aux intéressés d'actes de naissance, lesquels seront rédigés ainsi qu'il suit :

. . Ici 30 actes : 28 de naissance, 2 de reconnaissance...

Ordonne que le présent jugement tiendra lieu d'actes de naissance ou de reconnaissance inscrits sur les registres tenus pour l'année 1893 par l'officier de l'état civil de la commune de Corbeil ;

Dit que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil de Corbeil, année courante, et que men-

tion sommaire en sera faite en marge de l'endroit où lesdits actes auraient dû être rédigés ;

Ordonne que toutes mentions quelconques relatives aux dits actes qui auraient été insérées à l'avance sur les dits registres seront bâtonnées et considérées comme nulles et non avenues. »

§ 4. — La déclaration faite est inopérante ou insuffisante.

Nous arrivons maintenant à la dernière hypothèse dans laquelle il y aura lieu à jugement pour établir un acte de naissance.

C'est celle dans laquelle la déclaration a bien été faite dans les délais voulus, mais dans des conditions telles qu'elle était inacceptable de la part de l'officier de l'état civil.

Voici un exemple pratique qui rend plus claires les circonstances de cette hypothèse :

Au mois de mai 1913 se présente à la mairie de Levallois-Perret un sieur R... qui prétend donner à sa fille les prénoms de Liberté-Révolution, insistant même pour que l'orthographe du premier prénom soit modifiée, eu égard au sexe, et transformée en « Libertée ». Sur le refus qui lui est fait de recevoir de tels prénoms, comme non conformes à la loi du 2 germinal an XI, le père s'entête et aucun acte de naissance n'est dressé.

Si bien que le ministère public, agissant d'office dans l'intérêt de l'ordre public, requit et obtint du tribunal

civil de la Seine, en date du 14 août 1913 (1), un jugement qui non seulement établissait l'acte de naissance de l'enfant, mais encore donnait à celle-ci les prénoms d'Aglaé-Georgette, moins tapageurs que ceux sur lesquels le père avait porté son choix.

Voici donc un cas où toutes les conditions légales étant remplies en apparence, il y a lieu néanmoins à un jugement pour établir l'acte de naissance (2).

A côté de l'hypothèse dans laquelle la déclaration est inopérante, il convient de noter celle d'une déclaration insuffisante. Le médecin qui se borne à déclarer à la mairie du lieu de naissance d'un enfant le fait même de l'accouchement, peut-il être considéré comme ayant satisfait aux prescriptions des articles 55 et suivants du Code civil ?

L'article 56 impose l'obligation de déclarer la naissance au père, ou, à son défaut, aux docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé et autres personnes qui auront assisté à la délivrance.

Et l'article 346 du Code pénal punit de prison et d'amende le défaut de déclaration, la peine étant prononcée contre les personnes qui ont assisté à l'accouchement.

En 1910, un médecin des environs de Reims fut poursuivi devant le tribunal correctionnel, comme tombant sous le coup de l'article 346 du Code pénal.

Le condamner, c'était considérer comme insuffisante la

(1) *La Loi*, 9 décembre 1913, avec note.

(2) Cf. également : *La Révolution française*, 14 janvier 1914, p. 29.

simple déclaration de l'accouchement faite par lui ; l'acquitter, c'était au contraire admettre la validité de cette déclaration et rendre inutile, par suite, un jugement établissant l'acte de naissance.

C'est à cette dernière solution, on va le voir, que s'est rallié le tribunal :

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE REIMS

Audience du 12 mars 1910.

LE TRIBUNAL,

« Attendu que le Dr Demain est inculpé d'avoir, à Cernay-les-Reims, le 20 décembre 1909, ayant assisté à un accouchement, négligé de faire la déclaration prescrite par l'article 56 du Code civil ;

Attendu qu'il résulte des débats qu'à la date ci-dessus, Demain, médecin à Reims, a été appelé à Cernay-les-Reims avec une sage-femme, pour procéder à l'accouchement d'une personne à lui inconnue ; que l'opération terminée, il se présenta à la mairie de cette commune et déclara seulement le fait matériel de l'accouchement :

Attendu que, poursuivi en raison de ce fait, Demain prétend :

1° Qu'ayant fait cette déclaration, il n'aurait pas commis le délit prévu et puni par l'article 346 du Code pénal ;
2° qu'ayant accouché une personne hors de son domicile, il n'était pas tenu de faire la déclaration dont il s'agit ;
3° que l'article 346 ne vise que l'article 56 du Code civil,

que par suite l'inobservation de l'article 57 du même Code n'a pas de sanction ; 4° qu'enfin, étant tenu comme médecin au secret professionnel, il n'a donné que les indications qui lui étaient permises par le secret reçu ;

Attendu qu'une déclaration incomplète est considérée comme omise et peut être poursuivie comme défaut de déclaration tombant sous l'application de l'article 346 du Code pénal (Cass., 21 juin 1883) ;

Attendu que c'est à tort que Demain prétend qu'ayant accouché une personne hors de son domicile, il n'était pas tenu de faire cette déclaration ; qu'en effet, d'une part, il n'établit pas que la personne accouchée par lui était hors de son domicile ; que, d'autre part, si, dans un arrêt d'espèce du 12 décembre 1862, la Cour criminelle a semblé décider que c'est la personne chez laquelle l'accouchement a eu lieu qui serait, à l'exclusion de toute autre, tenue à faire la déclaration de naissance, dans un arrêt ultérieur du 10 mars 1865, la chambre criminelle a fait prévaloir une solution contraire, qu'elle a consacrée d'une façon définitive dans un arrêt du 27 février 1867 ; qu'elle déclare, en effet, « que, si, dans le cas où la femme accouche hors de son domicile, le paragraphe 2 du même article veut en outre que la personne chez qui l'accouchement a eu lieu soit tenue à faire la déclaration, cette mesure de prévoyance commandée par l'isolement dans lequel la mère peut se trouver au moment de la délivrance, loin de restreindre et de limiter à la personne chez qui s'est opéré l'accouchement la nécessité de la déclaration, ne fait, en

augmentant ainsi le nombre de ceux qui y sont assujettis, que fortifier et accroître les garanties données à l'enfant et n'en laisse pas moins soumis à la prescription générale du paragraphe 1^{er} tout témoin de l'accouchement, qu'il ait lieu dans le domicile ou hors du domicile de la mère de l'enfant » ; qu'il résulte donc de cette décision que, quel que soit le lieu où accouche une femme, tout témoin est tenu de déclarer la naissance de l'enfant ; que Demain était donc dans l'obligation de faire la déclaration de naissance ;

Attendu qu'il y a lieu d'examiner si cette déclaration faite par lui est incomplète et si, dans ce cas, la sanction prévue par l'article 346 du Code pénal lui est applicable ou si, au contraire, il n'a fait que suivre les énonciations limitatives de l'article 56 du Code civil ;

Attendu que Demain s'est présenté, le 20 décembre 1909, à midi, devant le maire de Cernay, déclarant que ledit jour à 9 heures et demie du matin, était né dans ladite commune, de parents non désignés, un enfant du sexe masculin, qu'il ne présentait pas et auquel il donnait les prénoms de Auguste Louis ;

Attendu qu'aux termes de l'article 346 du Code pénal, « toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par l'article 56 du Code civil et dans les délais fixés par l'article 55 du même Code, sera punie... » etc. ;

Attendu que, conçu en ces termes, l'article 346 ne peut atteindre que les infractions comprises dans les li-

mites de l'article 55 et de l'article 56 susvisés ; que ceux-ci se bornent à exiger que les déclarations de naissances soient faites par les personnes énumérées dans l'article 56 à l'officier de l'état civil du lieu et dans les trois jours de l'accouchement ; qu'en matière de droit pénal tout est de droit étroit ; que, par suite, l'article 57 qui énumère les diverses énonciations que doit contenir en général un acte de naissance n'étant pas compris dans l'article 346, on ne saurait l'ajouter sans manquer aux règles fondamentales de notre droit pénal (Angers, 18 septembre 1850) ;

Attendu que les énonciations de l'article 57, si elles sont utiles, ne sont pas obligatoires, et, si le législateur n'a pas cru devoir attacher de pénalité à leur omission, c'est qu'il a pensé que l'acte de naissance qui ne fait connaître ni la mère ni la maison de l'accouchement peut suffire pour que la société ainsi cependant avertie puisse surveiller et étendre sa protection sur le nouveau-né, qu'elle suit dès sa naissance ;

Attendu que, si l'omission de la déclaration du nom de la mère, lorsqu'il s'agit de la naissance d'un enfant illégitime, peut nuire à celui-ci, ce préjudice n'est qu'éventuel et ne peut être mis en balance avec le préjudice actuel et certain que la connaissance du nom de la mère porterait à cette dernière et à sa famille ; qu'il est incontestable que, si le nom de la mère devait être nécessairement mentionné dans la déclaration, il serait à craindre de se trouver en présence soit de naissances cachées, soit d'un plus grand nombre d'avortements ou d'infanticides ;

Attendu que c'est donc dans les articles 55 et 56 qu'il faut rechercher les véritables éléments du délit ;

Attendu que la déclaration de naissance plus haut précitée a été faite dans les délais prévus par l'article 55 et au maire de la commune du lieu de l'accouchement, que Demain s'est conformé strictement à l'article 56 en faisant la simple déclaration du fait matériel de l'accouchement ; que l'article 346 ne lui est donc pas applicable ;

Attendu qu'on ne saurait reprocher à Demain de ne pas avoir présenté l'enfant ; que, d'une part, cette obligation formulée dans la dernière partie de l'article 55 n'est pas prescrite par l'article 346 ; que, d'autre part, elle est tombée en désuétude et n'est plus jamais imposée ;

Attendu qu'enfin, aux termes de l'article 378 du Code pénal, les médecins, chirurgiens, et autres officiers de santé, ainsi que les sages-femmes, peuvent être, à raison de leur profession, rendus dépositaires de secrets de famille qu'ils ne peuvent révéler sans s'exposer à ces peines ; que dès lors des personnes se trouveraient dans tous les cas affranchies de la pénalité établie par l'article 346, si, ayant assisté à un accouchement, elles étaient dans l'impossibilité, à raison du secret reçu, de donner à l'officier de l'état civil les renseignements indiqués par l'article 57 du Code civil (Cassation, 1^{er} août 1845) ;

PAR CES MOTIFS,

Acquitte le Dr Demain et le renvoie des fins de la plainte sans dépens. »

Le plus souvent la cause de l'omission d'un acte de

naissance sur les registres de l'état civil reste ignorée, parfois on la présume, on la soupçonne, elle est exceptionnelle, elle est grave. Exemple :

« Vaux, le 28 février 1823.

« L'adjoint au maire de la commune de Vaux à M. le procureur du Roi,

« Monsieur,

« Marie Campenon, de ma commune, âgée de 22 ans, se présente devant moi avec sa famille et son futur pour que je leur publie des bans de mariage.

« Recherche faite dans nos registres civils, je ne l'*et* (*sic*) point trouvée enregistrée ; elle est née dans la vendange de l'an neuf, suivant la déclaration des père et mère ; il paraît assés que Dujon, merre de ce tens là, était occupé à faire sont marc et orat oublié cet enregistrement.

« Alors, Monsieur, comme cest gens là sont extrêmement pauvres, je vous prierais d'avoir la complaisance de me faire connaître le moyen le plus convenable et le moins coûteux pour suppléer à cette extrait de naiscence afin aussy que je puissent procéder à leur mariage sans me comprometre.

« Dans cet attent j'ai l'honneur d'être, Monsieur, avec le plus profond respect,

Votre obéissant serviteur,

J. CAMPENON,

Adjoint faisant fonction de maire (1). »

(1) Pièce conservée au greffe du tribunal civil d'Auxerre.

Généralement c'est au moment de l'appel sous les drapeaux qu'on s'aperçoit qu'un enfant du sexe masculin n'a pas d'acte de naissance, et l'autorité militaire provoque alors l'intervention du ministère public :

TRIBUNAL CIVIL DE RENNES

Audiences des 22 août et 19 septembre 1913.

Requête du ministère public.

« ... a l'honneur d'exposer que, par dépêche en date du 23 juillet 1913, le bureau de recrutement de Rennes signale que la naissance du jeune soldat J... (Francis Julien), né le 21 août 1892, à Saint Médard-sur-Ille, de Julien Marie et de Rosalie Alexandrine R..., recensé dans la commune de Saint-Aubin-d'Aubigné en 1912, n° 92, n'a pas été inscrit sur les registres de la commune de Saint-Médard-sur-Ille, pas plus que sur ceux déposés au greffe du tribunal ;

« Vu le procès-verbal d'enquête édifié par la gendarmerie de Saint-Aubin-d'Aubigné le 5 août 1913, notamment la déclaration de la mère du jeune soldat J..., qui affirme avoir accouché le 21 août 1892, à trois heures du matin, d'un garçon, à Saint-Médard-sur-Ille, qui a reçu les prénoms de Francis Julien, et l'avoir déclaré elle-même à la mairie de Saint-Aubin d'Aubigné lors du recensement, les déclarations des parrain et marraine, du desservant de la commune de Saint-Médard, qui expose que le conscrit

J... a été baptisé le jour même de sa naissance le 21 août 1892 ;

« Attendu qu'il résulte de l'enquête que J... (Francis Julien) est bien né à Launay-en-Saint-Médard-sur-Ille, le 21 août 1892, de Julien Marie et de Rosalie Alexandrine R..., et que l'acte de naissance du sus-nommé n'a pas été inscrit sur les registres de l'état civil ;

« En conséquence, le procureur de la République requiert qu'il plaise au tribunal, sur le rapport de l'un de Messieurs les juges à cet effet commis, ordonner que mention de l'omission de la déclaration de naissance dont s'agit sera faite sur les registres de l'état civil de la commune de Saint-Médard-sur-Ille etc... ; ordonner que le jugement à intervenir sera transcrit, etc... »

Le 22 août 1913, un premier jugement ordonne l'enquête ; le juge de paix du canton de Saint-Aubin-d'Aubigné, à cette fin commis, entendit la veuve J..., mère de l'enfant, le parrain, la marraine, le desservant de la commune de Saint-Médard-sur-Ille, et, le 19 septembre 1913, le tribunal civil de Rennes rendit un jugement au fond, accueillant la demande du ministère public.

Parfois les indices recueillis en vue de constituer l'acte de naissance sont peu probants, et la tâche du tribunal civil devient alors des plus délicates. Gabriel Edmond F... se trouvait dans l'impossibilité de produire un acte de naissance au moment de la conscription ; or ses père et mère, dont il rapportait l'acte de mariage, étaient décédés. Un témoin affirmait que la mère était accouchée à Dinard,

s'y trouvant de passage, à la date indiquée par F... comme étant celle de sa naissance, mais il était dans l'impossibilité de certifier l'identité de F... avec l'enfant né à cette date ; il indiquait le médecin accoucheur, décédé depuis plusieurs années. On ne pouvait, non plus, produire un acte de baptême, chose rare dans la région. D'autre part, le jeune homme justifiait qu'il avait, à diverses reprises, subi avec succès des examens sous le nom auquel il prétendait avoir droit. Le tribunal civil de Saint-Malo estima tout d'abord que toutes les preuves alléguées étaient assez peu convaincantes ; mais, devant l'évidente bonne foi du demandeur et la nécessité qu'il y avait de lui constituer un état civil régulier, il rendit, le 13 février 1914, le jugement sollicité.

SECTION II. — Actes de décès.

Si, comme nous l'avons vu plus haut, la loi n'a, en matière de naissance, admis le jugement établissant un tel acte que comme un mode exceptionnel, elle a au contraire prévu longuement les hypothèses où un jugement déclaratif de décès sera nécessaire. Et elle prend soin d'indiquer qu'il y a là, à côté de la déclaration régulière de décès, un mode normal, dans certaines circonstances, de la constatation de cet événement.

Nombreux sont en effet les cas où le décès d'une ou de plusieurs personnes est certain, bien que le cadavre n'ait

pu être retrouvé ou identifié. Les catastrophes en mer, dans les mines, sur les voies ferrées, fournissent des occasions, malheureusement trop fréquentes, où un jugement déclaratif de décès, collectif ou individuel, s'imposera.

Nous allons tout d'abord étudier ces divers cas pour envisager ensuite l'hypothèse plus simple où, par suite d'un retard volontaire ou involontaire, la déclaration n'a pas été faite dans les conditions prévues par la loi (1).

§ 1. — Disparitions dans les mines.

C'est le premier cas de ce genre qui ait été envisagé par les pouvoirs publics.

Il est prévu par les articles 18 et 19 du décret du 3 janvier 1813 ; on se base sur l'impossibilité matérielle de retrouver le corps des victimes et de parvenir au lieu où elles sont ensevelies. Le maire, dans ces conditions, dresse un procès-verbal des faits, puis transmet celui-ci au ministère public qui, agissant d'office, fait prononcer par le tribunal l'annexion de cette pièce aux registres.

En pratique, les formalités sont plus longues, car, si on se limitait à celle qu'impose le décret, il arriverait que, les procès-verbaux, formant avec toutes les pièces annexées un certain nombre de liasses compactes et poussiéreuses, reléguées dans un coin inaccessible des archives, aucun

(1) Nous renvoyons au chapitre relatif aux jugements rectificatifs l'étude des jugements attribuant à un individu déterminé l'acte de décès d'un inconnu.

extrait n'en pourrait être délivré ; d'autre part, les constatations de décès auraient, vis-à-vis des tiers, un effet bien restreint, puisque les femmes des victimes de la catastrophe continueraient à être femmes mariées, en droit, bien que veuves en fait, faute de pouvoir fournir l'acte de décès de leur mari. Pour éviter cette situation pénible et irrégulière, et pour permettre tous les actes de la vie juridique, tels que les remariages des veuves, les mariages des enfants avec le seul consentement de leur mère, etc., la pratique a adopté un système de beaucoup préférable, qui consiste à transcrire sur les registres le procès-verbal et à en faire un véritable acte collectif de décès.

Cette réglementation ne s'applique qu'aux mines ; elle ne s'étend pas aux catastrophes similaires qui pourraient survenir dans d'autres industries aussi dangereuses telles que les poudreries ; dans ce cas on emploie la procédure ordinaire. Toutefois, une mesure de circonstance peut intervenir, comme ce fut le cas lors de l'explosion de la poudrerie de Grenelle : le décret du 29 frimaire an III rendit possible la constatation des décès des individus non retrouvés ou non identifiés.

§ 2. — Disparitions en mer.

Bien que beaucoup plus fréquentes que les disparitions dans les mines, elles n'avaient fait jusqu'en 1893 l'objet d'aucune réglementation législative. La jurisprudence, il est vrai, se montrait très large, et appliquait ici le sys-

tème de la déclaration par jugement des décès des marins disparus. Ces jugements avaient très souvent un caractère collectif : M. de Courcy, dans un mémoire adressé à M. le ministre de la marine en 1878, intitulé « Les veuves des marins disparus » (1), cite en exemple un jugement du tribunal civil de Brest, qui déclare collectivement 177 décès de marins (2).

Un projet de loi, déposé en 1881, devint la loi du 8 juin 1893, qui régla la matière.

Deux hypothèses sont à envisager :

1° Une ou plusieurs personnes tombent à l'eau sans que leurs corps puissent être retrouvés : « Il sera dressé un procès-verbal de disparition par l'autorité investie à bord des fonctions d'officier de l'état civil », dit le nouvel article 87 du Code civil, qui ajoute : « Ce procès-verbal sera signé par l'officier instrumentaire et par les témoins de l'accident et inscrit à la suite du rôle d'équipage. »

C'est l'extension pure et simple à notre matière du système établi pour les mines par le décret du 3 janvier 1813.

2° Un navire a disparu : on croit à sa perte totale ; ou bien, à la suite d'un naufrage ou de tout autre accident, un certain nombre de membres de l'équipage ou de passagers ont disparu.

Dans ce cas, prévu par l'article 88, lorsqu'il n'a pas été possible de dresser les procès-verbaux de disparition prévus par l'article 87, il sera rendu par le ministre de la

(1) Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, tome I^{er}, n° 512.

(2) Cf. également, Rouen, 11 octobre 1889, D. 90.2.305.

marine, après une enquête administrative et sans formes spéciales, une décision déclarant la perte du bâtiment ou la disparition de tout ou partie de l'équipage ou des passagers. Et l'article 90 continue en prescrivant de transmettre une copie de ces procès-verbaux au procureur général du ressort dans lequel se trouve le tribunal soit du dernier domicile du défunt, soit du port d'armement du bâtiment, soit enfin du lieu du décès (1), et de requérir le magistrat de poursuivre d'office la constatation judiciaire des décès ».

Le tribunal du port d'armement a même, dans un cas, compétence exclusive : lorsqu'il s'agit de personnes disparues dans un même accident, lui seul est compétent pour rendre le jugement collectif de décès.

Enfin, l'article 91 prévoit l'application, en cette matière, de la procédure ordinaire de déclaration judiciaire du décès établie par les articles 855 et suivants du Code de procédure civile.

Voici un exemple de jugement déclaratif de décès, rendu par le tribunal civil de Versailles en audience publique le 22 juin 1899, à la suite de la catastrophe tristement célèbre du transatlantique « la Bourgogne » :

« LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte des renseignements fournis au tribunal et par lui vérifiés, que Marie Henriette Vert,

(1) Il faut admettre qu'il s'agit alors d'une disparition en rivière ou dans un port (catastrophes de Toulon ; explosion des cuirassés *Iéna* et *Liberté*).

femme Arrouet, s'est embarquée sur le bateau « la Bourgogne », et que son nom figure sur le manifeste des passagers ;

Attendu que le fait de la disparition de « la Bourgogne » par suite de naufrage est de notoriété publique, que l'hypothèse où la dame Arrouet aurait échappé aux conséquences du naufrage est dénuée de toute vraisemblance, que par suite le décès est suffisamment établi ;

PAR CES MOTIFS,

Dit que Marie Henriette Vert, veuve de Alphonse Arrouet, est décédée en mer le 4 juillet 1898, par suite du naufrage du bateau transatlantique « la Bourgogne » ;

Dit que le présent jugement tiendra lieu d'acte de décès et sera transcrit sur les registres courants de la commune de Chatou, et que mention en sera faite à la date correspondante à celle du décès, tant sur le registre déposé au greffe que sur celui dressé à la mairie de Chatou. »

A la suite du naufrage de « la Bourgogne », il n'y avait pas eu de jugement collectif de décès. Enfin, comme nous le montre ce jugement, la transcription en est faite au lieu du dernier domicile. Si celui-ci était inconnu, elle devrait se faire à Paris, aux termes de l'article 92 du Code civil, et, s'il s'agissait d'un jugement collectif, au port d'armement.

L'article 92 termine en prescrivant que ces jugements seront opposables aux tiers comme des actes de l'état civil et non comme des jugements ordinaires.

Les tribunaux des arrondissements baignés par la mer

sont plus souvent que tous les autres appelés à rendre des jugements constatant la disparition de marins au cours d'un naufrage. Les trois exemples que nous allons donner semblent indiquer que ces tribunaux ont une tendance à réduire de plus en plus au strict minimum les motifs de leurs décisions ; le plus récent émane du tribunal civil de Dinan (Audience du 11 mai 1910).

« Attendu que de l'enquête effectuée par l'autorité maritime, et dont les pièces sont jointes à l'appui de la présente requête, il résulte que Boixière (Julien Pierre Marie François), né le 9 septembre 1866 à Crehen, marié à Corseul le 7 janvier 1893 à Fréville (Jeanne Marie), inscrit à Dinan, folio 4.108, n° 1128, embarqué à Saint-Malo le 14 mars 1908, comme avant de doris, est disparu en mer le 9 mai 1908 sur le banquereau ;

Attendu que ce décès paraît certain et qu'il y a lieu de le constater par jugement ;

PAR CES MOTIFS,

Statuant sur requête et en premier ressort, déclare constant, pour avoir eu lieu en mer le 9 mai 1908 sur le banquereau, le décès de Boixière (Julien Marie Pierre François), marin, époux de Fréville (Jeanne Marie), domiciliée à Corseul ; dit que le présent jugement lui tiendra lieu d'acte de décès ; ordonne qu'il soit transcrit en entier sur les registres courants des actes de décès de la commune de Corseul et qu'il en sera fait mention en marge de l'acte le plus rapproché de l'époque du décès, tant sur le registre

déposé aux archives de la commune de Corseul que sur celui déposé au greffe du tribunal ;

« A faire les dites transcription et mentions tous dépositaires des dits registres contraints ; quoi faisant, déchargés. »

Nous trouvons des renseignements plus explicites sur les circonstances de la disparition dans un jugement rendu 21 ans plus tôt.

TRIBUNAL CIVIL DE CHERBOURG

Audience du 23 octobre 1889.

Présidence de M. THÉRY.

« Vu la requête présentée par M. le procureur de la République et les pièces à l'appui ;

Attendu qu'il en résulte que, le 21 mars 1889, vers 11 heures du matin, les torpilleurs 55, 71, 110 et 111 quittaient le port du Havre pour se rendre à Cherbourg ; qu'ils avaient à peine atteint la pointe de Barfleur qu'un vent violent vint subitement assaillir l'escadrille et que les torpilleurs se perdirent immédiatement de vue ; que le 55, qui avait rebroussé chemin, arriva au Havre le soir même ; que le 111 et le 71 purent atteindre Cherbourg ; que le torpilleur 110 n'a jamais reparu et que les investigations les plus minutieuses n'ont pu faire découvrir aucun vestige de ce navire ; que les nommés : 1^o... 2^o... etc., soit en tout 13 personnes, qui montaient ce bateau à son départ du Havre, n'ont jamais reparu ; que, de plus,

le sieur Baudon, pilote du Hâvre, affirme avoir aperçu au plus fort de la tempête une épave flottante dont il n'a pu s'approcher et qui devait être, selon toute probabilité, le torpilleur 110 flottant la quille en l'air ; que dans ces conditions aucun doute ne paraît exister sur la perte totale de ce navire ; que le torpilleur 110 appartient au port de Cherbourg ; qu'il est d'ordre public de faire constater d'office le décès de son équipage, soit 13 personnes ;

« PAR CES MOTIFS,

« Déclare constants comme arrivés en mer le 21 mars 1889 les décès de. 1°... 2°, etc... ; dit que le présent jugement tiendra lieu d'acte de décès des sus-nommés et sera transcrit sur les registres de l'état civil de la commune de Cherbourg pour l'année courante, et que mention en sera faite sur les registres à la hauteur du 21 mars 1889 ; etc... »

Enfin l'enquête qui accompagne un jugement de 1836 nous retrace dans un style simple, mais imagé et saisissant, toutes les péripéties poignantes d'un drame qui eut lieu en pleine nuit, dans un petit bateau chargé de voiles, en présence de deux témoins impuissants à conjurer le péril :

TRIBUNAL DE SAINT-MALO

Audience du 14 avril 1836.

Présidence de M. VILLALARD.

Requête

« M. le substitut du procureur du roi expose au tribu-

nal que, par sa lettre en date du 30 mars 1836, M. le maire de la commune de St-Enogat l'informe que le nommé Pierre Alexandre Auguste Macé, demeurant en ladite commune, marin embarqué à bord du sloop l'*Aurore*, capitaine Le Clerc, allant à Dunkerque, est tombé à la mer et a disparu le 14 juillet 1835 ; en conséquence et attendu que l'indigence de Marie Gorge, sa veuve, est constatée par un certificat de M. le maire de la dite commune de St-Enogat du 30 mars dernier, il conclut à ce qu'il plaise au tribunal ordonner d'office une enquête à l'effet de constater le décès en mer dudit Pierre Alexandre Auguste Macé et commettre M. le juge de paix de Pleurtuit pour procéder à la dite enquête pour, après icelle, être requis ce que de droit... »

Jugement :

« LE TRIBUNAL,

Prenant en considération l'exposé de M. le substitut ; vu le certificat d'indigence y référé, ordonne d'office une enquête à l'effet de prouver, que Pierre Alexandre Auguste Macé, marin à bord du sloop l'*Aurore*, est tombé à la mer et a disparu sous les flots le 14 juillet 1835 ; commet M. le juge de paix de Pleurtuit pour procéder à cette enquête pour, après icelle, être statué ce qui sera vu appartenir. »

Enquête, 17 novembre 1836.

Premier témoin, Jean-Marie Le Clerc, maître au cabotage, âgé de 49 ans, demeurant en la commune de Saint-Enogat :

« Je partis de Saint-Malo le 12 juillet de l'année dernière pour Dunkerque, n'ayant à bord du sloop l'*Aurore*, que je commandais, que deux hommes d'équipage, Macé et Niquet. Macé fut frappé le même jour, à deux heures du soir, comme d'une attaque d'épilepsie, attaque qui se renouvela trois fois le lendemain au matin et fut suivie de frayeurs de revenants, frayeurs qui continuèrent jusqu'à l'instant de sa chute et de sa mort. Sa fièvre l'ayant pris le 14 au matin d'une manière plus violente, j'eus beaucoup de peine à le contenir. Hêlé dans la nuit du 14 au 15 à minuit, par un navire anglais, je me trouvai forcé d'abandonner un instant le malheureux Macé, qui, travaillé par la fièvre, monta, pendant que je parlais aux Anglais, à la tête du mât. J'engageai Macé à descendre, ce qu'il allait faire, mais, assailli de nouvelles frayeurs, il voulut remonter de nouveau. Manquant, comme il avait fait en voulant descendre, les enfléchures, je ne doutai plus de sa chute, car elle était inévitable. En effet, il tomba sur la lice de babord et, de là, à la mer, où il me parut être sans vie ; nous fîmes en vain des efforts, Niquet et moi, pour le gaffer : cela nous devint impossible, fuyant vent arrière sous la fortune. »

« Second témoin, Désiré Niquet, marin, âgé de seize ans, demeurant en la commune de Saint-Enogat :

« Je suis témoin que Macé tomba quatre fois sur le pont sans connaissance, la fièvre s'étant emparée de lui ; il disait voir des revenants qui voulaient le tuer, même le bassin où devait couler son sang. Un navire anglais nous

ayant hélé dans la nuit du 14 au 15 juillet 1835, Macé prétendit que les hommes de ce navire venaient pour le tuer et monta à la tête du mât, malgré les efforts du capitaine. Cependant, le capitaine l'ayant engagé à descendre en le tranquillisant, il y consentit, mais, à la voix des Anglais, il fit des efforts pour remonter et tomba enfin sur les pavois du navire et, de là, à la mer, d'où il fut impossible de le retirer.

« Peu de temps avant sa mort, Macé, prétendant que le navire coulait sous nos pieds, apporta son sac sur le pont et se serait jeté à la mer sans les efforts que fit le capitaine pour le retenir. »

JUGEMENT DÉFINITIF

Audience du 6 avril 1837.

Présidence de M. CHOESNET.

« Attendu qu'il résulte suffisamment de l'enquête sus-énoncée que le nommé Pierre Alexandre Auguste Macé, de la commune de Saint-Enogat, marin à bord du sloop *l'Aurore*, est tombé à la mer le 14 juillet 1835 et est resté enseveli sous les flots ;

« Attendu que l'indigence de sa veuve est également constatée par le certificat d'indigence déterminé (*sic*) par le maire de Saint-Enogat le 31 mars 1836, le tribunal, ouï M. le procureur du roi en son exposé et conclusions, déclare d'office constant et suffisamment prouvé le décès de Pierre Alexandre Auguste Macé, demeurant à Saint-Enogat

marin à bord du sloop l'*Aurore* ; ordonne en conséquence que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants des décès de la commune de Saint-Enogat par l'officier de l'état civil de cette commune et qu'il en sera fait mention en marge de ceux de l'année 1835, à l'époque du 14 juillet, le tout pour servir d'acte de décès du sieur Pierre Alexandre Auguste Macé. »

§ 3. — Disparitions au cours d'une catastrophe
de chemin de fer.

Lorsqu'un navire fait naufrage, il est encore relativement aisé de reconstituer la liste complète des personnes qui se trouvaient à bord ; en effet l'équipage est mentionné et sur les registres de l'inscription maritime et sur ceux de la Compagnie ou de l'armateur ; quant aux passagers, on sait toutes les formalités d'inscription qui ont lieu avant chaque départ, pour une traversée un peu longue, et qui se terminent par l'établissement d'une liste complète des voyageurs.

Il n'en est pas de même en chemin de fer. Inconnus des compagnies, les voyageurs ne sont reconnaissables pour elles que par leur billet, et l'on conçoit les difficultés qui se produisent lorsqu'il s'agit de les identifier à la suite d'une catastrophe. A plus forte raison en est-il ainsi lorsque le train sinistré transporte des voyageurs de nationalités diverses.

Tout le monde a encore présent à la mémoire le sou-

venir de l'effroyable catastrophe survenue en gare de Melun, le 4 novembre 1913, à 9 heures 20 du soir ; le rapide Marseille-Paris ayant pris en écharpe le train-poste Paris-Marseille, les réservoirs de gaz d'éclairage des voitures firent explosion, un incendie se déclara et l'on releva plus de 40 victimes, la plupart carbonisées et méconnaissables.

Parmi elles se trouvaient de nombreux étrangers, débarqués la veille à Marseille d'un paquebot hollandais bref le doute le plus sinistre et le plus angoissant planait sur l'amas de débris humains en face duquel se trouvaient les autorités.

Une enquête fut ouverte. Une à une, les familles des victimes reconnurent les cadavres ou purent certifier que leur parent devait se trouver parmi les morts.

Il était certain que le nombre des victimes était plus grand que celui des cadavres identifiés. Les identifications furent faites d'après les diverses épaves trouvées auprès des victimes : bijoux, montres, etc.

Le procureur de la République de Melun, dans une requête en date du 12 décembre 1913, étendant avec raison à la catastrophe les règles établies par le décret du 3 janvier 1813 pour les exploitations des mines (art. 19), demanda au tribunal de faire annexer le procès-verbal du maire de Melun aux registres des décès de cette commune, ledit procès-verbal devant tenir lieu d'acte de décès pour chacune des personnes dénommées.

Voici le jugement qui fut rendu le 18 décembre 1913,

en audience publique, par le tribunal civil de Melun (présidence de M. Le Gris).

« LE TRIBUNAL,

Après avoir entendu M. Duvoir, juge commis à cet effet, en son rapport,

Où également M. Tronquoy, substitut du procureur de la République, en ses conclusions orales,

Et après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en audience publique et en premier ressort ;

Vu la requête qui précède, ensemble les pièces à l'appui ;

Attendu que, le 4 novembre 1913, à 9 heures 20 minutes du soir, est survenu à la gare de Melun, territoire de cette commune, une catastrophe de chemin de fer, au cours de laquelle un grand nombre de voyageurs ont trouvé la mort ;

Qu'il est constant, ainsi que cela résulte notamment du dossier de l'information ouverte à la suite de cet événement par M. le juge d'instruction de Melun, que le nombre des victimes de la catastrophe excède celui des cadavres qui ont pu être identifiés ; que les familles des victimes dont les corps n'ont pu être retrouvés ou identifiés ont le plus grand intérêt à ce que le décès de leurs parents soit régulièrement constaté ; que l'ordre public est intéressé également à cette constatation ; qu'un procès-verbal dressé par M. le Maire de Melun, le 12 décembre 1913 à la suite de ses constatations personnelles et d'une enquête approfondie, dont les documents sont produits à l'appui de la présente requête, établit que les personnes dont les noms

suivent ont péri dans la catastrophe : (et en dernier lieu) Arnold ;

Attendu, en ce qui concerne ce dernier, que les renseignements actuellement produits ne sont pas suffisants ; qu'il y a donc lieu de surseoir à statuer jusqu'à la production de nouveaux renseignements ;

En ce qui concerne les 6 autres personnes dénommées ci-dessus :

Attendu que la preuve formelle de leur décès résulte des énonciations figurant au procès-verbal de M. le maire de Melun, des dépositions recueillies au cours de l'enquête qui a précédé la confection du dit procès-verbal, des renseignements fournis par le dossier de l'instruction suivie au parquet de Melun et de la découverte parmi les objets retrouvés au milieu des décombres sur les lieux de la catastrophe, de bijoux et objets divers dont les sus-nommés étaient porteurs lorsqu'ils ont pris place dans le train sinistré ; qu'il y a lieu, pour faire figurer aux registres de l'état civil la déclaration du décès des sus-nommés, de recourir à la procédure instituée par l'article 19 du décret du 3 janvier 1813 ; qu'on s'accorde en effet à appliquer les dispositions du dit décret sur l'exploitation des mines à tous les décès collectifs survenus au cours d'une catastrophe quelconque ; qu'il y a lieu de faire droit à cette demande ;

PAR CES MOTIFS,

Surseoit à statuer en ce qui concerne Arnold jusqu'à la production de nouveaux renseignements ;

Ordonne que le procès verbal de M. le maire de Melun,

en date du 12 décembre 1913, sera annexé au présent jugement qui tiendra lieu d'actes de décès pour chacune de personnes ci-après dénommées :

(Suivent six noms) ;

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur chacun des registres de décès de la ville de Melun pour l'année courante et que mention en sera faite en marge desdits registres en regard des actes portant la date du 5 (1) novembre 1913, ainsi qu'aux tables alphabétiques. »

On remarque que ce jugement ne concerne qu'un nombre assez restreint de personnes, eu égard au nombre total des victimes.

En effet, parmi celles-ci, se trouvait une assez forte proportion de commis ambulants des postes, dont le décès n'était pas douteux et dont la déclaration a pu être faite sans difficulté. D'autre part, il n'y a aucune complication pour l'établissement des actes de décès des personnes qui, voyageant avec des parents ayant survécu à la catastrophe, ont pu être reconnues et déclarées immédiatement par ces derniers.

Des difficultés ne se sont présentées que pour les voyageurs isolés ; seul le jugement ci-dessus a pu les résoudre, et encore en partie seulement, puisque certains débris humains n'ont jamais pu être identifiés.

(1) La catastrophe étant du 4 novembre, à 9 heures du soir, la déclaration, si elle avait été faite, n'aurait pu l'être au plus tôt que le lendemain matin. 5.

§ 4. — Disparitions au cours d'un sinistre tel
qu'éruption, tremblement de terre, etc.

A la suite de la catastrophe de Saint-Pierre de la Martinique, dont nous parlerons plus loin à l'occasion de la reconstitution des actes de l'état civil, des renseignements furent demandés au point de vue des actes de décès des 30.000 personnes disparues dans le cataclysme. Cette fois encore, dans la presque totalité des cas, l'identification était impossible, d'autant plus que beaucoup de cadavres furent ensevelis sous les laves et sous les cendres et n'ont depuis jamais été retrouvées.

Le ministre des colonies, auquel les demandes étaient adressées, répondit que, pour les cadavres reconnus, il pourrait être établi des actes de décès réguliers, mais que pour les autres, on ne pouvait songer à des jugements déclaratifs de décès : les intéressés pouvaient seulement obtenir des jugements d'absence des personnes disparues.

En effet, ici plus qu'en toute autre circonstance, l'incertitude régnait. Dans l'épouvante de la catastrophe imminente, pendant les jours angoissés que vécut l'île avant le drame final, beaucoup de personnes avaient fui qui dans les îles voisines, qui sur la côte ferme de l'Amérique centrale.

On ne pouvait donc, en toute équité, se baser sur les listes électorales ou tout autre élément juridique d'appréciation pour décider que tous les habitants de tel village, disparu dans le désastre, avaient succombé.

La procédure de l'absence sans doute est longue : elle a cet inconvénient de ne pas arrêter de situations définitives, et de laisser subsister trop longtemps le doute sur l'état civil des intéressés, descendants, conjoints, etc. Mais n'était-elle pas préférable, en l'espèce, à un jugement brutal qui aurait rayé du nombre des vivants de malheureux Martiniquais, ruinés, mais saufs, enfuis on ne savait où, lesquels, par la suite, auraient eu beaucoup de peine à obtenir leur résurrection juridique et civile ?

§ 5. — Disparitions au cours d'une guerre.

Nous ne nous étendrons pas ici sur le mode de constatation des décès aux armées en campagne. Nous ferons toutefois remarquer que le système établi par la loi de circonstance du 13 janvier 1817, relative à la constatation des décès de militaires disparus au cours des guerres de la République et de l'Empire, n'a rien de dérogatoire au droit commun, et ne fait qu'admettre la preuve par témoins dans les cas où le Code civil l'admet lui-même, absence ou perte des registres, dans son article 46.

Cette loi, qui visait la période s'étendant du 21 avril 1792 au 20 novembre 1815, fut remise en vigueur le 9 août 1871 pour tous les Français, et non pas seulement, remarquons-le, pour les militaires et marins, disparus entre le 19 juillet 1870 et le 31 mars 1871.

D'autre part, la pratique a étendu la modification apportée par la loi du 8 juin 1893 à l'article 88 du Code civil

aux militaires et marins disparus dans les colonies, pays de protectorat et expéditions d'outre-mer. Il y a donc lieu à une enquête administrative par le ministre de la marine, suivie d'un jugement déclaratif de décès et de la transcription de ce jugement sur les registres de l'état civil.

§ 6. — **Assassinats.**

Lorsque, par suite de l'état troublé du pays ou de l'habileté de l'assassin, la disparition d'un individu a pu être, pendant un certain temps, mise sur le compte d'une absence prolongée, il y a lieu, lorsque la vérité éclate, d'établir par jugement l'acte de décès.

Nous avons eu la bonne fortune de découvrir un jugement déjà ancien, accompagné de toute la procédure préliminaire, qui, s'il ne soulève aucune difficulté juridique, est d'un intérêt historique indéniable, car il nous révèle un épisode des plus curieux de la chouannerie dans l'Ille-et-Vilaine :

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-MALO

Audience du 13 août 1831.

Présidence de M. CHOESNET.

Requête :

M. Houitte de la Chesnais, substitut du procureur du Roi, a remontré qu'il a été informé que, Hyacinthe Robidou ayant été tué par les Chouans dans le marais de

St-Benoit, sa mort n'a point été constatée sur les registres de l'état civil ; pourquoi et attendu que l'indigence de François-Hyacinthe Robidou, son fils, est attestée par M. le maire de St- Meloir, lieu de son domicile, dans son certificat du 5 de ce mois, M. le substitut du procureur du roi a conclu qu'il plaise au tribunal ordonner qu'une enquête d'office sera faite pour constater le dit décès en son époque.

Jugement :

LE TRIBUNAL,

Prenant en considération la remontrance du substitut du Procureur du Roi, ordonne qu'une enquête d'office sera faite devant le juge de paix du canton de Cancale, que le tribunal commet à cette fin, à l'effet de prouver le lieu et l'époque du décès de Hyacinthe Robidou pour être statué ce qui sera vu appartenir.

Enquête, 15 octobre 1831.

Premier témoin, Jeanne Chateville, veuve Hertru, sans profession, soixante-cinq ans, demeurant en la commune de Saint-Benoit-des-Ondes :

« Dans le mois de juillet 1795, j'allai avec un ouvrier dans une pièce de terre nommée les Champs de la Grange m'appartenant, située en la commune de Saint-Benoit : y étant et ayant ouï dire que le nommé Hyacinthe Robidou, trois ou quatre jours avant, avait été tué par les Chouans et son corps déposé dans un creux de fossé dépendant d'une

autre pièce de terre du même nom dans la même commune de Saint-Benoit, à peu de distance de ma dite pièce, j'eus la curiosité d'aller voir ce cadavre, qui gisait sur le ventre : il avait encore les jambes et la tête découvertes. Je reconnus parfaitement ce cadavre pour être le dit Hyacinthe Robidou, marchand de sel, demeurant à Cherueix ; sa reconnaissance, je l'établissais sur tout l'ensemble de son corps, et plus particulièrement par ses bas de fil, que je lui avais vus, et ses souliers neufs. Après quoi je le couvris de terre et retournai à mon ouvrage. »

Second témoin, Armel Jean Jugaut, journalier 65 ans, demeurant en la commune de Saint-Benoit-des-Ondes :

« Dans le mois de juillet 1795, sans pouvoir préciser le jour, j'allais dans les Champs de la Grange dans le marais de Saint-Benoit-des-Ondes, pour y couper une fourche de bois. Je trouvai là plusieurs Chouans, et, avec eux, des filles et des femmes. Deux de ces Chouans étaient montés sur l'âne d'Hyacinthe Robidou, marchand de sel, demeurant à Cherueix, sur laquelle (1) ils se promenaient allant et venant dans le chemin bordant une des pièces des Champs de la Grange, dans laquelle étaient d'autres Chouans parmi le blé.

« Me trouvant ainsi tombé au milieu d'eux, je vis des sacs de sel qu'ils avaient retirés de sur l'âne du dit Robidou, et le corps de ce malheureux étendu mort, jeté dans

(1) Constatons, sans l'expliquer, que, plusieurs fois, dans cette enquête, le mot âne est du féminin.

un creux de fossé. Ces barbares Chouans m'avouèrent qu'ils venaient de le tuer et me proposèrent de son sel. Ne sachant comment faire, effrayé, j'en acceptai, que je mis dans mon mouchoir de poche et emportai avec moi.

« Toujours est-il vrai que je reconnus le corps mort pour être le dit Hyacinthe Robidou. »

Troisième témoin, Jean Delaunay, journalier, 55 ans, demeurant à Saint-Benoit-des-Ondes :

« Dans le mois de juillet 1795, sans pouvoir préciser le jour, j'étais dans une pièce de terre nommée les Champs de la Grange, appartenant à Ollivier Ogier, maire de la commune de Saint-Benoit-des-Ondes, chez lequel j'étais domestique, avec feu Jean Lemercier. Nous étions occupés à charruer dans ladite pièce de terre, sise au marais de Saint-Benoit. Vers les dix heures du matin, je vis, ainsi que le dit Lemercier, 25 ou 30 Chouans, qui conduisaient dans le chemin, au nord de la dite pièce de terre, le nommé Hyacinthe Robidou, avec son âne chargé de sel, le firent entrer dans la pièce de terre même où j'étais à charruer et près le creux de fossé, à quinze marches du chemin. Je vis un de ces cruels Chouans, le nommé Jugau de La Fresnaye, qui lança au dit Robidou un coup de baïonnette qu'il avait à son fusil. Au coup qu'il reçut dans le côté, le dit Robidou cria : « Ah ! là ! je suis mort ! » Portant la main à sa blessure, il tomba renversé dans le creux ; il se releva ensuite debout, ôta la baïonnette qui lui était restée au corps. Au même instant, le meurtrier lui porta un coup de crosse de fusil sur la tête pour l'achever et, comme il don-

nait ce dernier coup, sa victime eut encore le courage de lui donner un coup de bâton sur le bras.

« Robidou ne vivant plus, ces barbares de Chouans, qui avaient retenu l'âne avec lequel il portait son sel, le déchargèrent et montèrent deux dessus, allant et venant dans le chemin, s'y promenant ainsi ; deux femmes en firent autant.

« Midi arrivant, je m'en allai de la charrue et, passant auprès d'eux, ils me dirent ainsi qu'à Lemer cier : « Vous avez connaissance de ce que nous venons de faire à Robidou. Si jamais vous en donnez connaissance, votre compte ne tardera pas. » J'affirme pour constant, que, m'en allant, je vis le corps dudit Robidou étendu dans le creux de fossé, ne donnant plus aucun signe de vie.

« Par crainte, je n'osai rien dire de ce que j'avais vu, si ce n'est à mon maître, qui me recommanda de garder ce secret, ma vie pouvant en dépendre. »

Le quatrième témoin, Olivier Houet, cultivateur, cinquante-deux ans, demeurant à Saint-Meloir-des-Ondes, a vu le cadavre qu'il a reconnu et ajoute : « ... Je le connaissais fort bien et n'eus pas de peine à le reconnaître, il était encore couvert de ses vêtements et il y avait peu de jours qu'il avait été tué, disait-on, par les Chouans. »

Nous n'avons pas eu connaissance du jugement définitif rendu par le tribunal civil de Saint-Malo après cette enquête, mais il ne saurait nous apprendre rien de nouveau ni d'intéressant ; au surplus, on le retrouverait facilement, en se reportant à la transcription qui a dû en être

faite, dans les derniers mois de 1831 ou les premiers de 1832, sur les registres de l'état civil de la commune où a eu lieu le décès de Hyacinthe Robidou.

§ 7. — La déclaration de décès a été omise.

Une circulaire ministérielle du 28 mai 1822 défend aux officiers de l'état civil de recevoir les déclarations tardives de décès. Or le Code civil n'ayant fixé aucun délai pour que ces déclarations soient utilement faites, il est assez difficile de savoir quand une déclaration de décès est tardive.

En pratique, l'inhumation ne pouvant avoir lieu que sur le vu du permis délivré par l'officier de l'état civil, il est d'usage constant, dans les mairies, de ne pas dresser l'acte de décès avant la délivrance du permis.

Cependant on rencontre de loin en loin des exemples qui prouvent que la règle n'est pas toujours strictement observée.

Les communes de Maisons-Alfort et d'Alfortville sont séparées par les voies du chemin de fer P.-L.-M. Le 10 décembre 1908, M. Geoffroy fut tué par un train sur la partie des voies appartenant à la commune de Maisons-Alfort. Normalement l'acte de décès aurait dû être dressé dans cette commune et transcrit ensuite à Alfortville, lieu du domicile du défunt (1).

Les parents de la victime déclarèrent le décès à Alfort-

(1) Cf. E. Lévy, *Notes sur l'état civil*, p. 97 et 98, thèse Paris, 1910.

ville, dont l'officier de l'état civil délivra le permis d'inhumer, sans dresser l'acte de décès, qui, dit-il avec raison, devait l'être à Maisons-Alfort, lieu du décès.

Après l'enterrement on voulut faire la déclaration dans cette dernière commune : l'officier de l'état civil la refusa comme tardive, l'interprétation générale de la circulaire du 28 mai 1822 conduisant à considérer comme tardive toute déclaration faite après l'inhumation.

Aucun acte de décès ne fut donc dressé dans notre exemple. Sur l'intervention du parquet, un jugement fut rendu dont nous reproduisons la teneur :

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

Chambre du Conseil du 26 février 1909.

Présidence de M. DITTE.

Requête :

.....Expose qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par le commissaire de police de Charenton et du constat de M Rey, docteur en médecine, demeurant à Charenton, que, le 10 décembre 1908, le sieur Geoffroy Alexandre, né à Jouy-sous-les-Côtes (Meuse) le 1^{er} mars 1841, de Geoffroy Jean Joseph et de Grimon Marguerite Rose, habitant à Alfortville, 134, rue Véron, est décédé le 10 décembre 1908, à 7 heures 1/2 du matin, au passage à niveau de la ligne P.-L.-M. sur Maisons-Alfort ; que la rédaction de l'acte de décès du sieur Geoffroy n'a pas été faite, qu'il importe que cette omission soit réparée, etc...

Jugement :

Attendu que des documents produits résulte la preuve qu'Alexandre Geoffroy est décédé sur le territoire de Maisons-Alfort le 10 décembre 1908, qu'il n'a pas été dressé d'acte de décès, qu'il importe que cette omission soit réparée ;

PAR CES MOTIFS,

Déclare établi dans les termes suivants l'acte de décès de Alexandre Geoffroy : « L'an mil neuf cent huit, le dix décembre, à sept heures du matin, est décédé sur le territoire de Maisons-Alfort, rue Rouget-de-l'Isle, Alexandre Geoffroy, âgé de soixante-sept ans, né à Jouy-sous-les-Côtes (Meuse), fondeur, demeurant à Alfortville, n° 134, rue Véron, fils de Jean Joseph Geoffroy et de Marguerite Rose Grimon, époux de Marie Anastasie Lautré. »

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil de Maisons-Alfort, que l'acte ci-dessus établi sera dressé à la suite de cette transcription et que mention en sera portée en marge des mêmes registres à la date du décès.

SECTION III. — Mentions marginales.

Il semblerait, *à priori*, qu'aucun jugement n'est nécessaire pour établir une mention marginale. En effet, de deux choses l'une : ou l'acte donnant lieu à une mention a été régulièrement reçu, et alors la mention doit être

faite d'office (art. 49, alinéa 1^{er} du Code civil), ou l'acte donnant lieu à mention n'a pas été dressé, et alors la mention ne sera possible que lorsque l'acte lui-même aura été établi par jugement.

Cependant une exception existe, une seule : il s'agit de la mention de légitimation.

Il a été jugé à différentes reprises, et récemment encore par la Cour de cassation (Req., 6 janvier 1913, *La Loi* du 1^{er} février 1913, avec note) que, lorsque les époux ont omis de reconnaître leur enfant dans l'acte de célébration du mariage, ils sont non recevables à demander ultérieurement, par voie de rectification, que cette omission soit réparée ; vainement prétendraient-ils qu'elle résulte d'une négligence de l'officier de l'état civil : leur signature au bas de l'acte de mariage a désormais rendu impossible toute légitimation, alors même qu'on trouverait, — ce qui s'est produit plusieurs fois, — l'acte de naissance de l'enfant parmi les pièces annexées au dossier du mariage (C. Chambéry, 18 décembre 1911, *Gaz. Trib.*, 7 février 1912).

Mais, si la mention de légitimation est toujours faite d'office en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé lorsque la reconnaissance est incluse dans l'acte de célébration du mariage, il n'en est pas de même lorsque la reconnaissance est antérieure à la célébration. Dans ce cas, le maire qui prononce, au nom de la loi, que X... et Y... sont unis par le mariage, ignore l'existence de leurs enfants reconnus, et, par conséquent, ne peut aviser, par

l'intermédiaire du procureur de la République, l'officier de l'état civil du lieu de la naissance de la mention marginale à opérer. Toutefois, les époux peuvent, dans ce cas, employer la procédure décrite par l'ancien texte de l'art. 49, alinéa 1^{er}, du Code civil, antérieur à la loi du 17 août 1897, et, en fournissant les justifications nécessaires, requérir l'inscription de la mention de légitimation en marge des actes de naissance de leurs enfants.

La véritable difficulté surgit lorsqu'une reconnaissance a bien été faite par le père avant le mariage, mais que la mère a cru suffisante l'indication de son nom dans l'acte de naissance de l'enfant. Une jurisprudence constante, interprétant dans le sens le plus bienveillant l'article 336 du Code civil, décide que la légitimation sera acquise à l'enfant si le père a, dans l'acte de reconnaissance, désigné la mère, et si l'aveu de maternité de celle-ci peut s'induire de sa conduite à l'égard de l'enfant. Parfois, dans ces conditions, les maires ne se refusent point, lorsqu'ils en sont requis, à mentionner la légitimation en marge de l'acte de naissance ; parfois, au contraire, ils exigent un jugement pour mettre leur responsabilité à couvert (Trib. civ. Seine, 20 juin 1898, *Le Droit*, 7 octobre 1898 ; Trib. civ. Seine, 21 mai 1912, *Gaz. Trib.*, 4 décembre 1912, avec note).

Le jugement inédit que nous reproduisons ci-dessous est intervenu, en notre matière, dans une espèce extrêmement curieuse :

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

1^{re} Chambre.

Audience du 9 décembre 1910.

Présidence de M. MABIRE.

Attendu que, sur demande en reconnaissance de maternité avec légitimation par mariage subséquent formée par Paul B... contre les époux B..., un jugement de ce tribunal en date du 15 juillet 1910 a ordonné avant faire droit que Paul B... ferait, par voie d'enquête devant M. Rollet, juge commis à cet effet, la preuve des faits par lui articulés à l'appui de sa demande, dépens réservés ;

Attendu qu'en l'exécution de ce jugement et suivant procès-verbal en date du 25 octobre 1910, il a été procédé devant le magistrat commis à l'enquête ordonnée ;

Attendu que le premier témoin, le Dr B..., qui a connu les époux B... P... d'abord comme amateur d'estampes anciennes, puis comme médecin, déclare que, dans toutes les occasions où il a été en contact avec cette famille, il a toujours constaté que Paul B... avait dans la maison une situation semblable à celle des autres enfants, qu'il le soignait de même que ces derniers, et que jamais il ne lui est venu à l'esprit que Paul B... pût être d'une condition différente de celle des autres ; qu'en résumé en toutes circonstances ce dernier lui était apparu comme étant le fils légitime des sieur et dame B... P... ;

Attendu que le second témoin, P..., ami de la famille,

qui en 1879 habitait la même maison que les dits sieur et dame B... P..., déclare qu'il a été souvent en contact avec eux, qu'il les a toujours considérés comme légitimement mariés, qu'il a vu souvent la dame B..., ou celle qu'il considérait comme telle, allaiter son jeune enfant Paul, que tout le monde appelait Paul B... ; que cet enfant était l'objet de la part de sa mère des mêmes soins et des mêmes attentions que les enfants légitimes, que c'était du reste l'opinion de tous ceux qui fréquentaient la maison ; que ce fut de Paul B... lui-même qu'il apprit qu'en juillet 1910 seulement, on lui avait révélé à sa grande surprise qu'il n'était qu'enfant naturel ;

Attendu que le troisième témoin, C..., ami de la famille, déclare qu'il voyait fréquemment depuis 20 ans et même davantage, le ménage B., que son père lui avait fait connaître en qualité d'amateur d'estampes anciennes ; qu'il y rencontrait toujours le jeune Paul, que tout le monde appelait Paul B..., et qui recevait de la part de sa mère des soins et des attentions semblables à ceux des autres enfants ; que Paul B..., faisait en somme partie de la famille et que rien n'avait jamais pu faire supposer au témoin que la filiation de ce dernier pût ne pas être légitime ; que du reste son père et lui ont toujours cru que B... père et la dame P... étaient légitimement mariés ;

Attendu que de l'ensemble des témoignages ci-dessus reproduits, il ressort que le demandeur a rapporté la preuve des faits par lui-même articulés, qu'il échet dès lors de faire droit à sa demande ;

Attendu que, dans des conclusions signifiées le 29 novembre 1910, Paul B... déclare que c'est par suite d'une erreur matérielle, dans son exploit introductif d'instance ainsi que dans la requête qui l'a précédé, que la date du mariage des époux B... P... a été indiquée comme étant celle du 4 août 1891 au lieu du 4 août 1881, date véritable ; qu'il demande acte de ce qu'il entend rectifier cette erreur matérielle dans le sens sus-indiqué avec l'obligation pour l'officier de l'état civil du 1^{er} arrondissement de Paris de mentionner en marge de l'acte de naissance du demandeur que le mariage subséquent de ses père et mère a eu lieu le 4 août 1881 ; qu'il échet de lui donner acte de cette rectification résultant déjà du reste implicitement des énonciations du jugement du 15 juillet 1910 précité dans lequel le mariage des époux B... P... est bien indiqué comme ayant eu lieu le 4 août 1881 ;

Attendu que les défendeurs déclarent de nouveau se joindre à la demande de Paul B... ;

PAR CES MOTIFS,

Donne acte de ce qu'il entend rectifier dans les conditions précitées, l'erreur matérielle concernant la date du mariage de ses père et mère, donne acte aux défendeurs de ce qu'ils déclarent se joindre à la demande, dit que Paul B..., légalement reconnu par eux dès avant le mariage, a été légitimé par le mariage subséquent, en date du 4 août 1881, des dits sieur et dame B... P..., ses père et mère, dit en conséquence que l'officier de l'état civil du 1^{er} arron-

dissement de Paris devra, sur la simple signification du présent jugement, mentionner en marge de l'acte de naissance de Paul B... qu'il est le fils des sieur et dame B... légitimé par le mariage subséquent de ses dits père et mère en date du 4 août 1881 et, sur la qualité des parties, compense les dépens, y compris ceux réservés par le présent jugement. »

On pourrait croire, d'après les premiers mots de ce jugement, qu'il s'agit d'une demande en reconnaissance de maternité, c'est-à-dire de toute autre chose que d'une action en établissement de mention marginale. Or il n'en est rien, car, si la maternité était déclarée par jugement, en vertu de l'article 341 du Code civil, la légitimation serait impossible, puisqu'aux termes de l'article 331 du même Code, elle exige une double reconnaissance antérieure à la célébration du mariage. Le jugement, loin de constituer par lui-même la preuve de la maternité, constate qu'elle était légalement établie avant 1881. Il y a lieu seulement de s'étonner que :

- 1° l'enfant étant né le 18 avril 1879, et sa naissance ayant été déclarée par le père avec l'indication du nom de la mère ;
- 2° Le mariage des père et mère ayant été célébré le 4 août 1881, la mère se soit encore crue obligée de faire, le 3 novembre 1904, une reconnaissance qui, étant de beaucoup postérieure au mariage, ne pouvait contribuer en rien à la légitimation ; aussi le tribunal civil de la Seine n'en a-t-il, avec juste raison, tenu aucun compte dans son jugement.

CHAPITRE II

CAS OU IL Y A LIEU DE RECONSTITUER UN ACTE DE L'ÉTAT CIVIL.

« Lorsqu'il n'aura pas existé de registre, ou qu'ils seront perdus, la preuve en sera reçue tant par titres que par témoins ; et, dans ces cas, les mariages, naissances et décès pourront être prouvés tant par les registres et papiers émanés des père et mère décédés, que par témoins. »

C'est en ces termes qu'est rédigé l'article 46 du Code civil, qui envisage les deux cas d'absence de registres et de perte des registres. Nous avons vu, au cours des travaux préparatoires du Code, comment la preuve par témoins avait été admise à regret en cette matière : la logique nous conduirait donc à considérer l'article 46 comme un texte d'exception inapplicable hors des deux cas par lui prévus. Néanmoins, en raison des origines de cet article, on l'applique plus largement : on doit le rattacher, en effet, à l'ordonnance de 1667, qui, sur ce point, est conçue en des termes tels que les deux cas prévus ci-dessus n'étaient indiqués que comme exemples d'hypothèses où la reconstitution par titres et témoins serait admise. Aussi la juris-

prudence applique-t-elle l'article 46, non seulement aux cas d'inexistence ou de perte totale des registres, mais encore au cas de lacération partielle des registres, de tenue irrégulière et d'omissions isolées.

Une fois la preuve faite de l'inexistence, de la perte, ou de l'irrégularité des registres, les intéressés ont à fournir celle du fait par eux allégué. Quant aux preuves écrites, l'article 46 ne parle que des registres et papiers émanant des père et mère décédés, en raison de la garantie qu'ils présentent, préférables à ce point de vue aux papiers qui, émanant de personnes encore vivantes, pourraient avoir été établis pour les besoins de la cause.

Néanmoins l'article 46 n'exclut pas ces derniers. C'est aux tribunaux à apprécier leur valeur et leur admissibilité comme mode de preuve.

On a discuté la question de savoir si, à défaut de preuves par registres et papiers on pourrait fournir la preuve par témoins seule, même sans le commencement de preuve par écrit, que Thibaudeau, dans son Exposé des motifs, semblait exiger : la jurisprudence admet que l'un des deux modes de preuve peut être employé isolément.

La loi n'exige même pas la transcription du jugement de reconstitution sur les registres, comme c'est le cas pour la rectification. Mais l'usage des tribunaux est de l'ordonner sur les registres courants, et, en outre, s'il s'agit d'un acte omis, sa mention en marge à la date de l'omission.

Nous avons donné des exemples de cet usage à l'occasion des jugements établissant des actes de l'état civil (Voir

ci-dessus, Corbeil, 6 septembre 1893 ; Reims, 2 janvier 1914).

A notre avis, il n'y a reconstitution que lorsqu'il y a eu acte dressé, puis disparu, pour une cause quelconque ; on ne saurait considérer comme donnant lieu à reconstitution le cas où il n'a pas existé de registres, celui où ils ont été tenus d'une manière intermittente, et celui où il y a eu omission d'un ou plusieurs actes. Dans ces trois hypothèses, en effet, l'acte n'a jamais existé ; comment peut-on parler de le reconstituer ?

Il s'agit là, au contraire, d'un établissement d'acte, et nous avons étudié cette question au chapitre premier.

Nous ne considérons donc comme donnant lieu à reconstitution que l'hypothèse où les registres ont été détruits partiellement ou totalement, et celle où ils ont disparu, par suite de vol.

Hors le cas où une feuille de registre aura été déchirée ou lacérée, de telle sorte qu'un seul acte soit détruit, il s'agira le plus souvent d'une rectification collective qui prendra fréquemment des proportions telles que le système organisé par l'article 46 sera insuffisant et qu'on devra y suppléer par des moyens spéciaux et appropriés à chaque événement.

Nous allons étudier successivement quatre cas dans lesquels quatre modes de reconstitution différents ont été employés : quant au plus connu, celui de la destruction des registres de la Commune de Paris, nous ne ferons que le résumer rapidement : il a en effet déjà été étudié longue-

ment et il en est parlé dans tous les traités et les répertoires de droit civil (1).

Nous insisterons plus longtemps sur les trois autres cas que nous nous proposons d'étudier, et qui, croyons-nous, sont moins connus, la reconstitution des registres détruits lors de la catastrophe de Saint-Pierre de la Martinique, en 1902, la reconstitution des registres de Divonne-les-Bains pour l'année 1908, qui disparurent au cours du mois de mars 1909 dans des circonstances mystérieuses et ne furent jamais retrouvés, enfin, la reconstitution des registres détruits dans l'incendie de la mairie de Pont-l'Abbé (Finistère) le 23 octobre 1900.

**§ 1. — Reconstitution des registres détruits pendant
la Commune de Paris en 1871.**

En 1860, la ville de Paris s'enrichit de toute une périphérie nouvelle qui étendit son territoire jusqu'à la limite des fortifications. Non seulement huit arrondissements nouveaux furent créés, mais les délimitations des 12 anciens arrondissements furent complètement transformées par suite du percement de nouvelles artères. C'est ainsi que la mairie actuelle du 8^e arrondissement (rue d'Anjou), était, avant 1860, celle du 1^{er} arrondissement ; le 6^e arrondissement nouveau (mairie de la place Saint-Sulpice) correspondait au 12 ancien (rue Garancière).

(1) Cf. Coumoul, *De la rectification des actes de l'état civil*. Thèse Paris, 1876, et le Recueil des documents officiels relatifs à la reconstitution des actes de l'état civil, de Morgues frères, éditeurs, Paris, 1875.

Dans ces conditions les mairies furent invitées à verser à l'Hôtel-de-ville toutes leurs archives d'état civil antérieures à 1860.

Or en 1871, l'hôtel de ville fut incendié, le palais de justice brûla également. Tous les registres disparurent. Seuls subsistaient les doubles des registres pour les années 1860 à 1871 qui étaient conservés dans les mairies.

Il n'y eut donc aucune difficulté pour les actes reçus depuis 1860 : on recopia les registres des mairies et on déposa au greffe le double ainsi obtenu.

Quant aux actes antérieurs à 1860, la loi du 12 février 1872 institua une commission spéciale destinée à recevoir les preuves présentées par les intéressés et à décider s'il y avait lieu, en conséquence, d'ordonner la reconstitution des actes détruits. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois qu'un tel système avait été employé : une loi de l'an III décidait en effet que les registres perdus ou détruits sous la Révolution, depuis le 14 juillet 1789 seraient remplacés par des actes dressés par des commissaires choisis par le corps municipal, sur les déclarations des frères, sœurs, parents des intéressés et même d'étrangers. Quant aux procès-verbaux d'exécutions capitales, la même loi décidait qu'ils remplaceraient provisoirement les actes de décès.

La commission administrative instituée en vertu de la loi de 1872 invita donc les intéressés à produire les expéditions d'actes de l'état civil dont ils pourraient être détenteurs : en échange de ces expéditions, qui devinrent les originaux, on leur en remit une copie, sans frais. Les

actes reconstitués de la sorte ont la même force probante que des actes ordinaires de l'état civil, c'est-à-dire qu'ils valent jusqu'à inscription de faux.

Mais, lorsque les intéressés ne purent fournir d'expéditions, on dut recourir à des procédés plus incertains ; on se servit de tous les écrits susceptibles de donner des indications sur l'état civil des personnes : registres des Universités, des cimetières, des hôpitaux, etc... On s'adressa aussi aux ministres des différents cultes, et, d'après tous ces documents réunis, on arriva, d'une manière très incomplète, d'ailleurs, à reconstituer un assez grand nombre d'actes détruits. Mais, à l'inverse des actes reconstitués à l'aide des expéditions des actes détruits, ceux qui furent rétablis au moyen des diverses sources et renseignements que nous venons d'indiquer ne firent foi que jusqu'à preuve contraire, eu égard à la moins grande force probante fournie par eux.

Devant l'impossibilité d'achever cette œuvre considérable, une loi du 5 juin 1893 mit fin aux pouvoirs de la commission administrative au bout de trois ans, c'est-à-dire en 1896.

Depuis cette époque, le travail de reconstitution n'en a pas moins continué, mais sous une forme simplifiée : on ne rétablit plus les actes en entier, on se contente de mentionner sur des fiches le fait même que l'on établit : naissance, mariage ou décès d'un individu. Ce travail devait être effectué, pour les actes de naissance, en remontant jusqu'au 1^{er} janvier 1820 et jusqu'au 1^{er} janvier 1838 pour les actes de décès.

Le vote de la loi de 1911 sur les retraites ouvrières et paysannes a donné un regain d'actualité à ce travail de reconstitution : bon nombre d'indigents âgés qui se trouvaient dans la possibilité de bénéficier de la qualité d'assurés facultatifs firent reconstituer un nombre considérable d'actes qui ne l'avaient point encore été, parce que jusque-là les individus qu'ils concernaient n'avaient pas eu intérêt à faire opérer leur reconstitution.

Voici un exemple de jugement de reconstitution rendu suivant la loi du 15 juin 1893.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

Chambre du conseil du 30 décembre 1910.

Présidence de M. DITTE.

Requête du procureur de la République près le tribunal de première instance du département de la Seine, agissant d'office, aux termes de l'article 75 de la loi du 25 mars 1817, dans l'intérêt de B... Léonie Sophie, hors d'état de faire les frais de la procédure : Vu les articles 99, 100 et 101 du Code civil, 855 et suivants du Code de procédure civile, la loi du 12 février 1872, et du 5 juin 1893, article 4, ensemble la loi du 10 décembre 1850, le certificat ci-joint délivré conformément à la dite loi, et les pièces produites, expose que...

Jugement.

LE TRIBUNAL,

Attendu que des renseignements fournis résulte la preuve

que B... Léonie Sophie est née à Paris, rue Maître-Albert, le 23 février 1851, que l'acte de cette naissance a été détruit lors des événements de la Commune de 1871, qu'il importe de le reconstituer ;

PAR CES MOTIFS,

Déclare rétabli dans les termes suivants l'acte de naissance de la sus-nommée :

« L'an mil huit cent cinquante et un, le vingt-trois février, est née à Paris un enfant du sexe féminin prénommée Léonie Sophie, fille de B... Joseph et de D... Marie Elisabeth, son épouse. »

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil du 4^e arrondissement de Paris ; que l'acte ci-dessus rétabli sera dressé à la suite de cette transcription, dit qu'il sera fait deux expéditions du dit acte pour être transmises l'une au dépôt des actes de la Ville de Paris, l'autre au greffe du tribunal civil de la Seine pour tenir lieu de l'acte détruit. »

Les difficultés qui s'étaient présentées pour la reconstitution de l'état civil parisien ne se produisirent pas pour les communes de la Seine *extra muros*. Si le double du greffe avait disparu, celui des mairies subsistait, et il n'y eut qu'à le recopier. Toutefois on décida de ne faire ce travail qu'en deçà de l'année 1792, date de la sécularisation de l'état civil.

§ 2. — **Reconstitution des registres détruits lors de la catastrophe de Saint-Pierre de la Martinique.**

Nul n'a oublié le désastre de 1902, ni les effroyables effets de l'éruption de la Montagne-Pelée ; la ville de Saint-Pierre détruite, plus de 30.000 personnes disparues, l'île entière ravagée, telles en furent les conséquences.

Aussi non seulement les registres de l'état civil conservés à la mairie de Saint-Pierre disparurent, mais il en fut de même des copies de ces registres déposés au greffe du tribunal civil, des minutes de ce même greffe, des registres de la conservation des hypothèques et des archives des notaires. Il ne resta plus rien des papiers de famille ni de toutes les autres pièces officielles ou privées, qui auraient pu donner des renseignements sur l'état civil tant des disparus que des survivants.

Il y avait donc le plus grand intérêt à reconstituer tous les documents que nous venons d'énumérer : dès le lendemain de la catastrophe, le ministre des colonies, pour calmer les légitimes appréhensions que n'aurait pas manqué de faire naître la destruction de toutes ces pièces, fit annoncer qu'il serait en état de procéder à la reconstitution de toutes les archives détruites.

En effet, la législation coloniale, depuis longtemps, avait prévu l'éventualité d'une pareille destruction, et si jamais elle n'avait eu, jusqu'alors, occasion d'être employée en de telles circonstances, elle allait pouvoir fonctionner

dans toute son ampleur et dans des proportions que la catastrophe avait rendues considérables.

L'édit de juin 1776 a prescrit aux officiers de l'état civil des colonies d'établir les registres de naissances, mariages et décès, non pas seulement en double comme dans la métropole, mais bien en triple expédition. La première et la seconde expédition demeurent respectivement à la mairie et au greffe du tribunal de l'arrondissement ; la troisième est adressée au ministre et conservée, à Paris, au dépôt des papiers publics des colonies.

Le dépôt possédait donc les triplicata des actes de l'état civil de la ville de Saint-Pierre, sans solution de continuité jusqu'à l'année 1898 inclus.

Sur la demande du ministre des colonies, on vota les crédits nécessaires pour l'établissement, au moyen de ces triplicata, d'un nouvel exemplaire des registres destinés à tenir lieu, à la Martinique, des registres disparus, et sur lesquels on pourrait délivrer des copies authentiques.

Le service créé au ministère des colonies pour effectuer ce travail était, en même temps, compétent pour délivrer aux intéressés des extraits des actes de l'état civil de la Martinique, conformément à l'article 27 de l'édit de juin 1776, sans autres dépens pour les intéressés que le papier timbré et les frais d'envoi.

Il fut décidé de ne pas reconstituer les registres des naissances, mariages et décès de Saint-Pierre antérieurement à l'année 1848, date de l'affranchissement des noirs.

Il y eut, dans ces conditions, 188 registres à recopier

pour l'état civil de Saint-Pierre seulement, soit 99.955 actes. Et, comme les actes reçus aux colonies sont rédigés de telle sorte que leur longueur est presque le double de celle des actes analogues de France, le travail fut considérable et la dépense évaluée à un minimum de 180.000 fr. pour l'établissement d'une copie des triplicata, de 1848 à 1898.

Donc, aucune difficulté insurmontable ne s'opposait à la reconstitution de ces cinquante années de registres. Il n'en était pas de même pour les années suivantes.

En 1902, la colonie de la Martinique n'avait pas encore adressé au dépôt des papiers publics les triplicata des registres des années 1899, 1900 et 1901.

Ceux de l'année 1899 se trouvaient, lors de la catastrophe, déposés au tribunal de première instance de Fort-de-France pour vérification : leur reconstitution fut donc facile. Mais, pour les années 1900 et 1901, les trois exemplaires de chaque registre disparurent entièrement.

Etant donné le nombre relativement réduit des actes à reconstituer, on n'institua pas, comme en 1871, de procédure spéciale devant une commission *ad hoc*. On déclara seulement que le tribunal de Fort-de-France serait compétent pour établir, sur requête des intéressés ou de leurs familles, des jugements tenant lieu d'actes de l'état civil pour les personnes nées, mariées ou décédées à Saint-Pierre depuis le 1^{er} janvier 1900.

Si donc il n'y avait eu aucun retard dans la transmission des registres tant de leur lieu d'origine au tribunal

vérificateur que de ce tribunal au ministère des colonies, il n'y aurait eu qu'un nombre très restreint d'actes à reconstituer : les actes reçus entre le 1^{er} janvier 1902 et le jour de la catastrophe.

**§ 3. — Reconstitution des registres perdus à
Divonne-les-Bains (Ain) en 1909.**

Il ne s'agit plus de registres détruits, mais perdus ; il n'y a plus de catastrophe, ni d'insurrection, mais un fait banal : le vol de tous les registres de l'état civil de l'année 1908. La circulaire du garde des sceaux du 6 juin 1843 défend aux mairies d'envoyer à la vérification les deux doubles ensemble (1), afin que, si l'un est perdu ou détruit en route, l'autre subsiste et permette la reconstitution.

Donc, en mars 1909, le secrétaire de la mairie de Divonne-les-Bains se rendit à la gare de cette ville pour remettre au chemin de fer tous les registres de l'année 1908, aussi bien ceux qui étaient destinés à rester à la mairie que ceux qui étaient destinés au greffe. Il les envoyait à M. le juge de paix de Gex, pour vérification.

Arrivé à la gare, le secrétaire déposa son paquet de registres sur une banquette, s'éloigna un instant, et, à son retour, constata avec stupeur que tout avait disparu.

On n'a jamais su ni dans quel but, ni par qui ils avaient été emportés : toujours est il que jamais on ne les retrouva.

(1) Le plus souvent un des doubles est seul vérifié par le procureur de la République, celui qui reste au greffe.

Le 6 juillet 1909, le procureur de la République de Gex adressa au tribunal de cette ville la requête suivante :

« A Messieurs les président et juges, composant le tribunal civil de première instance de Gex (Ain).

« Le procureur de la République, soussigné, a l'honneur d'exposer :

« Que les registres de l'état civil de la commune de Divonne-les-Bains afférents à l'année 1908 ont disparu, au cours du mois de mars 1909, dans des conditions qui n'ont pu être exactement déterminées, mais qui ne laissent cependant subsister aucun doute sur leur perte, toutes les recherches effectuées pour les retrouver étant demeurées sans résultat ;

« Qu'il y a lieu, par suite, de procéder judiciairement à leur reconstitution ;

« Que, d'après les renseignements parvenus au parquet, les registres dont s'agit contenaient les actes suivants :

1° L'acte de naissance de Romand Louise-Marie, née le 2 janvier 1908, à onze heures du soir, fille de Romand Henri Paul et de Bourgeois Euphrosine, son épouse, cultivateurs, demeurant à Divonne-les-Bains. .

2° L'acte de naissance... etc.

35° L'acte constatant le mariage célébré publiquement le 25 janvier 1908 entre Galander Otto Charles, employé à l'établissement thermal de Divonne-les-Bains, né à Grossgräfendorf (Saxe) le 12 mars 1881, fils de Galander Otto et de Kohler Augustine ; et Debaud Louisa Blanche Amélie couturière, domiciliée à Divonne-les-Bains, née à Genève

(Suisse) le 28 janvier 1880, fille de feu Debaud Jean-Marie et de Favre Rosalie Caroline.

36° L'acte constatant le mariage... etc.

51° L'acte constatant le décès de Arbez Jeanne Louise, femme Burdairan Antoine, ménagère à Divonne les-Bains, âgée de 72 ans, fille des défunts Arbez Pierre Honoré et Bournonville Antoinette, quand vivaient cultivateurs à Divonne-les-Bains, décédée le 2 janvier 1908 à 4 heures du soir.

52° L'acte constatant le décès... etc.

« Que la responsabilité de cette disparition incombe au maire de la commune de Divonne-les-Bains, M. Olivet, qui a commis la triple faute de ne pas déposer le double des registres destinés au greffe du tribunal dans le délai fixé par la loi ; de se dessaisir à la fois des deux exemplaires de ces registres contrairement aux prescriptions formelles de la circulaire de la Chancellerie du 6 juin 1843, renouvelée le 14 mars 1882 et de ne pas effectuer l'envoi par la poste, sous pli chargé ou recommandé ;

« Que les frais occasionnés par la reconstitution requise doivent, en conséquence, être supportés personnellement par ce magistrat ;

PAR CES MOTIFS,

« Requierit qu'il plaise au tribunal, sur le rapport de l'un de ses membres à ce commis, constater la disparition des registres de l'état civil de la commune de Divonne-les-Bains, afférents à l'année 1908 ;

« Ordonner en conséquence qu'il sera procédé dans les formes prescrites par la loi à une enquête à l'effet d'établir que les actes de naissances, mariages et décès ci-dessus spécifiés ont bien et dûment été reçus et dressés en leur temps par l'officier de l'état civil de la dite commune ;

« Réserver les dépens jusqu'au jugement définitif.

Au parquet, à Gex, le 6 juillet 1909.

Le Procureur de la République,
signé : GUYON. »

Le tribunal de Gex, après avoir, le 13 juillet 1909, commis M. David, juge au siège, pour faire le rapport, rendit, le 11 août 1909, en audience publique (présidence de M. Laffon), le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL,

Vu la requête qui précède et les pièces à l'appui, les conclusions écrites de M. le procureur de la République ;

Après avoir entendu M. David, juge commis, en son rapport, M. Lafond, avoué de M. Olivet, maire de la commune de Divonne-les-Bains, et M. Guyon, procureur de la République, en leurs conclusions ;

Attendu qu'il résulte des enquêtes et autres pièces produites par M. le procureur de la République à l'appui de sa requête, que les registres de l'état civil de la commune de Divonne-les-Bains, renfermant les actes de naissances, mariages, décès reçus pendant l'année 1908, ont disparu au mois de mars 1909 dans des conditions qui n'ont pu être exactement déterminées, mais qui ne laissent cependant

subsister aucun doute sur leur perte, toutes les recherches effectuées pour les retrouver étant demeurées sans résultat ;

Que dès lors, il y a lieu de procéder judiciairement à leur reconstitution ;

Attendu que d'après les renseignements parvenus au parquet, les registres dont s'agit contenaient les actes suivants :

(voir la requête ci-dessus) ;

Attendu, en ce qui concerne la responsabilité du maire de Divonne-les-Bains, officier de l'état civil mis en cause comme tel, qu'il convient, pour statuer, d'attendre les résultats de l'enquête qui va être ordonnée ;

PAR CES MOTIFS,

Statuant publiquement après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Constate la disparition des registres de l'état civil de la commune de Divonne-les-Bains renfermant les actes de naissances, mariages, décès pour l'année 1908 ;

Ordonne en conséquence qu'il sera procédé dans les formes prescrites par la loi à une enquête à l'effet d'établir que les actes de naissances, mariages et décès ci-dessus spécifiés ont bien et dûment été reçus et dressés en leur temps par l'officier de l'état civil de la dite commune ;

Dit que l'enquête sera diligentée par les soins de M. David, juge au siège à ces fins commis, et qu'elle devra être parachevée dans le délai de trois mois à partir de l'audition du premier témoin ;

Dit qu'en cas d'empêchement du juge commis il sera procédé au remplacement par ordonnance rendue sur pied de requête par le président du siège ;

Surseoit à statuer en ce qui concerne l'action dirigée contre le maire de Divonne-les-Bains, officier de l'état civil ;

Réserve les dépens pour être statué en fin de cause. »

Une fois la perte des registres judiciairement constatée, l'enquête commença : on fit venir les ministres des différents cultes, les fossoyeurs, les sages-femmes ; on consulta l'enregistrement pour les décès, les affiches de publication pour les mariages, les livrets de famille, les pièces privées, bref on réussit à reconstituer les actes disparus, et, en l'audience publique du 11 mai 1910 (présidence de M. Laffon), le tribunal de Gex rendit, pour déclarer, cette fois, les actes rétablis, un nouveau jugement dont voici la teneur :

« LE TRIBUNAL,

Vu le jugement du tribunal civil de céans, en date du 11 août 1909 ; enregistré, constatant la disparition des registres de l'état civil de la commune de Divonne-les-Bains afférents à l'année 1908, et prescrivant le rétablissement par voie d'enquête des actes y contenus ;

Vu les procès-verbaux des enquêtes auxquelles il a été procédé en exécution dudit jugement ;

Attendu qu'il en résulte :

1° Que le 2 janvier 1908, à onze heures du soir, à

Divonne-les-Bains, est né un enfant du sexe féminin, issu du mariage légitime de Romand Henri Paul, alors âgé de 29 ans, cultivateur, et de Bourgeois Euphrosine, alors âgée de 21 ans, ménagère, demeurant ensemble à Divonne-les-Bains, auquel enfant il a été donné les prénoms de Louise Marie ;

2° Que... etc. ;

35° Que le 25 janvier 1908, a été célébré publiquement à la mairie de Divonne-les-Bains, le mariage de :

Galander Charles Otto, sommelier à l'établissement des bains, demeurant à Divonne-les-Bains, né à Grossgräfendorf (Saxe), le 1^{er} mars 1881, fils majeur de Galander Otto, maçon, et de Kohler Augustine, son épouse, ménagère, demeurant ensemble à Grossgräfendorf (Saxe), procédant de sa propre autorité ;

Et de : Debaud Louisa Blanche Amélie, couturière, demeurant à Divonne-les-Bains, née à Genève (Suisse), le 27 janvier 1880, fille de feu Debaud Jean-Marie et de Faure Rosalie Caroline, sans profession, demeurant à Divonne-les-Bains, procédant avec l'assistance et le consentement de sa mère ;

Ledit mariage ayant, d'après les déclarations des époux, été précédé d'un contrat reçu par M^e Girod, notaire au dit Divonne, le 24 janvier 1908 ;

36° Que le 25 janvier 1908, a été célébré publiquement, à la mairie de Divonne-les-Bains, le mariage de :

Romand Louis Félix, cultivateur, demeurant à Crassier (Suisse), né le 28 janvier 1881, à Divonne-les-Bains, fils

de Romand Joseph Ferdinand et de feu Goudard Henriette, procédant avec l'assistance et le consentement de son père.

Et de : Bouchet Maria Elisa, ménagère, demeurant à Divonne-les-Bains, née au dit Divonne le 9 juin 1883, fille de feu Bouchet Louis Auguste et de Martin Marie Joséphine, ménagère, demeurant à Divonne-les-Bains, procédant avec l'assistance et le consentement de sa mère ;

Ledit mariage n'ayant, d'après les époux, été précédé d'aucun contrat ;

37° Que... etc ;

51° Que, le 2 janvier 1908, à quatre heures du matin, à Divonne-les-Bains, est décédée Arbez Jeanne Louise, épouse de Burdairan Antoine, ménagère, demeurant au dit Divonne, âgée de soixante-douze ans, née audit lieu, fille des défunts Arbez Pierre Honoré et Bournonville Antoinette, quand vivaient cultivateurs à Divonne ;

52° Que... etc. ;

Attendu que les enquêtes ont été déposées au greffe du tribunal et y sont restées à la disposition du public pendant un mois sans qu'aucune observation ni réclamation ne se soit produite de la part des intéressés avertis par la voie des journaux ;

Attendu qu'il y a lieu d'en homologuer purement et simplement les résultats ;

Attendu qu'il résulte des déclarations de Saulnier Ferdinand François, quarante-un ans, secrétaire de la mairie de Divonne, deuxième témoin de l'enquête, que les regis-

tres de l'état civil dont s'agit ont été expédiés seulement le 10 mars dernier (1), en un seul paquet, contenant les deux doubles, qui fut porté par lui à la gare au lieu d'être remis à la poste ;

Attendu que Saulnier ne peut préciser s'il a remis les dits registres au convoyeur du train ;

Attendu qu'il faut attribuer la disparition des registres aux conditions irrégulières dans lesquelles ils ont été expédiés ;

Attendu que M. Olivet, maire de la commune de Divonne, civilement responsable en sa qualité d'officier de l'état civil, de la conservation des registres confiés à sa garde (art. 51, C. civ.), loin de prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute perte, a commis la triple faute :

1° De ne pas déposer le double des registres destinés au tribunal, dans le délai fixé par l'article 43 du Code civil.

2° De se dessaisir à la fois des deux exemplaires de ces registres contrairement aux prescriptions formelles de la circulaire de la Chancellerie du 6 juin 1843, renouvelée le 14 mars 1882 ;

3° De ne pas effectuer l'envoi par la poste sous pli chargé ou recommandé ;

Que de ces faits il a engagé sa responsabilité et doit supporter les frais occasionnés par la procédure de reconstitution desdits actes de l'état civil ;

(1) Le jugement fait erreur : il s'agit non du 10 mars 1910, puisque le jugement est du 11 mai 1910, mais du 10 mars 1909.

PAR CES MOTIFS,

Jugeant publiquement, contradictoirement, en matière ordinaire et en premier ressort, après en avoir délibéré ;

Constata officiellement, dit et déclare :

1° Que le 2 janvier 1908, à 11 heures du soir, à Divonne-les-Bains, est né un enfant du sexe féminin...etc.

(Suit l'énumération déjà faite dans les attendus de ce jugement et dont nous avons donné quelques exemples)... ;

Dit que le présent jugement tiendra lieu des registres de l'état civil de la commune de Divonne-les-Bains afférents à l'année 1908 et disparus ;

Ordonne qu'une expédition en sera déposée aux archives de la mairie de la commune de Divonne-les-Bains, et une autre au greffe du tribunal civil de Gex, dans les locaux et à l'endroit où auraient dû être déposés les registres perdus ;

Condamne personnellement M. Olivet, maire de Divonne-les-Bains, en tous les dépens. »

Comme on a dû le remarquer, en cette affaire, le premier jugement seul est sur requête, et le second est contradictoire (Ministère public contre M. le maire de Divonne). Cette procédure était nécessaire pour rendre possible la condamnation de l'officier de l'état civil aux dépens, par application normale de l'article 1382.

§ 4. — Reconstitution des registres brûlés de la commune de Pont-l'Abbé (Finistère).

Il arrive assez souvent que des mairies sont incendiées, et que les registres qu'elles contiennent sont détruits par les flammes.

Il est rare cependant que les registres de l'année courante soient entièrement perdus. Il est d'usage, en effet, de sauver d'abord ces derniers dans la mesure du possible : ce qui se comprend, puisque, pour les autres années, la reconstitution ne présentera aucune difficulté et consistera seulement dans la copie des actes déposés au greffe. Au contraire, les deux doubles de l'année courante sont à la mairie, et il y a le plus grand intérêt à ce que l'un des deux au moins soit sauvé.

Cependant, il arrive quelquefois que tous les registres sont brûlés, et la reconstitution présente les mêmes complications que dans le cas de perte ou de vol, comme dans l'espèce précédente.

Nous reproduisons un exemple de jugement de reconstitution après incendie qui, on le verra, emploie encore une nouvelle procédure.

Requête.

A Messieurs les président et juges composant le tribunal civil de Quimper :

Le procureur de la République a l'honneur d'exposer :

Que le 2 octobre 1900, un incendie dont la cause est demeurée inconnue a éclaté à l'Hôtel de Ville de Pont-l'Abbé, et a détruit les registres de l'état civil relatifs aux naissances depuis le 1^{er} janvier 1900 ;

Qu'il importe, dans un intérêt d'ordre public, de rétablir dans la mesure du possible les registres qui ont été ainsi détruits ;

En conséquence, le soussigné requiert qu'il plaise au tribunal, après avoir entendu les témoins présents à l'audience, déclarer constantes les naissances indiquées au tableau ci-joint dressé par les soins de la municipalité de Pont-l'Abbé, et survenues depuis le 1^{er} janvier 1900 jusqu'au 23 octobre même année ;

Ordonner que le jugement à intervenir tiendra lieu d'actes de naissance et qu'il sera transcrit sur les registres courants de la commune de Pont-l'Abbé, le tout aux frais de la commune de Pont-l'Abbé.

Au Parquet, à Quimper, le 13 mars 1901.

Le Procureur de la République,

Signé : BOUESSEL.

TRIBUNAL CIVIL DE QUIMPER

Audience publique du 13 mars 1901.

Présidence de M. SAVIDAN.

« LE TRIBUNAL,

Sur la requête présentée par M. le procureur de la République et sur le rapport fait à la présente audience par M. Le Goff, juge à ce commis, après avoir ouï les témoins qui ont comparu volontairement dans leurs dépositions orales, serment préalablement prêté, M. Bouëssel, procureur de la République, dans ses conclusions orales et en avoir délibéré,

Vu les pièces produites,

Où également M^e Morel, avoué représentant la commune de Pont-l'Abbé, dans ses conclusions ;

Attendu que, dans un incendie d'origine inconnue, survenu le 23 octobre 1900, à l'Hôtel de Ville de Pont-l'Abbé, les registres de l'état civil relatifs aux naissances, du premier janvier au 23 octobre 1900 ont été détruits ;

Attendu qu'il importe, dans un intérêt d'ordre public, de les reconstituer ;

Attendu que l'état dressé par les soins de la municipalité de Pont-l'Abbé pour parvenir au rétablissement de ces actes est exact, régulier, et de nature à suppléer aux actes dont s'agit ;

PAR CES MOTIFS,

Homologue purement et simplement l'état dressé par la mairie de Pont-l'Abbé ;

En conséquence déclare constantes les naissances indiquées au dit état depuis le 1^{er} janvier 1900 jusqu'au 23 octobre 1900, et ordonne qu'il soit déposé au greffe du tribunal afin de suppléer aux actes de naissance dont s'agit ;

Dit que le présent jugement tiendra lieu d'actes de naissance ;

Ordonne en conséquence qu'une expédition de ce jugement et de l'état dont s'agit sera transmis à M. le maire de Pont-l'Abbé, à l'effet d'être annexée au registre de l'état civil qu'il concerne, et que le présent jugement sera transcrit sur le registre et sur le double déposé au greffe du tribunal ;

Dépens à la charge de la commune de Pont-l'Abbé ;
Ainsi jugé... etc...»

Bien des points de ce jugement méritent d'attirer notre attention.

A. — C'est d'abord la procédure employée. Il suffit de comparer cette décision et celle du tribunal de Gex, à propos de la disparition des registres de Divonne-les Bains, pour s'apercevoir, que, dans des circonstances peu différentes, le mode de reconstitution change totalement. Nous avons vu, à Gex, un premier jugement déclarant la perte des registres et organisant une procédure de rétablissement. Il y a eu un juge commis, une enquête ordonnée, des témoins entendus ; il y a eu tout un travail d'élaboration judiciaire de la reconstitution, travail sanctionné et authentifié par un second jugement. Ici rien de tout cela : pas de décision qui ordonne le rétablissement des actes, pas d'enquête judiciaire, rien qu'un jugement qui valide un travail de reconstitution fait d'une manière toute administrative, sur lequel les juges n'ont exercé, semble-t-il, aucun contrôle, et qu'ils reconnaissent exact en un jugement des plus brefs.

Il est probable toutefois que le travail n'a pas été fait à l'insu de l'autorité judiciaire. Le maire de Pont-l'Abbé a dû prévenir le parquet de la reconstitution qu'il allait entreprendre, et ne l'a exécuté ensuite qu'avec la certitude de son authentification par le tribunal.

Néanmoins nous nous trouvons ici en présence d'une procédure mixte, qui commence administrativement pour

finir judiciairement, qui n'est pas régulière et semble offrir moins de garanties que la procédure adoptée par le tribunal civil de Gex.

B. — Une seconde observation s'impose : on lit vers le milieu du dispositif cette phrase : « Ce présent jugement tiendra lieu d'actes de naissances. » Voici qui est surprenant. Comment un jugement qui se contente d'homologuer un travail administratif, qui ne cite pas un acte et pas même un nom, peut-il tenir lieu d'acte de naissance ?

On comprendrait cette phrase, si le corps du jugement contenait, comme nous l'avons vu dans celui de Gex, une énumération complète de tous les actes rétablis. Mais il n'en est rien.

C. — Troisième remarque : toujours à la fin du dispositif, il est dit : » une expédition du jugement et de l'état dont s'agit sera... annexé au registre de l'état civil qu'il concerne ». Mais ce registre a été détruit dans l'incendie ! Il faut admettre qu'il s'agit du registre destiné à le remplacer, qui a été établi pour la fin de l'année 1900, du 23 octobre au 31 décembre. Ici encore une question se pose : comment ce registre a-t-il pu être préparé, signé, coté et paraphé avec une vitesse telle que non seulement il existait avant la fin de l'année, mais même du jour de l'incendie, puisque celui-ci date du 23 octobre et qu'il n'y a aucun jugement établissant les actes reçus à partir de cette date jusqu'au jour de la confection des nouveaux registres. On se trouve en présence d'une impossibilité matérielle qui laisse croire à une reconstitution faite après la fin de l'année sur un registre antidaté.

D. — Un dernier point mérite d'être examiné. Le jugement met les dépens à la charge de la commune de Pont-l'Abbé, ce qui est logique, puisque, la cause de l'incendie étant inconnue, on n'a pu découvrir à qui en incombait la faute. Mais supposons, ce qui est possible, que l'immeuble était assuré. La Compagnie d'assurances-incendie devra-t-elle payer, non seulement la valeur de la mairie détruite, mais en outre les frais de reconstitution des registres brûlés? Il semble que la solution dépende des termes de la police d'assurance, et de l'étendue du risque qu'elle couvre. Les registres de l'état civil étant pour les mairies un genre particulier d'immeubles par destination, il serait logique que leur valeur fût garantie par la Compagnie d'assurances.

§ 4. — Comparaison des différents modes de reconstitution.

Pour terminer cette étude, il nous reste à rapprocher les différents systèmes qui ont été employés pour la reconstitution des registres perdus ou détruits. A coup sûr, le seul véritablement juridique est celui du jugement de reconstitution, prévu par l'article 46 du Code civil, et dont l'exemple de Divonne-les-Bains nous a montré une application pratique: nous ne reviendrons pas ici sur le jugement de Quimper, qui n'est qu'une simplification plus ou moins légale du système normal.

On conçoit facilement que ce dernier est beaucoup trop lent lorsqu'il s'agit, non d'une seule année, mais de plusieurs, et que les registres de plusieurs communes ont été

détruits. Dans ce cas la procédure administrative est la seule utilisable. Elle n'encombre pas les tribunaux, et elle aboutit plus rapidement.

Enfin, peut-on considérer comme un mode véritable de reconstitution celui qui fut employé à la suite de la catastrophe de la Martinique, pour les années 1848 à 1899 ? En fait, oui ; en droit, certainement non, puisque, dans l'espèce, un exemplaire des registres subsistait ; mais nous avons vu combien ce simple travail de copie était coûteux.

Nous pouvons en conclure qu'à *fortiori* lorsqu'il faut un ou plusieurs jugements et une enquête, ou lorsqu'une commission administrative spéciale fonctionne, les frais s'élèvent dans des proportions bien autrement considérables.

Et rares sont les cas où, comme à Divonne-les-Bains, une personne peut être déclarée responsable de la perte des registres, et où les dépens peuvent être mis à sa charge.

Dans toutes les autres hypothèses, c'est le contribuable qui supporte les frais de reconstitution.

CHAPITRE III

CAS OU IL Y A LIEU D'ANNULER UN ACTE DE L'ÉTAT CIVIL.

Lorsqu'on parle d'annulation d'acte de l'état civil, on pense immédiatement à ce qu'on croit être l'exemple le plus caractéristique : l'annulation d'un acte de mariage par suite de l'annulation du mariage lui-même, pour bigamie par exemple.

Dans cette hypothèse, l'acte est annulé d'une manière indirecte, mais il peut l'être aussi directement, par un jugement spécial, relatif à une pure question d'état civil et non pas à une question d'état des personnes.

Les deux seuls exemples que nous connaissions de jugements annulant, par voie principale, un acte de l'état civil, ont été reproduits dans *La Loi*, n° du 25-26 janvier 1914 (avec note). Néanmoins nous reproduirons leur teneur, car ils montrent bien dans quelles circonstances la nécessité d'une intervention judiciaire de cette nature peut se faire sentir.

La première espèce est signalée par un jugement du tribunal civil d'Avranches, en date du 20 septembre 1913, nous reproduisons d'abord la requête et le jugement, pour nous expliquer ensuite sur les conditions dans lesquelles l'un et l'autre sont intervenus.

*Requête à M. le président du tribunal civil
séant à Avranches.*

Mme H.-J.-E.-A. L..., domestique, domiciliée à Avranches, rue..., veuve de M. A.-J. O..., décédé à Avranches le 30 janvier 1910,

A l'honneur de vous exposer par M^e Ballé, son avoué, qu'à la date du 6 mai 1913, vers 9 heures du soir, l'exposante est accouchée dans une chambre qu'elle habitait à Avranches, rue... d'un enfant du sexe masculin ;

Que cet enfant a été emmené en nourrice à Paris, où il est encore actuellement, sans que la déclaration de naissance ait été faite à la mairie d'Avranches ; que cette déclaration fut irrégulièrement faite à la mairie du... arrondissement de la ville de Paris, où l'enfant fut déclaré sous les noms de Bernard Armand Louis L., fils de H.-J.-E.-A. L., domestique ;

Que l'acte de naissance, ayant été dressé dans une commune autre que celle du lieu de naissance, n'est pas valable, et qu'il y a lieu par suite de faire ordonner son établissement sur les registres de l'état civil de la ville d'Avranches ;

C'est pourquoi la présente vous est adressée, afin qu'il vous plaise, Monsieur le président, en ordonner la communication au Ministère public et commettre un de Messieurs sur le rapport duquel il plaise au tribunal :

Dire qu'à la date du 6 mai 1913 est né de H.-J.-E.-A. L., domestique à Avranches, rue..., veuve de A.-J.-O..., un

enfant naturel du sexe masculin et portant les prénoms de Bernard Armand Louis ;

Dire que c'est à tort que cet enfant a été inscrit sur les registres de l'état civil du... arrondissement de la ville de Paris, dire que cet acte n'a aucune existence légale ;

Dire que le jugement à intervenir tiendra lieu d'acte de naissance au fils de l'exposante ; qu'il sera transcrit sur les registres de l'état civil de la ville d'Avranches pour l'année 1913, à la date à laquelle il sera présenté au maire de la dite commune, et qu'il en sera fait mention en marge de l'acte le plus rapproché du 6 mai 1913 ;

Dire que pareille mention sera faite en marge de l'acte dressé à la mairie du... arrondissement de Paris.

Dépens comme de droit. »

Cette requête, en date du 19 septembre 1913, fut suivie d'un jugement rendu par le tribunal civil d'Avranches, le lendemain :

« LE TRIBUNAL,

Vu la requête qui précède, les faits qui y sont énoncés et les pièces produites à l'appui, après avoir entendu M. Le Grin, président, en son rapport, M^e Ballé, avoué, en ses observations, et M. le procureur de la République en ses conclusions conformes aux fins de ladite requête ;

Attendu que les faits énoncés dans la requête dont s'agit, et dont la justification a été faite au tribunal, font reconnaître le bien fondé de la demande ; qu'il y a lieu dès lors d'en accorder les fins ;

Attendu, quant aux dépens, qu'ils devront être pris comme de droit ;

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal, après en avoir délibéré en secret, conformément à la loi ;

Dit qu'à la date du 6 mai 1913, est né de H.-J.-E.-A. L., domestique à Avranches, rue., veuve de A.-J. O..., un enfant du sexe masculin et portant les prénoms de Bernard Armand Louis ;

Dit que c'est à tort que cet enfant a été inscrit sur les registres de l'état civil du.. arrondissement de la ville de Paris ; dit que cet acte n'a aucune existence légale ;

Dit que le présent jugement tiendra lieu d'acte de naissance du fils de l'exposant et qu'il sera transcrit sur les registres de l'état civil de la ville d'Avranches pour l'année 1913, à la date à laquelle il sera présenté (1) au maire de la dite commune, et qu'il en sera fait mention en marge de l'acte le plus rapproché du 6 mai 1913 ;

Dit que pareille mention sera faite en marge de l'acte dressé à la mairie du.. arrondissement de Paris ;

Dit que les dépens seront pris comme de droit ;

Ainsi prononcé à l'audience publique.. etc. »

Il convient de donner quelques explications sur les circonstances qui ont motivé ce jugement.

(1) Et non à la date du jugement, comme l'ordonnent parfois les jugements établissant un acte de naissance.

Comme on l'a remarqué, l'instance est introduite sur la requête, non du ministère public, mais de la mère de l'enfant dont l'acte de naissance est en litige. Voici en effet ce qui s'était passé : l'accouchement avait bien eu lieu à Avranches, mais, pour dissimuler la honte de sa fille, la grand'mère de l'enfant était partie aussitôt pour Paris, où elle avait fait déclarer la naissance par sa seconde fille, qui y habitait. Pour punir cette dissimulation de part et cette sorte de suppression d'état, le parquet d'Avranches informé, obligea la mère à constituer avoué et à agir en annulation de l'acte irrégulier et en établissement d'acte de naissance, les frais de la procédure furent sa seule sanction.

La mention marginale est ordonnée dans les deux mairies, mais la transcription du jugement ne l'est que dans celle du lieu réel de la naissance. Nous retrouverons une anomalie de ce genre en matière de jugement rectificatif (Tribunal civil de la Seine, 13 novembre 1911).

Le second jugement emportant annulation d'un acte de l'état civil émane de la chambre du conseil du tribunal civil de la Seine (2 décembre 1910) :

« LE TRIBUNAL,

Attendu que des documents produits résulte la preuve de l'erreur alléguée et dont la rectification est demandée ; qu'il y a lieu de faire droit à la requête ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de naissance dressé à la mairie du 5^e arrondissement de Paris le 16 juillet 1910, au nom de Bernard Albert, sera tenu pour nul et non avenu ; ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil du 5^e arrondissement de Paris, et que mention en sera portée en marge de l'acte ainsi annulé. »

Les attendus de ce jugement, dont la brièveté est caractéristique, et dont la rédaction est classique, en quelque sorte, en matière de jugements rectificatifs, considèrent à tort, selon nous, la question posée comme une question de pure rectification ; il y a là une erreur de qualification qui, nous le verrons en comparant entre eux les différents types de jugements concernant l'état civil, se reproduit fréquemment.

Quant au fond, les circonstances de ce jugement sont plus simples encore que celles du précédent : l'enfant était né à Dourdan le 20 mai 1910, l'acte de naissance y avait été dressé et les prénoms de Georges André donnés à l'enfant. Puis sa mère l'emmena à Paris et l'y abandonna. Trouvé le 7 juin 1910 sur le 5^e arrondissement, il fut à nouveau déclaré et reçut deux autres prénoms le 16 juillet 1910. On s'aperçut ultérieurement que les deux enfants n'en faisaient qu'un, et le tribunal n'eut plus qu'à annuler le second acte de naissance.

Les deux jugements que nous venons d'exposer prouvent la très grande vraisemblance pratique d'hypothèses

où il faudra un jugement pour annuler un acte de l'état civil ; il est certain que la jurisprudence en renferme de nombreux exemples, mais l'habitude de présenter comme jugements rectificatifs toutes les modifications apportées aux actes rend leur découverte assez difficile et leur explication moins claire que celle des espèces que nous avons analysées.

Nous citerons cependant un cas que sa vraisemblance très grande doit faire rencontrer quelquefois : supposons qu'une femme a été abandonnée par son mari, et dont elle n'a plus de nouvelles. Elle engage contre lui, par défaut, une instance en divorce. Le jugement est rendu, au profit de la femme, pour abandon injurieux du domicile conjugal par le mari. On le transcrit au lieu du mariage. Par la suite, on découvre que le mari était décédé avant la transcription, soit avant, soit après le jugement de divorce, soit même après la signification au maire du lieu du mariage, mais avant le cinquième jour (art. 252, C. civ., alinéa 2).

Il y a lieu, dans ces conditions, de rendre un jugement annulant la transcription et la mention de divorce en marge de l'acte de mariage.

En effet, lorsque le décès intervient entre le jugement et sa transcription, la femme est veuve et non divorcée, et il en résulte une conséquence étrange ; le délai de viduité qui courait déjà en sa faveur en vertu d'un jugement avant dire droit, rendu au cours de la procédure de divorce, est

interrompu, et un nouveau délai de 300 jours commence à courir contre elle du jour du décès de son mari.

..

Il y a lieu d'annuler un acte de naissance, avons-nous dit, lorsqu'il a été dressé dans une commune autre que celle où est né l'enfant. Dès lors, lorsqu'aucun doute n'existe sur le lieu de naissance, il semblerait qu'aucun doute ne pût exister, non plus, sur la question de savoir quel est l'officier de l'état civil compétent pour recevoir la déclaration. Nous pouvons cependant citer un cas singulièrement embarrassant.

Un enfant, né à Joigny (Yonne) le 29 mars 1914, est présenté le lendemain au bureau d'abandon de l'Assistance publique d'Auxerre, et reçu, conformément aux articles 8 et 9 de la loi du 28 juin 1904 sur le service des enfants assistés, par la personne préposée au service d'admission. Il résulte du procès-verbal dressé à cet effet que les père et mère ne sont pas dénommés et que la naissance de l'enfant n'avait encore, à cette date, été déclarée dans aucune mairie. Le mardi 1^{er} avril 1914, l'inspecteur de l'Assistance publique, accompagné de deux de ses employés lui servant de témoins, se présente à la mairie d'Auxerre et, les explications que nous venons de donner ayant été fournies, le dialogue suivant s'engage :

— « Je viens déclarer la naissance de cet enfant.

— Mais il nous est impossible à nous, mairie d'Auxerre,

de recevoir la déclaration d'une naissance qui s'est produite à Joigny (art. 55, C. civ.).

— Dans ce cas, l'enfant n'aura pas d'acte de naissance. En effet, l'article 56 du Code civil dit que « la naissance de l'enfant sera déclarée par le père, ou, à défaut du père, par les docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé ou autres personnes qui auront assisté à l'accouchement ; et, lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, par la personne chez qui elle sera accouchée... ». Par conséquent, l'article 56 n'impose aucune obligation de déclarer une naissance à ceux qui, comme moi, ne rentrent pas dans les catégories qu'il prévoit. Encore moins suis-je obligé de me rendre à Joigny pour faire la dite déclaration. Or il n'existe personne à Joigny qui soit qualifié pour déclarer cette naissance, ni même disposé à le faire. Dans l'intérêt de l'enfant, il convient qu'un acte de naissance le concernant soit dressé au lieu où l'abandon a eu lieu, par analogie avec ce qu'ordonne l'article 58 du Code civil, relatif aux enfants trouvés dont le lieu de naissance est inconnu. »

En somme, l'inspecteur de l'Assistance publique offrait sa déclaration de naissance sans prétendre en imposer l'inscription sur les registres de l'état civil de la commune d'Auxerre. De leur côté, les fonctionnaires municipaux d'Auxerre étaient perplexes ; ils se rendaient bien compte que la mairie de Joigny était seule qualifiée pour inscrire valablement la naissance de l'enfant abandonné, mais ils n'osaient prendre la responsabilité de laisser un enfant sans

acte de naissance. Finalement, l'acte fut dressé à la mairie d'Auxerre le 1^{er} avril 1914, toutes les circonstances spéciales à l'espèce y ayant été rapportées fidèlement ; un nom et deux prénoms furent choisis par l'officier de l'état civil.

A notre avis, l'inspecteur de l'Assistance publique et les services municipaux d'Auxerre ont commis une erreur, faute d'avoir discerné à temps le devoir qui leur incombait. Il fallait prévenir par les voies les plus rapides le procureur de la République près le tribunal de Joigny, de façon à ce que celui-ci pût, dans les trois jours de la naissance, la faire inscrire sans jugement sur les registres de l'état civil de cette ville par les procédés ordinaires. Actuellement, le délai de trois jours étant écoulé, il conviendrait que le procureur de la République de Joigny, mis au courant des faits, présentât au tribunal une requête tendant à faire rendre un jugement destiné :

A. — A annuler, par une mention en marge, l'acte de naissance reçu à Auxerre le 1^{er} avril 1914 ;

B. — A tenir lieu d'acte de naissance à l'enfant, après transcription sur les registres de l'état civil de Joigny.

En effet, l'intéressé, quand il sera devenu majeur, sachant qu'il est né à Joigny, n'aura jamais l'idée d'aller chercher son acte de naissance à Auxerre, au greffe du tribunal, non plus qu'à l'Hôtel de ville.

CHAPITRE IV

CAS OU IL Y A LIEU DE RECTIFIER UN ACTE DE L'ÉTAT CIVIL.

Les actes de l'état civil sont des actes authentiques ; une fois dressés, ils doivent être tenus pour vrais. Cette présomption de véracité s'applique non seulement aux affirmations personnelles de l'officier de l'état civil, qui font foi jusqu'à inscription de faux, mais encore aux énonciations émanant des déclarants, qui font foi jusqu'à preuve contraire. Les unes et les autres sont réputées — provisoirement — l'expression de la réalité, jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait proclamé le contraire.

Nous nous proposons dans ce chapitre de dresser une liste aussi complète que possible des cas où, une erreur ou une omission ayant été découverte dans un acte, sa valeur sera mise en doute et ne pourra être à nouveau reconnue qu'après rectification de l'erreur ou réparation de l'omission.

Nous distinguerons trois catégories de jugements rectificatifs : ceux qui tendent à réparer une omission, — ceux qui ont pour but d'homologuer une addition ou une substitution de nom, — et enfin ceux qui tendent à opérer une rectification, au sens propre du mot, c'est-à

dire le remplacement d'un élément erroné de l'acte par l'élément exact correspondant.

SECTION I. — Jugements réparant une omission.

§ 1. — Omission totale.

Remarquons tout d'abord qu'il ne s'agit pas ici de l'hypothèse, déjà étudiée, dans laquelle aucun acte de l'état civil n'a été dressé, et où il y a lieu à établissement judiciaire de cet acte. Dans le cas présent, l'acte a bien été dressé, mais on ne sait qui il concerne. L'exemple courant est l'acte de décès d'un inconnu, rectifié ultérieurement du fait de la reconnaissance du défunt par une personne qui en déclare l'état civil.

Pour opérer cette rectification, pour attribuer, en quelque sorte, l'état civil à une personne au sujet de laquelle un seul fait est jusqu'alors connu, à savoir le décès, un jugement est nécessaire pour réparer une omission aussi considérable.

Nous verrons cependant plus loin qu'il a pu se présenter des espèces où cette nécessité d'une intervention judiciaire a été méconnue.

Lorsqu'un individu est trouvé mort sur une voie ferrée, ou lorsqu'un noyé est retiré de l'eau, on dresse l'acte immédiatement, en s'efforçant de donner autant de détails que possible sur les circonstances de la découverte et en énumérant tous les éléments de nature à faciliter l'identi-

fication, tels que sexe, âge apparent, particularités physiques, vêtements, etc...

Nous reproduisons ci-dessous un exemple d'un de ces actes de décès, suivi du jugement qui a réparé l'omission de l'état civil du décédé.

On nous pardonnera la longueur de cet acte, mais il importe, pour lui conserver toute sa saveur et toute son originalité, de le reproduire textuellement, car c'est un exemple curieux de rédaction naïve et maladroite, du moins sur certains points.

Acte de décès. Du vendredi deux février mil neuf cent, à midi. Par devant Nous, Jean Imbert, adjoint remplissant, en l'absence du maire, les fonctions d'officier de l'état civil de la commune de Marnes-la-Coquette, sont comparus Urbain-Isidore Gelhay, âgé de trente-six ans, poseur de rails à la Compagnie de chemin de fer de l'Ouest, demeurant 60, Grande rue, à Garches (Seine et Oise), et Edmond Nicole Prévost, âgé de 57 ans, garde champêtre de cette commune et y demeurant ;

Lesquels nous ont déclaré qu'un individu à eux inconnu du sexe masculin, paraissant âgé de cinquante ans, taille 1 m. 60, cheveux, sourcils et barbe grisonnants, ne portant que la moustache, front ordinaire, yeux bleus, nez moyen dévié à gauche, bouche petite, menton pointu, visage muscadin (*sic*), teint frais, cicatrice au côté droit de la bouche, poitrine bombée, dos voûté, colonne vertébrale déviée, ancienne affection (*sic* ?) ; tatoué au bras droit : un oiseau et

une caisse d'oranger, au bras gauche : une ancre, un personnage et une pensée, vêtu d'un pantalon en drap gris à raies noires et jaunes, caleçon en tricot coton blanc usé, chemise en flanelle coton marquée « L. B », le veston et gilet presque neufs, en cheviote noire, gilet de chasse marron, foulard en soie écossaise, bleu et rouge, déchiré, casquette plate, bleue marine, turban noir, visière vernie, boutons de jugulaire jaunes avec ancre neuve, chaussettes en laine cachou reprises, brodequins neufs à lacets avec clous, marqués sous la semelle d'une étoile ;

A été trouvé mort aujourd'hui à sept heures dix du matin sur la voie du chemin de fer de Paris à Marly-le-Roi, lieu dit Villeneuve-l'Etang, territoire de Marnes-la-Coquette ;

Et qu'il n'a été trouvé sur lui aucun papier de nature à faire connaître son identité ; que cependant une personne a déclaré le connaître sous le nom de Pichon, sans être sûre que ce nom fût le véritable.

Et, après nous être assuré du décès, nous avons dressé le présent acte, que les déclarants ont signé avec nous, après lecture faite.

Suivent les signatures. »

Cet acte a été rectifié par un jugement du tribunal civil de Versailles, rendu à l'audience du 21 mars 1900 (présidence de M. Paisant).

LE TRIBUNAL,

« Attendu que le 2 février 1900 le cadavre d'un individu inconnu fut trouvé sur la voie du chemin de fer de

l'Ouest entre les stations de Garches et de Vaucresson, et que l'acte de décès fut dressé avant que l'officier de l'état civil ait pu obtenir des renseignements sur l'état civil du décédé ;

Que depuis, les vêtements et les objets trouvés sur le cadavre ont été reconnus par une dame A..., et l'enquête faite a permis d'établir l'état civil du défunt, D... Joseph René, né le 16 mars 1843, à B..., arrondissement du Mans, fils de Augustin D... et de Marie L..., veuf d'Eléonore G..., marié en secondes noces à Ismérie Anastasie Delphine B..., terrassier, demeurant à Boulogne-sur-Seine, rue... ;

Qu'il y a lieu en conséquence d'ordonner la rectification dudit acte ;

PAR CES MOTIFS,

Dit que l'acte de décès d'individu inconnu, dressé le 2 février 1900 à Marnes-la-Coquette, s'applique à D... Joseph René, né le 16 mars 1843 à B..., veuf d'Eléonore G..., marié en secondes noces à Ismérie Anastasie Delphine B..., terrassier, demeurant rue D... à Boulogne-sur-Seine ;

Ordonne la transcription du présent jugement sur les registres courants de l'état civil de la commune de Marnes-la-Coquette et sa mention en marge de l'acte rectifié duquel il ne pourra à l'avenir être délivré aucun extrait ou expédition sans contenir la mention de la dite rectification.»

Comme on le voit, l'acte de décès, qui était déjà fort long, se trouve encore allongé par ce jugement. Dans ces

conditions, on pourrait se demander si le tribunal civil de Versailles n'aurait pas été mieux inspiré en rédigeant, dans son dispositif, un acte de décès conforme à ce qu'auraient été les déclarations faites le 2 février 1900 si le défunt avait été immédiatement reconnu. La mention marginale, par rapport à l'acte primitif, eût été la même, mais les intéressés se seraient fait délivrer, dans la suite, pour prouver la mort du sieur D..., une expédition de la transcription du jugement purement et simplement.

Dans l'exemple qui suit, le décès d'inconnu a été rectifié sans jugement :

Acte de décès d'une inconnue. L'an mil huit cent quatre vingt-neuf, le vingt-neuf avril, à quatre heures du soir, par devant Nous, Emile Busschop, maire et officier de l'état civil de Villeneuve-Saint-Georges, arrondissement de Corbeil (Seine-et-Oise), sont comparus MM. Pierre Valéry Schalaize, appariteur, âgé de cinquante et un ans, domicilié à Villeneuve-Saint-Georges, et Gustave Lenoir, journalier, âgé de trente et un ans, domicilié à Villeneuve-le-Roi (Seine-et-Oise).

Lesquels nous ont déclaré qu'un individu à eux inconnu, du sexe féminin, paraissant âgée de quarante à quarante-cinq ans, de forte corpulence, a été trouvée aujourd'hui à deux heures et demie du soir morte sur le port de Villeneuve-Saint-Georges, à mi-chemin de la rue du Port et de la rue de Seine.

La dite personne était vêtue d'un corsage d'étoffe de laine noire, d'une robe en laine noire garnie de dentelles, d'un

corset de satinette noire, et chaussée de bas sillonnés en travers de raies rouges et bleues, et de souliers vernis Louis XV, elle avait à l'annulaire de la main gauche une alliance en or sur laquelle, étant ouverte, on lisait ces mots : « Eugène-Marie, unis le 26 juin 1866 ». On a trouvé dans la poche droite de sa robe un rasoir portant sur la lame « P. Fré Jacquel, 4, rue Duphot », et un portemonnaie en cuir noir contenant la somme de 36 fr. 15, dont 20 francs en or et le reste en monnaie d'argent et de billon. En outre elle portait, pendues à son cou, trois médailles religieuses, dont une en argent, l'une d'elles portait l'inscription : « N. D. des Flots, protégez-nous » ; l'autre, « N. D. de la Délivrance » ; et enfin une autre « N. D. de Bon-Secours, priez pour nous ». Et après Nous être assurés du décès, Nous avons dressé le présent acte, que les déclarants ont signé avec Nous, après lecture faite.

Signé : Schalaize, Lenoir, Busschop. »

Cet acte, qui ne diffère de celui de Marnes que par une rédaction plus claire, porte en marge, dans l'ordre que nous respectons, les mentions suivantes :

« N° 84. Décès d'une inconnue.

« Marie M.. femme L...

« La personne dénommée dans l'acte ci-contre a été reconnue le 17 mai 1889 par M. Eugène L..., son époux, employé au ministère des finances, qui nous a déclaré qu'elle se nommait Marie M..., âgée de 42 ans, originaire de Saint-Cloud (Seine et-Oise), avec laquelle il demeurait à Paris, rue. ., n°...

« Lequel a signé avec nous, maire, et avec les témoins soussignés.

Signé : L... SCHALAIZE, BUSSCHOP.

Il est à remarquer que le mari de la défunte remplace ici l'un des déclarants. En dehors de cette question de pure forme, il n'y a aucun doute sur l'irrégularité de cette procédure, qui se passe de jugement et se contente d'une simple mention en marge. C'est une violation incontestable du principe si énergiquement défendu par les auteurs du Code, que seul un jugement peut modifier un acte de l'état civil, *a fortiori* lorsqu'il s'agit d'une attribution complète d'état civil.

Sans doute la voie judiciaire est longue, mais elle offre des garanties indiscutables et indispensables. C'est d'ailleurs par jugement que l'identification du cadavre d'un inconnu se fait en cas de guerre. Après une bataille, on enterre les morts aussi vite que possible, sans savoir souvent qui ils sont ; — plus tard, sur la demande de la famille, on identifie la victime lorsque son corps vient à être retrouvé.

En l'audience publique du samedi 21 juin 1873, le tribunal civil d'Amiens a rendu un jugement de ce genre, dont nous reproduisons le texte, précédé de la requête introductive d'instance :

Requête.

M. Stanislas Vaillant, peintre en bâtiment, demeurant à Bury (Oise), ayant M^e Grébeauval comme avoué,

A l'honneur de vous exposer :

Que le sieur Henri Anatole Vaillant, fils du sieur Hippolyte Vaillant et de la dame Marie Marguerite Devienne, son épouse, né le 24 juillet 1844, à Bury (Oise), faisait partie du 2^e régiment d'infanterie de marine en qualité de soldat de deuxième classe, inscrit sous le n^o 10.760 du registre matricule ;

Qu'il a été incorporé en 1870 dans la compagnie H du 8^e bataillon de marche de l'armée du Nord et a pris part le 27 novembre 1870 au combat de Villers-Bretonneux ;

Que cela résulte notamment :

1^o Du certificat dressé le 5 décembre 1871 par le conseil d'administration du 2^e régiment d'infanterie de marine constatant la disparition du dit Vaillant au combat de Villers-Bretonneux le 27 novembre 1870 ;

2^o De la déclaration inscrite aux registres des actes civils (*sic*) de décès de la commune de Villers-Bretonneux le 14 février 1871, constatant la découverte au champ de bataille de Villers-Bretonneux du corps inhumé peu profondément du soldat français ayant appartenu au 2^e régiment d'infanterie de marine, immatriculé sous le numéro 10.760 ;

3^o De la constatation faite par les personnes chez qui il logeait avant le combat, qui l'ont vu mort et l'ont parfaitement reconnu ;

Que dans cette situation il importe de tenir pour établie l'identité du sieur Vaillant et de régulariser l'acte de l'état civil constatant son décès, par la transcription de tous actes sur les registres du dernier domicile du défunt ;

Pourquoi il demande qu'il vous plaise, Messieurs, etc...

Jugement.

Vu la requête présentée par M^e Grébeauval, avoué, au nom de Stanislas Vaillant, l'ordonnance mise à la suite par M. le président du siège et les pièces y jointes ;

Oùï le rapport de ce magistrat et les conclusions du ministère public ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Attendu que la demande est régulièrement et compétemment formée devant le tribunal civil d'Amiens, puisqu'il s'agit d'un acte de l'état civil reçu dans son ressort, et que le requérant, comme parent de la personne à laquelle s'applique cet acte, a qualité pour agir ;

Qu'au fond il résulte des documents produits que Henri Anatole Vaillant, fils de Hippolyte et de feu Marie Marguerite Devienne, né le 24 juillet 1844, à Bury (Oise), appartenait en 1870, comme soldat de 2^e classe, au 2^e régiment d'infanterie de la marine, dans lequel il était inscrit sous le numéro 10.760 du registre matricule, qu'il faisait partie de la compagnie H du 8^e bataillon de marche à l'armée du Nord et qu'il a disparu le 27 novembre 1870, jour de la bataille de Villers-Bretonneux ;

Que, le 14 février suivant, deux personnes de cette commune ont découvert, sur le champ de bataille même de Villers-Bretonneux, le corps d'un soldat français, appartenant au 2^e régiment d'infanterie de la marine, matriculé sous le numéro 10.760, ci-dessus mentionné ;

Qu'il a été, d'après la déclaration de ces deux témoins,

dressé acte sur les registres de l'état civil de Villers-Bretonneux, sous la date dudit jour 14 février 1871 du décès de ce soldat inconnu désigné par la seule indication de son régiment et de son numéro matricule ;

Qu'aujourd'hui il n'est pas douteux que ce militaire était Henri Anatole Vaillant, puisqu'il est constaté que celui-ci appartenait au 2^e régiment d'infanterie de marine, où il avait le numéro 10.760 ;

Que l'identité du défunt étant certaine, il y a lieu de faire rectifier son acte de décès du 14 février dans lequel il est désigné comme inconnu ;

Qu'encore bien que cet acte se trouvera ainsi, au moyen de la rectification, régulièrement inscrit dans les conditions ordinaires, sur les registres de Villers-Bretonneux, il ne peut qu'être avantageux de prescrire qu'il sera également transcrit sur ceux de la commune de Bury, lieu du domicile d'origine de Vaillant, par analogie avec les cas prévus par les articles 80, 82 et 96 du Code civil et l'article 10 de la loi du 13 janvier 1817 ;

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal, jugeant en premier ressort et en matière sommaire, ordonne que l'acte de décès d'un inconnu, dressé sur les registres de la commune de Villers-Bretonneux, le 14 février 1871, sera rectifié en ce sens que le défunt y sera désigné comme étant Henri Anatole Vaillant, fils d'Hippolyte et de feu Marie Marguerite Devienne, né le 24 juillet 1844 à Bury (Oise), soldat de 2^e classe appartenant au 2^e régiment d'infanterie de marine et faisant

partie de la compagnie H du 8^e bataillon de marche à l'armée du Nord ;

Ordonne que le présent jugement sera inscrit sur les registres de l'année courante de Villers-Bretonneux et qu'il y sera mentionné en marge de l'acte réformé, qui ne devra plus être expédié qu'avec mention de cette rectification opérée ;

Ordonne que le dit acte ainsi rectifié sera également transcrit sur les registres de l'état civil de la commune de Bury, canton de Mouy, arrondissement de Clermont (Oise). »

§ 2. — Omissions partielles.

Nous avons étudié le cas dans lequel l'état civil tout entier a été omis, faute de renseignements. Il peut arriver aussi qu'une partie seulement de celui-ci soit oubliée. C'est ce qui se produit assez fréquemment en matière de noms patronymiques. Sous la Révolution, beaucoup de familles nobles, dont le patronymique se composait de deux ou plusieurs noms, avaient pris l'habitude, pour faire preuve de civisme et de loyauté vis-à-vis des nouveaux principes, de ne conserver qu'un seul nom, et de supprimer tout ce qui aurait pu faire connaître leur ci-devant noblesse.

Nous en avons un exemple très net dans l'affaire jugée en audience publique par le tribunal civil de Reims, le 11 février 1859 (présidence de M. Gabriel Massé).

Voici d'abord le dispositif de ce jugement dont les cir-

constances ne sauraient être mieux exposées que dans la requête qui l'a motivée, et que nous reproduisons à la suite.

« LE TRIBUNAL,...

« Ordonne que l'acte de naissance de M. Pierre Henry Ruinard de Brimont, dressé à la mairie de Reims le 2 frimaire an XI, sera rectifié en ce sens que son père y sera dénommé Ruinard de Brimont et non Ruinard ;

« Ordonne que le présent jugement sera mentionné en marge de l'acte rectifié et qu'il sera transcrit sur les registres courants servant à constater les naissances survenues dans la ville de Reims, ce qui sera exécuté aux termes des lois. »

Voici maintenant la requête de M. Pierre Henry Ruinard de Brimont, propriétaire et maire de Brimont, canton de Bourgogne, ayant M^e Rome pour avoué ;

« ... Expose qu'il est né à Reims le 29 brumaire an XI de la République, du mariage de M. François Jean Irénée Ruinard de Brimont avec Mlle Marie Elisabeth Brigitte Gavey ; que sa naissance a été déclarée à la mairie de Reims le 2 frimaire suivant, ainsi qu'il résulte de l'acte joint à la présente requête, mais que les circonstances politiques de l'époque n'ont pas permis d'ajouter au nom de Ruinard celui de Brimont, qui appartenait à la famille de l'exposant, et par conséquent à lui-même ; qu'il est certain, en effet, que depuis une époque fort reculée le nom de Brimont appartient à la famille Ruinard et qu'on en trouve la trace dans une foule d'actes authentiques ; qu'ainsi par lettres patentes de Louis XVI, en date de l'année 1778, M. Claude

Ruinard, aïeul de l'exposant, nommé aux fonctions de secrétaire du roi, fut autorisé à ajouter à son nom celui de « de Brimont », dont la famille était depuis longtemps en possession, que les documents de l'époque soumis au tribunal lors des jugements dont il sera ci-après parlé, établissent le fait incontestable de la possession dans la famille de l'exposant de ce nom « Ruinard de Brimont » ; — que c'est sous le même nom que le père de l'exposant a été toujours connu à Reims et désigné soit dans les actes publics, soit dans la vie privée ; — que c'est sous ce nom de Ruinard de Brimont qu'à trois reprises il a été nommé député par la ville de Reims et qu'il a pris part aux travaux de la Chambre pendant les législatures qui ont précédé l'année 1830, que c'est sous ce même nom qu'il a été nommé Chevalier et Officier de la Légion d'honneur et maire de la ville de Reims de 1821 à 1827, qu'enfin le 28 mai 1825 et le 17 mars 1827 des ordonnances de lettres patentes du roi Charles X, revêtues de toutes les formalités légales, inscrites au *Bulletin des lois*, du 30 mars 1827, ont encore de nouveau reconnu et confirmé le droit de M. Jean François Irénée, père de l'exposant, au nom de Ruinard de Brimont, en y ajoutant le titre de vicomte pour lui et ses descendants ; que, dans son acte de décès dressé le 7 janvier 1850 sur les registres de l'état civil de Reims, le père de l'exposant a été nommé de ses noms de Ruinard de Brimont ; que l'exposant est donc fondé à réclamer contre l'omission commise dans son acte de naissance ; qu'au surplus cette omission a déjà été réparée à l'égard

de M. Claude Jean Thierry Ruinard de Brimont, son frère, et plusieurs autres membres de sa famille, suivant jugements de ce tribunal en date des 22 août 1854 et 18 décembre 1856,

« Pourquoi l'exposant supplie qu'il vous plaise, Messieurs, dire et ordonner que son acte de naissance reçu à la mairie de Reims le 2 frimaire an XI sera rectifié en ce sens que le nom de « de Brimont » sera ajouté au nom de « Ruinard » ; dire et ordonner en outre que le jugement de rectification à intervenir sera inséré aux registres de l'état civil de la ville de Reims sur le vu de l'expédition du dit jugement et que mention en sera faite en marge de l'acte réformé par tous dépositaires et officiers de l'état civil, lesquels ne pourront à l'avenir en délivrer expédition qu'en mentionnant la rectification ordonnée.

Et ce sera justice. »

SECTION II. — Jugements homologuant une addition ou une substitution de nom.

On sait que le nom patronymique ne peut être changé ou modifié qu'en vertu d'un décret rendu en Conseil d'Etat et homologué par le tribunal. Il ne s'agit donc pas ici de jugements rectificatifs proprement dits, mais de la deuxième phase de la procédure administrative de changement de nom, phase qui a pour but de sanctionner le décret obtenu par la mention de ses effets dans les actes de l'état civil qu'il concerne.

Nous n'insisterons pas longuement sur ces sortes de jugements, nous en donnerons seulement quelques exemples, afin de les bien distinguer des jugements étudiés dans la section précédente, et particulièrement de l'espèce jugée à Reims le 11 février 1859, où il s'agit non d'une homologation de décret autorisant une addition de nom, mais de la réparation d'une omission de nom, ce qui est tout différent.

La première espèce, relative au changement de nom de l'ingénieur bien connu Eiffel, est le type classique des jugements d'homologation.

Voici le jugement rendu en audience publique par le tribunal civil de Dijon, le 15 décembre 1880 (présidence de M. Rolland) :

« LE TRIBUNAL,

Vu la requête ci-contre présentée par M^e Lory, avoué ;

Vu les articles 99 et suivants du Code civil, 855 et suivants du Code de procédure civile, et la loi du 11 germinal an XI ;

Vu le décret de M. le Président de la République française en date du 1^{er} avril 1879 (1) ;

Vu les pièces à l'appui ;

Où M. le président Rolland en son rapport, et M. le procureur de la République en ses conclusions ;

Considérant que toutes les formalités prescrites par le décret du 1^{er} avril 1879 ont été remplies ; considérant dès

(1) Décret inséré au *Bulletin des lois* du 3 mai 1879.

lors qu'il y a lieu de faire droit à la demande de l'exposant ;

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi,

Ordonne : 1° que l'acte de naissance dressé sur les registres de l'état civil de la ville de Dijon le 16 décembre 1832, n° 713 ;

2° L'acte de mariage dressé sur les mêmes registres de l'état civil de Dijon, le 7 juillet 1862, n° 137 ;

3° L'acte de décès dressé sur les registres de l'état civil de la commune de Levallois-Perret, arrondissement de Saint-Denis (Seine) le 8 septembre 1877, n° 392, seront rectifiés en ce que le nom d'*Eiffel* sera remplacé et substitué à celui de *Bonickhausen* ; dit que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil de Dijon et de la commune de Levallois-Perret et que mention en sera faite sur les mêmes en marge des actes rectifiés, et de toutes les expéditions qui pourront en être délivrés par la suite. »

*
* *

La seconde espèce n'est pas un jugement d'homologation de décret, mais la conséquence d'un tel jugement. Cette fois le tribunal ordonne la rectification d'actes de naissance d'enfants dont le nom du père a été rectifié à la suite d'un décret et du jugement homologuant ce décret :

TRIBUNAL CIVIL DE VERSAILLES

Présidence de M. PAISANT.

Audience publique du 7 juin 1894.

« LE TRIBUNAL,

Attendu que, par décret du Président de la République en date à Paris du 31 décembre 1892, inséré au *Bulletin des lois* le 6 février 1893, l'exposant (1) a obtenu d'ajouter à son nom celui de Barbedienne ; que cette autorisation est devenue définitive par l'expiration du délai fixé par la loi de germinal an XI ; que, par jugement du tribunal de Lisieux, les actes de naissance et de mariage du sieur Leblanc ont déjà été rectifiés en ce sens que l'exposant y est désigné sous le nom de Leblanc-Barbedienne ; qu'il y a lieu par suite d'ordonner la rectification sur les registres de l'état civil de la commune de Rueil, des actes de naissance des enfants issus du mariage avec Mlle Gaultier de Jarnetot, lesquels enfants sont : 1^o..., 2^o..., 3^o... ; qu'aux termes de l'avis du Conseil d'Etat du 3 août 1861, le nom qu'un père est autorisé légalement à ajouter ou à substituer à son nom est acquis de plein droit à ses enfants mineurs, sans qu'il y ait besoin d'un décret distinct ;

PAR CES MOTIFS,

(1) Requête présentée par M. Emile Gustave Leblanc, fabricant de bronzes.

Ordonne que : 1^o l'acte de naissance de Emile...,

2^o — Jules...,

3^o — Fernande...,

seront rectifiés en ce sens que les dits enfants seront désignés aux dits actes sous le nom de Leblanc-Barbedienne ;

Ordonne en outre que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil de la commune de Rueil pour l'année courante et que mention de la dite rectification sera faite en marge de chacun des actes réformés dont il ne pourra être délivré à l'avenir aucun extrait ou expédition sans la mention de la dite rectification ou addition. »

Il semblerait *à priori*, qu'aucune modification au nom patronymique ne peut être faite sur les actes de l'état civil avant le jugement d'homologation ; cependant, si, dans l'intervalle qui sépare le décret de ce jugement, un acte de naissance ou de décès doit être dressé, dans lequel l'intéressé figure à titre de déclarant ou d'ascendant, il sera à tout le moins excessif d'exiger que le nom déjà modifié par décret y soit encore porté sous sa forme ancienne, puis rectifié après le jugement d'homologation. Si le nom est reproduit dans cet acte sous sa forme nouvelle, le jugement d'homologation le consacrera explicitement ; si, au contraire, l'homologation est refusée, le jugement rectifiera l'acte. Telles sont les considérations qui se dégagent d'un jugement du tribunal civil d'Amiens, en date du 27 février 1873, dont la requête introductive d'instance est ainsi conçue :

M. Marie Joseph Gabriel Poujol de Molliens, propriétaire, né à Amiens le 8 novembre 1844, et demeurant en la même ville, ayant M. Grébeauval comme avoué, a l'honneur de vous exposer :

Que, par décret impérial du 5 mars 1870, il a été autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de « de Molliens » et à s'appeler à l'avenir « Poujol de Molliens » ; que d'un certificat délivré par le secrétaire du contentieux du Conseil d'Etat, le 28 janvier 1873, il résulte que jusqu'à aujourd'hui il n'a pas été formé devant le Conseil d'Etat au contentieux aucune requête en opposition au décret du 5 mars 1870. Pourquoi il requiert qu'il vous plaise, Messieurs,

Dire que le requérant ayant été autorisé, par le décret sus-mentionné du 5 mars 1870, à ajouter à son nom patronymique celui de « de Molliens » et à s'appeler désormais « Poujol de Molliens », les actes de l'état civil le concernant porteront désormais le nom de Poujol de Molliens ;

Ordonner que le jugement à intervenir sera transcrit sur les registres des actes de naissance de la ville d'Amiens ; ordonner que mention du jugement à intervenir sera faite en marge des actes de l'état civil ci-après énoncés :

1° De l'acte de naissance du requérant, né à Amiens le 8 novembre 1844 et inscrit le lendemain ;

2° De l'acte de mariage du requérant à Amiens le 7 août 1869 ;

3° De l'acte de naissance de la fille du requérant à Amiens, le 12 avril 1871 et inscrit le même jour ;

4° De l'acte de décès de l'épouse du requérant, arrivé à Amiens le 19 avril 1871 et inscrit le lendemain ;

Ordonner que cette mention sera faite sur chacun des doubles desdits actes à la mairie d'Amiens et au greffe du tribunal civil de la dite ville ;

Ordonner que mention du jugement sera en outre faite partout où besoin sera, à quoi faire tous officiers de l'état civil seront tenus, comme aussi de comprendre les dites mentions dans les expéditions desdits actes de l'état civil qui seront délivrées par la suite, et ce sera justice.

Jugement.

Vu la requête présentée par M^e Grébeauval au nom de Poujol de Molliens, l'ordonnance mise à la suite par M. le président du siège et les pièces à l'appui ;

Oùï le rapport de ce magistrat et les conclusions du ministère public ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu qu'un décret régulièrement rendu en forme des actes d'administration publique, après avis du Conseil d'Etat entendu sous la date du 5 mars 1870, inséré au *Bulletin des lois*, numéro 72, du 16 décembre 1871, et auquel nulle opposition n'a été faite, ainsi qu'il résulte d'un certificat du secrétaire du contentieux du Conseil d'Etat du 28 janvier 1873, a autorisé Marie Joseph Gabriel Poujol à ajouter à son nom patronymique celui de « de Molliens » ;

Qu'aux termes de la loi du 11 germinal an XI, un juge-

ment est nécessaire pour faire modifier, en conformité de ce décret, les actes de l'état civil concernant le dit Poujol de Molliens, et que le décret prescrit par la même loi pour l'obtention d'un tel jugement est accompli ; que ceux des actes de l'état civil à modifier ainsi qui sont antérieurs aux décrets du 5 mars 1870 autorisant le changement de nom, doivent être l'objet non pas d'une rectification proprement dite, parce qu'ils ne contiennent pas d'erreur eu égard au véritable nom qu'avait le requérant au moment où ils ont été rédigés, mais d'une modification en forme de complément ou d'addition ; et que d'ailleurs il est à propos que cette addition ait lieu par une sorte de rétroactivité du décret du 5 mars 1870, afin que la même personne porte le même nom dans tous les actes de l'état civil qui la regardent, et qu'ainsi son identité reste constamment établie ; qu'il est à propos également que, dans les actes postérieurs au décret dont il s'agit, et dans lesquels on a déjà exécuté le changement de nom autorisé par le dit décret, la mention et l'effet du présent jugement qui régularise ce changement soient constatés afin que l'addition de nom, judiciairement consacrée comme légitime complément de l'acte, n'en puisse plus être retranchée, que les frais de la procédure et du présent jugement doivent être supportés par le requérant dans l'intérêt duquel ils ont lieu ;

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal, jugeant en premier ressort et en matière sommaire, ordonne que l'acte de naissance de Marie

Joseph Gabriel Poujol, dressé à la mairie de cette ville le 9 novembre 1844, sera complété en ce sens qu'au nom patronymique Poujol sera ajouté celui de « de Molliens » ;

Que l'acte de mariage dudit Poujol, célébré à la mairie d'Amiens, le 7 août 1869, sera également complété en ce sens qu'au nom patronymique Poujol, indiqué comme étant celui de l'époux, sera ajouté le nom de « de Molliens » ;

Le tribunal déclare en outre que c'est avec raison que dans l'acte de naissance de Marie Joseph Adrien Louis Poujol de Molliens, dressé à la mairie d'Amiens le 12 avril 1871, le père de l'enfant a pris le nom patronymique de Poujol de Molliens, aussi bien que dans l'acte de décès de Marie Camille Marguerite Boistel de Belloy, son épouse, dressé à la même mairie le 20 dudit mois d'avril 1871 ;

Le tribunal ordonne que le présent jugement sera inscrit sur les registres de l'état civil de l'année courante de la ville d'Amiens et qu'il en sera fait mention en marge des quatre actes ci-dessus énoncés, lesquels ne devront plus être expédiés qu'avec l'addition et la mention faites du nom complété et du présent jugement.

SECTION III. — Jugements rectificatifs proprement dits.

Nous arrivons maintenant à la partie de beaucoup la plus importante de notre quatrième chapitre. Multiples sont en effet les erreurs commises tant par les parties dans

leur déclaration que par les officiers de l'état civil dans leur rédaction. Il n'est pas douteux que ces erreurs seraient évitées si les déclarants, avant de signer l'acte, le relisaient attentivement et que bon nombre d'entre elles sont imputables à leur étourderie.

Mais on sait comment les choses se passent en pratique. S'agit-il d'une naissance ? Le père, tout joyeux de cet événement, se présente à la mairie avec les deux témoins requis par la loi et recrutés assez souvent dans un café voisin, ou sur la place publique, témoins de métier, qui n'ont jamais vu le déclarant, et qui, moyennant une modique rétribution, montent plusieurs fois par jour aux bureaux de l'état civil de la mairie.

S'il en est ainsi dans les villes, à la campagne il n'en est guère autrement : sans doute les témoins connaissent le déclarant, mais comment exiger d'eux certains renseignements, tel que l'orthographe du nom du père, quand ce dernier n'en est souvent pas certain lui-même ?

Et, dans les petites communes, les témoins ne viennent signer l'acte de naissance que plusieurs jours après sa rédaction. Lorsque le père déclare la naissance de son enfant, il est seul. Cette irrégularité, contre laquelle les procureurs de la République ne cessent de s'élever dans les procès-verbaux de vérification des registres, est si ancienne et si générale d'un bout à l'autre de la France, qu'il faut abandonner tout espoir de la voir disparaître un jour.

S'agit-il d'un décès ? La loi veut qu'il soit déclaré par deux témoins, les plus proches parents ou voisins du dé-

funt. Mais le plus souvent les premiers restent au chevet du mort, et les seconds, dans les grandes villes, tout au moins, ne le connaissent même pas.

Ce sont des amis qui vont faire la déclaration, souvent aussi ce sont les employés des pompes funèbres. Aussi que d'erreurs ! L'acte de décès qui est, de tous les actes de l'état civil, le plus simple, est celui qui contient le plus grand nombre d'inexactitudes, dont la rectification n'est pas toujours demandée, car la production d'un acte de décès est moins fréquente que celle d'un acte de naissance. Tel individu, qui a abandonné sa femme légitime pour une autre avec laquelle il vit maritalement, est déclaré, par des témoins d'entière bonne foi, comme époux de cette dernière. Nous en verrons plus loin des exemples.

En matière d'actes de mariage les erreurs sont beaucoup plus rares. L'acte de mariage est rédigé, non sur déclarations verbales, mais sur pièces. Les chances d'exactitude sont de ce chef plus grandes que dans les cas précédents. Mais quelques espèces prouveront néanmoins que, même pour l'acte de mariage, des rectifications sont parfois nécessaires.

Nous diviserons notre étude en 7 paragraphes :

1° Erreur d'orthographe dans le nom patronymique de l'intéressé ;

2° Erreurs sur le nom entier de l'intéressé ;

3° Erreur sur le nom d'une personne autre que l'intéressé ;

4° Erreur sur les prénoms du ou des intéressés ;

5° Erreur sur le sexe, dans les actes de naissance ;

6° Erreur sur les dates et sur les âges ;

7° Erreur sur l'état civil proprement dit.

§ 1. — Erreur d'orthographe dans le nom patronymique
de l'intéressé.

C'est dans cette catégorie que l'on rencontre le plus grand nombre de jugements rectificatifs : erreurs de prononciation, mauvaise écriture qui fait relire sous une forme différente un nom qui avait été correctement orthographié, doute fréquent de l'intéressé qui ignore la véritable orthographe de son nom... Que de « Prévost » sont enfants parfaitement légitimes de « Prévot » ! Les erreurs de ce genre sont innombrables.

Nous nous contenterons de donner quelques exemples de cette sorte de jugements afin d'illustrer, pour ainsi dire, cette catégorie, comme nous le faisons pour les autres.

Voici d'abord l'erreur banale dans l'écriture.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

Présidence de M. DITTE.

Chambre du conseil du 31 janvier 1911.

« LE TRIBUNAL,

Ordonne que l'acte de naissance reçu à la mairie du 2^e arrondissement de Paris le 19 mars 1876 au nom de Alzana Marie Herminie sera rectifié en ce sens que le nom patronymique de l'enfant sera orthographié Alzona avec

un « o » suivant le « z » au lieu de Alzana avec un « a » suivant le « z » ;

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil du 2^e arrondissement de Paris et que mention en sera portée en marge de l'acte rectifié. »

L'erreur consistant dans le non redoublement d'une lettre est également très fréquente :

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

Présidence de M. DITTE.

Chambre du conseil du 4 décembre 1910.

«... PAR CES MOTIFS,

Ordonne que :

1^o L'acte de mariage des époux Paton-Galliot, dressé à la mairie de Puteaux le 2 juin 1906 ;

2^o L'acte de naissance de Louis Emile Paton, dressé à la mairie de Courbevoie le 24 décembre 1909, seront rectifiés en ce sens que le nom patronymique sera orthographié Paton avec un T au lieu de Patton avec deux T ; ordonne, en outre, que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil des mairies de Puteaux et de Courbevoie et que mention en sera portée en marge des actes rectifiés. »

Voici un autre exemple plus intéressant qui vise lui

aussi un acte de mariage : une personne se marie en produisant un acte de naissance contenant une erreur orthographique. Plus tard elle fait rectifier cette erreur par jugement, mais elle omet de faire rectifier par le même jugement, comme elle l'aurait pu, l'erreur identique qui, par voie de conséquence, s'est glissée dans son acte de mariage. Un nouveau jugement est alors nécessaire.

Requête :

« M. Pierre Sigalat, concierge, 51, rue Ampère, expose qu'il a contracté mariage par devant l'officier de l'état civil du 16^e arrondissement de Paris, le 31 mai 1902, avec Mme Marie Julienne Lye, mais que, par suite d'une erreur matérielle, son nom patronymique fut écrit Syalat, que pareille erreur ayant déjà été commise dans son acte de naissance, il fut procédé, en vertu d'un jugement du tribunal civil de Sarlat en date du 29 juin 1909, enregistré, à la rectification dudit acte de naissance ; que ces divergences existant entre son acte de mariage et son acte de naissance rectifié sont de nature à causer à l'exposant de graves ennuis, qu'il a donc intérêt à demander la rectification de son acte de mariage..., etc. »

Et voici le jugement rendu en la Chambre du conseil par le tribunal civil de la Seine, le 2 février 1912 :

LE TRIBUNAL,

« Attendu que des documents produits résulte la preuve de l'erreur alléguée dont la rectification est demandée, qu'il y a lieu de faire droit à la requête ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de mariage dressé à la mairie du 16^e arrondissement de Paris au nom de Pierre Syalat et de Marie Julienne Lye, le 31 mai 1902, sera rectifié en ce sens que le nom patronymique de l'époux et de son père y sera orthographié « Sigalat » au lieu de « Syalat » ;

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil du 16^e arrondissement de Paris et que mention en sera portée en marge de l'acte de mariage ainsi rectifié. »

Une autre situation, plus compliquée encore, peut se présenter : un nom peut être l'objet de plusieurs erreurs, et avoir jusqu'à quatre orthographes différentes. Un seul jugement n'en est pas moins suffisant dans ce cas, pour opérer la rectification.

Voici, en effet, un jugement qui ramène à la seule et même orthographe « de Baudouin » des actes, au nombre de 7 qui portent les uns « De Baudouin », les autres « Debaudouin », et le dernier « Debaudoin ».

Nous remarquerons en passant que la particule « de » si enviée, n'a aucun caractère nobiliaire, la question n'est d'ailleurs pas discutée (1).

Deuxième remarque soulevée par ce jugement : il rectifie outre ces erreurs d'orthographe, une erreur de date. C'est un premier exemple de jugement rectifiant collecti-

(1) Cf. E.-H. Perreau, *Le droit au nom*, ch. XXIX, p. 421 et suiv., De la particule dite nobiliaire.

vement plusieurs actes et rectifiant simultanément plusieurs erreurs.

Troisième remarque, pour laquelle nous renvoyons au chapitre ci-après relatif à la compétence, mais que nous devons signaler au passage : le tribunal saisi est celui du Havre, bien que les requérants soient domiciliés à Paris, car l'acte où est relevée l'erreur primitive a été reçu dans l'arrondissement du Havre.

Requête adressée au tribunal civil du Havre.

« Les demandeurs (1) exposent que l'orthographe actuelle de leur nom Debaudouin n'est pas conforme à l'orthographe régulière de la famille, que ce nom doit en effet s'écrire en deux mots : « de Baudouin », que cette erreur remonte au mariage du grand-père et arrière-grand-père des exposants, célébré à Saint-Vigor-d'Immonville, le 29 août 1808, son nom ayant été orthographié Debaudouin au lieu de de Baudouin, qu'il est établi par l'acte de baptême de M. Joseph Narcisse de Baudouin, grand-père et arrière-grand-père des exposants, dressé à Rouen le 15 avril 1774 ; que ce nom devait s'écrire de Baudouin, que cette erreur s'est toujours répétée dans la suite, et que, de plus, le nom s'est trouvé orthographié en un seul mot ; que plusieurs actes sont, de ce chef, à rectifier, savoir : 1^o..., 2^o... ; qu'enfin une deuxième erreur d'orthographe existe dans l'acte de naissance du dernier fils de Auguste

(1) Les exposants sont au nombre de deux : Auguste Théodule de Baudouin et son fils majeur Raoul Edouard de Baudouin.

Théodule de Baudouin, dressé à la mairie du 14^e arrondissement de Paris le 21 mai 1893, lequel est dénommé André Emile Félix Debaudoïn au lieu de : « de Baudouin (avec un U) » ;

TRIBUNAL CIVIL DU HAVRE

Présidence de M. PATRIMONIO.

Audience publique du 13 novembre 1913.

1^{re} chambre.

« Ouï M. Delobel, juge-commissaire, en son rapport ;

« Ouï le ministère public en ses conclusions et les juges ayant délibéré conformément à la loi ;

Attendu qu'il est établi par les pièces et documents fournis au tribunal que le nom patronymique des exposants s'écrit de Baudouin ; que c'est donc par suite d'une erreur que dans les actes mentionnés dans la requête qui précède ce nom a été orthographié De Baudoin ou Debaudouin ;

Attendu qu'il est établi également que c'est à tort :

1^o Que dans l'acte de mariage de Auguste Théodule de Baudouin, dressé à la mairie du 5^e arrondissement de Paris, le 8 août 1889, celui-ci est indiqué comme étant né le 12 juin 1856, alors qu'il est né le 21 janvier 1856 ;

2^o Que dans l'acte de naissance de André Emile Félix de Baudouin dressé à la mairie du 14^e arrondissement de Paris, le 12 mai 1893, le nom patronymique est orthographié Debaudouin au lieu de de Baudouin ;

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal statuant en premier ressort, dit que :

1^o L'acte de mariage du sieur Joseph Narcisse de Baudouin, dressé à la mairie de Saint-Vigor-d'Immonville le 29 août 1808 (1) ;

2^o L'acte de naissance de Guillaume Narcisse de Baudouin dressé à la mairie de Saint-Vigor-d'Immonville le 10 juin 1811 ;

3^o L'acte de mariage de Guillaume Narcisse de Baudouin, dressé à la mairie de Gainneville le 12 juin 1843 ;

4^o L'acte de naissance de Auguste Théodule de Baudouin, dressé à la mairie de Sandouville le 21 janvier 1856 ;

5^o L'acte de mariage de Auguste Théodule de Baudouin, dressé à la mairie du 5^e arrondissement de Paris le 8 août 1889 ;

6^o L'acte de naissance de Raoul Edouard de Baudouin, dressé à la mairie du 14^e arrondissement de Paris, le 13 juin 1890 ;

7^o L'acte de naissance de André Emile Félix de Baudouin, dressé à la mairie du 14^e arrondissement de Paris le 12 mai 1893, seront rectifiés en ce sens que le nom patronymique sera orthographié « de Baudouin » ;

Dit en outre que l'acte de mariage de Auguste Théodule de Baudouin, dressé à la mairie du 5^e arrondissement de Paris le 8 août 1889, sera rectifié en ce sens que celui-ci y sera porté comme né le 21 janvier 1856 au lieu du 12 juin 1856 ;

(1) En matière de nom, il n'y a pas, en effet, de prescription trentenaire. Cf. E. H. Perreau, *Le droit au nom*, chap. X, pages 162 et suivantes.

Ordonne la transcription du présent jugement sur les registres courants de l'état civil des communes de Saint-Vigor-d'Immonville, Gainneville, Sandouville, et des 5^e et 14^e arrondissements de Paris, et que mention en sera faite en marge des actes ainsi rectifiés ;

Fait défense à tous dépositaires de délivrer aucun extrait ou expédition des dits actes sans mention du présent jugement, sous peine de tous dommages-intérêts. »

Avant de terminer ce rapide exposé des jugements rectificatifs d'erreurs orthographiques, nous tenons à signaler une vieille coutume provinciale. C'est en Bretagne que le fait se produit, et l'on sait qu'en Bretagne les traditions archaïques s'effacent plus lentement que dans le reste de la France.

Les noms commençant par « Ker... » y sont, comme on sait, très nombreux : or les Bretons ont l'habitude d'écrire ces noms en remplaçant la syllabe « Ker » par la seule lettre « K » : par exemple, Kermarec sera écrit Kmarec ; mais, pour éviter toute confusion, la lettre K... reçoit dans ce cas un signe distinctif, qui est une barre transversale sur le jambage inférieur de droite du K. Cette orthographe tout à fait spéciale était encore en usage ces dernières années en Bretagne, si bien que les personnes originaires de ce pays qui voulaient se marier en toute autre contrée, éprouvaient la plus grande difficulté à établir leur identité. Le maire d'Igny (arrondissement de Versailles), s'est, en 1913, avec raison selon nous, refusé à accepter, en vue de la célébration d'un mariage, l'acte de naissance d'un sieur Ker... où la première syllabe était représentée par

la lettre K : car l'article 42 du Code civil prescrit que rien dans les actes ne doit être écrit par abréviation. Un second acte de naissance, envoyé par la même mairie, donna le nom en toutes lettres.

On peut se demander si, dans ce cas, un jugement rectificatif ne serait pas indispensable.

M. le docteur C.-A. Picquenard, premier adjoint au maire de Quimper, a bien voulu nous donner, le 4 mars 1914, les renseignements suivants :

« Nous avons reçu des instructions formelles à propos de l'orthographe des noms de famille : j'ai convenu avec mon chef de bureau que tous les « Ker » seraient transcrits intégralement sur nos registres, et que tous les « K » antérieurs à ces instructions seraient considérés comme représentant la syllabe « Ker » et figureraient sous cette forme dans les extraits. »

Mais une nouvelle complication s'est présentée : à force de supprimer la syllabe « Ker » dans les actes, les personnes non initiées, c'est-à-dire tout le monde, hormis les Bretons, ont cru devoir prononcer les noms comme si les lettres ER n'existaient pas. Ainsi le nom de « Kerrieu » s'est transformé en « Krieu ». Et il arrive parfois que les intéressés, connus maintenant sous leur nom nouveau, protestent quand on leur délivre des extraits contenant l'orthographe véritable avec la syllabe « Ker ».

On voit tout l'intérêt pratique que présente la question et toutes les complications d'état civil qui peuvent en découler.

§ 2. — Erreur sur le nom entier de l'intéressé.

Ce genre d'erreurs est beaucoup moins fréquent que le précédent ; toutefois il se rencontre assez souvent lorsqu'il s'agit d'étrangers. Nos officiers de l'état civil, surpris par la forme bizarre pour nous, de certains noms, commettent des confusions involontaires qui seraient facilement évitées si les intéressés prenaient la peine de relire l'acte avant d'y apposer leur signature. Les deux jugements ci-dessous le montrent bien.

Voici un premier exemple, où l'erreur consiste dans le dédoublement du nom patronymique en un prénom et un nom.

TRIBUNAL CIVIL DE CORBEIL

Présidence de M. COTHEREAU.

Audience du 2 juillet 1896.

« LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte des réquisitoires, rapport et conclusions qui précèdent, qu'une erreur s'est glissée dans l'acte de l'état civil de la commune de Corbeil, canton du dit, en date du 10 novembre 1877 ; que l'enfant que concerne cet acte, né à Corbeil le 9 du dit mois de novembre, a été dénommé Anna Lupy, fille de Louis Jean Lupy, alors que le nom patronymique de l'enfant, comme celui du père, est Gianlupi, et que les prénoms du père sont Louis Dominique Jean, au lieu de Louis Jean ainsi qu'il appert de

l'acte de naissance de Gianlupi père, dressé à la mairie de Bedonia, district de Borgotaro, duché de Parme, Italie, le 11 février 1835 ;

Vu les articles 99, 100, 101 du Code civil, et 857 du Code de procédure civile, le tribunal, ouï le ministère public en son réquisitoire et M. le juge-commissaire en son rapport, après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Ordonne que l'acte de naissance dressé en la mairie de Corbeil le 10 novembre 1877, concernant Anna Lupy, sera rectifié en ce sens que l'enfant y sera appelée Anna Gianlupi, et le père prénommé et nommé Louis Dominique Jean Gianlupi ;

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'année courante de la commune de Corbeil ; que mention de la dite rectification sera faite en marge de l'acte réformé tant sur le double qui existe à la mairie de Corbeil que sur le double déposé au greffe, qu'expédition n'en pourra désormais être délivrée sans contenir la dite rectification ; dit que le présent jugement sera étendu (*sic*) et expédié sur papier libre et enregistré gratis. »

Nous arrivons maintenant à une seconde espèce, beaucoup plus compliquée : un Russe épouse en Angleterre une Espagnole, puis les deux époux viennent en France ; deux enfants y naissent et les parents divorcent, par jugement du tribunal civil de la Seine.

Une double erreur se produit, qui fait que la divorcée se trouve désignée, dans des actes de l'état civil, sous trois noms différents : son véritable nom, Batalla y Batalla, le

nom raccourci et francisé : Bataille, et sous une troisième forme partiellement transformée : Batalla y Lachaume.

Comme nous allons le voir, un seul jugement a suffi à réparer cette double erreur. Ce jugement, à la différence de tous ceux du même ordre que nous avons été amené à citer jusqu'ici, est sur assignation et non pas sur requête.

Cela vient de ce que, la seconde erreur ayant été commise lors de la transcription du jugement de divorce, le mari qui a fait faire cette transcription était responsable de son exécution correcte. C'est pourquoi il se trouve, dans notre espèce, défendeur au jugement de rectification.

Voici ce jugement, rendu par la première chambre du tribunal civil de la Seine, audience publique du 13 novembre 1911 :

« LE TRIBUNAL,

Attendu que la dame Catalina Francisca Paulina Battalla y Batalla a contracté mariage avec Michel Kiriloff le 27 mai 1893 devant l'officier de l'état civil du comté de Canterbury (Angleterre) ; que ce mariage a été dissous et le divorce prononcé par le jugement du tribunal civil de la Seine en date du 25 juillet 1904, lequel a été transcrit sur les registres de l'état civil du 16^e arrondissement de Paris, à la date du 23 novembre 1904 ;

Attendu qu'antérieurement à cette décision, deux enfants sont nés du mariage, savoir :

- 1^o Louis Emile Albert, né le 8 avril 1897 ;
- 2^o Serge Lucien André, né le 19 janvier 1899 ;

Attendu que dans l'acte de naissance de Louis Emile Albert, dressé le 11 avril 1897 par l'officier de l'état civil du 8^e arrondissement de Paris, se sont glissées diverses erreurs dont la rectification doit être ordonnée ; que Louis Emile Albert a été déclaré né de Pauline Bataille, alors que les véritables noms de la mère sont Catalina Francisca Paulina Batalla y Batalla, que le nom du père, Michel Kiriloff, a été omis sur les dits actes, que la dite dame Batalla y Batalla a été déclarée à tort âgée de 23 ans, alors qu'elle était à la dite époque âgée de 21 ans seulement, comme étant née le 18 juin 1876 ; qu'il y a lieu également d'ordonner la rectification de l'acte de transcription du jugement de divorce où la demanderesse a été nommée à tort Paula Batalla y Lachaume, alors qu'elle devrait y être dénommée Catalina Francisca Paulina Batalla y Batalla ;

PAR CES MOTIFS.

Ordonne :

1^o Que l'acte de l'état civil de Louis Emile Albert, reçu le 11 avril 1897 par l'officier de l'état civil du 8^e arrondissement de Paris sera rectifié de telle sorte que Pauline Bataille, sa mère, soit dénommée Catalina Francisca Paulina Batalla y Batalla et que le dit enfant sera déclaré comme issu du mariage de la dame Catalina Francisca Paulina Batalla y Batalla et de Michel Kiriloff, et que la demanderesse y sera indiquée comme âgée de 21 ans au lieu de 23 ans, ainsi qu'il est indiqué par erreur ;

2^o Que l'acte de transcription du jugement de divorce des époux Kiriloff portera comme nom de la demanderesse

Catalina Francisca Paulina Batalla y Batalla au lieu de Catalina Francisca Paulina (1) Batalla y Lachaume ;

Ordonne que le présent jugement rectificatif sera transcrit sur les registres de l'état civil du 8^e arrondissement de Paris et que mention en sera faite en marge de l'acte de l'état civil relatif à la naissance de Louis Emile Albert, dressé le 11 avril 1897 par l'officier de l'état civil du 8^e arrondissement de Paris comme en marge de l'acte de transcription du jugement de divorce dressé par l'officier de l'état civil du 16^e arrondissement de Paris le 23 novembre 1904 (2) ;

Condamne Kiriloff aux dépens dont distraction est faite au profit de Haquin avoué, qui l'a requis aux offres de droit ;

Commet Coupe, huissier audiencier, pour signifier le présent jugement au défendeur défaillant.

§ 3. — Erreur sur le nom d'une personne autre que l'intéressé.

L'exemple le plus fréquent d'une telle erreur est celui de l'erreur sur le nom du conjoint. Il arrive souvent, comme nous l'avions dit plus haut, qu'un homme et une femme vivant maritalement, passent aux yeux de leur entourage pour époux légitimes : au décès de l'un d'eux

(1) Remarquer que dans les attendus il y a simplement Paula à la place de ces trois prénoms.

(2) Le jugement ordonne : au 8^e arrondissement à la fois une transcription et une mention en marge et au 16^e arrondissement seulement une mention en marge.

l'autre est indiqué dans l'acte comme veuf ou veuve. Et, si le défunt était marié, s'il avait abandonné sa femme, comme dans l'exemple qui suit, celle-ci, quand elle découvre l'erreur, quand elle s'aperçoit qu'une autre femme est désignée à sa place, n'a qu'une ressource : agir en rectification.

C'est ce que fit Mme G... dans sa requête au président du tribunal civil de la Seine dont voici la teneur :

« Mme Thérèse (*sic*) B..., veuve de M. Bertrand G..., demeurant la dite dame à Saint... (Gers), ayant M^e Norgeot pour avoué, a l'honneur de vous exposer qu'elle a contracté mariage avec M. Bertrand G..., le 27 avril 1864, par devant l'officier de l'état civil de Saint... ; que M. Bertrand G..., demeurant à Paris, rue..., est décédé à son domicile le 6 février 1911 ; que dans l'acte de décès dudit M. Bertrand G..., dressé à la mairie du.. arrondissement de Paris le 7 février 1911, le *de cujus* est indiqué comme étant époux de la dénommée Mélanie D... ; qu'il y a là une évidente erreur, provenant de ce que M. Bertrand G..., a vécu de longues années maritalement avec la dite dame D... ; qu'il y a lieu en conséquence de faire rectifier cette erreur... »

Le tribunal, en la chambre du conseil du 31 mars 1911 (présidence de M. Monier), rendit un jugement conforme à la requête et rectifiant l'acte de décès en ce sens que :

« Le défunt y sera dit époux de Thérèse B..., âgée de 69 ans, au lieu de époux de Mélanie D..., âgée de 81 ans. »

Dans l'affaire que nous venons d'exposer, il s'agit de

personnes vivant maritalement. Mais il y a pis : et nous arrivons au cas de mari bigame, qui se marie une première fois, abandonne sa femme, en épouse une seconde, décède, et est déclaré dans l'acte de décès comme époux de sa dernière femme, alors que la première peut se prévaloir de cette qualité.

Nous reproduisons successivement l'acte de décès avant sa rectification, la requête du procureur de la République agissant au nom de l'ordre public, et enfin le jugement du tribunal civil de la Seine qui a réparé l'erreur dont s'agit :

Acte de décès de Jean Marcel Fournier.

L'an mil neuf cent quatre, le cinq novembre, à dix heures vingt du matin, acte de décès de Jean Marcel Fournier, âgé de quarante-deux ans, journalier, né à Quarré-les-Tombes (Yonne), domicilié à Charenton (Seine), rue de l'Hérault, n° 7, décédé hier à sept heures quarante-cinq du soir à Villejuif, avenue de l'Asile, fils de Nicolas Fournier et de Marie Fournier et époux de Pauline Néreau ; dressé après constatation par Nous, Arthur Joseph Alphonse Lorin, maire et officier de l'état civil de la commune de Villejuif, sur la déclaration de Eugène Dellieux, âgé de trente-neuf ans, et de Emile Louis Augustin Buisson, âgé de trente-trois ans, tous deux employés, domiciliés à Villejuif, avenue de l'Asile, voisins du défunt, qui ont signé avec Nous après lecture.

Requête du procureur de la République :

« Expose que... le 5 novembre 1904, à la mairie de Villejuif, Seine, a été dressé l'acte de décès de Jean Marcel Fournier, âgé de 42 ans, et né à Quarré-les-Tombes (Yonne) ; que le dit Fournier y est dit époux de Néreau Pauline ; que ci-joint se trouve l'acte de mariage de Jean Marcel Fournier avec Pauline Néreau, mariage célébré à la mairie de Brétigny-sur-Orge (S.-et-O.) le 22 août 1893 ;

Mais que ce mariage a été célébré sur le vu de l'acte de naissance ci-joint qui paraît, même à un examen superficiel, avoir été falsifié par le dit sieur Fournier, pour dissimuler sa qualité d'homme marié, car le dit Fournier Jean Marcel, avait été, ainsi que le prouve l'acte de mariage ci-joint, en date du 22 juillet 1884, marié à Quarré-les-Tombes (Yonne) avec Danaux Pierrette ; que, ce premier mariage seul étant valable, l'acte de décès de Fournier est erroné en ce sens que Fournier Jean Marcel y est dit âgé de 42 ans et époux de Pauline Néreau, au lieu de âgé de 46 ans et époux de Danaux Pierrette, qu'il importe que cette erreur soit rectifiée, etc... »

Voici en dernier lieu le jugement rendu sur cette affaire par le tribunal civil de la Seine en la chambre du conseil du 20 janvier 1911 (Présidence de M. Ditte).

« Attendu que des documents produits résulte la preuve des erreurs alléguées et dont rectification est demandée ; qu'il y a lieu de faire droit à la requête ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de décès dressé à la mairie de Villejuif (Seine), le 5 novembre 1904, au nom de Fournier Jean Marcel, sera rectifié en ce sens que le défunt sera indiqué comme étant âgé de 45 ans au lieu de 42 ans, et qu'il sera dit époux de Danaux Pierrette au lieu de Pauline Néreau ;

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil de la commune de Villejuif (Seine), et que mention en sera portée en marge de l'acte ainsi rectifié. »

Nous avons montré la vraisemblance et la fréquence d'erreurs sur le nom du conjoint dans les actes de décès. Nous avons rencontré dans les actes de naissance une erreur d'un genre tout différent, que nous allons maintenant exposer.

Il arrive — nous en connaissons deux exemples — que dans un acte de naissance, l'enfant est désigné comme ayant pour mère la mère de son père, c'est-à-dire sa grand'mère paternelle.

Un jugement du tribunal civil de la Seine, rendu en chambre du conseil, le 10 mai 1912 (présidence de M. Salvador), rectifie une erreur de ce genre, qui a dû certainement se produire dans les conditions suivantes : M. X... se rend à la mairie du 8^e arrondissement pour déclarer la naissance de son enfant. L'employé lui demande s'il a sur lui son livret de famille, et sur une réponse affirmative se contente des deux renseignements suivants : la date de naissance de l'enfant et les prénoms qui lui sont donnés. Puis, le livret de famille sous les yeux, il se met à rédiger l'acte.

On sait comment est imprimée la première page d'un livret de famille ; voici, dans l'ordre, les lignes qu'on y lit :

Mariage de :

1^o Monsieur... (mari, père de l'enfant).

2^o né de M... (père du mari, grand-père de l'enfant).

3^o et de Mme... (mère du mari, grand'mère de l'enfant).

4^o et de Mme... (épouse du mari et mère de l'enfant).

On voit combien facile est la confusion entre ces deux dernières lignes, surtout si, par une mauvaise impression, les lignes 2 et 3 indiquant les parents du mari, ne sont pas mises un peu en retrait.

Dans l'espèce qui nous occupe, l'employé s'est trompé de ligne : voyant le nom de la grand'mère Mme de V..., il l'a pris pour celui de la mère, a rédigé l'acte que le père et les témoins ont signé sans relire, suivant l'habitude.

Ce n'est que plus tard que l'erreur a été découverte, et il a fallu un jugement rectificatif.

Le même fait s'est produit en 1886, à Villiers-Saint-Georges (Seine-et-Marne) : un cantonnier, père de plusieurs enfants et indigent, devait produire les actes de naissance de ses enfants pour pouvoir toucher une pension d'assistance. On s'aperçut alors que, par erreur, l'un des enfants était mentionné dans son acte de naissance comme ayant pour mère sa grand'mère paternelle. Obligé de requérir un jugement rectificatif, le malheureux dut attendre plusieurs mois pour pouvoir toucher sa pension.

Ici encore l'erreur venait d'une mauvaise lecture du

livret de famille : comme dans l'affaire précédente, on s'était trompé de ligne.

Pour la même raison, le livret de famille peut être la cause d'une autre erreur dans un acte de naissance, lorsque le père de l'enfant est un veuf remarié, car, dans ce cas, le nom de la première femme et celui de la seconde femme se trouvent dans deux lignes consécutives :

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-MALO

Audience du 21 février 1913.

Présidence de M. LERAY.

Requête.

Le procureur de la République... a l'honneur d'exposer que la nommée Le Rumeur (Aurélie Marie), née à Saint-Servan le 5 octobre 1897, désire contracter mariage ; elle sollicite la rectification de son acte de naissance, sur lequel elle est indiquée comme née de Le Rumeur (Yves) et de Lebrun (Marie). La mère se nomme en réalité Cloarec (Anne-Marie), ainsi que cela résulte des pièces présentées ; c'est par erreur que, sur l'acte de naissance de l'intéressée, le nom de la première femme de Le Rumeur, Lebrun (Marie), a été porté. Cette dernière est, en effet, décédée le 7 juillet 1886, etc...

Jugement.

« LE TRIBUNAL,

Vu la requête qui précède et les pièces à l'appui ; ouï en

son rapport M. Capdet, juge, à ce commis ; le ministère public aussi entendu ; après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que dans l'acte de naissance dressé à Saint-Servan le 5 octobre 1897 au nom de Le Rumeur (Aurélié Marie), le nom de la mère est porté Lebrun (Marie Magdelaine) au lieu de Cloarec (Jeanne Marie), qui sont les nom et prénoms de sa mère ; qu'il y a lieu de rectifier cette erreur ;

PAR CES MOTIFS,

Dit que l'acte de naissance dressé à Saint-Servan le 5 octobre 1897 au nom de Le Rumeur (Aurélié Marie) sera rectifié en ce sens que le nom de la mère de l'enfant y sera porté Lebrun Marie Magdelaine au lieu de Cloarec Jeanne Marie ; ordonne la transcription du présent jugement sur les registres des naissances de la commune de Saint Servan pour l'année courante et dit que mention en sera faite en marge du dit acte erroné, tant sur le registre déposé au greffe de ce tribunal que sur celui demeuré aux archives de la dite commune de Saint-Servan ; fait défense à tous dépositaires de délivrer extrait du dit acte sans mention de cette rectification. »

§ 4. — Erreurs sur les prénoms du ou des intéressés.

On peut distinguer trois sortes d'erreurs relatives aux prénoms :

a) L'erreur complète qui fait qu'une personne est dénom-

mée sous un ou des prénoms entièrement différents des siens ;

b) L'erreur quant au nombre qui fait qu'un acte porte un nombre de prénoms inférieur à la réalité ;

c) L'erreur quant à l'ordre des prénoms, qui peut avoir beaucoup d'importance eu égard à certaines habitudes provinciales de donner souvent aux enfants d'une même famille des prénoms identiques, mais dans un ordre différent.

a) Voici d'abord un exemple d'erreur complète sur les prénoms.

TRIBUNAL CIVIL DE CORBEIL

Présidence de M. COTHEREAU.

Chambre du conseil du 2 juillet 1902.

« LE TRIBUNAL,

Oùï en son rapport M. Boutinet, juge,

Le ministère public entendu,

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Jugeant en premier ressort :

Attendu qu'il résulte des réquisitoires, rapport et pièces produites, qu'une erreur s'est glissée dans la procédure en divorce suivie par la dame Jannot Angélique Victoire, contre le sieur Leveau Léon Laurent, et terminée par un jugement de ce siège du 17 novembre 1886, en ce sens que

la dite dame a été prénommée Gabrielle, alors qu'elle aurait dû l'être Angélique Victoire, qui sont ses véritables prénoms, et son mari Louis, alors qu'il aurait dû l'être Léon Laurent, aussi ses véritables prénoms, ainsi qu'il appert de leurs actes de naissance annexés à l'acte de mariage des époux Leveau, célébré à la mairie de Corbeil le 3 novembre 1883 ;

Que, par suite, l'acte de transcription du divorce d'entre les époux dressé à la mairie de Corbeil le 14 décembre 1887 contient les erreurs sus-relatées ;

Que, dans ces conditions, il y a lieu d'ordonner la rectification des prénoms des époux dans le dit acte de transcription de divorce ;

Vu les articles 99, 100, 101 du Code civil et 857 du Code de procédure civile.

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de transcription du divorce d'entre les époux Leveau, dressé à la mairie de Corbeil le 14 décembre 1887, sera rectifié en ce sens que l'épouse y sera dénommée Angélique Victoire Jannot et l'époux Léon Laurent Leveau ;

Dit que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'année courante de la commune de Corbeil ;

Que mention de la dite rectification sera faite en marge de l'acte réformé tant sur le double qui existe à la mairie de Corbeil, que sur le double déposé au greffe ;

Qu'expédition n'en pourra désormais être délivrée sans contenir la dite rectification. »

b) Voici maintenant un exemple d'erreur quant au nombre des prénoms, qui présente ce caractère particulier que l'erreur n'est que partielle, l'acte étant exact sur le registre de la mairie et incomplet sur celui du greffe.

TRIBUNAL CIVIL DE REIMS

Présidence de M. Hu.

Audience du 25 avril 1913.

« LE TRIBUNAL,

Attendu que, le 13 octobre 1896, est né à Reims, des époux Bertrand-Olinger, une fille qui a été inscrite sur les registres des naissances en la mairie de Reims, sous les prénoms d'Aline Augustine Juliette ; que la sus-dite n'a été inscrite sur les registres tenus (1) au greffe que sous les prénoms d'Augustine Juliette ;

Attendu qu'il importe à l'ordre public, comme à la bonne tenue des registres de l'état civil, qu'un individu soit inscrit sous les mêmes prénoms sur l'un et l'autre registre ;

PAR CES MOTIFS,

Dit que l'acte de naissance de la jeune Bertrand, inscrit sur le registre déposé au greffe du tribunal de Reims,

(1) Le mot « tenus » surprend, car les deux registres sont rédigés à la mairie. Le tribunal veut dire « déposés ».

sera rectifié en ce sens qu'elle y sera prénommée Aline Augustine Juliette. »

c) Reste à examiner le dernier cas d'erreur sur les prénoms, qui consiste dans l'interversion de ceux-ci. L'exemple que nous reproduisons montre tout l'intérêt qu'il y a à éviter une erreur de ce genre :

TRIBUNAL CIVIL DE REIMS

Présidence de M. BAUDOIN-BUGNET.

Audience du 10 janvier 1913.

« LE TRIBUNAL,

Attendu que la dame Dubois Marie-Amélie, née à Espierres, Belgique, le 21 décembre 1851, de Pierre Joseph Dubois et de Sidonie Pollet, a contracté mariage en la mairie de Reims le 12 juin 1886 avec le sieur Edouard Desobry ; que, contrairement aux énonciations de son acte de naissance, elle est dénommée dans l'acte de mariage Dubois Amélie-Marie, née à Espierres le 23 janvier 1855 ; que cette erreur provient d'une confusion faite par le secrétaire de la mairie d'Espierres entre l'intéressée et la sœur de cette dernière, dénommée Amélie-Marie Dubois, née à Espierres le 23 janvier 1855 et mariée à Pecq le 13 septembre 1875 avec un sieur Demester ;

Que lors du mariage de l'intéressée, le secrétaire communal lui a délivré l'extrait de naissance de sa sœur ;

Attendu qu'il y a lieu de rectifier l'acte de mariage du 12 juin 1886 ;

PAR CES MOTIFS,

Vu les articles 99 et suivants du Code civil, 855 et suivants du Code de procédure civile, rectifie l'acte de mariage du 12 juin 1886 en ce sens que l'intéressée y sera dénommée Dubois Marie-Amélie, née à Espierres le 21 décembre 1851 ;

Ordonne que le jugement de rectification sera transcrit sur les registres de l'état civil de la ville de Reims, que mention en sera faite en marge de l'acte réformé, et que celui-ci ne sera plus délivré qu'avec la rectification ordonnée. »

§ 5. — **Erreur sur le sexe, dans les actes de naissance.**

Il ne se passe pas d'année sans que les journaux mentionnent, à l'occasion de la formation des listes de recrutement, l'appel sous les drapeaux d'une ou de plusieurs personnes que la prétendue faiblesse de leur sexe dispense du service militaire. Ces erreurs proviennent le plus souvent d'une inattention de l'employé de la mairie qui reçoit la déclaration de naissance, rarement d'erreurs médicales ; mais elles résultent quelquefois aussi de l'ignorance plus ou moins complète de la langue française par le déclarant, comme en témoigne la requête suivante du procureur de la République, agissant d'office :

«... Le 19 octobre 1896 est né, à 7 heures 30 du matin, au n° 27 de la rue des Rosiers, de Joseph Kettler, âgé de 31 ans, et de Fanny Rosenthal, âgée de 23 ans, mariés,

un enfant qui a été inscrit le 20 octobre 1896 sur les registres de l'état civil de la mairie du 4^e arrondissement sous le nom de Pautié Kettler, et comme étant du sexe féminin ;

« ... Il résulte d'une enquête à laquelle il a été procédé, que le dit enfant porte le nom de Paul et qu'il est du sexe masculin ; que cette double erreur provient du défaut de prononciation du père, qui est de nationalité autrichienne, et qui l'a déclaré à la mairie ; qu'il importe que cette erreur soit réparée ;

Pourquoi l'exposant requiert... etc. »

On comprend facilement ce qui s'est passé : le père se présente à la mairie et répond en un français incompréhensible. L'employé entend comme prénom Pautié, au lieu de Paul ; aucun mode de contrôle n'existant à l'égard des prénoms des étrangers, il s' imagine que, d'après sa consonance, Pautié doit être un prénom féminin, et, ne parvenant pas à comprendre les explications fournies par le père, attribue à l'enfant un sexe pour l'autre.

Par jugement de la chambre du conseil du tribunal civil de la Seine, en date du 30 décembre 1910 (présidence de M. Ditte), cette inexactitude fut réparée.

De telles erreurs peuvent se produire tout aussi bien dans un acte rédigé sur pièces écrites dès que l'écriture est illisible.

Voici un second exemple d'erreur sur le sexe, qui ne résulte pas, cette fois, d'une déclaration inintelligible, et

qui montre l'influence curieuse du changement juridique du sexe sur l'orthographe des prénoms :

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

Présidence de M. TURCAS.

Chambre du conseil du 2 février 1906.

« LE TRIBUNAL, réuni en la Chambre du Conseil,

Vu : 1° La requête présentée par Laffont, signée Thomas, avoué, et dont la teneur suit :

... M. Edouard Achille Laffont, journalier, demeurant à Suresnes, ayant M^e Thomas pour avoué, a l'honneur de vous exposer qu'il a contracté mariage avec Mme Marie Joséphine Legros le 10 avril 1882 en la mairie de Cambrai (Nord) ; que de cette union est issue une fille Azéma Désirée Laffont, née à Suresnes le 14 juin 1891 ; que l'acte de naissance de la dite mineure, dressé à la mairie de Suresnes le 15 juin 1891, contient deux erreurs qu'il importe de rectifier :

1° L'acte dont s'agit attribue à tort à l'enfant le sexe masculin ; qu'un certificat de médecin du 13 janvier 1906 établit le véritable sexe de l'enfant ;

2° Les prénoms de l'enfant, écrits sur l'acte de naissance, Azéma Désiré, doivent être en conséquence rectifiés comme suit : Azéma Désirée ;

Que la dite mineure a le plus grand intérêt à faire rectifier les erreurs dont s'agit, pourquoi l'exposant requiert qu'il vous plaise, M. le Président, etc...

2° L'ordonnance du président ;

3° Les conclusions du ministère public, lesquelles sont ainsi conçues :

« Vu : ne s'oppose » ;

4° Les diverses pièces produites ;

LE TRIBUNAL,

Ouï M. Kastler, juge, en son rapport, le ministère public en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en premier ressort ;

Attendu que des documents produits résulte la preuve de l'erreur alléguée et dont la rectification est demandée, qu'il y a lieu de faire droit à la requête ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de naissance dressé à la mairie de Suresnes (Seine) le 15 juin 1891, au nom de Azéma Désiré Laffont, sera rectifié en ce sens que l'enfant déclaré au dit acte sera dite du sexe féminin au lieu du sexe masculin, et que le prénom Désiré, qui lui a été donné, devra être écrit Désirée ;

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil de Suresnes (Seine) et que mention en sera portée en marge de l'acte ainsi rectifié. »

L'erreur ne fut découverte qu'assez tard. A l'âge de quatorze ans, la jeune Laffont vint à la mairie de Suresnes demander un bulletin de naissance pour établir son livret d'apprentie. On se reporta au registre de 1891 et, à la date indiquée, on ne trouva qu'un acte de naissance d'enfant du sexe masculin. L'employé comprit aussitôt le malen-

tendu, mais, en gardant tout son sérieux, il dit à l'enfant : « Il est possible que vous soyez du sexe féminin, cependant comme votre acte indique que vous êtes du sexe masculin, il faudra que vous passiez le conseil de révision : peut-être même faudra-t-il que vous fassiez votre service militaire. »

Et la pauvre petite se mit à sangloter. On la consola en lui expliquant qu'un jugement rectificatif pourrait réparer les choses avant l'époque de l'appel sous les drapeaux.

§ 6. — Erreurs sur les dates et sur les âges.

Nous retombons ici dans les erreurs banales et purement matérielles, mais dont l'importance juridique n'en est pas moins considérable, notamment en matière de capacité et de successions.

Il arrive d'ailleurs souvent que les erreurs d'âge et de dates ne sont que des erreurs accessoires et secondaires, comme le montre le second exemple que nous donnons ci-après.

Voici d'abord une espèce où l'acte ne comporte qu'une seule erreur de date. C'est un jugement du tribunal civil de Versailles (1^{re} chambre), audiencedu 29 mai 1913 (présidée par M. Féron).

Ce jugement ordonne la rectification non seulement sur l'acte de mariage erroné, mais encore sur le livret de famille de l'exposant.

La requête, présentée par M. Gustave Jean Raymond Benoist, est ainsi conçue :

« ...A l'honneur de vous exposer qu'il est né le 23 juillet 1878 à Paris, sur le xi^e arrondissement, qu'il s'est marié à la mairie du Poissy le 14 mai 1903.

Que sur son acte de mariage, ainsi que sur son livret de famille, il a été inscrit comme étant né le 4 juillet 1878.

Qu'il y a là une erreur qu'il lui importe de faire rectifier.

C'est pourquoi l'exposant requiert qu'il vous plaise, Messieurs, ordonner la rectification dont s'agit sur l'acte de mariage et sur le livret du sieur Benoist, et dire en conséquence qu'il y sera inscrit comme étant né à Paris sur le xi^e arrondissement le 23 juillet 1878 et non le 4 juillet 1878. »

Jugement :

« LE TRIBUNAL,

Attendu que l'erreur signalée dans la requête qui précède est constante et qu'il y a lieu d'en ordonner la rectification ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que dans l'acte de mariage du sieur Raymond Benoist, dressé à la mairie de la commune de Poissy, le 14 mai 1903, il sera inscrit comme étant né le 23 juillet 1878, sur le xi^e arrondissement de Paris, et non le 4 juillet 1878 ;

Dit que la même rectification aura lieu sur le livret mili-

taire (1) de l'exposant, ordonne la transcription du présent jugement sur les registres de l'état civil de la mairie du XI^e arrondissement de Paris et sa mention en marge de l'acte rectifié, duquel il ne sera délivré aucun extrait, ni expédition sans contenir la mention de la rectification.»

Le jugement dont nous reproduisons maintenant le dispositif offre cette particularité de rectifier deux erreurs, l'une de date, l'autre d'état civil proprement dit, et d'établir une indication omise, bien qu'imposée par l'article 57 du Code civil, à savoir, le lieu de la naissance.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

Présidence de M. DITTE.

Chambre du conseil du 21 janvier 1911.

« Attendu que des documents produits...etc.

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de naissance de Jean Louis Eugène Gautier, dressé à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, le 24 février 1897, sera rectifié en ce sens que :

1^o L'enfant sera dit né à Paris au domicile de ses parents, boulevard Henri IV ;

2^o Que la mère sera qualifiée épouse du sieur Gautier ;

3^o Que la dame Gautier sera indiquée comme âgée de 36 ans au lieu de 26 ;

(1) La requête dit « livret de famille », le jugement « livret militaire ». Il s'agit certainement du livret de famille.

Ordonne en outre que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil du 4^e arrondissement de Paris, que mention en sera portée en marge de l'acte ainsi rectifié. »

§ 7. — Erreurs sur l'état civil proprement dit.

Nous désignerons sous ce nom les erreurs relatives aux qualités juridiques ou sociales des individus désignés dans les actes de l'état civil : qualités juridiques telles que la nature de la filiation ; qualités sociales telles que la profession. Mais avant d'étudier ces erreurs de détail, il nous faut parler des erreurs d'ensemble, portant sur la totalité de l'état civil d'une personne, qui se produisent quelquefois. Nous avons vu dans le jugement du tribunal civil de Reims, en date du 10 janvier 1913 (1), la facilité avec laquelle une erreur de ce genre pouvait survenir surtout lorsqu'une grande similitude de prénoms et de noms prête à la confusion.

Un exemple encore plus récent, puisque le jugement est du 19 février 1914, et qui fit, en son temps, quelque bruit dans la presse, nous a été fourni par le tribunal civil de Versailles.

Un rapide exposé des faits est indispensable pour comprendre les origines de cette affaire.

M. Louis Ernest Thomas, demeurant à Paris, 23, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, était veuf depuis quelques

(1) Voir p. 190.

années. Il voulut se remarier et s'aperçut avec stupeur qu'il l'était, en marge de son acte de naissance, depuis le 11 mars 1911 avec une dame Mauboussin, dont il n'avait jusque-là jamais entendu parler. Pourtant l'acte de naissance était bien le sien, et la mention marginale portait sans doute possible, son nom Louis Thomas.

Il se renseigna, apprit l'existence d'un autre Louis Thomas, et déposa une plainte en faux contre son homonyme. Arrêté, le véritable époux protesta de sa bonne foi, et, de fait, rien n'ayant pu lui être reproché, bénéficia d'une ordonnance de non-lieu. Le ministère public, agissant d'office, demanda alors la rectification de l'acte de mariage de Louis Thomas, en ce sens que il s'y agit de Louis Bernard Thomas, né à Pontoise, en 1866, et non de Louis Ernest Thomas, né à Pontoise également, en 1863.

L'erreur provenait, l'enquête l'a prouvé, des conditions dans lesquelles s'était fait le mariage de Louis Bernard Thomas et de Elisabeth Mauboussin. Celle-ci, en 1911, a pu obtenir une dispense complète de frais de mariage en passant par l'intermédiaire de la Société de Saint Vincent de Paul. La seule pièce fournie par Louis Bernard Thomas avait été sa carte d'électeur du XV^e arrondissement de Paris, portant seulement Louis Thomas. Lui-même d'ailleurs ne se connaissait pas d'autre prénom et n'avait pas une très grande certitude sur la date exacte de sa naissance. La Société de Saint Vincent de Paul trouva à Pontoise, pays d'origine des deux Louis Thomas, un acte de naissance qui, par malheur, était celui de l'autre. L'âge était à peu

près identique, l'acte de naissance ne portait pas en marge la mention du premier mariage de Louis Ernest Thomas, ce qui eût éveillé l'attention de l'officier de l'état civil, le mariage eut lieu, et l'on sait ce qu'il en coûta d'ennuis pour les deux Louis Thomas.

La requête du ministère public tendant à obtenir la rectification de l'acte de mariage fut rédigée en ces termes :

« Le procureur de la République a l'honneur d'exposer qu'il résulte d'une procédure criminelle en faux ouverte par le parquet et terminée par une ordonnance de non-lieu que, par suite d'une erreur dans la production des pièces, le nommé Thomas Louis Bernard, né à Pontoise le 28 avril 1866, s'est marié le 11 mars 1911 devant l'officier de l'état civil de Saint Germain-en-Laye avec Louise Elisabeth Mauboussin, sous le nom de Louis Ernest Thomas, né le 23 janvier 1863 à Pontoise ; qu'il est de l'intérêt des sieurs Thomas que l'acte de mariage sus-énoncé, dont mention a été faite sur l'acte de naissance de Louis Ernest, soit rectifié en ce sens que le marié y sera indiqué Thomas *Louis Bernard* né à Pontoise le 28 avril 1866, de Jean et de Victorine Bernard, pourquoi l'exposant requiert qu'il vous plaise, Messieurs, ordonner la rectification dont s'agit et la transcription du jugement à intervenir sur les registres de l'état civil, sa mention en marge de l'acte de mariage et en marge de l'acte de naissance de Louis Ernest Thomas.

Fait au Parquet le 31 janvier 1914. »

Le 19 février 1914, le tribunal civil de Versailles (M. Fé-

ron, président ; M. Bonin, substitut) rendait en audience publique le jugement suivant :

Vu la requête présentée par M. le procureur de la République.

Oùï M. Huchard, juge-commissaire, en son rapport, ensemble le ministère public en ses conclusions, et après avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en audience publique et en premier ressort :

« LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte d'une procédure criminelle en faux, ouverte par M. le procureur de la République de ce tribunal, et terminée par une ordonnance de non-lieu, que, par suite d'une erreur dans la production des pièces, le nommé Thomas Louis Bernard, né à Pontoise le 28 avril 1866, s'est marié le 11 mars 1911 devant l'officier de l'état civil de Saint-Germain-en-Laye avec Louise Elisabeth Mauboussin, sous le nom de Louis Ernest Thomas, né le 23 janvier 1863 à Pontoise ;

Attendu que, dans ces conditions, dans l'intérêt des sieurs Thomas, il y a lieu de réparer cette erreur.

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de mariage de Thomas Louis Bernard, dressé sur les registres de l'état civil de la commune de Saint-Germain-en-Laye le 11 mars 1911, dont mention a été faite sur l'acte de naissance de Louis Ernest Thomas, né le 23 janvier 1863, fils de Louis Jacques et de Victo-

rine (1) Elisa Villemer, sera rectifié en ce sens que le marié y sera indiqué Thomas Louis Bernard, né à Pontoise le 28 avril 1866, de Jean et de Victorine Bernard, son épouse ;

Ordonne la transcription du présent jugement sur les registres de l'état civil de la commune de Saint-Germain-en-Laye et sa mention sur l'acte de mariage dont s'agit, et en marge de l'acte de naissance de Louis Ernest Thomas, né à Pontoise le 23 janvier 1863. »

En réalité le jugement de Versailles aurait dû ordonner la mention en marge de l'acte de naissance de chacun des deux Thomas ; en ce qui concerne Louis Bernard, pour établir qu'il était marié avec Louise Elisabeth Mauboussin, et, en ce qui concerne Louis Ernest Thomas, pour annuler la mention erronée de son mariage avec la même personne.

* *

Il nous reste maintenant à nous occuper des erreurs partielles. Elles portent, nous l'avons dit, soit sur la qualité de la personne dans la société, soit sur sa qualité dans la famille.

Qualité sociale. — On sait que les actes de l'état civil peuvent, sur la demande des intéressés, contenir l'indication de qualités particulières aux personnes qu'ils concernent, tels que leurs titres nobiliaires, et doivent indiquer plus prosaïquement leurs professions. Cette disposition a pour

(1) Remarquer que les mères des deux Thomas se prénomment Victorine.

but de rendre encore plus difficile la possibilité d'une confusion.

Les recueils de jurisprudence fournissent de nombreux exemples de jugements rectificatifs tendant à l'insertion dans l'acte de titres de noblesse, car ils attirent l'attention des chroniques par les noms illustres qu'ils visent. C'est ainsi qu'on trouvera au Dalloz, 1912.2.324, et au Sirey, 1910 2.307, un long arrêt de la Cour d'appel de Paris du 16 mars 1910 rectifiant le nom de André Masséna de Rivoli en André Masséna, comte de Rivoli. Le tribunal de la Seine s'était déclaré incompétent, renvoyant l'affaire devant le conseil d'administration du ministère de la justice (remplaçant le conseil du Sceau des titres). La Cour, au contraire, se déclare compétente et ordonne la rectification.

Moins connus, croyons-nous, sont les cas de rectification de profession. En voici un exemple :

TRIBUNAL CIVIL DE VERSAILLES

Présidence de M. FÉRON.

Chambre du conseil du 2 décembre 1913.

« LE TRIBUNAL,

Attendu que les erreurs signalées dans la requête qui précède sont constantes, et qu'il y a lieu d'en ordonner la rectification ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de naissance du mineur Armand Jean Alfred G..., dressé sur les registres de l'état civil de la ville de Versailles le 22 octobre 1905, et l'acte de reconnaissance dressé à la mairie de Versailles le 29 janvier 1907, seront rectifiés en ce sens que la dame Marie G..., mère du mineur Armand Jean Alfred G..., sera qualifiée « sans profession », au lieu de « femme de chambre » ;

Ordonne la transcription du présent jugement sur les registres de l'état civil de la ville de Versailles et sa mention en marge des actes rectifiés, avec injonction à tous dépositaires de ne délivrer extrait des dits actes qu'avec la mention textuelle de la dite rectification, à peine de dommages-intérêts. »

Y avait-il eu réellement erreur sur la profession ? Les circonstances permettent d'en douter, car, si l'hypothèse d'une erreur est encore admissible pour l'acte de naissance, elle ne peut guère l'être pour l'acte de reconnaissance, puisque c'est la mère elle-même qui est venue faire la déclaration devant l'officier de l'état civil. C'est vraisemblablement pour éviter à son enfant d'avoir sur son acte de naissance la mention de la profession maternelle, qui, pour n'être pas brillante, n'a cependant rien que d'honorable, que la mère a plus tard agi en rectification.

Qualité juridique. — L'espèce que nous allons examiner nous fournit un exemple de jugement tendant à modifier la qualité juridique d'un enfant porté comme naturel dans

son acte de naissance, et qui, aux yeux de la loi, est légitime et doit être déclaré tel.

Requête.

« ... A l'honneur de vous exposer que M. Guillaume François Ronneau, voiturier, son père, né à Maisons-Alfort (Seine) le 26 février 1781, a contracté mariage avec Mlle Rosalie Hébuterne, née à Marchémont (Seine-et-Marne), le 20 juin 1789, devant l'officier de l'état civil du 8^e arrondissement de Paris le 22 prairial an XI ; que de ce mariage sont issus quatre enfants ; que l'exposante, l'une de ces quatre enfants, née à Villeneuve-Saint-Georges le 22 août 1815, a été inscrite le lendemain sur les registres de l'état civil de la dite commune sous les noms et prénoms de Hébuterne Rosalie Aurore, comme fille naturelle de Rosalie Hébuterne, veuve de Guillaume François Ronneau, décédé aux armées ; que, s'il était exact qu'à cette époque M. Guillaume François Ronneau, qui faisait partie de l'armée de réserve de Hanovre, n'eût pas donné de ses nouvelles depuis quelques années, aucun acte ne constatait qu'il fût décédé ; que le décès de M. Ronneau ne pouvait être présumé ; que, d'autre part, il n'a été rendu aucun jugement qui ait déclaré l'absence du dit M. Ronneau ou ordonné une enquête à son sujet ; qu'enfin une autre enfant, née aussi à Villeneuve-Saint-Georges le 31 mai 1818, a bien été inscrite sur les registres de l'état civil de cette commune le lendemain comme issue du légitime mariage de Guillaume François Ron-

neau et de la dame Rosalie Hébuterne ; qu'aux termes de l'article 312 du Code civil, l'enfant conçue pendant le mariage a pour père le mari, sous la réserve de l'action en désaveu que celui-ci peut intenter ; que c'est donc à tort que l'exposante, fille de Mme Rosalie Hébuterne, a été déclarée comme sa fille naturelle et a reçu le nom patronymique de Hébuterne ; qu'il importe à Mme Vve Charles (*la requérante*) que son acte de naissance soit rectifié.

Pourquoi elle demande qu'il vous plaise, Monsieur le président, ordonner la communication de la présente requête et des pièces à l'appui à M. le procureur de la République et nommer un juge rapporteur pour, sur son rapport et après les conclusions du ministère public, être par le tribunal ordonné que l'acte de naissance dont s'agit sera rectifié en ce sens que l'exposante aurait dû y être désignée comme enfant légitime, issue du mariage de M. Guillaume François Ronneau avec Mlle Rosalie Hébuterne ; ordonner que le présent jugement à intervenir sera transcrit sur les registres de l'état civil de la commune de Villeneuve-Saint-Georges et que mention en sera faite en marge de l'acte réformé, faire défense à tous dépositaires de délivrer extrait du dit acte sans la mention de la dite rectification, à peine de dommages intérêts.

Et ce sera justice. »

Il était bien difficile de donner satisfaction à la demande, et le tribunal civil de Corbeil (audience du 21 juin 1894), présidence de M. Grou, rendit le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL,

Attendu que la dame Rosalie Aurore Ronneau, veuve du sieur Jean-Marie Charles, née à Villeneuve-Saint-Georges le 21 août 1815, inscrite dans son acte de naissance comme fille naturelle de Rosalie Hébuterne, veuve de Guillaume François Ronneau, décédé aux armées, demande la rectification de son acte de naissance en ce sens qu'elle sera qualifiée fille légitime de Guillaume François Ronneau et de Rosalie Hébuterne, son épouse ;

Attendu que le tribunal ne saurait, sans preuves à l'appui, reconnaître à la dite veuve Charles la qualité d'enfant légitime, alors que, dans un acte de notoriété dressé pour arriver au mariage de l'un de ses frères par M. le juge de paix du canton de Boissy-Saint-Léger, le 14 janvier 1832, il est établi que le sieur Ronneau, après être venu en semestre à Villeneuve Saint-Georges en 1808, rejoignit la 4^e compagnie du 1^{er} bataillon de la 7^e demi-brigade, et que depuis cette époque il n'a plus jamais donné de ses nouvelles ;

Attendu que, dans ces conditions, le tribunal ne peut ordonner la rectification du dit acte de naissance qu'en ce sens que la qualité d'enfant naturel devra en disparaître ainsi que la qualité de veuve donnée à la mère, dont il n'est pas établi que le mari soit décédé à la dite époque ; qu'il y a lieu, en outre, de rectifier l'orthographe du prénom du père, Guillaume, qui est écrit avec un seul « l » au lieu de deux ;

PAR CES MOTIFS,

Dit et ordonne que l'acte de naissance de la dame veuve

Charles sera rectifié en ce sens qu'elle y sera dénommée comme « fille de Rosalie Hébuterne, âgée de 36 ans, épouse de Guillaume François Ronneau, absent », au lieu de « fille naturelle de Rosalie Hébuterne, âgée de 36 ans, veuve de Guillaume François Ronneau, décédé aux armées » ;

Ordonne la transcription du présent jugement sur les registres de l'état civil de Villeneuve-Saint-Georges, année courante, et la mention sommaire en marge de l'acte rectifié, tant sur le double des registres, année 1815, demeuré aux archives de la mairie de la dite commune, que sur celui déposé au greffe de ce tribunal. »

Comme on le voit, le jugement, s'il accorde en partie la rectification demandée, ne fait pas entièrement droit à la requête. Il déclare que l'enfant ne peut être considéré comme naturel, sans dire toutefois qu'il est légitime. C'était d'ailleurs la seule solution susceptible de concilier la présomption *pater is est*, et les circonstances de la cause qui rendaient, en fait, invraisemblable la légitimité de l'enfant alors que sa légitimité était cependant de droit, sauf désaveu.

L'erreur inverse peut également se produire, c'est-à-dire qu'un enfant naturel peut être désigné, dans son acte de naissance comme légitime. Il en est ainsi lorsque les parents passent pour mariés, et qu'à la mairie le père, dans la déclaration de naissance, n'ose pas démentir la possession d'état inexacte dont il bénéficie auprès de ses voisins et amis. Parfois aussi l'erreur provient de ce que

le déclarant de la naissance — la sage-femme par exemple — s'illusionne sur la qualité des parents de l'enfant. Dans l'espèce soumise au tribunal civil de Reims et jugée par lui à l'audience du 20 mars 1862 (présidence de M. Auguste Huguier), c'est l'enfant naturel lui-même, — chose étrange, — qui demandait la rectification de l'acte lui attribuant faussement la qualité d'enfant légitime.

« LE TRIBUNAL,

Attendu qu'il résulte de l'acte de notoriété qui précède, et d'autres pièces produites, que Clarisse Carnot n'a jamais été épouse de Guillaume Valéry, que c'est donc par erreur que l'acte de naissance de Clovis Jules Valéry, dressé à la mairie de Reims le 27 avril 1840, lui donne cette qualité ; qu'il y a lieu de le rectifier ;

Ordonne que l'acte de naissance de Clovis Jules Valéry, du 27 avril 1840, sera rectifié en ce sens que les mots « son épouse » seront supprimés dudit acte, lequel, dès lors, n'indiquera plus Clarisse Carnot comme épouse de Guillaume Valéry ;

Ordonne la mention du présent jugement en marge de l'acte rectifié, et sa transcription sur les registres courants de la dite ville de Reims, ce qui sera exécuté aux termes des lois. »

L'acte de notoriété dont il s'agit dans le jugement et qui est intéressant comme mode de preuve était le suivant ;

« Extrait des minutes du greffe de la justice de paix de Ville-en-Tardenois, arrondissement de Reims, chef-lieu judiciaire du département de la Marne :

« L'an 1862, le 10 mars, en notre cabinet, hôtel de la mairie de ville (*sic*), et par devant Nous Jules Nicolas Girardot, juge de paix du canton de Ville-en-Tardenois, assisté de Pierre Maurice Elie Leblanc, greffier de cette juridiction, ont comparu MM.

1^o Hugues Jean Bénony, garde champêtre ;

2^o Maurice Samson Neveu, maçon ;

3^o Jean-Baptiste Fauvier, manouvrier, tous trois demeurant à Trespou ;

4^o Et Hubert Jacquet, charpentier, demeurant à Prémecy, lesquels nous ont attesté pour vérité et notoriété publique avoir parfaitement connu Marie Carnot, sans profession, demeurant à Trespou, où elle est décédée le 15 mars 1855, ainsi qu'il appert d'un extrait de l'acte de l'état civil qui nous a été représenté, veuve du sieur Gillet, et savoir que la dite dame n'a jamais été mariée au sieur Guillaume Valéry, avec lequel elle vivait au moulin du dit Trespou ; qu'en conséquence, c'est à tort que l'acte de naissance de Clovis Jules Valéry, dressé à la mairie de Reims le 27 avril 1840, énonce que Marie Carnot, sa mère, était épouse du dit sieur Valéry, ce qui donnait au dit Clovis Jules Valéry la qualité d'enfant légitime qu'il n'a réellement pas.

Le présent acte délivré en exécution de la loi du 10 décembre 1850, à la réquisition du sieur Valéry Clovis Jules qui a signé avec nous, les témoins et le greffier après lecture. »

Un autre exemple de rectification à la suite d'une désignation erronée de filiation légitime, la dite filiation étant

en réalité naturelle, nous est fourni par un jugement du tribunal civil de la Rochelle, rendu en l'audience du 28 mai 1913 (1).

L'espèce était encore plus compliquée que la précédente ; les parents de l'enfant étaient en effet mariés, mais chacun de son côté ; l'enfant adultérin ne pouvait donc être qualifié de légitime, ni même de naturel simple.

Dans le même ordre de faits, *la Loi* du 21 août 1913 a reproduit un jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 11 novembre 1912, qui ordonne la rectification de l'acte de naissance d'un enfant reconnu par son père seul en ce sens qu'il sera dit fils légitime d'un homme autre que son véritable père.

Nous nous trouvons ici en présence d'une de ces hypothèses où les présomptions de paternité établies par le Code civil aboutissent à des conséquences injustes et inhumaines. Une femme, dont le mari est enfermé dans un asile d'aliénés depuis plusieurs années, vient à accoucher. Le père reconnaît l'enfant pour lui donner son nom, celui de la mère n'étant pas prononcé dans l'acte de naissance. Après le décès du fou, les père et mère de l'enfant se marient ensemble, le ménage tourne mal, les époux, dont la mésintelligence s'accroît de jour en jour, finissent par se séparer, le père emmenant son enfant. Pour le reprendre, la mère va le reconnaître dans une mairie parisienne où l'on ignorait si elle était mariée ou

(1) *La Loi*, 1^{er} décembre 1913, avec note.

non lors de la naissance de l'enfant. Cette reconnaissance était nulle ; cependant c'est en s'appuyant sur elle que le tribunal, sur la demande d'un tuteur *ad hoc* représentant l'enfant, lui donna une troisième qualité, celle de légitime, faisant application de la présomption *pater is est*. Le tribunal de la Seine n'était pas, comme celui de Corbeil, dans l'indécision sur l'existence du père à l'époque de la conception de l'enfant et il rédigea ainsi son dispositif :

« PAR CES MOTIFS,...

Dit que l'état civil de la mineure Gabrielle Emilia sera rectifié en ce sens qu'elle est la fille de la dame Joséphine L..., alors épouse de Emile Edmond S..., et par suite la fille légitime des époux S... ; ordonne la transcription... etc. »

Un dernier exemple de jugement rectificatif tendant à la suppression de l'énonciation, dans un acte de mariage : « le père de l'époux est décédé », alors qu'il est vivant, nous est donné par une décision du tribunal civil de la Seine (audience du 14 novembre 1913) reproduite dans *la Loi* du 19 décembre 1913 (avec note). Dans l'espèce le père s'opposait à l'action en rectification intentée par son fils. Mais on peut concevoir facilement une hypothèse plus simple, celle où, dans un acte de mariage, l'énonciation erronée du décès du père ou de la mère de l'un des époux serait due à une simple erreur de l'officier de l'état civil ou à la croyance sincère des conjoints à ce décès : il peut se faire, par exemple, que, dans un naufrage ou une catastrophe quelconque,

le père qu'on a cru mort, ait été sauvé et réapparaisse dans la suite.

Le jugement du 14 novembre 1913 se termine par le dispositif suivant :

«... PAR CES MOTIFS,

Dit que Georges Picqué est bien le père naturel d'Eugène Georges Picqué ; dit que l'acte de mariage du 6 janvier 1894 doit être rectifié en ce sens qu'il ne portera plus le père de Picqué comme décédé ;

Dit que, sous le bénéfice de cette rectification, ledit mariage est bon et valable avec tous ses effets légaux ; ordonne la transcription du présent jugement, etc. »

Ce jugement qui n'est qu'à demi rectificatif se trouve sur la frontière indécise séparant les questions d'état proprement dites des questions de rectification. Nous sommes arrivés sur ces terrains incertains et dangereux où il ne fait bon s'aventurer qu'avec prudence. Aussi préférons-nous, terminant ainsi l'énumération des différents types de jugements rectificatifs, renvoyer à notre seconde partie l'étude de la distinction fondamentale entre les jugements relatifs à l'état des personnes et les jugements rectificatifs d'état civil.

SECTION IV. — Rectifications uniques ou multiples.

Nous ne voudrions pas, toutefois, terminer notre étude des jugements rectificatifs sans parler de leur classification

en jugements à effet unique et jugements à effets multiples. Deux catégories sont à distinguer :

1° Jugements rectifiant les erreurs multiples dans un seul acte ;

2° Jugements rectifiant une erreur unique dans plusieurs actes.

1° Erreurs multiples dans un seul acte.

Nous avons trouvé des exemples d'actes dont les erreurs sont si nombreuses et si diverses qu'on se demande comment elles ont pu se produire simultanément :

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

Présidence de M. SALVADOR.

Chambre du conseil du 10 février 1911.

LE TRIBUNAL,

« Attendu que des documents produits résulte la preuve de l'erreur (1) alléguée et dont la rectification est demandée, qu'il y a lieu de faire droit à la requête ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de décès dressé à la mairie de Villejuif, Seine, le 20 septembre 1909, au nom de Roux François-Régis, sera rectifié en ce sens que :

1° Le défunt sera prénommé Emile Jules Albert au lieu de François-Régis ;

(1) La formule classique de cet attendu est à ce point immuable que, malgré la pluralité des erreurs, elle s'exprime au singulier.

2° Qu'il sera mentionné comme né à Berrias, Ardèche, le 24 mai 1857, au lieu de né à Berrias, Ariège ;

3° Qu'il sera indiqué comme étant âgé de 52 ans au lieu d'être indiqué âgé de 50 ans ;

4° Qu'il sera dit fils de Henri (1) et de Mélanie Brahier, au lieu d'être indiqué comme fils de Henri Roux, sans renseignements ;

5° Qu'il sera dit veuf de Blois Marie.

Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil de la commune de Villejuif (Seine), et que mention en sera portée en marge de l'acte ainsi rectifié. »

Un jugement de la première chambre du tribunal civil de Versailles, rendu en l'audience du 26 mars 1902, présidence de M. Paisant, nous donne un second exemple d'erreurs multiples :

LE TRIBUNAL,

« Attendu qu'il résulte de la production d'un acte de mariage dressé à la mairie des Batignolles (2) le 24 octobre 1857, reconstitué le 28 juin 1878, que Victor Alexandre Déhu était époux de Fanny Adélaïde Roussel ; que le décès du mari est constaté par un acte dressé à la mairie d'Argenteuil le 28 mars 1899 ; que du rapprochement de ces deux actes il y a preuve que le défunt est désigné à tort comme époux de Stéphanie Desgranges, cette fausse

(1) Remarquer ici encore la non répétition du nom patronymique.

(2) Les Batignolles à cette époque étaient hors Paris.

déclaration paraissant provenir de ce que l'épouse Déhu était fille naturelle d'une nommée Roussel, mariée ultérieurement à François Desgranges, et se trouvait être fille d'une femme Desgranges, qu'en tout cas il y a lieu de corriger cette fausse indication, l'acte de mariage faisant seul preuve de l'union des époux ;

Attendu, d'un autre côté, que l'acte de décès dont la rectification est demandée, présente inexactement le défunt comme âgé de 55 ans, alors qu'il avait 56 ans ; que ses prénoms sont intervertis « Alexandre Victor » au lieu de « Victor Alexandre » ; qu'il est porté comme fils de François Déhu au lieu de Charles Louis Gérard Déhu et de Aline Malherbert, au lieu de Marie Françoise Aline Malherbe ; que d'un autre côté l'âge de sa veuve était alors de 48 ans et non 49 ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne la rectification de l'acte de décès dressé à la mairie d'Argenteuil le 28 mars 1899, en ce sens que le défunt doit être désigné sous les prénoms de Victor Alexandre, âgé de 56 ans, fils de Charles Louis Gérard Déhu et de Marie Françoise Aline Malherbe, marié à Fanny Adélaïde Roussel, âgée de 48 ans ;

Ordonne la transcription du présent jugement sur les registres de l'état civil de la commune d'Argenteuil et sa mention en marge de l'acte rectifié duquel il ne pourra à l'avenir être délivré aucun extrait ou expédition sans contenir la mention de la dite rectification. »

Les erreurs multiples qui entachent un acte peuvent

avoir de sérieux inconvénients, comme vont le montrer un jugement du tribunal civil d'Amiens, rendu en audience publique du 10 novembre 1871, et la requête qui le précède :

« Nous, procureur de la République près ledit siège,

Avons l'honneur d'exposer que, sur son acte de naissance en date à Estrées du 7 janvier 1839, la fille Vilmont est désignée sous le prénom d'Augustine Olive ; que, sur son acte de mariage avec le sieur Henry Conin, en date à Amiens du 4 juin 1856, la demoiselle Vilmont porte les mêmes prénoms ; que cependant le sieur Henry Conin est désigné sur son acte de décès, dressé à Amiens le 20 mars 1862, comme époux de Cécile Olive au lieu de l'être comme époux d'Augustine Olive Vilmont ; que, sur ce même acte, le sieur Henry Conin est désigné comme fils de feu Henry Conin et de Flore Bulot, alors que son acte de naissance, dressé à Amiens le 15 septembre 1833, le désigne comme fils de Pierre Paul Conin et de Flore Bullot ; que cependant il résulte de son acte de naissance, dressé à Amiens le 21 floréal an IX, et de son acte de décès, dressé à Amiens le 15 avril 1849, que les véritables prénoms du père du sieur Henry Conin étaient Jacques François de Paule Conin ; que la dame veuve Conin-Vilmont ne peut aujourd'hui contracter un second mariage à cause des irrégularités qui vicient l'acte de décès de son premier mari : qu'il importe de rectifier ces erreurs ;

PAR CES MOTIFS,

Nous requérons qu'il plaise au tribunal dire que l'acte

de décès du sieur Henry Conin inscrit sur les registres de l'état civil de la commune d'Amiens, à la date du 20 mars 1862, sera rectifié en ce sens :

1° Que le défunt y est à tort qualifié époux de Cécile Olive, au lieu de l'être : époux de Augustine Olive Vilmont, qui sont les véritables nom et prénoms de sa veuve ;

2° Que le défunt y est à tort qualifié : fils de feu Henry Conin et de Flore Bulot, au lieu de l'être : fils de feu Jacques François de Paule Conin et de Flore Bulloz, qui sont les véritables prénoms et noms de ses père et mère ;

Ordonner que le jugement à intervenir soit transcrit sur les registres de décès de la ville d'Amiens et que mention en soit faite en marge de l'acte réformé.

Jugement.

« Vu la requête présentée par M. le procureur de la République ;

Vu l'ordonnance mise à la suite par M. le président du siège et ainsi conçue : Nous, président du tribunal civil d'Amiens, nous chargeons nous-même de faire le rapport de cette affaire à l'audience, ce 8 novembre 1874 ; signé ; Moisson ;

Oùï M. Caumartin, substitut de M. le procureur de la République, en ses conclusions ;

Vu les pièces jointes à l'appui de la requête ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que la demande est régulièrement et compétem-

ment soumise au tribunal civil d'Amiens et que le ministère public a qualité pour agir ; qu'au fond il est constant que le 21 floréal an IX est né à Amiens Jacques François de Paule Conin, qui est devenu l'époux de Flore Bullo, et que de ce mariage est né, le 14 septembre 1833, à Amiens, Henry Conin ; que, le 15 avril 1849, Jacques François de Paule Conin est décédé à Amiens ; que son fils Henry Conin a épousé, le 4 juin 1856, en cette ville Augustine Olive Vilmont qui était née le 7 janvier 1839 à Estrées ; qu'enfin Henry Conin est décédé à Amiens le 20 mars 1862, laissant sa veuve survivante, dans l'intérêt de laquelle agit aujourd'hui le ministère public ; qu'il résulte de la teneur et du rapprochement des actes qui constatent les naissances, mariages et décès ci-dessus rappelés, que c'est évidemment par une erreur n'entraînant cependant pas de doute sur l'identité des personnes, que dans l'acte de décès d'Henry Conin, du 20 mars 1862, celui-ci a été désigné comme fils d'Henry Conin au lieu de fils de Jacques François de Paule Conin ; que le nom patronymique de sa mère a été écrit Bullo au lieu de Bullo, et qu'enfin il a été indiqué comme mari de Cécile Olive survivante, au lieu de mari de Augustine Olive Vilmont ;

Qu'il est nécessaire et possible de rectifier ces erreurs ;

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal, jugeant en premier ressort et en matière sommaire, ordonne que l'acte de décès de Henry Conin dressé à Amiens le 20 mars 1862, sera rectifié en ce sens que

le défunt y sera désigné comme époux d'Augustine Olive Vilmont, au lieu d'époux de Cécile Olive Vilmont, et comme fils de feu Jacques François de Paule Conin et de Flore Bulot, au lieu de fils de feu Henry Conin et de Flore Bulot;

Ordonne que le présent jugement sera inscrit sur les registres de l'état civil de l'année courante de la ville d'Amiens, et qu'il sera mentionné en marge de l'acte réformé, qui ne devra plus être expédié qu'avec mention de la rectification opérée.

2° Erreur unique dans plusieurs actes.

Nous avons rencontré déjà de nombreux exemples de jugements ordonnant la rectification de plusieurs actes. Nous reviendrons d'ailleurs, tant à propos de la compétence qu'à propos de la transcription, sur ces jugements collectifs. Nous citerons seulement ici deux exemples pour bien préciser : d'abord un jugement du tribunal civil d'Amiens en date du 3 mai 1897, qui rectifie le nom de « Judas du Souich » en celui de « du Souich » et s'applique à 21 actes de l'état civil intéressant les communes de Amiens, Arras, Paris 19^e arrondissement, Commentry, Crosnes, et Villeneuve Saint-Georges.

Nous citerons, d'autre part, un jugement du tribunal civil de Mamers (Sarthe) rendu en l'audience du 8 février 1911 (présidence de M. Pinot), qui est intéressant dans ses attendus, différent en cela de la plupart des jugements rectificatifs ;

La requête est présentée par la famille de la Croix et a

pour but de faire reprendre à leur nom, dans les actes de l'état civil, sa véritable orthographe « de la Croix » au lieu de celui de « Lacroix », qui y figure par erreur.

Voici le jugement :

LE TRIBUNAL,

« Attendu que l'imprescriptibilité du nom patronymique est un principe certain et absolu (1) ;

Qu'il est, d'autre part, de doctrine et de jurisprudence certaines qu'en matière d'actes de l'état civil, c'est aux actes les plus anciens qu'il y a lieu de se référer pour la rectification à faire ;

Que les exposants demandent que les actes de l'état civil les concernant soient rectifiés en ce sens que leur nom y sera écrit « de la Croix » au lieu de « Lacroix » ;...

PAR CES MOTIFS,

Ordonne la rectification des actes suivants, en ce sens que le nom de *Lacroix* y sera remplacé par celui de *la Croix*, véritable nom patronymique des demandeurs et de leurs ascendants dans les actes de l'état civil ci-après dénommés :

1° L'acte de naissance de Casimir Lacroix, inscrit sur les registres de l'état civil de la commune de Beaumont-sur-Sarthe, le 14 janvier 1846 ;

2° L'acte de mariage du même Casimir Lacroix, inscrit sur les registres de l'état civil de la ville du Mans, le 4 sep-

(1) Cf. E.-H. Perreau, *Le droit au nom en matière civile*, p. 16 et suiv., et Limoges, 22 juillet 1895, D. 97. 2. 163.

tembre 1867 ; l'acte de naissance de Auguste Louis Casimir Eugène Lacroix, inscrit sur les registres de l'état civil de la ville du Mans le 4 octobre 1868 ;

3° L'acte de mariage de Auguste Louis Casimir Eugène Lacroix, inscrit sur les registres de l'état civil du 15^e arrondissement de Paris, avec Louise Marie le Vivier, le 15 janvier 1890 ;

4° L'acte de naissance de Marie Eugénie Juliette Lacroix, née le 4 janvier 1899, le dit acte inscrit sur les registres de l'état civil du 2^e arrondissement de Paris le 6 janvier 1899 ;

5° L'acte de naissance de Geneviève Marie Louise Lacroix, née le 26 février 1900, le dit acte inscrit sur les registres de l'état civil du 2^e arrondissement de Paris le 1^{er} mars 1900 ;

6° L'acte de naissance de Simone Marie Augustine Lacroix, née à Paris le 7 novembre 1901, le dit acte inscrit sur les registres de l'état civil du 2^e arrondissement de Paris le 9 novembre 1902 ;

7° L'acte de naissance de Thérèse Marie Léopoldine Lacroix, née le 22 avril 1904 à Villiers-sur-Marne (Seine-et-Oise) ;

8° L'acte de naissance de Anne Marie Gabrielle Lacroix, née à Villiers-sur-Marne le 19 juillet 1907 ;

Ordonne la transcription et la mention du présent jugement conformément à l'article 101 du Code civil. »

En dernier lieu, il convient de citer un jugement du tribunal civil de Rennes qui est le type du jugement recti-

ficatif complexe, puisqu'il rectifie cinq actes, qu'il rectifie plusieurs erreurs relatives au même nom, que les erreurs rectifiées portent parfois sur les deux doubles du même acte, alors que, parfois, elles sont différentes sur chacun des deux ; que les actes sont reçus dans plusieurs communes ; qu'aux déformations orthographiques des noms patronymiques s'ajoutent des omissions et des erreurs de prénoms, enfin que certaines erreurs dans certains actes sont la conséquence d'erreurs d'actes antérieurs, alors que certaines autres erreurs sont totalement indépendantes d'erreurs qu'elles ne reproduisent pas, mais ne rectifient pas non plus.

TRIBUNAL CIVIL DE RENNES

Audience du 6 juin 1913.

Présidence de M. LE LEPVRIER.

LE TRIBUNAL,

Attendu que des pièces produites à l'appui de la requête qui précède résulte la preuve des diverses erreurs et omissions qui se sont produites dans les actes de l'état civil dont la rectification est demandée au tribunal, savoir dans :

1° L'acte de naissance du père de l'exposant, inscrit sur les registres de l'état civil de la commune de Cesson, le 7 avril 1841 ; qu'en effet, dans le dit acte de naissance, son nom patronymique a été inscrit par erreur comme étant *Carraux*, alors que le vrai nom est *Carrault* ;

2° L'acte de mariage du même, dressé à la mairie de Cesson, le 28 septembre 1875 ; qu'en effet, dans le dit acte de mariage, le nom patronymique de l'époux a été indiqué par erreur comme étant *Carreaux*, alors que le vrai nom est *Carrault* ;

3° L'acte de naissance du requérant, dressé à la mairie de Cesson, le 3 septembre 1877 ; qu'en effet, dans le dit acte de naissance, sur le double déposé à la mairie de Cesson, le nom patronymique de Carrault a été indiqué par erreur comme étant *Carrau*, tandis que sur le double déposé au greffe du tribunal civil de Rennes, le nom patronymique a été indiqué également par erreur comme étant *Carreault*, au lieu de *Carrault* ;

Qu'en outre, dans le dit acte de naissance, le père de l'enfant a été désigné avec le seul prénom de *François*, alors qu'il possède en plus celui de *Marguerite*, et la mère de l'enfant a été désignée avec le seul prénom erroné de *Julie*, alors que ses véritables prénoms sont *Julienne Anne* ;

4° L'acte de mariage du requérant, dressé à la mairie de Mainvilliers (arrondissement de Chartres), le 25 novembre 1907 ; qu'en effet, dans ledit acte de mariage, le nom patronymique de l'époux a été indiqué comme étant *Carraux*, alors que le véritable nom est *Carrault* ; qu'en outre le père de l'époux a été désigné avec le seul prénom de *François*, alors qu'il possède en plus celui de *Marguerite*, et la mère a été désignée avec les prénom et nom de *Matayer Julie*, au lieu de *Malapert Julienne Anne* ;

5° Enfin l'acte de naissance du fils du requérant, dressé à la mairie de Mainvilliers le 6 juin 1912 ; qu'en effet dans le dit acte de naissance, le nom patronymique du requérant a été indiqué comme étant *Carraux*, alors que le véritable nom est *Carrault* ;

Qu'il échet donc d'ordonner la rectification de ces divers actes de naissance et de mariage ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que : 1° l'acte de naissance du père du requérant, inscrit sur les registres de l'état civil de la commune de Cesson sous la date du 7 avril 1841, sera rectifié en ce sens que le nom patronymique de *Carrault* y sera substitué à celui de *Carraux*, attribué par erreur au père de l'enfant auquel s'applique cet acte et, par suite, audit enfant ;

2°..... 3°..... 4°..... 5°....

Ordonne que le présent jugement sera transcrit, etc...»

DEUXIÈME PARTIE

CARACTÈRES JURIDIQUES DES JUGEMENTS RELATIFS AUX ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

CHAPITRE PREMIER

DISTINCTION DES JUGEMENTS D'ÉTAT CIVIL ET DES JUGEMENTS D'ÉTAT.

Une femme met au monde un enfant à l'hôpital. Sur la question de l'employé habituellement chargé d'aller faire les déclarations à l'état civil, elle donne simplement son nom sans indiquer sa qualité de femme mariée. L'acte de naissance porte donc uniquement le nom de la mère, Y... Plus tard, l'enfant vient à apprendre qu'au temps de sa naissance sa mère était unie légitimement à un sieur X... qui, en vertu de la présomption *Pater is est...*, est son père de par la volonté de la loi. Il intente alors une demande en justice ayant pour but :

1^o De rectifier son acte de naissance de façon à y être représenté comme enfant légitime et non comme enfant naturel.

2° De se faire attribuer comme nom patronymique, transmissible à sa descendance, le nom de son père X... au lieu et place du nom de sa mère Y...

Ce qui revient à dire que son action tend simultanément : 1° à réclamer l'état d'enfant légitime, 2° à faire rectifier son acte de naissance.

Sa demande s'analyse en deux actions rentrant en quelque sorte l'une dans l'autre, on finit par les confondre, ou plutôt, c'est par là que l'on commence ; suivant l'angle sous lequel on se place pour envisager une telle affaire, on peut concevoir qu'elle constitue une question d'état ou bien qu'elle se résout en une simple question de rectification.

Nous allons rechercher le critérium qui permet, en notre matière, d'établir une distinction.

« On appelle « état » d'une personne, dit M. Planiol, certaines qualités que la loi prend en considération pour y attacher des effets juridiques (1). » L'action d'état est celle qui tend à établir ou à protéger l'état d'une personne : action en réclamation d'état ; ou bien c'est une action dont le but est de priver une personne jouissant d'un état, qu'on prétend n'être pas le sien, des avantages qu'elle en retire : action en contestation d'état.

Les questions d'état mettant en jeu l'honneur des familles autant que leurs intérêts pécuniaires, la loi a pris des précautions indispensables pour leur assurer une protection efficace. Elle a déclaré les actions d'état imprescrip-

(1) *Traité élémentaire de Droit civil*, tome 1^{er}, n° 419.

tibles (art. 328 C. civ.), elle prohibe les transactions sur les questions d'état (art. 2045, al. 1^{er}, C. civ.), elle les soustrait au groupe des actions que les créanciers peuvent intenter du chef de leur débiteur (art. 1166 C. civ.), enfin elle les fait figurer parmi les causes sujettes à communication au ministère public (art. 83 C. proc. civ.).

Et, pour bien montrer toute l'importance que présentaient de telles affaires, les appels de jugements d'état devaient, il y a peu d'années encore, être jugés par la Cour en audience solennelle, les conseillers siégeant en robe rouge (1).

Retrouverons-nous toutes ces dispositions exorbitantes du droit commun en matière d'état civil ? Non, tout au contraire. Rien n'est plus simple qu'un jugement rectificatif d'état civil. Une requête de la partie intéressée ou du ministère public, un jugement rendu sans contradiction, sans débats, en chambre du conseil, une affaire de rien, en un mot. Il semble donc que, quant à la forme, aucune confusion n'est possible entre les questions d'état et les questions d'actes de l'état civil.

En pratique, cette confusion est des plus faciles et des plus dangereuses. Un avocat général d'une grande ville de province écrivait récemment : « Il m'est arrivé parfois de m'opposer à la demande, notamment dans des affaires où, sous couleur de rectification d'état civil, le demandeur poursuivait en réalité un changement dans son état. Mais

(1) Cf. Garsonnet, *Précis de procédure*, n° 624. — Depuis le décret du 26 novembre 1899, il n'y a plus d'audience solennelle en cette matière.

alors, au vu de mes observations au pied de la requête, l'avoué retirait purement et simplement l'affaire... Ce qui est difficile en cette matière, c'est d'établir la ligne de démarcation entre les simples actions en rectification d'état civil et les actions en revendication d'état. La tentation est grande d'user de cette voie rapide et peu coûteuse, et généralement sans danger, de la rectification d'actes de naissance pour se procurer la situation d'enfant légitime, par exemple. »

Entre les deux extrêmes, entre les types caractéristiques de chaque groupe d'actions, entre un désaveu de paternité d'une part, et une erreur orthographique de l'autre, il y a toute une zone indécise et incertaine où les éléments de l'un et de l'autre groupe s'enchevêtrent, où la distinction est difficile et l'erreur parfois inévitable.

Tel jugement dont les attendus exposent une question d'état se termine par un dispositif qui ordonne uniquement une rectification d'état civil.

Tel tribunal saisi d'une requête en rectification de nom, se déclare incompétent et renvoie devant une autre juridiction pour statuer sur la question d'état qui se trouvait à l'état latent dissimulée par l'erreur de l'acte.

Faut-il en donner des exemples ? Un jugement du tribunal civil de Caen, du 11 novembre 1902, rapporté dans une étude sur notre matière, au *Bulletin de la Société d'études législatives* (1), statue au sujet d'une fille reconnue par

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1911, n° 2, p. 144 (quatre jugements relatifs à la légitimation), par Ed. Lévy.

un sieur Y... et légitimée par le mariage subséquent de sa mère avec un sieur X... :

« ...PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de mariage dressé par le maire de N... le 18 mai 1901 sera rectifié en ce sens que la mention de légitimation qui est y contenue sera considérée comme nulle et de nul effet ;

Dit que le présent jugement sera transcrit sur le registre des naissances de l'année courante de la commune de N..., et que mention en sera faite en marge de l'acte rectifié. »

Ce dispositif est rédigé dans les mêmes termes que s'il s'agissait simplement d'une mention erronée de veuvage dans l'acte de décès d'un célibataire.

On comprend, dans ces conditions, que les confusions soient possibles, et l'on n'est plus étonné lorsqu'on se trouve en présence d'une requête dans laquelle l'exposant demande simplement de faire rectifier son état civil en ce sens qu'au lieu d'être enfant naturel il y sera dit enfant légitime. Sans doute il y a bien là un changement de nom et un jugement rectificatif. Mais la rectification n'est alors que l'accessoire et la conséquence du jugement d'état, elle en est un complément nécessaire, mais elle n'en est qu'un complément. Et l'obtention sur simple requête d'un changement d'état aussi considérable a de quoi surprendre et inquiéter.

Ce n'est qu'à l'attention avisée des tribunaux que l'on doit éviter de pareilles invraisemblances juridiques, et l'on reste étonné de la facilité avec laquelle toutes les

précautions prises par le Code pour faire de l'état des personnes une sorte de propriété sacrée pourraient s'écrouler par le fait d'un jugement rectificatif insignifiant en apparence.

Un exemple récent fait sentir nettement la distinction essentielle entre les deux sortes de jugements :

TRIBUNAL CIVIL DE REIMS

Présidence de M. HU.

Audience du 27 juin 1913.

« Attendu que la requête est régulière en la forme ;

Attendu que Emile T..., né à Reims le 2 juillet 1894, a été déclaré à la mairie, le 5 juillet, comme né de Claire T..., âgée de 42 ans, couturière, demeurant à Reims, rue . . . , accouchée en l'Hôtel-Dieu ;

Attendu que rien n'indique que Claire T... fût mariée à un M. Alexandre B..., comme elle l'était en effet le 11 avril 1877 à Charleroi, mariage dissous par le divorce le 25 janvier 1898 ; que cet acte constate donc la naissance d'un enfant naturel ;

Attendu que la jurisprudence en France admet que l'indication de la mère seule dans un acte de naissance d'enfant naturel n'est pas une preuve de maternité, mais prouve seulement, d'après la Cour de cassation, le fait de l'accouchement de celle-ci ;

Attendu que, quelles que soient les preuves fournies à l'appui de la demande, celle-ci, en vertu de la jurisprudence en cours, semble recevable en l'état ;

Attendu qu'il s'agit d'une question d'état tendant à transformer la filiation naturelle d'Emile Henri T... en filiation légitime ;

Attendu que les questions d'état ne peuvent être réglées par voie de jugements sur requête en chambre du conseil, mais qu'elles doivent être l'objet d'un débat contradictoire et public entre le représentant du mineur et ses père et mère ;

Attendu que le mineur et son tuteur habitent Charleroi, que le père habite Marûnelle, et la mère Gilly, toutes localités situées en Belgique ; que cette question d'état ne peut, en conséquence, être réglée que par les tribunaux belges, et que, s'ils admettent cette demande, le tribunal de céans pourra seulement être saisi utilement, par voie de requête et en chambre du conseil, pour la rectification des registres de l'état civil de Reims ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne qu'il sera sursis à statuer jusqu'à la production par le tuteur d'une décision définitive de la justice belge tranchant la question d'état... »

Ce jugement démontre clairement le caractère double de l'affaire, il dégage la question préjudicielle en la circonstance, se réservant le droit, après décision rendue sur la question d'état, de rectifier l'acte de naissance.

La distinction entre ces deux matières a été remarquablement mise en lumière par une note de M. Pierre Binet, professeur à la Faculté de droit de Poitiers, sous un arrêt

de la Cour d'appel d'Indo-Chine du 8 septembre 1911 (1). Il s'agissait, en l'espèce, non plus d'une action en réclamation, mais en contestation d'état ; le ministère public avait agi d'office en vue d'obtenir rectification d'un acte de naissance d'enfant naturel par annulation de la reconnaissance inexacte qu'il contenait.

La Cour, estimant à bon droit que, si l'ordre public est intéressé à ce que les actes de l'état civil soient exacts, l'intérêt des familles l'est encore plus à ce que le ministère public n'intervienne pas dans des affaires qui touchent d'aussi près son honneur, décide qu'il y avait là une question d'état et non une question de rectification d'acte de l'état civil.

La rectification n'a, en effet, d'autre but que de réparer une erreur matérielle, quelle qu'elle soit. Elle consiste, dit M. Binet, à corriger, restreindre ou compléter. C'est uniquement une question de forme.

Au contraire, l'action en contestation de reconnaissance est une véritable action d'état, tendant à modifier une qualité juridique de l'individu.

On a voulu distinguer les actions en contestation d'état des actions en rectification d'après l'étendue de leurs effets. L'action en contestation a pour but de détruire l'état de droit existant, pour le remplacer par un autre. Inversement, l'action en rectification, comme son nom l'indique, ne cherche qu'à réparer une énonciation inexacte.

(1) D. 1913.2.41. — Et Cass. civ., 17 décembre 1913, S. 14.1.153.

Et, plus spécialement, en matière de reconnaissance inopérante, l'action d'état fera tomber complètement l'acte de reconnaissance alors que l'action en rectification en modifiera seulement les termes.

Il est dangereux de se fonder sur ce critérium pour distinguer les deux catégories d'actions. M. Binet montre, en effet, qu'un jugement d'état peut n'avoir qu'un effet relatif (1) ; ainsi le jugement qui fait tomber une reconnaissance contenue dans un acte de naissance ne fera tomber que la partie relative à la reconnaissance, sans atteindre le reste de l'acte. Au contraire, un jugement rectificatif peut avoir un effet absolu : nous en avons montré des exemples en matière de jugements annulant des actes de l'état civil.

La véritable classification s'appuie sur le caractère de réformation matérielle ou juridique que présente la question posée : s'agit-il de rechercher l'état véritable d'une personne, il y a lieu à jugement d'état. Faut-il, au contraire, réparer ou modifier une énonciation matérielle d'un acte instrumentaire, il y a là un jugement rectificatif. Mais que l'on y prenne garde : il faut que la demande tende directement et exclusivement à une rectification matérielle pour qu'on puisse dire avec certitude qu'il ne s'agit pas d'une question d'état. Si l'action intentée

(1) Nous ne nous occupons ici que de l'effet matériel de ces jugements, l'autorité de la chose jugée devant faire l'objet d'un chapitre spécial.

n'aboutit qu'indirectement à une rectification, si elle tend d'abord à un autre but, il sera préférable d'y voir une action d'état et de lui appliquer les règles de celle-ci.

Tout l'intérêt de la distinction réside précisément dans la différence des procédures mises en œuvre suivant que l'affaire est classée dans l'un ou dans l'autre groupe.

La procédure sommaire établie par l'article 855 du Code de procédure civile, en matière de rectification, est bien plus rapide et bien moins coûteuse que la procédure normale, qu'on applique en matière de question d'état.

L'on comprend ainsi pourquoi, dans la pratique, les tribunaux, même s'ils se trouvent en présence d'une demande concernant l'état, admettent souvent la présentation de la question sous forme de simple rectification, afin d'économiser du temps et d'éviter des frais.

Il se produit en cette matière un phénomène assez analogue à ce qu'on nomme en matière pénale la correctionnalisation. Telle affaire, de la compétence du jury, est renvoyée devant les juges du tribunal correctionnel pour rendre la répression plus rapide et, aussi, plus certaine. De même, telle question d'état qui ne soulève pas de difficultés spéciales bénéficiera d'une prompte et efficace solution si elle est présentée par requête au président comme une question d'état civil.

Parmi les exemples que nous avons donnés dans notre première partie, on trouvera de nombreux cas dans lesquels une question d'état apparaît derrière la question de pure rectification.

Si cette « correctionnalisation » des affaires d'état est chose fréquente, il n'en est pas moins certain que bien des tribunaux refusent de s'y prêter. Nous l'avons montré à propos du jugement du tribunal de Reims, du 27 juin 1913, cité plus haut ; nous y ajouterons deux autres espèces toutes deux émanées du tribunal de Lyon, l'une du 13 juillet 1904 (1), l'autre du 9 juin 1905 (2), dans lesquelles les juges exigent la procédure normale avec assignation, et non la requête en rectification, pour le cas où l'on veut faire ajouter, dans un acte de naissance qui ne porte que le nom de jeune fille de la mère, le nom du mari de celle-ci. Il y a là, dit le tribunal, une question d'état, et non une question de rectification.

D'après quel critérium y a-t-il lieu d'admettre, dans certains cas, l'usage de la procédure simplifiée de la rectification, et de la repousser dans d'autres ? C'est une question d'appréciation laissée à la sagesse des tribunaux. Si, par exemple, une requête signée de deux époux est adressée au président pour obtenir l'addition, dans l'acte de naissance de leur enfant, des mots « son épouse » après le nom de la mère, si les parents produisent à l'appui leur acte de mariage et prouvent que l'omission est due à la négligence de l'officier de l'état civil, le tribunal aurait mauvaise grâce à obliger les parties à employer la procédure ordinaire, à exiger un débat contradictoire, entre les parents

(1) *Gaz. Trib.*, 29 juillet 1904.

(2) *Moniteur judiciaire de Lyon*, 29 juillet 1905.

et le représentant de l'enfant, du moment qu'aucun doute n'existe sur la bonne foi ni sur la véracité des dires des exposants.

Si, à l'inverse, la requête demande, sous forme de rectification, l'annulation d'une légitimation ou d'une reconnaissance entachée d'adultérinité, il est hors de doute que la réforme matérielle de l'acte erroné doit être mise au second plan, et que la question d'état doit avant tout être tranchée.

On a vu combien était tentante la procédure de rectification et comme elle semblait facilement permettre, sous couleur de réforme matérielle, des atteintes graves à l'état des personnes.

Un jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 14 novembre 1913 (1), montre les difficultés que soulève l'imprécision de la limite entre les deux sortes d'affaires. On se trouve, pour reprendre l'expression de l'annotateur de cette décision, « sur les confins de l'action en rectification d'acte et de l'action en réclamation d'état ».

Il s'agissait, en la circonstance, de décider qu'un acte de décès produit pour un mariage quant au père du futur époux, était relatif à un individu complètement étranger à ce dernier, et que le véritable père était encore vivant au jour du mariage.

On se rend compte de l'importance toute particulière que présentait une rectification de cette nature.

(1) *La Loi*, 19 décembre 1913, avec note. — Cf. également *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1911, p. 137.

En résumé, seules les demandes tendant à réparer une erreur matérielle, « une date, une lettre, un sexe mis pour un autre », ou une omission, sont des demandes en rectification d'état civil, à condition que ce soit là leur but direct et exclusif.

Sont au contraire relatives à l'état toutes demandes ayant pour résultat de changer la condition juridique d'une personne, même si, par voie de conséquence, elles obligent à en modifier l'état civil.

Et ce n'est qu'avec beaucoup de prudence que les tribunaux s'écarteront de ces principes dont le respect est nécessaire à la sécurité des familles.

CHAPITRE II

CLASSIFICATION DES JUGEMENTS RELATIFS AUX ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Dans les mairies on est assez volontiers porté à considérer comme *jugements rectificatifs* tous les jugements, — adoption et divorce exclus, — qui doivent être transcrits sur les registres, et c'est sous cette désignation exagérément compréhensive qu'on les confond tous, même ceux qui admettent un désaveu de paternité ou qui prononcent l'annulation d'un mariage. Pour ces derniers, l'inexactitude de la dénomination ne fait aucun doute. La question, en revanche, présente un véritable intérêt si l'on n'envisage que les jugements modifiant un acte de l'état civil en tant qu'acte. Il est d'usage constant d'englober sous la dénomination de jugements rectificatifs les différents types de jugements que nous avons répartis en quatre classes suivant leur objet : établissement, reconstitution, annulation et rectification *stricto sensu*. Il convient de se demander si la procédure à appliquer est la même dans les quatre cas, si l'on peut faire dresser un acte qui ne l'a jamais été dans les mêmes conditions et aussi facilement qu'on peut faire rectifier une erreur d'orthographe. La question se pose avec d'autant plus d'intérêt que le Code est abso-

lument muet sur la matière. Nulle part on n'y rencontre les expressions « jugement établissant un acte » ou « jugement annulant un acte ».

Quant à la reconstitution, l'article 46 s'exprime sur les preuves admises pour lui servir de base, mais ne dit rien de la procédure employée. Les articles 99, 100 et 101 du Code civil, 855 et suivants du Code de procédure civile, ne parlent que de la procédure de rectification. Le titre même du chapitre VI (livre I^{er}, titre II) du Code civil est conçu en ces termes : « De la rectification des actes de l'état civil ».

Partout le mot de « jugement de rectification » se présente au cours de la lecture des différents articles qui nous concernent, mais aucun de ceux-ci ne nous donne une définition de ce que le Code entend par ces termes.

La doctrine est unanime pour considérer qu'il faut prendre ici le mot rectification en son sens large. Après avoir défini la rectification en disant qu'elle suppose l'existence d'un acte inscrit sur les registres, dont la modification s'impose parce qu'il est inexact ou incomplet, ou qu'il contient des énonciations prohibées (par exemple des éléments établissant une filiation adultérine ou incestueuse), M. Planiol énumère les deux cas de déclaration tardive de naissance et d'insertion dans le registre d'un acte primitivement omis. Et il ajoute :

« Au fond il n'y a rien de commun entre ces deux derniers cas et les rectifications véritables, si ce n'est l'intervention de la justice : ce sont des additions d'actes entiers,

non encore inscrits, qui se font en exécution d'un jugement, dans la même forme que les rectifications proprement dites, lesquelles se réfèrent à des actes déjà rédigés et insérés dans les registres (1). »

Ainsi les jugements établissant un acte sont assimilés, avec raison, aux jugements rectificatifs.

C'est d'ailleurs ce qui résulte très clairement de l'avis donné par le Conseil d'Etat le 12 brumaire an XI, à la suite d'une consultation du gouvernement sur la question de savoir si l'officier de l'état civil peut rédiger et inscrire, d'après la déclaration des parties, les actes de l'état civil non inscrits sur les registres dans les délais prescrits par la loi, ou s'il est nécessaire que cette inscription soit autorisée par un jugement. Voici en quels termes s'exprime le Conseil d'Etat: « Est d'avis... que les principes qui ont motivé l'avis du 15 nivôse an X, sur la rectification des actes de l'état civil, sont, à plus forte raison, applicables au cas de l'omission de ces actes sur les registres, puisque la rectification n'a pour objet que de substituer la vérité à une erreur dans un acte déjà existant; et que, lorsqu'on demande à réparer une omission d'acte, il s'agit évidemment de donner un état... »

On doit donc procéder comme dans le cas de l'article 99 lorsqu'il s'agit de réparer l'omission sur les registres d'un acte, pour la rédaction duquel on n'aurait fait à l'état civil

(1) *Traité élémentaire de Droit civil*, tome I^{er}, n° 526 *in fine*.

qu'une déclaration tardive après l'expiration du délai prescrit par la loi.

En résumé, les règles posées dans les articles 99, 100 et 101 du Code civil, 855 et suivants du Code de procédure, s'appliquent aux jugements rectificatifs au sens large du mot, c'est-à-dire aux jugements rectifiant, établissant, reconstituant ou annulant un acte de l'état civil. On doit assimiler à ce point de vue la reconstitution et l'établissement ; dans un cas comme dans l'autre il s'agit de réparer un oubli ou une perte, ce qui diffère peu d'une erreur.

Quant aux jugements annulant un acte de l'état civil, ce sont aussi des jugements rectificatifs *lato sensu*, car ils réparent l'erreur qui a consisté à établir un acte en un lieu autre que celui où il aurait dû l'être, ou à établir un acte en deux endroits au lieu d'un seul (1).

(1) Nous emploierons désormais l'expression « jugements rectificatifs » dans le sens large que nous venons de lui attribuer.

CHAPITRE III

UN JUGEMENT EST-IL TOUJOURS NÉCESSAIRE POUR OPÉRER UNE RECTIFICATION ?

Nous avons vu, au cours des travaux préparatoires du Code, avec quelle énergie on avait prohibé toute modification sans jugement des actes de l'état civil. « Ce qui est écrit, est écrit » disait Siméon, et le principe fut posé que seul un jugement pourrait modifier un acte reçu et dressé. Mais, comme tout principe comporte des exceptions, d'autant plus nombreuses qu'on a voulu être plus strict, les tempéraments ne tardèrent pas à se produire ; comme nous l'avons mentionné dans notre historique, le Conseil d'Etat en vint bientôt à donner l'avis suivant qui fait autorité en la matière :

Avis du Conseil d'Etat du 30 mars 1808 sur les cas dans lesquels la rectification des registres de l'état civil par les tribunaux n'est pas nécessaire.

« LE CONSEIL D'ETAT,

« Entendu le rapport de la section de législation... tendant à prévenir les inconvénients qui résultent, pour les personnes qui veulent se marier, de l'obligation de faire rectifier par les tribunaux les actes qu'elles sont obligées

de produire dans plusieurs occasions où cependant la rectification sur les registres n'est pas nécessaire ;

« Considérant que, s'il est important de ne procéder à la rectification des registres de l'état civil que par l'autorité de la justice, et en vertu de jugements rendus à cet effet, il n'est pas moins convenable de ne pas jeter les citoyens dans les frais d'une rectification sur les registres lorsqu'elle n'est pas absolument nécessaire ;

« Est d'avis :

« Que, dans le cas où le nom d'un des futurs époux ne serait pas orthographié dans son acte de naissance comme dans celui de son père, et dans celui où l'on aurait omis quelqu'un des prénoms de ses parents, le témoignage des père et mère ou aïeux assistant au mariage et attestant l'identité doit suffire pour procéder à la célébration du mariage ;

« Qu'il doit en être de même dans les cas d'absence des père et mère ou aïeux s'ils attestent l'identité dans leur consentement donné en la forme légale ;

« Qu'en cas de décès des père, mère ou aïeux, l'identité est valablement attestée, pour les mineurs, par le conseil de famille ou par le tuteur *ad hoc*, et, pour les majeurs, par les quatre témoins de l'acte de mariage ;

« Qu'enfin, dans les cas où les omissions d'une lettre ou d'un prénom se trouvent dans les actes de décès des père, mère ou aïeux, la déclaration à serment des personnes dont le consentement est nécessaire, pour les mineurs, et celles des parties et des témoins, pour les majeurs, doivent

aussi être suffisantes sans qu'il soit nécessaire, dans tous les cas, de toucher aux registres de l'état civil, qui ne peuvent être rectifiés qu'en vertu d'un jugement.

« Les formalités susdites ne sont exigées que lors de la célébration, et non pour les publications, qui doivent toujours être faites conformément aux notes remises par les parties aux officiers de l'état civil.

« En aucun cas, conformément à l'article 100 du Code Napoléon, les déclarations faites par les parents ou témoins ne pourront nuire aux parties qui ne les ont point requises et qui n'y ont point concouru. »

Le Conseil d'Etat, dans son avis du 30 mars 1808, admettait une très importante dérogation aux principes du droit civil, et, par une véritable réforme prétorienne, en corrigeait les complications dans ce qu'elles avaient d'excessif.

Aucune intervention législative n'est venue, depuis lors, apporter une consécration officielle à ces heureuses modifications. Toutefois le formulaire général des actes de l'état civil, établi en 1911 par les soins du ministère de la justice, a repris les termes de l'avis du Conseil d'Etat en leur donnant un renouveau de vigueur, et la proposition de loi sur le mariage, déposée en 1913 au Sénat par M. Nègre, va probablement d'ici peu faire pénétrer enfin dans le Code les tempéraments indispensables : nous reviendrons plus loin sur ces deux points.

Quoi qu'il en soit, le principe n'en reste pas moins certain que, seul, un jugement peut réparer une erreur dans

un acte de l'état civil. L'officier de l'état civil n'a pas qualité pour réparer de lui-même les fautes qu'il a pu commettre (1). Ainsi, toute rectification ou mention marginale, faite sans jugement, doit être annulée (2).

De même, pour l'addition ou le changement d'un nom un jugement est nécessaire, après le décret du Président de la République autorisant la modification. L'intervention du tribunal ne saurait être éludée, et il ne peut se refuser à prononcer l'addition ou le changement (3), du moment que la demande est basée sur des titres réguliers (4).

Si l'avis du Conseil d'Etat est une exception à la règle, il importe de ne pas oublier que son effet est très limité : la dispense de jugement rectificatif, par suite de l'emploi des formes nouvelles, n'a d'autre résultat que de permettre le mariage immédiat, sans obliger les parties à attendre l'intervention de la justice. Mais l'acte erroné n'est pas rectifié : le maire est simplement autorisé à ne pas tenir compte de l'erreur qui subsiste et ne pourra disparaître qu'à la suite d'un jugement, si le besoin s'en fait sentir.

En pratique, l'application de l'avis du Conseil d'Etat est loin d'être aussi stricte et aussi limitative. N'avons-nous pas vu cette mention, pour le moins étonnante, faite en

(1) Cf. Amiens, 29 avril 1890, S. 92.2.153, et D. 92.2.214.

(2) Cf. Paris, 23 juin 1898, D. 98.2.361.

(3) Cf. Paris, 16 mars 1910, S. 1910 2.307, et D. 1912.2.324.

(4) Cf. Cass. Req., 26 octobre 1897, D. 97.1.584.

marge d'un acte de décès d'inconnue dans la commune de Villeneuve-Saint-Georges, mention qui déclare l'identité et indique l'état civil de la défunte, alors que, sans aucun doute, une rectification de ce genre ne peut résulter que d'un jugement.

Assurément l'inscription d'une mention en marge est plus simple qu'une requête suivie d'un jugement et de sa transcription. Mais quels dangers peuvent résulter d'un tel système ! Un homme désire se faire passer pour mort : il s'entend avec des complices, se cache et attend la découverte, sur un rivage ou dans une écluse, d'un cadavre méconnaissable de noyé. Fréquemment l'identification en est impossible. Ses complices interviennent alors, ils répandent le bruit de la disparition de l'intéressé, puis s'en vont à l'état civil, déclarent reconnaître le cadavre, signent l'acte et se retirent après avoir, en somme, assez facilement tué juridiquement leur compagnon.

Sans doute il y a là un crime puni, par l'article 147 du Code pénal, des travaux forcés à temps. Mais encore faut-il que le subterfuge soit découvert, et le plus souvent il sera impossible de le soupçonner.

Si la voie juridique et normale était toujours suivie, de pareilles fraudes ne pourraient réussir : l'enquête prouverait la fausseté des allégations des déclarants.

La nécessité d'un jugement ne fait aucun doute lorsqu'une question d'état est liée à la question de rectification d'acte de l'état civil. C'est ce qui arrive notamment dans le cas de contradiction entre un acte et la mention qui figure en marge de cet acte.

Exemple ; Acte de naissance :

« Du dix-huit mars mil huit cent quatre-vingt, à trois heures et demie du soir, acte de naissance de Eugénie, du sexe féminin, née ce matin à onze heures chez ses père et mère, à Paris, rue..., n°..., fille de Eugène L..., âgé de trente-trois ans, cocher, et de Léonie T..., son épouse, âgée de vingt-quatre ans, sans état... Sur la présentation de l'enfant et les déclarations... etc. »

En marge de l'acte on lit cette mention :

« L'enfant inscrite ci-contre a été reconnue par Marie Léonie T..., suivant acte reçu en la mairie de Neuilly (Seine), le douze mars mil neuf cent huit. La présente mention faite sur avis par Nous..., ce... mil neuf cent huit. »

La qualification d'épouse donnée à la mère dans l'acte de naissance est donc erronée : le rétablissement de la vérité entraînerait pour l'enfant un changement d'état et une rectification de son acte de naissance ; l'un et l'autre ne pourront résulter que d'un jugement.

Dans une hypothèse identique comme point de départ, nous allons voir qu'on peut arriver au résultat opposé, à la non-nécessité d'un jugement, lorsqu'il ne s'agit plus, comme dans l'exemple précédent, de l'état civil de l'enfant, mais de celui de la mère.

La demoiselle Anne T..., née à Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme) le 20 juillet 1863, s'est mariée le 9 octobre 1913 dans une ville de la banlieue de Paris avec le sieur E..., après bien des difficultés juridiques.

La future s'étant présentée comme célibataire, l'employé de l'état civil lui objecta qu'elle avait une fille, et

que cette dernière, mariée depuis peu dans la même localité, portait sur son acte de naissance, annexé au registre des mariages, la mention très nette « fille légitime de X... Y..., et de Anne T..., son épouse ». La demoiselle Anne T... se trouvait donc dans une situation étrange, qui consistait à être mère d'une fille légitime tout en n'ayant jamais été mariée. L'employé ajouta que le mariage qu'elle se proposait de contracter avec le sieur E... ne pourrait avoir lieu que sur la présentation de l'acte de décès de X. . Y..., père légitime de sa fille, donc son mari ; ou de la transcription du jugement de divorce ayant dissous leur union.

Anne T... répliqua qu'elle n'avait jamais été mariée jusqu'alors, et que la preuve en résultait de l'absence de mention de mariage en marge de son propre acte de naissance. « Cela ne prouve rien, répondit l'employé, car, si vous aviez déjà été mariée, votre mariage est antérieur à la loi du 17 août 1897 qui a institué cette mention. »

Anne T... fit valoir alors un meilleur argument : sa fille avait été reconnue par X... Y..., son père, devant notaire, et une expédition de la reconnaissance notariée fut présentée. Si l'enfant avait été légitime, jamais un notaire n'aurait dressé un tel acte de reconnaissance.

L'administration voulut bien admettre que Anne T... n'avait jamais été mariée, mais, pour mettre à couvert sa responsabilité, elle émit la prétention de ne pas célébrer le mariage de la mère avant qu'un jugement n'eût rectifié l'acte de naissance et l'acte de mariage de sa fille.

Anne T... repoussa énergiquement cette prétention et le parquet de Versailles, consulté, lui donna raison. Elle put donc se marier avec le sieur E... sans qu'un jugement eût rectifié l'acte de naissance de sa fille.

Ici, en effet, à l'inverse de l'exemple précédent, la rectification à faire ne concernait pas l'état civil de l'intéressée. Celle-ci ayant pu faire la preuve de sa bonne foi et de la réalité de ses allégations, il n'y avait pas lieu de lui imposer toutes les formalités d'un jugement.

Nous sommes ainsi ramenés au principe fondamental dont se sont inspirés les membres du Conseil d'Etat lors de l'avis du 30 mars 1808, ainsi que les législateurs modernes, et qui peut se résumer en ces termes : la rectification d'un acte de l'état civil ne peut résulter que d'un jugement. L'avis du Conseil d'Etat n'établit pas un mode nouveau de rectification, il tend seulement à simplifier les formalités du mariage.

Reprenant les idées qu'il énonçait, les auteurs du *Formulaire général des actes de l'état civil* (1) ont introduit dans leur modèle d'acte de mariage, les formules suivantes relatives aux omissions ou erreurs orthographiques :

« A) Les père et mère du futur époux attestent qu'on doit attribuer à une omission (ou à une erreur) le fait que :

le prénom de Marius ne figure pas à l'acte de naissance du futur époux dans la désignation de son père, alors qu'il figure à l'acte de naissance de ce dernier....

(1) Adopté par la commission de l'état civil instituée au ministère de la justice (arrêtés en date des 17 juillet et 25 novembre 1911)

ou

« le nom de Baugy a été orthographié Beaugy dans l'acte de naissance du futur époux, alors qu'il est régulièrement orthographié Baugy dans celui de son père.

B) Les père et mère du futur époux attestent, dans l'acte de consentement ci-annexé, qu'on doit attribuer.. etc... (le reste comme ci-dessus)...

C) Il résulte du procès-verbal du conseil de famille ayant autorisé au mariage le futur époux qu'on doit attribuer... etc. (le reste comme ci-dessus)...

D) Les quatre témoins attestent sous serment que l'on doit attribuer à une erreur le fait que, dans l'acte de naissance du futur époux, son père est nommé *Beaugy* au lieu de *Baugy*, prénommé *Fernand* au lieu de *Ferdinand*, dénommé *Fernand Beaugy* au lieu de *Ferdinand Baugy*.

E) La mère du futur époux (*s'il est mineur*) ;

ou

Les futurs époux et les quatre témoins (*si les époux sont majeurs*) attestent sous serment qu'on doit attribuer à une omission (ou à une erreur) le fait que, dans l'acte de décès du père du futur époux... etc. »

Ces attestations verbales dispensent, en la circonstance, d'un jugement rectificatif dont l'attente serait un obstacle au mariage et une complication inutile.

Les auteurs du formulaire n'ont d'ailleurs fait qu'adopter les principes posés par l'avis du Conseil d'Etat du 30 mars 1808 : la seule différence qu'on puisse relever est l'exigence nouvelle du serment dans le cas où l'erreur relative au nom du père, dans l'acte de naissance du futur

époux, est attestée par quatre témoins. Le Conseil d'Etat n'exigeait pas le serment. Le formulaire l'exige. Ce n'est qu'un léger changement de formes sans grande importance.

La commission de l'état civil ne pouvait modifier l'avis du Conseil d'Etat : seul le pouvoir législatif pouvait porter atteinte à un texte ayant force de loi. Elle n'avait donc pu que différencier, sous une forme plus claire, les différentes hypothèses prévues par l'avis du 30 mars 1808 tout en constatant les inconvénients pratiques.

C'est ainsi que le serment, dans les cas où il est exigé, apparaît comme si peu en rapport avec le peu d'importance de la rectification, que, s'il figure dans l'acte de mariage, les officiers de l'état civil ne le font, pour ainsi dire, jamais prêter effectivement.

S'inspirant de ces idées, dans le but de simplifier ces formalités, M. le sénateur Nègre, dans une proposition de loi relative au mariage, récemment déposée, a introduit dans l'article 75 du Code civil un paragraphe ainsi conçu :

« Si les pièces produites par l'une des parties ne concordent point entre elles, quant aux prénoms ou quant à l'orthographe des noms, il [l'officier de l'état civil] interpellera celui des futurs époux qu'elles concernent, et, s'il est mineur, ses plus proches ascendants présents à la célébration, d'avoir à déclarer que le défaut de concordance résulte d'une omission ou d'une erreur. »

Ainsi, plus de distinction basée sur la nature de l'acte erroné. Que ce soit l'acte de naissance du futur époux ou l'acte de décès de son père, la procédure est la même. Plus de serment, ce qui rend les textes conformes à la pra-

tique. Plus d'intervention, ni des témoins, ni du conseil de famille.

Il faut espérer que le vote de cette proposition de loi ne sera pas trop différé par des renvois successifs à la commission qui est chargée de l'étudier, et qu'une rapide solution fera pénétrer enfin dans le Code civil un texte qui établira nettement le seul cas dans lequel on peut, sans jugement, tenir pour rectifiée, dans un cas déterminé, une erreur ou une omission d'un acte de l'état civil.

En fait, lorsque les deux doubles sont encore à la mairie, les officiers de l'état civil n'hésitent pas, une fois un acte reçu, à faire revenir tous les signataires pour rectifier, par un piquetage dans le corps de l'acte et un renvoi en marge, une erreur ou une omission. Ce mode de procéder est irrégulier et doit être blâmé : rien dans un acte ne peut être modifié que par un jugement dès que les signatures lui ont donné l'achèvement.

On pourrait supposer que, lorsque l'un des doubles a été envoyé au parquet à fin de vérification, cette irrégularité devient impossible. Cependant la circulaire du 6 juin 1843, signée par le garde des sceaux Martin (du Nord), prescrit : « Messieurs les procureurs du roi et leurs substituts apportent en général, à la vérification des registres une attention digne d'éloges ; j'apprécie le zèle qu'ils déploient dans cette partie du service...

« Certaines irrégularités peuvent immédiatement cesser d'exister par l'intervention de ces magistrats. Si, par exemple, des registres ne sont pas clos et arrêtés, si des actes ou

des tables ne sont pas signés, si les pièces qui doivent être annexées ne se trouvent pas jointes, il appartient à MM. les procureurs du roi de réparer ces omissions. »

Antérieurement, une ordonnance de Louis XVIII, en date du 26 novembre 1823, contresignée par le comte de Peyronnet et portant règlement sur la vérification des registres de l'état civil, terminait ainsi le modèle de procès-verbal de vérification annuelle :

« Et, après avoir vérifié successivement lesdits registres et actes dans l'ordre ci-dessus établi, nous avons, par une lettre d'instruction par nous adressée à l'officier de l'état civil de la commune de..., indiqué celles des irrégularités ci-dessus relevées qui peuvent et doivent être réparées tant par son fait que par celui des parties, déclarans et témoins, sans nuire à la substance des actes... »

Dès le mois de décembre de cette même année 1823, Hutteau d'Origny (1) protestait respectueusement :

« Nous avons dû établir que, quelle que fût l'irrégularité, soit dans la forme, soit dans la substance de l'acte, elle ne peut être réparée ensuite ni par les personnes qui ont concouru à l'acte, ni par l'officier de l'état civil, mais que l'intervention des tribunaux est toujours nécessaire. »

Il est cependant un acte de l'état civil, que nous rencontrons ici pour la première et pour la dernière fois, dans lequel les erreurs peuvent être réparées autrement que par

(1) Hutteau d'Origny, *De l'état civil et des améliorations dont il est susceptible*, p. 489.

un jugement. Nous faisons allusion à la reconnaissance d'enfant naturel postérieure à la rédaction de l'acte de naissance.

L'article 55 du Code civil exige que l'officier de l'état civil ne dresse l'acte de naissance que si l'enfant lui est présenté; l'article 77 du même Code exige qu'avant de dresser l'acte de décès, l'officier de l'état civil se transporte auprès de la personne décédée. En fait, ces constatations sont remplacées par la production d'un certificat médical. Mais, en ce qui concerne la reconnaissance d'un enfant naturel, aucune justification n'est prescrite par la loi; l'officier de l'état civil doit, lorsqu'il consigne sur ses registres l'aveu fait devant lui, s'en rapporter aux déclarations verbales du comparant quant à sa propre identité et quant à l'état civil de l'enfant reconnu. Pour éviter les erreurs, la plupart des mairies demandent au père ou à la mère de produire le bulletin de naissance de l'enfant, quelques-unes demandent même, en sus, le bulletin de naissance du parent, mais il est bien entendu que, si le comparant exige que l'acte soit dressé sur sa seule déclaration, l'officier de l'état civil ne peut qu'obtempérer à la réquisition, s'il n'a aucune raison de mettre en doute la sincérité du père ou de la mère.

Supposons que, soit par la faute du déclarant, soit par l'étourderie du secrétaire de la mairie, une erreur ait été commise en ce qui concerne la date ou le lieu de naissance du parent, les prénoms ou l'orthographe des noms du parent ou de l'enfant, etc... Cette erreur peut, cela va

de soi, être rectifiée par jugement. Mais, dans ce cas, il existe un procédé plus simple et plus économique à la disposition des intéressés : c'est de faire une nouvelle reconnaissance, soit dans la même mairie que la première, soit dans n'importe quelle autre. Rien n'empêche, en effet, un individu qui a des doutes sur la régularité ou la validité d'une reconnaissance faite par lui, de la réitérer. La première reconnaissance n'est pas annulée, mais la seconde seule est efficace.

Une difficulté peut néanmoins se présenter. Un enfant est né, par hypothèse, à Evreux. La mère de cet enfant le reconnaît une première fois à Dreux, une seconde fois à Rouen. La mairie d'Evreux recevra successivement deux avis de mentions de la reconnaissance du même enfant par la même mère, à porter en marge de l'acte de naissance. Elle pourra ne pas comprendre la raison d'être de ces deux mentions, croire à une erreur ou, tout au moins, à un double emploi, et ne transcrire que la première mention, ce qui, comme nous l'avons vu, ne répondrait pas au dessein qu'on se propose. Il serait bon, dans ce cas, que la mairie du lieu de naissance eût son attention attirée, soit par la mère, soit par l'officier de l'état civil du lieu où a été faite la seconde reconnaissance, soit par le procureur de la République, sur l'utilité de cette seconde mention marginale.

CHAPITRE IV

RECTIFICATIONS NÉCESSAIRES ET RECTIFICATIONS IMPOSSIBLES.

Il est des actes de l'état civil qui, à leur seule lecture, révèlent la nécessité d'une rectification, parce qu'ils contiennent des contradictions internes, et cependant, dans la pratique, il se peut que de tels actes ne soient jamais rectifiés parce que les intéressés ne se sont pas trouvés dans l'obligation de justifier de leur état civil réel. Quelques exemples vont éclairer ces considérations théoriques.

Un enfant naturel est, dans son acte de naissance, déclaré comme fils de telle mère, et, ultérieurement, il est légitimé dans l'acte de célébration du mariage d'une femme dont les prénoms et le nom patronymique sont différents de ceux de la mère indiqués dans l'acte de naissance de l'enfant. Il y a à la fois contradiction entre l'acte de naissance et sa mention marginale, et contradiction entre deux éléments de l'acte de mariage : désignation de l'épouse et désignation de la mère de l'enfant légitimé.

Le cas n'est pas aussi rare qu'on pourrait le penser *a priori*, mais il s'explique, suivant les circonstances, de deux façons très différentes :

A. — L'acte de naissance de Primus, enfant naturel, indique comme mère Secunda. Secunda meurt peu de

temps après l'accouchement, ou bien elle abandonne Primus sans le reconnaître. Le père, Tertius, en épousant Quarta, pose comme condition que celle-ci légitimera l'enfant dans l'acte de célébration du mariage, bien qu'elle n'en soit pas la mère, afin de faire jouir Primus de la qualité d'enfant légitime.

B. — Autre hypothèse. Un enfant du sexe féminin naît à Paris (X^e arrondissement) le 8 février 1912 ; la sage-femme le déclare fille de Marguerite Charlotte S... Le 27 décembre 1913, le même enfant est légitimé par le mariage de Elise Charlotte P..., célébré à Ermont (Seine-et-Oise). On pourrait croire que cet enfant a deux mères. Il n'en est rien ; il s'agit d'une seule et même personne, âgée de 21 ans en 1912, d'après l'acte de naissance de l'enfant, et de 23 ans à la fin de 1913, d'après l'acte de mariage ; la profession, assez originale, autruchienne, est la même dans les deux actes. Qu'il y ait erreur dans les prénoms, il n'y a pas lieu de s'en étonner : beaucoup de gens ne sont sûrs que de leur prénom usuel. Mais l'erreur sur le nom patronymique est moins fréquente. Nous en voyons l'explication dans l'exemple rapporté par le jugement ci-dessous : la mère d'un enfant a été désignée non par son nom de jeune fille, mais par le nom de jeune fille de sa mère. L'erreur inverse est, pour ainsi dire, quotidienne. La mère d'un enfant naturel se marie au bout de quelque temps, l'enfant est désigné par les amis et voisins sous le nom du mari, bien que n'ayant été ni reconnu ni légitimé par celui-ci ; le mari ne proteste point, et il arrive

un jour où, sur les registres de l'état civil, l'enfant usurpe involontairement un nom patronymique auquel il n'a pas droit.

TRIBUNAL CIVIL DE PONTOISE

Présidence de M. THIBAUT.

Chambre du conseil du 31 mars 1909.

Vu la requête qui précède et les pièces à l'appui ;

Après avoir entendu M. Loysel, juge-commissaire en son rapport, le ministère public en ses conclusions, après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en premier ressort ;

Attendu que M. Paul Hubert D..., chef mécanicien au chemin de fer du Nord, demeurant à Clermont, rue des..., n°..., agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité d'administrateur légal de sa fille mineure, Jeanne Angèle, née à Ermont le 4 avril 1893, a contracté mariage avec la dame Jeanne Laure Héléna M..., fille de M... Louis Frédéric Casimir et de T... Héléna, par devant l'officier de l'état civil de la commune de Long (Somme), le 17 avril 1897 ; que préalablement deux enfants étaient nés de leur union naturelle, lesquels ont été ensuite reconnus et légitimés par mariage subséquent ; que l'un de ces enfants a été inscrit par erreur, au moment de sa naissance, sur les registres de l'état civil de la commune d'Ermont sous les prénoms de Jeanne Angèle, comme étant née de Yvonne Jeanne Angèle T..., alors que le véritable nom de la mère

est Jeanne Laure Héléna M..., ainsi qu'il résulte du bulletin de naissance de ladite dame, délivré par la mairie de Flixécourt (Somme);

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de naissance de Jeanne Angèle M..., née à Ermont le 4 avril 1893, sera rectifié en ce sens qu'elle sera indiquée et comme étant née de Jeanne Laure Héléna M..., au lieu de Yvonne Jeanne Angèle T...; dit que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'année courante de l'état civil de la commune d'Ermont et que mention en sera faite en marge de l'acte réformé, tant sur les registres se trouvant dans les archives de la commune d'Ermont que sur ceux déposés au greffe, après avis du maire de cette commune. »

La requête spécifiait :

« Que l'erreur dont il s'agit est purement matérielle, aucun doute ne pouvant exister relativement à la filiation de la jeune Jeanne Angèle et à l'identité entre sa mère et Jeanne Laure Héléna M..., épouse de l'exposant; qu'il est de l'intérêt évident des exposants et de la mineure d'obtenir la rectification de cette erreur. »

Dans l'espèce que nous allons analyser, la nécessité d'une rectification résulte d'un malentendu juridique. Pour rendre la démonstration plus claire sans préjudicier à l'intéressé, nous demandons la permission de substituer un nom de fantaisie à son nom véritable.

Un enfant né à Paris (XII^e arrondissement) le 19 avril

1884, est désigné dans son acte de naissance comme fils de Jenny Lox et de père non dénommé. Il s'est marié à Franconville (Seine-et-Oise) en 1908 : à cette époque le secrétaire de la mairie refusa de le désigner dans son acte de mariage sous le nom de Lox, sous prétexte qu'il n'avait pas été reconnu par sa mère, et l'appela Fernand-Jules-Raymond.

« Quel est mon nom ? Quel est mon prénom ?

— Vous n'avez pas de prénom ; vous vous appelez Fernand-Jules-Raymond (comme on dit Geoffroy-Saint-Hilaire). »

Le pauvre diable, qui désirait avant tout se marier, subit les exigences de la mairie de Franconville. Mais, lorsqu'il eut un fils, le 31 juillet 1912, ce qui n'était qu'une bizarrerie dans l'acte de mariage devint une énormité dans l'acte de naissance. L'enfant fut appelé Fernand-François Fernand-Jules-Raymond. Le père et les deux témoins refusèrent de signer l'acte, et ils eurent raison, car il est de jurisprudence constante qu'un enfant a légalement le droit de porter le nom de la mère désignée dans l'acte de naissance, même s'il n'a pas été reconnu par elle. Les deux actes de Franconville n'ont pas encore été rectifiés, leur rectification s'impose, et nous croyons savoir qu'elle ne tardera pas à intervenir.

Parfois la nécessité de la rectification résulte d'une fraude. Si les décès étaient mentionnés en marge des actes de naissance des décédés, — ce que, pour notre part, nous ne croyons pas réalisable, dans l'état actuel des choses,

en raison du nombre considérable des identifications inexactes, incomplètes ou inexistantes des individus morts dans les hôpitaux, les asiles, etc..., particulièrement dans les grandes villes, — on serait étonné de trouver en marge de l'acte de Henriette T..., née le 8 août 1866 dans un petit village de Bretagne :

1° Une mention de mariage ;

2° la mention de son décès, survenu dans un autre village de la même région, le 20 avril 1907 ;

3° La mention d'un second mariage, célébré dans le département de la Seine, le 7 août 1909.

L'in vraisemblance d'un mariage *post mortem* mettrait en éveil les moins méfiants. Voici, en effet, ce qui s'est passé : Henriette T... avait une tante paternelle, Marie-Josèphe T..., sensiblement plus âgée, puisqu'elle était née dans le même village que sa nièce le 16 juillet 1850. Pour se rajeunir aux yeux de son futur époux, aujourd'hui décédé, elle fit venir de son pays l'acte de naissance de sa nièce, et c'est sur la production de cette pièce qu'elle s'est mariée. Il est certain qu'une rectification s'impose et que l'ordre public y est intéressé, mais la veuve T..., à laquelle le secrétaire de la mairie de son village natal a indiqué la marche à suivre, ajoutant que, pour le moment, elle n'est pas légalement mariée, se refuse avec obstination à saisir la justice de son cas. Les enfants de la véritable Henriette T..., qui vivent encore, sont loin de se douter que, sur les bords de la Seine, leur mère est ressuscitée... tout au moins au point de vue de l'état civil.

Inversement, il est des actes dont l'irrégularité ne peut être couverte par un jugement de rectification. C'est ce que démontre un arrêt de la Cour de Bordeaux, en date du 24 février 1913, confirmant un jugement du tribunal civil de Ribérac du 27 juillet 1911 (1).

LE TRIBUNAL,

Attendu que la dame veuve Monmoulineix, agissant comme exerçant les droits de son fils mineur, enfant naturel qu'elle a reconnu, a fait assigner Pabot-Chatelard pour le faire condamner à payer au mineur qu'elle représente, une pension alimentaire de 1.200 fr. par an ; que la demande est fondée sur un prétendu acte de reconnaissance que Pabot-Chatelard aurait fait de sa paternité dans un acte de naissance du 23 février 1892 ;

Mais attendu que ce prétendu acte de l'état civil, qui a été transcrit sur les registres des actes de naissance de la commune de Varaignes, et signé par Pabot-Chatelard, n'a été au contraire signé ni par le maire, officier de l'état civil, ni par les témoins ; qu'il résulte de documents qui ne sont point contestés, et notamment d'un procès-verbal d'huissier du 11 avril 1892, que c'est bien volontairement que le maire n'a point signé l'acte de naissance sus-indiqué, parce que la déclaration de naissance et la reconnaissance qui l'accompagnaient ne lui avaient pas été faites personnellement, mais avaient été reçues en son absence par le secrétaire de la mairie ; parce qu'enfin il

(1) *Gaz. Pal.*, 1^{er} juin 1913.

n'apparaissait point que les témoins aient été présents au moment de la déclaration ;

Attendu qu'un acte de l'état civil ne saurait exister sans l'assistance et le concours de l'officier de l'état civil et des témoins ; que cette assistance et ce concours sont des conditions substantielles de l'existence de tels actes ; qu'en l'absence d'un acte de naissance ou d'un acte authentique quelconque prescrit par l'article 334, il ne saurait exister de reconnaissance d'enfant naturel ; qu'au surplus, dès le 11 avril 1892, Pabot-Chatelard a protesté contre l'irrégularité de l'acte, c'est-à-dire contre l'absence du maire et des témoins, se réservant de poursuivre la nullité de la déclaration dont s'agit ; qu'il est de jurisprudence qu'un tel acte en matière de reconnaissance d'enfant naturel ne saurait être invoqué à titre d'acte sous signature privée ; qu'en fait la déclaration du 23 février 1892, qui ne saurait lier Pabot-Chatelard, a été révoquée dès le 11 avril de la même année comme étant au fond le résultat de l'erreur et de l'irréflexion et, en la forme, comme étant dépourvue de tous les caractères d'authenticité établis par la loi ; qu'ainsi l'action intentée n'est pas fondée (Toulouse, 16 mai 1899, D. 1901.2.116) ;

PAR CES MOTIFS,

Jugeant en premier ressort et en matière ordinaire ;

Déclare mal fondée l'action intentée par la dame Monmoulineix, l'en déboute ;

Et la condamne aux dépens.

Appel. — Arrêt :

« LA COUR,

Attendu que les premiers juges ont bien justifié leur décision par les considérants dont ils l'ont assortie ;

Attendu, en effet, que, comme ils l'ont indiqué, la dette alimentaire ne saurait résulter, si tous autres fondements manquent, d'une reconnaissance de paternité consignée en un acte de naissance qui, n'ayant été signé ni par l'officier de l'état civil, ni par les témoins, perd ainsi le caractère d'authenticité légalement nécessaire, et, partant, cesse en quelque sorte d'exister juridiquement ;

Or, attendu que nul autre élément n'apparaît en l'espèce, d'où cette dette ait pu naître, que, notamment, on n'est en présence d'aucun engagement soit formel, soit virtuel ;

PAR CES MOTIFS,

Confirme le jugement dont est appel ;

Condamne l'appelante à l'amende et aux dépens. »

Lorsque l'un des déclarants, ou l'un des témoins, ou l'officier de l'état civil n'ont point signé l'acte, et cela volontairement et non par négligence, aucun tribunal n'est compétent pour ajouter, en vue de la perfection de l'acte, une signature refusée par celui qui avait qualité pour la donner.

CHAPITRE V

TRIBUNAL COMPÉTENT POUR PRONONCER LA RECTIFICATION.

§ 1. — Compétence « *ratione loci* ».

L'article 99 du Code civil, modifié par la loi du 8 juin 1893, est ainsi conçu :

« Lorsque la rectification d'un acte de l'état civil sera demandée, il y sera statué, sauf appel, par le tribunal du lieu où l'acte a été reçu et au greffe duquel le registre est ou doit être déposé.

« La rectification des actes de l'état civil dressés au cours d'un voyage maritime, aux armées ou à l'étranger, sera demandée au tribunal dans le ressort duquel l'acte a été transcrit conformément à la loi ; il en sera de même pour les actes de décès reçus en France ou dans les colonies et dont la transcription est ordonnée par l'article 80.

« La rectification des jugements déclaratifs de décès sera demandée au tribunal qui aura déclaré le décès ; toutefois, lorsque ce jugement n'aura pas été rendu par un tribunal de la métropole, la rectification en sera demandée au tribunal dans le ressort duquel la déclaration de décès aura été transcrite conformément à l'article 92... »

Ces trois alinéas remplacent, depuis 1893, les deux lignes tout à fait insuffisantes de l'ancien article 99 : « lorsque

la rectification d'un acte de l'état civil sera demandée, il y sera statué, sauf l'appel par le tribunal compétent »...

Comme on le voit, la loi de 1893 a donné des explications sur ce que le Code entendait par tribunal compétent. Elle n'a fait, en grande partie, que consacrer les principes posés par la jurisprudence.

En principe, est compétent le tribunal du lieu où l'acte a été reçu (1) : il ne peut ordonner la rectification que des actes de l'état civil reçus dans son arrondissement (2).

Mais ces deux règles reçoivent des tempéraments et même des dérogations indispensables ; indépendamment, bien entendu, de celles qui sont prévues par les alinéa 2 et 3 de l'article 99 nouveau.

I. — Une première hypothèse, dans laquelle le texte du Code ne peut matériellement pas être respecté, se rencontre lorsqu'il s'agit d'établir par jugement un acte de naissance qui n'a jamais été dressé, le lieu de naissance étant inconnu.

Dans ce cas on est d'accord pour donner la compétence au tribunal du domicile actuel ou de la résidence de l'intéressé (3). Il en est ainsi même lorsque ce dernier prétend que le tribunal auquel il s'adresse est celui du lieu qu'il croit être son lieu de naissance, et quand il n'a aucune intention frauduleuse.

(1) Cf. Barbezieux, 17 novembre 1911, D. 12.5.1.

(2) Cf. Limoges, 22 juillet 1895, S. 97.2.278.

(3) Cf. Cass., 14 juin 1858, D. 58.1.247.

Voici un jugement dans lequel le requérant produisait son acte de baptême, ce qui permettait de croire qu'il était né dans le pays même où il avait été baptisé ; mais, la preuve ayant été faite que le baptême n'avait eu lieu qu'assez longtemps après la naissance, on n'en pouvait tenir compte.

Aussi le tribunal civil de Reims, en l'audience publique du 22 juin 1912 (présidence de M. Hû), s'est-il déclaré incompétent.

« Attendu qu'il résulte, tant des documents versés au dossier que des témoignages recueillis à l'audience du 14 juin courant, les faits suivants : le 1^{er} mars 1886, un enfant du sexe masculin a été baptisé en la paroisse de Saint-Thomas, à Reims, sous les prénoms de Alphonse Edouard, et comme né de Jean Vanderhoegen et de son épouse Maria Dosnon.

La date de naissance est indiquée le 13 octobre 1885, mais l'acte est muet sur le lieu de la naissance, et aucun acte de naissance ne figure au nom de Vanderhoegen en 1885 ou 1886 sur les registres de l'état civil de la commune de Reims.

Quelque temps après la naissance de cet enfant, les époux quittèrent Reims, puis, le mari ayant abandonné sa femme, cette dernière revint à Reims, où elle mourut à l'hospice de cette ville le 13 novembre 1895.

Après le décès de sa mère, l'enfant, d'abord confié à l'hôpital de la Charité, fut réclamé par une de ses tantes et élevé par sa grand'mère maternelle qui habitait Vendeurs, dans l'arrondissement de Joigny (Yonne).

On peut facilement s'expliquer qu'aucun acte n'a été rédigé à Reims, si on remarque que l'enfant a été baptisé alors qu'il était âgé de plusieurs mois et que ses parents n'habitaient Reims que depuis peu de temps ; que d'ailleurs Eugénie Collinat, femme Dosnon, tante du requérant, a déclaré à l'audience qu'à maintes reprises son mari lui avait affirmé que cet enfant était né en Belgique, dont son père était originaire, mais sans lui indiquer dans quelle localité.

En outre le requérant avait si bien de lui-même la conviction d'être né en Belgique, qu'il fit figurer cette indication sur son livret lorsqu'il demanda à faire son service militaire en France.

Attendu qu'actuellement le requérant, désirant se marier, demande qu'une décision de justice lui tienne lieu d'acte de naissance, par application de l'article 46 du Code civil ; mais qu'il convient de remarquer :

Que le requérant n'établit nullement qu'il soit né à Reims, et que c'est par suite d'un oubli de déclaration ou d'une omission dans la tenue des registres de cette commune qu'il n'existe pas d'acte de naissance qui lui soit applicable ; mais qu'au contraire, il paraît plus que probable qu'il est né en Belgique, sans d'ailleurs qu'on puisse indiquer dans quelle localité ;

Qu'il ne peut donc en l'espèce être question de réparer une omission dans la tenue des registres de l'état civil de Reims, par application de l'article 46 du Code civil.

Attendu, en outre, que, si, pour réparer les omissions

dans les actes de naissance, le tribunal compétent est celui du lieu de naissance, cette règle comporte nécessairement une exception pour le cas où la partie qui réclame ignore le lieu où elle est née ; mais que, dans ce cas, aux termes du droit commun, le tribunal du domicile du réclamant devient seul compétent (Cf. Cass., 14 juin 1858, D. 58. 1. 247).

Attendu qu'il résulte d'un certificat du maire de Paron, en date du 7 mars 1912, que depuis le 1^{er} février 1911, Vanderhoegen Alphonse Edouard est domicilié à Paron, arrondissement de Sens (Yonne) ;

PAR CES MOTIFS,

Se déclare incompétent en ce qui concerne l'objet de la requête qui précède. »

Mais une fois admis le principe que le tribunal du domicile du requérant est compétent lorsque le lieu de la naissance est inconnu, une autre difficulté se présente. Que faut-il entendre, en notre matière, par le mot domicile ? La ville où un soldat se trouve en garnison peut-elle être considérée comme l'endroit où il a son principal établissement, et, par suite, le tribunal de cette ville est-il compétent pour statuer lorsque le lieu de naissance du militaire est inconnu ? C'est à cette question que répond le jugement suivant, rendu en chambre du conseil, sous la présidence de M. Fernand Raoul Barthe, le 27 novembre 1913, par le tribunal de Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure).

Requête :

« M. Armand Massacry, actuellement soldat au dépôt de remonte à Saint-Jean-d'Angély, ayant demeuré avant son incorporation dans l'armée à Mios (Gironde),

Déclare et expose :

Qu'il est né à Rosario, province de Santa Fé (République Argentine) en 1890 ou 1891, comme enfant issu du mariage de Antoine Augustin Massacry, né lui-même à Paris, le 11 juillet 1862, et de Mme Marie Biebelhausen, époux ;

Que, lors de sa naissance, la République Argentine traversait une crise politique des plus violentes : que, dans le désarroi dans lequel se trouvaient les affaires de ce pays, le père de l'exposant a omis de déclarer la naissance dudit exposant, tant devant le consul de France que devant les autorités constituées de l'endroit ;

Qu'en 1892, les parents de l'exposant vinrent habiter Nouméa, emmenant avec eux le dit exposant qui était alors âgé de vingt mois environ ; mais que là encore la situation de l'exposant ne fut pas régularisée ;

Que les époux Massacry, après être restés deux ans environ à Nouméa, où M. Antoine Augustin Massacry était employé à la maison Ballande, revinrent en France habiter Arcachon, où M. Antoine Augustin Massacry père est venu à décéder très peu de temps après son arrivée, c'est

à-dire le 16 juillet 1895, sans avoir eu le temps de faire le nécessaire pour régulariser la situation de l'exposant ;

Qu'à ce moment l'exposant, qui était âgé d'environ quatre ans, fut confié par sa mère à l'Orphelinat agricole de Saint-François-Xavier, à Grandignan (Gironde), où il fut inscrit sous les noms de Armand Massacry ; que sa mère vint le visiter de temps en temps pendant trois ans, mais qu'au bout de ce laps de temps elle cessa ses visites et que l'exposant ne sait où elle habite actuellement et ignore même si elle est encore vivante ;

Que l'exposant resta sept ans à l'orphelinat de Grandignan, puis, à l'âge de onze ans, fut gagé comme domestique à Mios (Gironde) chez M. Caussarieu Simon, propriétaire d'où il est sorti il y a environ un an pour accomplir son service militaire après s'être fait inscrire lui-même sur les tableaux de recensement de la commune de Mios ;

Que l'exposant se trouve dans une situation des plus anormales en ce qui concerne sa question d'état, et qu'il a le plus grand intérêt à faire régulariser cette situation par la création d'un acte de l'état civil ;

Qu'aucun doute ne saurait subsister sur la filiation de l'exposant avec M. Antoine Augustin Massacry et Mme Marie Biebelhausen son épouse, ses père et mère ;

C'est pourquoi l'exposant conclut à ce qu'il vous plaise, Messieurs,

Dire et juger que M. Armand Massacry sera inscrit sur les registres de l'état civil de la commune de Saint-Jean-d'Angély sous les noms de Massacry Armand, né à Rosario,

province de Santé Fé (République Argentine), comme fils de Antoine Augustin Massacry et de Marie Biebelhausen, époux ;

Ordonner que le jugement à intervenir sera transcrit sur les registres de l'état civil de la dite commune de Saint-Jean-d'Angély où l'exposant tient garnison, et a en conséquence acquis un domicile de fait ;

Statuer ce que de droit quant aux dépens.

B. — Avis du procureur de la République.

La situation actuelle, et présumée passagère, de militaire ne paraît pas avoir fait perdre au sieur Massacry son domicile de Mios (Gironde) ; dans ces conditions j'estime que le tribunal doit se déclarer incompétent.

C. — Jugement.

Le tribunal, siégeant en la chambre du conseil ;

Sur le rapport fait à la présente audience par M. Giraud, juge-commissaire de la requête présentée par M. Marchal, avoué, au nom de M. Massacry Armand, actuellement au dépôt de remonte de Saint-Jean-d'Angély, ayant demeuré, avant son incorporation dans l'armée, à Mios (Gironde) ;

Vu la dite requête et les pièces produites à l'appui, l'ordonnance de soit-communiqué, portant commission de M. Giraud André, juge, pour faire le rapport et les conclusions écrites du ministère public.

Après avoir entendu M. Lamor-Frix Fernand, procureur de la République, en ses conclusions orales à l'audience et en avoir délibéré conformément à la loi, statuant en premier ressort ;

Attendu qu'il résulte des documents produits au tribunal que Massacry, avant son incorporation dans l'armée, a demeuré pendant dix années environ à Mios (Gironde), où il était domestique chez un sieur Caussarieu Simon ; qu'incontestablement son domicile se trouvait alors en ce lieu ;

Attendu que, si le demandeur est actuellement soldat au dépôt de remonte de Saint-Jean-d'Angély, il ne s'en suit point que son domicile soit par ce seul fait fixé en la dite ville ;

Qu'au contraire, le domicile d'origine se conservant tant que la volonté de le remplacer n'est pas indiquée d'une manière expresse et positive, celui qui l'a quitté pour accomplir son service militaire est censé l'avoir conservé, si aucune circonstance concluante ne fait connaître qu'il ait eu l'intention d'acquérir un domicile nouveau au lieu où il tient garnison ;

Attendu, dans l'espèce, que Massacry ne paraît nullement avoir manifesté sa volonté d'abandonner son ancien domicile, et qu'il ne saurait être considéré comme ayant transféré et fixé à Saint-Jean-d'Angély son principal établissement ; que, dès lors, le tribunal de céans, qui n'est point celui du domicile du demandeur, doit se déclarer incompétent pour statuer sur la requête présentée par Massacry ;

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal se déclare incompétent pour statuer sur la requête présentée par Massacry ;

Condamne ce dernier aux dépens.

II. — Il est un deuxième cas dans lequel la compétence n'est pas attribuée d'après la règle posée par l'article 99, alinéa 1^{er}. C'est l'hypothèse dans laquelle la question de rectification d'état civil se présente incidemment au cours d'une affaire pendante devant un tribunal qui en a été régulièrement saisi. Par une application normale de l'adage *accessorium sequitur principale*, le même tribunal statuera sur les deux questions.

Il en est ainsi lorsqu'un tribunal est saisi d'une affaire relative à l'état des personnes ; il prononcera la rectification qui sera la conséquence de son jugement, même si l'acte n'a pas été reçu dans son ressort (1).

La même solution s'impose lorsque le coupable d'une fraude ou ses héritiers sont poursuivis devant un tribunal civil ou répressif pour omission, altération ou destruction de l'acte dont la rectification ou le rétablissement est accessoirement demandé.

III. — Que décider lorsqu'une erreur entache plusieurs actes reçus dans des ressorts judiciaires différents ? La solution admise sans controverse, en cette circonstance,

(1) Cf. Toulouse, 26 avril 1893, S. 96. 2. 252.

déclare compétent le tribunal dans le ressort duquel a été dressé le premier acte contenant l'erreur, et qui a été le point de départ de toute la série des actes erronés (1).

Voici deux exemples très nets qui montrent bien l'application du principe que nous venons d'énoncer :

TRIBUNAL CIVIL DE GUÉRET

Audience du 26 février 1901.

« LE TRIBUNAL,

Sur la compétence :

Attendu que, si, en principe, un tribunal ne peut rectifier que les actes de l'état civil reçus dans son arrondissement, il n'en est pas de même lorsqu'il existe entre les différents actes dont la rectification est demandée une sorte d'indivisibilité résultant de ce que l'erreur de l'un a engendré l'erreur de tous les autres ; que, dans ce cas, la demande en rectification, bien que visant des actes reçus dans des arrondissements différents doit être portée devant le tribunal dans le ressort duquel se rencontre l'acte qui a été le point de départ de l'erreur ;

Au fond :

Attendu que, sous la législation antérieure à 1789, l'usage autorisait les roturiers, possesseurs de terres ou fiefs, à ajouter à leur nom patronymique le nom de ces terres ou fiefs ; qu'une telle addition de nom, qui n'emportait

(1) Cf. Limoges, 22 juillet 1895, D. 97. 2. 163, S. 97. 2. 278.

aucune signification nobiliaire, pouvait, par un laps de temps suffisant pour témoigner de la persistance de la possession du nom ainsi ajouté au nom de famille, s'y incorporer et former de la sorte un nouveau nom patronymique (1) ; que la possession publiquement acquise d'un surnom, dérivant de cette source avant la Révolution, avait tous les caractères constitutifs d'un droit ; qu'elle était même implicitement consacrée, soit par l'article 2 de la loi du 6 fructidor an II, qui maintenait tous surnoms ayant servi jusqu'alors à distinguer les diverses branches d'une même famille, soit par la loi du 11 germinal an XI qui, en interdisant les changements de noms, n'a disposé que pour l'avenir et nullement pour le passé ;

Attendu qu'il appartient au tribunal d'apprécier au fond les faits de possession propres à justifier la composition d'un nom patronymique et de rechercher si, avant la période révolutionnaire, les ascendants des demandeurs actuels ont eu la possession prolongée, publique et non interrompue du nom qu'ils revendiquent aujourd'hui ;

Attendu qu'à la suite de l'aveu du fief de Montpeiroux, fait avec foi et hommage, le 18 février 1669, par Pierre Pineau, marchand à Guéret, aveu renouvelé dans les mêmes conditions par Benoit Nicolas Pineau, le 2 avril 1717, les descendants de Pierre Pineau ont, durant plus

(1) Ce très intéressant jugement soulève bien d'autres questions aussi intéressantes que celle de la compétence. Nous avons préféré le reproduire en entier, plutôt que de le morceler et de le répartir entre les divers chapitres qu'il intéresse. — Cf. le jugement du tribunal de Reims du 11 février 1859 (Affaire Ruinard de Brimont, p. 153).

de soixante ans et pendant quatre générations, ajouté dans tous les actes de leur vie civile, à leur nom patronymique de Pineau celui de *sieur*, de *Seigneur de Montpeiroux*, ou plus brièvement de *De Montpeiroux* ; qu'ainsi Pineau François, frère de Benoist Nicolas et fils de Pierre et de Silvaire de Boudachet, s'intitule, le 20 novembre 1721 *sieur de Montpeyroux* (1), dans l'acte de baptême de son fils Michel ; que ce Michel Pineau se dénomme Pineau de Montpeyroux, d'abord le 13 octobre 1750 dans son acte de mariage, et ensuite le 19 octobre 1751 dans l'acte de baptême de son fils Nicolas ;

Que ce Nicolas Pineau se qualifie dans son acte de mariage, le 16 février 1778, Nicolas Pinot (2) *sieur de Montpeyroux* ;

Que son fils Pierre Jean François, né le 25 mai 1782, est qualifié, dans son acte de baptême, fils de Nicolas Pineau, *seigneur de Montpérourx* ;

Que c'est seulement à partir du mariage de ce Pierre Jean François Pineau, mariage célébré à Pionnat, le 8 nivôse an IX, que le nom de de Montpeiroux disparaît pour ne plus se retrouver dans aucun des actes ayant intéressé la vie civile de la famille Pineau ;

Considérant que de l'ensemble de ces actes il résulte pour le tribunal la certitude qu'avant les lois révolutionnaires les ascendants des demandeurs actuels ont, par une

(1) Remarquer les différences d'orthographe du nom de « Montpeiroux » (5 différentes).

(2) Et du nom de Pineau.

possession suffisamment prolongée et publique, entendu incorporer et définitivement incorporé le nom de *De Montpeiroux* à leur nom patronymique ; qu'ainsi les ascendants sont bien fondés à en demander le rétablissement dans tous les actes de l'état civil qui concernent eux et leurs auteurs ;

Que l'acte qui a engendré l'erreur (acte de mariage du 8 nivôse an IX) ayant été reçu dans l'arrondissement de Guéret, c'est le tribunal de Guéret qui est compétent pour ordonner les rectifications demandées ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne les rectifications demandées, dit en conséquence que les actes seront rectifiés en ce sens que le nom de de Montpeiroux y sera ajouté à celui de Pineau, étant bien spécifié que le nom de de Montpeiroux ne pourra pas être pris isolément. »

Un second exemple nous montre l'hypothèse inverse : une personne agissant en rectification devant un tribunal autre que celui dans le ressort duquel le premier acte erroné a été reçu est renvoyée devant le tribunal compétent.

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX

Présidence de M. FOURNIER (1).

Chambre du conseil du 19 novembre 1912 (1^{re} Ch.).

« LE TRIBUNAL,

Attendu que, si, aux termes de l'article 99 du Code civil, modifié par la loi du 8 juin 1893, le tribunal compétent pour statuer sur une demande en rectification d'un acte de l'état civil est celui du lieu où l'acte a été reçu, et au greffe duquel le registre est ou doit être déposé, il n'en saurait être exceptionnellement ainsi lorsque plusieurs actes reçus dans des arrondissements différents et contenant la même erreur sont à rectifier ; que, dans ce cas, en effet, pour éviter les inconvénients possibles de décisions contradictoires, et aussi à cause de la quasi-indivisibilité de ces erreurs qui se sont engendrées les unes les autres, il y a lieu de former une seule demande et d'en saisir le tribunal dans le ressort duquel a été rédigé l'acte qui contient l'erreur génératrice de toutes les autres et au greffe duquel il est déposé (Baudry-Lacantinerie, t. I, p. 787 ; Aubry et Rau, I, § 63 ; Limoges, 22 juillet 1895, S. 97.2.278) ; que si l'acte de mariage du demandeur et l'acte de naissance de sa fille dont il demande la rectification, ont été reçus dans l'arrondissement de Bordeaux, son acte de naissance et l'acte de naissance de son père, dont il demande aussi la recti-

(1) Cf. *Recueil de Bordeaux*, 1913. 239.

fication, ont été reçus l'un dans l'arrondissement de Bergerac, et l'autre à Paris ;

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal, après en avoir délibéré, jugeant en la chambre du conseil, se déclare incompétent et renvoie le demandeur en rectification à se pourvoir ainsi qu'il avisera. »

Est donc compétent le tribunal du lieu d'origine de l'erreur. Mais des complications peuvent résulter du fait que l'erreur n'a pas été la même dans deux groupes différents d'actes intéressant une même famille, qu'elle s'est en quelque sorte divisée en deux branches s'appliquant soit à une certaine durée chronologique, soit à une certaine ligne de la famille.

Dans ce cas, il est logique de considérer chacune des erreurs comme indépendante de l'autre et d'en demander la rectification suivant les règles normales.

Nous reproduisons, pour mettre en lumière cette hypothèse, un jugement du tribunal civil d'Amiens rendu en l'audience publique du 30 novembre 1912 (Présidence de M. Pinson), qui, s'il repousse la demande, ne s'en est pas moins reconnu compétent *ratione loci* :

« Sur le rapport fait à l'audience publique par M. Perret-Maisonneuve, juge-commissaire :

« Vu la requête dont la teneur suit :

« A Messieurs les président et juges composant la chambre du conseil du tribunal civil d'Amiens,

M. Fernand Routier Delisle, consul de Sa Majesté le Roi d'Italie, demeurant à Amiens, rue Porion, n° 14 ;

Agissant tant en son nom personnel que comme administrateur légal de la personne et des biens de son fils légitime Paul Henri Routier Delisle,

Ayant M^e Bertrand pour avoué,

A l'honneur de vous exposer :

Qu'il est dans la nécessité de demander au tribunal de vouloir bien rectifier les erreurs commises dans les différents actes de l'état civil l'intéressant à raison de l'orthographe défectueuse du nom de Delisle ;

Qu'en effet, dans l'acte de naissance de l'exposant, Fernand Routier Delisle, dressé à la mairie d'Amiens le 21 novembre 1857, dans son acte de mariage avec Mme Adrienne Marie Dellatre, dressé à la même mairie le 26 février 1891, dans l'acte de naissance du mineur Paul Henri, dressé également à la même mairie le 29 février 1892, le mot Delisle est orthographié en un seul mot et avec une S entre l'I et l'L ;

Que, dans les actes constatant l'état civil de M. Henry Victor Michel Joseph Routier Delille, père de l'exposant, le nom patronymique est orthographié Delille sans S et avec deux L ; que cette erreur est commise dans l'acte de naissance dressé à la mairie de Limoges, le 16 août 1814, dans l'acte de mariage avec Mme Joséphine Elisabeth Emma Mille, dressé à la mairie d'Amiens le 14 avril 1847, et dans l'acte de décès dressé à la même ville le 10 décembre 1895 ;

Que la véritable orthographe est de Lisle en deux mots ;

Qu'en effet, l'acte de naissance de Jean Henry Routier de Lisle, aïeul de l'exposant, rapporté dans l'acte de mariage dressé à la mairie de Limoges, le 16 fructidor an X, porte Routier de Lisle en deux mots et avec une S ; qu'il en est de même dans l'acte de mariage ci-dessus visé et dans l'acte de décès dressé à la mairie de Nantes le 5 décembre 1817 ;

Que cette orthographe de de Lisle est si bien la véritable orthographe du nom patronymique, que tous les actes relatifs à l'état civil de Jean Baptiste Théodore Routier de Lisle, fils du précédent et oncle de l'exposant, portent bien le nom de de Lisle orthographié en deux mots avec une S ; qu'il en est ainsi dans l'acte de naissance dressé à la mairie de Limoges le 11 janvier 1809, dans l'acte de mariage dressé à la mairie de Rennes le 2 février 1843, dans l'acte de décès dressé à la même mairie le 24 mai 1849, dans l'acte de naissance de sa fille Malvina Françoise Angélique, dressé à la même mairie le 8 janvier 1844 ;

Qu'ainsi l'oncle de l'exposant et sa descendance portent le nom de de Lisle, comme le grand-père de ce dernier, alors que le propre père de M. Fernand Routier, exposant, porte le nom de Delille en un seul mot et avec deux L ;

Que d'ailleurs l'acte de baptême du père de l'exposant, dressé à l'église cathédrale de Limoges, le 16 août 1814, rectifie l'erreur commise à l'état civil et porte le nom de de Lisle, en deux mots et avec une S ;

Que l'acte de mariage dressé à la cathédrale d'Amiens

le 14 avril 1847, rectifie également l'erreur commise et porte le nom de de Lisle en deux mots et avec une S ;

Que l'exposant est en droit de demander à ce qu'il soit jugé que le nom patronymique est Routier de Lisle et que les actes de l'état civil le concernant soient rectifiés en ce sens ;

Que le tribunal civil d'Amiens, dans l'arrondissement duquel ont été dressés tous les actes dont la rectification est sollicitée, est compétent pour connaître de cette demande ;

Qu'en effet, aux termes de l'article 855 du Code de procédure civile, combiné avec les articles 47, 99 et 101 du Code civil, les demandes en rectification des actes de l'état civil, formées par action principale, doivent être portées devant le tribunal dans le ressort duquel les actes ont été dressés et aux greffes duquel se trouve déposé le double de ces actes. ;

Que d'autre part l'exposant ne saurait être tenu, préalablement à la présente demande, d'obtenir la rectification des actes de l'état civil relatifs à son père ;

Qu'en effet, l'erreur commise dans les actes de l'état civil de ce dernier consiste à avoir écrit Delille en un seul mot et avec deux L ; que l'erreur commise dans les actes de l'état civil de l'exposant consiste à avoir écrit Delisle en un seul mot.

Qu'ainsi ces actes sont complètement indépendants les uns des autres, entachés d'erreurs différentes et sans corrélation entre eux ; qu'il n'existe en un mot dans ces actes

aucune indivisibilité résultant de ce que les erreurs contenues dans les uns proviennent de celles commises dans les autres ;

Pourquoi l'exposant demande qu'il vous plaise : dire et juger que le nom patronymique est Routier de Lisle, et que seront rectifiés en ce sens l'acte de naissance de Fernand dressé à la mairie d'Amiens le 21 novembre 1857, l'acte de mariage avec Mme Adrienne Marie Dellattre, dressé à la même mairie le 26 février 1891, et l'acte de naissance de Paul Henri, dressé à la même mairie le 29 février 1892 ;

Ordonner que le jugement à intervenir sera transcrit sur les registres de l'état civil et que mention en sera faite en marge des actes rectifiés ;

Ordonner que toutes expéditions des actes ainsi rectifiés ne pourront être délivrées sans la dite rectification ;

Présentée à Amiens le 24 octobre 1912.

Signé : BERTRAND.

Vu les conclusions ainsi conçues :

Vu et n'empêche (Amiens 14 novembre 1912).

Pour le Procureur de la République.

Signé : ALARD.

Où M. Alard, substitut du procureur de la République, en ses conclusions orales ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi :

Attendu que Routier Delisle Fernand, agissant tant en son nom personnel que comme administrateur légal de la

personne et des biens de son fils légitime Paul Henri, demande au tribunal de rectifier des erreurs qui auraient été commises dans différents actes de l'état civil le concernant ainsi que son fils à raison de ce que le nom Delisle aurait été écrit en un seul mot, ce qui le priverait de la particule à laquelle ils prétendent avoir droit ;

Que le demandeur entend trouver la preuve du bien fondé de ses prétentions dans la production :

1° De l'acte de mariage de son aïeul, qui rapporterait l'acte de naissance du dit aïeul Jean Henri Routier de Lisle, dont le nom serait écrit en deux mots ;

2° Dans l'acte de décès du même ; la dite preuve étayée de fortes présomptions tirées de ce que l'oncle du demandeur, ainsi que la fille de ce dernier, ont porté le nom de Routier de Lisle avec particule, et du fait que, dans ses actes de baptême et de mariage religieux, le père du demandeur a été désigné de la même façon ;

Attendu que les preuves dont s'agit sont insuffisantes ; que, loin de produire des actes de naissance de ses auteurs, desquels il résulterait que deux générations au moins ont porté la particule, ce qui offrirait des garanties suffisantes, le demandeur est dans l'impossibilité de produire un acte de naissance de l'un quelconque de ses ancêtres ;

Qu'il ne suffit pas que, dans un acte de mariage dressé à Limoges, le 16 fructidor an X, son aïeul, Jean Henry, ait été désigné sous le nom de de Lisle, suivant son extrait de naissance, d'après les propres termes de l'acte ;

Qu'à cette époque troublée, les erreurs d'orthographe,

les additions et les suppressions de noms étaient nombreuses à l'état civil et qu'il ne peut être fait état d'un seul acte dans lequel une erreur a pu être commise ;

Que les termes mêmes de l'extrait dont s'agit ne sont pas connus au tribunal ;

Qu'à l'encontre de la prétention du demandeur, la production de l'acte de mariage du 16 fructidor an X, de son grand-père Jean Henry avec Françoise Martin, semblerait au contraire établir que ses ancêtres n'avaient droit à aucune particule, puisque l'extrait de naissance de cet aïeul, rapporté au dit acte, le désigne comme fils majeur et légitime de feu Antoine Guilhem Routier (et non pas Routier de Lisle) et de Marie Jeanne Beberon ;

Qu'il ne peut résulter aucune preuve de l'acte de décès du grand-père du demandeur, surtout en la forme où il est rédigé, et alors que le nom sous lequel il a été désigné ne résulte que des déclarations des témoins ;

Que la présomption tirée du port de la particule par une branche collatérale est inopérante et d'ailleurs combattue par la présomption contraire tirée de ce fait que, depuis le 16 août 1814 (date de la naissance du père du demandeur), c'est-à-dire depuis un siècle, personne n'a songé, dans la ligne du demandeur, à relever le droit de porter la particule dans les actes de l'état civil, alors surtout que, dans les actes religieux, le père du demandeur ne manquait pas de se faire désigner sous le nom de Routier de Lisle avec particule ;

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal rejette comme insuffisamment justifiées les conclusions du demandeur ;

Le condamne aux dépens. »

La loi du 8 juin 1893 a prévu deux autres hypothèses dans lesquelles la compétence ne sera pas celle du tribunal au greffe duquel l'acte a dû être déposé.

Soit, à titre d'exemple, l'acte de naissance suivant dressé au cours d'un voyage en mer :

« Ce jourd'hui, le 5 du mois de novembre 1910, à 11 heures du matin, étant à la mer par lat. 57° 20, long. 57° 55', par devant Nous, Louis Roch, capitaine au long cours du paquebot « La Gascogne », armé au Havre, et remplissant à bord les fonctions d'officier de l'état civil en vertu de l'article 59 du Code civil, a comparu Pierre Brissot, docteur en médecine, âgé de 33 ans, domicilié avant son embarquement au Havre, arrondissement du Havre, département de la Seine-Inférieure, lequel nous a déclaré.. etc.. »

Si l'acte nécessite plus tard une rectification, l'enfant dont le lieu de naissance consiste en la fixation d'un « point », s'adressera, en vertu de l'article 99, alinéa 2, au tribunal dans le ressort duquel l'acte a été transcrit (1).

Si l'acte n'a pas été transcrit, on applique alors la même règle qu'au cas d'omission et d'ignorance du lieu de naissance, c'est-à-dire que le tribunal du domicile du réclamant sera compétent.

(1) Cf. art. 60, C. civ., alinéa 3, modifié par la loi du 8 juin 1893 ;

Une jurisprudence constante admet que les tribunaux français sont compétents pour apprécier et rectifier les irrégularités et les erreurs qui entachent un acte reçu à l'étranger (1), du moment que cet acte, concernant un Français, a été transcrit en France.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE

Audience du 14 août 1894 (2).

LE TRIBUNAL,

Attendu que, si les tribunaux français sont incompétents, en règle générale, pour rectifier les actes de l'état civil reçus en pays étranger par les autorités étrangères, ils peuvent le faire cependant, lorsqu'il s'agit de l'état civil de Français et que l'acte est devenu français par la transcription faite en exécution de la loi ou par le dépôt effectué au ministère des affaires étrangères, conformément à la loi du 8 juin 1893 ;

Que dans ce cas il appartient aux tribunaux français, par application de l'article 99 du Code civil, de rectifier la transcription ou la copie de l'acte déposé en France ;

Attendu qu'il résulte des pièces produites la preuve des erreurs alléguées et dont la rectification est aujourd'hui demandée ;

(1) Cf. Paris, 4 février 1892, D. 92.2.537, avec note, et Toulouse, 26 avril 1893, D. 94.2.556.

(2) Clunet, 1900, p. 112. — A la suite du jugement que nous reproduisons est citée une autre décision du tribunal de la Seine, du 31 mars 1896, conçue dans des termes semblables mais relative à un acte de naissance.

PAR CES MOTIFS,

Dit que la copie de l'acte de décès de... dressé à New-York (Etats-Unis d'Amérique) le 16 septembre 1893, ladite copie déposée au ministère des affaires étrangères, sera rectifiée en ce sens que le *de cujus* y sera dit Y... fils de... ;

Dit que le présent jugement sera mentionné en marge de la copie dont il s'agit, dont il ne pourra être délivré à l'avenir aucun extrait ou expédition sans la rectification ci-dessus. »

En terminant ces quelques considérations sur la compétence *ratione loci*, il n'est pas inutile d'ajouter que, par application des principes généraux du droit civil, les tribunaux français sont seuls compétents pour rectifier les actes dressés en France, même s'ils concernent des étrangers (1), et que les décisions des tribunaux étrangers à l'égard des actes de l'état civil dressés en France sont sans effets juridiques, du moment que nos tribunaux ne sont pas intervenus pour donner l'*exequatur*. Ainsi le jugement étranger qui annule un mariage célébré en France ne donnera lieu à aucune mention sur l'acte qui en aura été dressé (2).

§ 2. — Compétence « *ratione materiæ* ».

Après avoir déterminé le tribunal que sa situation désignera comme juridiction compétente *ratione loci*, il nous

(1) Paris, 3 mars 1898, D. 98. 2. 120.

(2) Paris, 28 juin 1898, D. 98. 2. 361.

reste à rechercher dans quelles conditions ce tribunal statuera, et, en particulier, s'il rendra sa sentence après délibération en audience publique ou en chambre du conseil. On a pu remarquer, à la lecture des jugements que nous avons reproduits dans notre première partie, que, suivant les espèces, l'une ou l'autre procédure avait été employée.

Il faut donc rechercher sur quoi repose cette distinction. Qu'est-ce que la chambre du conseil ?

C'est un groupe de magistrats spécialement désignés par le président du tribunal pour statuer, après délibération secrète, sur certaines questions n'entraînant pas contradiction, et dont le caractère privé ne réclame pas la publicité des débats.

Pour savoir si la chambre du conseil est compétente en matière de rectification d'actes de l'état civil, il suffit de se reporter à la distinction que nous avons établie entre les questions d'actes de l'état civil et les questions d'état.

La demande consiste-t-elle en un redressement matériel (erreur d'orthographe, omission de prénom), sans effet à l'égard des tiers ? Dans ce cas la chambre du conseil est compétente.

L'état, au contraire, est-il en jeu ? La filiation, la paternité d'une personne est-elle contestée ? L'ordre social est alors intéressé et la chambre du conseil est incompétente (1).

On a prétendu que, même dans cette seconde hypothèse, la chambre du conseil était compétente, les tiers étant

(1) Bertin, *Chambre du Conseil*, t. I, p. 135.

doublement protégés par le droit qu'ils ont d'intervenir à l'instance, et par l'opposabilité de la sentence à leur égard, s'ils n'y ont été appelés.

Nous ne pensons pas que cette solution doive être approuvée : la chambre du conseil étant une dérogation à la procédure normale et au droit commun, il est préférable de ne pas étendre le champ de ses attributions et de restreindre ses pouvoirs.

Aussi considérons-nous comme excessive une décision de la chambre du conseil de la Seine de l'année 1846 (1) qui admet la compétence de cette juridiction, même si la question porte sur un changement d'état, sous prétexte que toutes les parties sont d'accord. Ce n'est pas sur l'existence ou l'absence d'un litige entre les parties que se règle la compétence, mais sur la nature de l'affaire. Aussi doit-on repousser également le système d'après lequel la chambre du conseil peut statuer sur des questions d'état en ordonnant la mise en cause des parties intéressées.

Si une question d'état et une question de rectification se posent à la fois, la chambre du conseil n'est jamais compétente, et le tribunal, statuant sur la première, selon la procédure ordinaire, résout la seconde dans les mêmes conditions (2).

Cette limitation stricte à la pure rectification des pouvoirs de la chambre du conseil est clairement établie par le jugement que nous reproduisons ci-dessous :

(1) Cf. Bertin, *Chambre du Conseil*, t. I, p. 136.

(2) Cf. Trib. civ. Seine, 14 août 1894, et 31 mars 1896, D. 99.2.389.

TRIBUNAL CIVIL DE LOUVAIN

*Audience du 22 juin 1910.**Pasicrisie belge, 1910, III, p. 243.*

« LE TRIBUNAL,

Attendu que, dans le cas où la demande de rectification porte directement atteinte aux droits des tiers, en d'autres termes quand elle soulève une question d'état, la chambre du Conseil, qui statue sans débats publics, à huis clos et sans contradiction, ne peut pas être appelée à prononcer. Elle doit se borner à se déclarer incompétente (*Pandectes belges*, V° *Actes de l'état civil*, n^{os} 378 et 388) ;

Attendu que l'article 855 du Code de procédure civile, en proclamant que celui qui veut faire ordonner la rectification d'un acte de l'état civil présente requête au président du tribunal, entend parler d'une simple rectification et non pas d'une action en revendication d'état ; que la requérante a d'ailleurs intérêt à agir par voie principale et à provoquer un débat contradictoire, puisque le jugement de rectification ne pourra jamais être opposé aux parties intéressées qui ne l'auraient pas requis ou qui n'y auraient pas été appelées ;

Attendu que les parties intéressées contre lesquelles la requérante doit agir sont celles qui ont intérêt à ce que l'enfant n'entre pas dans la famille où elle prétend prendre sa place ;

PAR CES MOTIFS,

Se déclare incompétent. »

Il s'agissait ici d'une légitimation omise dans un acte de mariage.

La chambre du conseil n'est donc compétente que s'il s'agit d'une matière de pure rédaction d'un acte de l'état civil.

Cette règle est d'ailleurs observée assez régulièrement par les tribunaux, comme on a pu s'en rendre compte par les jugements que nous avons reproduits.

CHAPITRE VI

PROCÉDURE.

L'article 855 du Code de procédure civile s'exprime en termes fort clairs :

« Celui qui voudra faire ordonner la rectification d'un acte de l'état civil présentera requête au président du tribunal de première instance. »

Deux questions se posent à ce sujet : qui peut faire ordonner la rectification ? Quand peut-on agir en rectification autrement que par voie de requête ?

§ 1. — Qui peut agir en rectification ?

Deux groupes de personnes peuvent présenter une requête en rectification : les parties intéressées et les magistrats du ministère public. Pour ce qui est des premières, aucune difficulté ne s'est présentée dans la pratique. On applique le principe bien connu « pas d'intérêt, pas d'action », pour exiger du requérant un intérêt né et actuel. Mais on ne tient pas compte de la cause de l'erreur à réparer, et peu importe que celui qui agit en soit ou non l'auteur (1).

(1) Baudry-Lacantinerie et Houques Fourcade, *Traité de droit civil*, 3^e édit., t. II, p. 144.

Le requérant peut ne pas être le principal intéressé, c'est ainsi qu'on admet la requête du père de famille en son nom propre et au nom de ses enfants, de la femme autorisée par justice ès-mêmes qualités, lorsque le mari est absent ou présumé, tel, du tuteur pour son pupille ; dans tous ces cas le jugement produit le même effet que si l'instance était engagée sur la demande de celui-là même dont l'état civil doit être rectifié.

Quant au droit d'agir du ministère public, il n'a pas été unanimement reconnu avec la même facilité.

Le ministère public, chargé par l'article 53 du Code civil, de vérifier l'état des registres lors du dépôt qui en sera fait au greffe, n'a pas qualité pour faire rectifier ou modifier quoi que ce soit dans un acte de l'état civil sans une décision de justice. C'est, en somme, la simple application du principe posé par l'article 99.

Néanmoins le contrôle du ministère public a toujours tendu à se manifester d'une manière plus active et plus efficace à l'égard des actes de l'état civil, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par les diverses étapes qui lui ont permis, finalement, d'agir d'office en rectification.

C'est d'abord la loi du 21 avril 1810 sur l'organisation judiciaire, qui, dans son article 46, donne mission au ministère public de « surveiller l'exécution des lois, des arrêts et des jugements, et de poursuivre d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public. »

Une controverse s'est élevée au sujet de cet article, dont le premier alinéa, « En matière civile, le ministère

public agit d'office dans les cas spécifiés par la loi », est en contradiction avec le second, dont nous venons de donner la teneur. Si l'on admet le système le plus large, celui qui n'exige pas un texte spécial et formel pour reconnaître au ministère public le droit d'agir, on arrivera à lui donner le pouvoir d'exercer une action principale dans tous les cas où l'ordre public est intéressé, tels que celui d'absence de signature, d'erreur de sexe, de constatation de filiation incestueuse dans un acte de l'état civil.

En second lieu, nous rencontrons le décret du 18 juin 1811, dont l'article 122 s'occupe des frais de rectification des actes de l'état civil, pour en dispenser les parties lorsque le ministère public poursuivra d'office : les frais sont avancés par l'enregistrement.

Le décret du 3 janvier 1813, sur les décès dans les mines, donne au ministère public le droit d'agir d'office pour requérir l'inscription du procès-verbal de décès sur les registres de l'état civil.

De nombreux textes intervinrent dans la suite qui donnèrent au ministère public le droit d'agir en rectification comme partie principale : la circulaire du 14 novembre 1814 pour le cas de perte d'un des registres, l'ordonnance du 6 janvier 1815, pour ce même cas, la circulaire du 14 février 1818, qui concerne l'hypothèse d'actes omis dans un registre, la loi du 13 janvier 1817, relative aux décès des militaires, la loi du 25 mars 1817, exonérant les indigents des frais de la procédure de rectification.

Malgré ces extensions successives des pouvoirs du mi-

nistère public, la jurisprudence restait hostile et s'efforçait de réduire les droits du Parquet aux limites strictes fixées par les lois.

L'ordonnance du 26 novembre 1823 (1), qui donne au procureur du Roi le droit de faire rectifier les erreurs qui ne touchent pas à la substance même des actes, telles que les omissions de signatures, fut très combattue.

La Cour de cassation (2) s'opposa à toute extension de ce genre, les cours et tribunaux la suivirent et des abus se produisirent, on alla jusqu'à refuser au ministère public le droit d'agir pour faire remplacer des registres volés (Cf. Dalloz, *Rép.*, V^o *Actes de l'état civil*, n^o 116).

Deux lois importantes vinrent, en l'année 1850, poser nettement le principe d'après lequel le ministère public peut agir d'office et par voie principale.

En premier lieu, la loi du 10 juillet 1850 ajoute un paragraphe 10 à l'article 76 du Code civil, pour décider, sanctionnant ainsi la publicité du contrat de mariage, que, « dans le cas où la déclaration aurait été omise ou serait erronée, la rectification de l'acte en ce qui concerne l'omission ou l'erreur pourra être demandée par le procureur de la République, sans préjudice du droit des parties intéressées conformément à l'article 99 ».

C'est, d'autre part, la loi du 10 décembre 1850, qui a pour objet de faciliter le mariage des indigents, et dont l'article 3 s'exprime en ces termes :

(1) Critiquée par Demolombe, I, 287 et Richelot, I, 208.

(2) 1^{er} août 1820 et 5 mars 1821, Dalloz, *Rép.*, V^o *Mariage*, n^o 521 et 5 juillet 1824, Dalloz, *Rép.*, V^o *Ministère public*, n^o 95.

« Tous jugements de rectification ou d'inscription des actes de l'état civil, toutes homologations d'actes de notoriété, et généralement tous actes judiciaires ou procédures nécessaires au mariage des indigents seront poursuivis et exécutés d'office par le ministère public. »

De là à lui permettre d'agir dans tous les cas où l'ordre public est intéressé, il n'y avait qu'un pas ; la jurisprudence n'en continua pas moins à se montrer défavorable. Ce n'est qu'après la loi du 28 mai 1858, réprimant l'usurpation des titres nobiliaires, que le droit d'agir d'office et celui de faire appel des jugements rectificatifs fut reconnu par la jurisprudence, et qu'un revirement se produisit à la suite d'un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, rendu sur rapport du conseiller Laborie et conclusions conformes du Procureur général Dupin, le 22 janvier 1862 (1). Depuis cette époque la jurisprudence s'est maintenue dans le sens favorable au ministère public (2).

Mentionnons, pour terminer, les hypothèses spéciales prévues par la loi de reconstitution des actes détruits pendant la guerre de 1870 et la commune de Paris, et la loi du 8 juin 1893, en ce qui concerne les mentions de rectification et les régularisations d'état civil des actes des militaires et des marins.

En résumé, nous pouvons dire que, dans l'état actuel des textes et de la jurisprudence, le ministère public a un

(1) D. 62.1.5 et S. 62.1.257 (deux arrêts du même jour).

(2) Cass., 24 novembre 1862, D. 62.1.477 et S. 63.1. 30, et Cass., 25 mars 1867, D. 67.1.300 et S. 67.1.215.

rôle très étendu, mais dont la limite reste fixée, comme celle de la compétence de la Chambre du conseil, par la distinction des questions de rédaction des actes de l'état civil et des questions d'état.

L'arrêt de la Cour d'appel d'Indo-Chine du 8 septembre 1911 (D. 1913.2.41), dont nous avons parlé lors de la comparaison de ces deux groupes d'actions, s'inspire très nettement de cette idée pour refuser au ministère public le droit d'intervenir dans une affaire strictement privée : on ne saurait lui reconnaître le pouvoir d'agir pour faire tomber une reconnaissance d'enfant naturel (1). L'ordre public est moins gravement atteint par l'inexactitude d'un acte que l'honneur d'une famille par la mise au grand jour de faits qui ne seront livrés à la publicité de l'audience que si les intéressés en décident ainsi.

Mais, lorsque l'ordre public peut être défendu sans qu'une atteinte soit portée aux intérêts privés, le ministère public peut agir (2). Un des cas les plus fréquents est celui d'usurpation de titres ou d'addition de noms (3).

Une jurisprudence constante accorde au ministère public le droit d'interjeter appel, même si, en première instance, il s'est borné au rôle de partie jointe (4), du moment que l'ordre public est intéressé.

(1) Cf. Cass. civ., 17 décembre 1913, S. 1914.1.153.

(2) En ce sens : Bourges, 30 janvier 1901, S. 1904.2.27 ; Cass., 25 octobre 1905, S. 1909.1.27.

(3) En ce sens : Cass., 24 décembre 1901, D. 1902.1.361 et S. 1902.1.253 (avec note Planiol) ; Trib. civ. de Château-Chinon, 29 juin 1900, D. 1903.2.325.

(4) Cf. Cass. civ., 25 octobre 1905, D. 1906.1.337.

§ 2. — Quand peut-on agir en rectification autrement
que par voie de requête ?

L'article 856 du Code de procédure civile, alinéas 2 et 3, s'exprime en ces termes :

« S'il y a lieu d'appeler les parties intéressées, la demande sera formée par exploit sans préliminaire de conciliation, elle le sera par acte d'avoué si les parties sont en instance. »

L'introduction de l'instance par voie de requête se trouve ainsi écartée dans deux cas, et limitée à l'hypothèse où il n'y a ni mise en cause de parties intéressées, ni procès déjà en cours. Il faut donner au mot « partie intéressée » un sens un peu différent de sa signification normale ; il s'applique ici aux personnes qui n'auront pas été parties à l'instance, que le jugement pourra atteindre dans leurs droits, d'une manière directe ou indirecte, et qui seront susceptibles de contredire ou de contester la rectification.

Un arrêt de la Cour d'appel de Caen, rendu en l'audience de la 1^{re} Chambre le 6 mars 1907 (1) (présidence de M. Petit, premier président), fixe d'une manière très nette le sens qu'on doit attribuer à cette expression.

LA COUR,

Attendu que le sieur Chesnel a, suivant exploit du 7 avril 1906, introduit contre le sieur Sauquet, maire de Vimou-

(1) Cf. *Moniteur de Lyon*, 27 novembre 1908.

tiers, une demande en rectification de son acte de mariage, en date du 27 janvier 1904, et une demande en paiement de 1.000 francs à titre de dommages-intérêts, à raison de la faute qu'il aurait commise, en sa qualité d'officier de l'état civil, dans la rédaction de cet acte ;

Attendu que les demandes en rectification des actes de l'état civil doivent être, aux termes de l'article 855 du Code de procédure civile, formées par voie de requête présentée au Président du Tribunal, qu'elles ne peuvent être formées par ajournement, aux termes de l'article 856, § 2, que lorsqu'il y a des parties intéressées à appeler en cause, qu'il n'y a d'intéressés à une demande en rectification, dans le sens de ce texte, que « ceux qui peuvent être affectés par le jugement dans leurs droits de famille et dans les intérêts pécuniaires qui en dépendent » ;

Que Sauquet est étranger à la famille de Chesnel ; qu'il n'a aucun intérêt à ce que Chesnel s'appelle de son nom patronymique Pierre ou Chesnel, que la demande de Chesnel lui est, comme il n'a cessé de le déclarer, absolument indifférente ; qu'il n'avait ni à la contester ni à la contredire ; qu'il ne l'a ni contestée, ni contredite ; que la demande de Chesnel n'est, en réalité et en fait, qu'une demande en rectification ordinaire et sans contradiction ; que c'est, dès lors, par voie de requête et non d'ajournement qu'il devait l'intenter, sauf, à lui, à demander compte à Sauquet, par action principale et directe, du préjudice qu'il aurait pu lui avoir causé par son fait ou son incurie ;

Attendu, au surplus, qu'en matière de rectification

d'actes de l'état civil, il y a lieu, dans tous les cas, que la demande en rectification soit formée par requête ou par ajournement, à la nomination d'un juge rapporteur, et le jugement ne peut être rendu qu'après rapport ; que la fin de non-recevoir soulevée par Sauquet est donc justifiée ;

PAR CES MOTIFS,

Réforme le jugement dont est appel, déclare la demande du sieur Chesnel non recevable, condamne Chesnel en tous les dépens de première instance et d'appel. »

On s'étonnera à première vue de l'impunité apparente dont bénéficie l'auteur de la faute ou de l'omission. Il est des exemples très caractéristiques où l'erreur ne saurait provenir d'un autre que de l'officier de l'état civil.

Nous avons relevé l'erreur suivante, qui n'a jusqu'à présent donné lieu à aucune rectification.

Un jugement par défaut prononce le divorce entre Léon C... et Eugénie B... La transcription qui en a été faite à Paris le 29 janvier 1902 porte qu'il a été rendu le 27 décembre 1901, ce qui est contraire à l'article 247 du Code civil, alinéa dernier, relatif aux jugements de divorce : « Si la signification n'a pas été faite à personne, le président ordonne sur simple requête, la publication du jugement par extraits dans les journaux qu'il désigne. L'opposition est recevable dans le mois de la signification, si elle est faite à personne, et, dans le cas contraire, dans les huit mois qui suivront le dernier acte de publicité ». Or, dans l'espèce, un mois seulement s'est écoulé entre le jugement, tel qu'il est daté dans la transcription, et cette

dernière formalité. L'erreur est manifeste ; la vérité se reconnaît à ce détail, indiqué dans la transcription elle-même, que le jugement a été signifié à M. C... par exploit enregistré en date du 8 février 1901, et que les insertions dans les publications d'annonces légales ont eu lieu les 17 et 21 février 1901. C'est donc le 27 décembre 1900 et non le 27 décembre 1901, comme le dit la transcription, que le jugement a été rendu.

Dans une erreur aussi flagrante, dont la responsabilité incombe uniquement à l'officier de l'état civil, celui-ci pourra-t-il être poursuivi par le demandeur en rectification dans sa requête ? Non, car il n'est pas une « partie intéressée », au sens donné à ce mot par l'arrêt de la Cour d'appel de Caen. Mais, comme il est de toute justice que ce soit lui qui supporte les dépens, une application normale des articles 1382 et 1383 du Code civil permettra à la personne qui aura dû faire l'avance des frais de rectification, d'agir ensuite contre lui par assignation et suivant la procédure ordinaire pour se faire indemniser. Elle aurait un autre moyen d'aboutir à ce résultat, ce serait de faire mettre en cause, dans la première instance, l'auteur de l'erreur.

Mais la demande en rectification ne pourra être introduite par l'assignation de l'officier de l'état civil fautif : il ne serait cependant pas impossible que la jurisprudence en fournisse des exemples dont la connaissance nous a échappé.

Ce que nous venons de dire pour la rectification s'ap-

plique également au cas d'établissement d'actes de l'état civil. Lorsqu'un acte n'est pas dressé par suite de la négligence ou de la mauvaise volonté du maire, c'est à celui-ci qu'incombent les frais. Le fait suivant, qui n'est pas une simple hypothèse, s'est produit dans une petite commune où la politique mettait aux prises deux partis ennemis. Les élections ayant changé la municipalité, le nouveau maire, aussi autoritaire qu'ignorant de la véritable étendue de ses pouvoirs, s'attribua le droit de refuser arbitrairement, pour la déclaration des actes de l'état civil, tel ou tel témoin qui lui déplaisait. Il y eut des résistances et bon nombre d'actes ne furent pas dressés : les parties présentèrent requête pour les faire établir et le maire fut condamné aux frais.

L'exception apportée par l'article 856 *in fine* est donc limitée au seul cas où le demandeur en rectification se trouve en présence de personnes aux droits desquelles le jugement pourrait porter une atteinte.

Une assignation sera nécessaire dans le cas où la demande tend à faire ajouter, dans un acte de naissance qui ne porte que le nom de jeune fille de la mère, celui du mari de celle-ci : la requête est insuffisante, car il existe un adversaire naturel qui doit jouer à l'instance le rôle de défendeur (1). Sans doute y a-t-il ici une question d'état, mais on rencontre des exemples où la question est pour-tant de pure rédaction d'un acte de l'état civil et où l'assi-

(1) Tribunal civil de Lyon, 13 juillet 1904 (*Gaz. trib.*, 29 juillet 1904) et 9 juin 1905 (*Mon. Lyon*, 29 juillet 1905).

gnation est nécessaire, par suite de la présence d'un adversaire à qui le jugement ne serait pas opposable s'il était rendu sur simple requête (1).

§ 3. — Règles spéciales de la procédure et voies de recours.

Les textes sont très brefs à ce point de vue. L'article 856 du Code de procédure civile, dans son premier alinéa, dit qu'« il sera statué sur rapport, et sur les conclusions du ministère public. Les juges ordonneront, s'ils l'estiment convenable, que les parties intéressées seront appelées, et que le conseil de famille sera préalablement convoqué ». Le Code civil, dans l'alinéa 4 de l'article 99, se borne à dire : « Le procureur de la République sera entendu dans ses conclusions. »

On a vu, dans la pratique, à quelle formalité aussi brève qu'insignifiante se réduisait cette dernière exigence. « Vu ne s'oppose », telles sont, dans la plupart des cas, les conclusions du ministère public.

On se l'explique d'ailleurs facilement, le ministère public est placé près du tribunal pour défendre l'ordre public et l'intérêt de la société. Or, lorsque ces éléments sont en jeu, c'est lui-même qui agit comme partie principale et qui présente la requête.

Dans les autres cas la brièveté de son intervention s'explique par le fait que le jugement est rendu sur rapport,

(1) V. p. 177 le jugement du tribunal civil de la Seine du 13 novembre (Batalla y Batalla).

ce qui donne des garanties supplémentaires, par le droit qui lui est reconnu d'exercer sa prérogative en tout état de cause, et par le pouvoir à lui seul reconnu d'attaquer le jugement pour atteinte à l'ordre public (1).

Une difficulté a été soulevée par l'article 858, quant à la durée du délai d'appel. Cet article s'exprime dans les termes suivants : « Dans le cas où il n'y aurait d'autre partie que le demandeur en rectification et où il croirait avoir à se plaindre du jugement, il pourra, dans les trois mois depuis la date de ce jugement, se pourvoir à la Cour d'appel en présentant au président une requête sur laquelle sera indiqué un jour auquel il sera statué à l'audience sur les conclusions du ministère public. »

Comme on le voit, le délai est de trois mois. Or, depuis la loi du 3 mai 1862, l'article 443 du Code de procédure civile commence ainsi : « Le délai pour interjeter appel sera de deux mois. » Cette réforme s'applique-t-elle à notre matière, et le délai de l'article 858 doit-il être considéré comme réduit de trois à deux mois, bien que la loi de 1862 n'en ait point parlé ?

La Cour de Bordeaux s'est prononcée pour la négative, et maintient que l'appel des jugements en rectification peut être interjeté dans les trois mois du jour de leur prononciation (2).

(1) Cf. les motifs de l'arrêt de la Cour de cassation du 24 décembre 1901 (S. 1902.1.353) et la note de M. Planiol sur le rôle du ministère public.

(2) Cf. Bordeaux, 15 février 1888, D. 89.2.197.

Mais la jurisprudence est désormais fixée en sens contraire, à la suite d'un récent arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, rendu sur les conclusions conformes de M. le Procureur général Baudouin, le 9 mars 1910 (1).

(1) D. 1910.1.209.

CHAPITRE VII

TRANSCRIPTION

« Les jugements de rectification seront transmis immédiatement par le Procureur de la République à l'officier de l'état civil du lieu où se trouve inscrit l'acte réformé. Ils seront transcrits sur les registres et mention en sera faite en marge de l'acte réformé. » Tels sont les termes employés par l'article 101 du Code civil, termes que l'on retrouve à peu près identiques en l'article 857 du Code de procédure civile, qui y ajoute ces mots : « et l'acte ne sera plus délivré qu'avec les rectifications ordonnées, à peine de tous dommages-intérêts contre l'officier qui l'aurait délivré. » C'est là une formalité bien connue que l'on rencontre dans presque tous les jugements de rectification, à la fin du dispositif.

Les textes étant tels, il convient d'étudier comment, en pratique, ils sont appliqués.

§ 1. — Transmission de jugement.

D'après les termes mêmes de l'article 101, c'est le parquet qui est chargé d'assurer la transmission à l'officier de l'état civil intéressé du jugement concernant un des actes

qui se trouvent sur ses registres. En fait, dans un très grand nombre de cas, les choses ne se passent pas ainsi. Il ne faut pas en faire un reproche aux parquets, lesquels y apportent toute la bonne volonté désirable, ce sont les parties qui, sur les conseils de leurs avoués, emploient le mode normal de transmission des jugements, à savoir la signification par huissier. On comprend immédiatement l'avantage pécuniaire que retirent de ce procédé les officiers ministériels. Quant aux intéressés, ils ignorent le plus souvent la règle spéciale de l'article 101, et, soucieux avant tout d'en avoir fini, satisfaits du jugement obtenu, ils ne songent guère à se renseigner sur le procédé le plus économique susceptible de réaliser la transcription.

Ce n'est guère que dans les cas où le ministère public agit d'office que le parquet transmet lui-même le jugement, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'indigents ou quand l'ordre public est intéressé. Mais, si la requête émane d'un particulier, il est rare que l'avoué ne pousse pas son client à faire signifier le jugement par huissier.

Le plus souvent, dans ce cas, le parquet étant prévenu, ne fait pas la transmission de son côté. Il est arrivé cependant que les deux voies ont été employées concurremment, et qu'un jugement de rectification est parvenu en deux exemplaires à un seul et même officier de l'état civil.

Il est facile de se rendre compte d'où vient l'habitude de signifier par huissier en notre matière. L'article 101, avant la loi du 8 juin 1893, se bornait à dire : « Les jugements de rectification seront inscrits sur les registres par

l'officier de l'état civil, aussitôt qu'ils lui auront été remis », sans indiquer un mode spécial pour effectuer cette remise. C'était le droit commun, c'est-à-dire la signification par huissier, qui s'appliquait.

La loi de 1893, en établissant la transmission par la voie du parquet, n'a pu, si elle a changé le droit, modifier d'un seul coup les usages. Il semble peu probable d'ailleurs qu'elle y parvienne jamais.

En effet, la signification par huissier présente de gros avantages sur la transmission par le parquet, dans le cas très fréquent de jugements collectifs de rectification.

Supposons un jugement rendu par le tribunal de Saint-Claude (Jura), qui ordonne la rectification d'actes divers dans les communes de Morez (Jura), Vitry (Seine), Paris (VI^e arrondissement) et Ay (Marne). Si c'est un avoué qui a obtenu le jugement, il en fera faire aussitôt quatre expéditions, qu'il signifiera respectivement aux quatre mairies. Si c'est le parquet qui transmet le jugement à fin de transcription, les choses se compliquent. Le procureur de la République de Saint-Claude fera connaître le jugement au maire de Morez, en le priant de le lui retourner après transcription. Puis il l'enverra au procureur de la République de la Seine. Ce dernier le transmettra au maire de Vitry, avec prière de le lui retourner après transcription ; après quoi, il le fera connaître au maire du VI^e arrondissement de Paris, toujours avec la même prière. Ensuite il l'enverra à son collègue de Reims, qui le transmettra au maire de Ay, mais cette fois sans condition de

retour au parquet. Le maire de Ay fera la transcription et conservera par devers lui l'unique expédition jusqu'à la fin de l'année : alors notre jugement, en un dernier voyage, retournera à Reims, et, ficelé dans la liasse des pièces annexées, sera pour toujours enseveli dans un casier du greffe du tribunal civil.

Si bien que le greffe dans le ressort duquel la dernière transcription aura eu lieu conservera seul un exemplaire du jugement. Dans les autres, on verra parmi les pièces annexées, une feuille blanche portant seulement ces mots :

« Jugement du tribunal civil de..... manque. »

Les inconvénients de la transmission par la voie du parquet sautent aux yeux. C'est d'abord la lenteur. Avec la signification par huissier, la transcription a lieu simultanément dans toutes les mairies intéressées, chacune d'elles recevant une expédition du jugement.

Avec la procédure de l'article 101, l'unique exemplaire voyagera de parquet en mairie et réciproquement, autant de fois qu'il y aura de communes intéressées (1), et l'on devine au bout de quel long temps il parviendra au dernier terme de sa pérégrination. Le second inconvénient, beaucoup plus grave, est le risque de perte. Il est très fréquent, en pratique, que dans ces déplacements un certain nombre de jugements s'égarent : on conçoit facilement tous les inconvénients, tous les frais et toutes les lenteurs nouvelles qui résulteront de ce danger.

(1) Cf. le jugement du tribunal civil d'Amiens du 3 mai 1897, qui rectifie 21 actes de l'état civil dans six communes différentes (p. 220).

La transmission par le parquet n'a donc que deux avantages : l'un théorique, qui est d'être la seule procédure légale, l'autre pratique, qui est d'être plus économique que la signification par huissier.

Mais elle est nettement inférieure à cette dernière au double point de vue de la rapidité et de la sécurité, et l'on comprend ainsi, même en mettant de côté l'intérêt des officiers ministériels, pourquoi elle est préférée dans la plupart des cas au système établi par la loi du 8 avril 1893.

§ 2. — Mode et objet de la transcription.

L'officier de l'état civil qui a reçu un jugement intéressant un acte de sa commune a un double travail à faire : copier le jugement sur les deux registres de l'année courante et le mentionner en marge du double resté à la mairie, la mention marginale sur l'autre double devant être faite au greffe.

De tout temps on a discuté sur les conditions dans lesquelles cette transcription devait s'opérer. Depuis plus d'un siècle, parquets et mairies échangent des observations à ce sujet.

C'est qu'en effet il n'y a aucun texte formel en notre matière. L'article 251, relatif aux jugements de divorce, est très net : « Le *dispositif* du jugement ou de l'arrêt est transcrit sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré... » Mais ni l'article 101, ni même les travaux préparatoires de la loi du 8 juin 1893, ne précisent ce qui doit être transcrit.

Le *Formulaire général des actes de l'état civil*, après avoir donné des modèles de transcription de jugements de divorce et d'arrêts d'adoption, s'exprime en ces termes quant aux jugements rectificatifs : « Vu la grosse à nous remise, le..., nous avons intégralement transcrit le jugement (ou l'arrêt) rectificatif suivant » :

Même formule pour tous les autres jugements relatifs à l'état, sauf la différence résultant du mode de transmission qui fait dire ici : « Vu la signification à nous faite... etc. » Dans les deux cas, la transcription doit être intégrale. Mais que faut-il entendre au juste par ce mot ? Le jugement, c'est-à-dire l'œuvre des juges, commence aux mots « jugeant en audience publique (ou en chambre du conseil) » et finit à « fait et jugé le... » Au début se trouvent les qualités, à la fin, la formule exécutoire, qu'on ne saurait considérer comme faisant partie du jugement, et que beaucoup d'officiers de l'état civil transcrivent néanmoins, se méprenant ainsi sur le sens de « copie intégrale » qui veut dire seulement copie complète et sans interruption de ce qui a été jugé.

La regrettable incertitude où se trouvent les officiers de l'état civil est parfois évitée lorsque le jugement précise lui-même ce qui doit être transcrit. C'est ainsi qu'une décision du tribunal de Castellane (audience du 27 février 1914) (1), sur la recherche de la paternité, « ordonne que le dispositif du présent jugement sera transcrit sur les re-

(1) *La Loi*, 30 mars 1914, avec note.

gistres de l'état civil de la dite commune, et que mention en sera faite en marge de l'acte de naissance ». En effet la loi, pourtant récente, qui a permis la recherche de la paternité naturelle, a oublié de dire ce qui devrait être transcrit. Les attendus d'un tel jugement sont souvent fort longs, et les détails qu'ils donnent doivent rendre publics sur les registres de l'état civil des événements strictement privés. Le tribunal a, selon nous, bien fait de réduire la transcription au dispositif. Mais, s'il n'en avait pris soin, l'officier de l'état civil eût été dans le même embarras que s'il se fût agi d'un jugement rectificatif.

Dans le doute où ils se trouvent, les secrétaires de mairie transcrivent tantôt le jugement *in extenso*, y compris même la formule exécutoire, tantôt le dispositif seulement, comme s'il s'agissait d'un jugement de divorce, tantôt les parties qui leur semblent les plus importantes, les autres étant remplacées par des points de suspension, tantôt enfin, ce qui est, croyons-nous, la meilleure solution, le jugement intégral, au sens que nous avons donné tout à l'heure, c'est-à-dire déduction faite des qualités et de la formule exécutoire.

De l'incertitude où l'on se trouve résultent de fréquentes observations des parquets, comme le montre la mercuriale suivante adressée par le Procureur de la République, le 29 janvier 1914, au maire d'une de nos grandes villes :

« ... Je vous rappelle l'observation que je vous ai faite en 1912 relativement à la transcription des jugements. Je

vous disais que l'article 101 du Code civil dispose que les jugements de rectification seront transcrits sur les registres, or je constate que vous vous êtes borné à transcrire partiellement le jugement L..., lui faisant subir des coupures qui me paraissent arbitraires : c'est ainsi que vous avez remplacé certains passages par des points de suspension, notamment après les mots : « que cette omission soit réparée... ». « Attendu... par ces motifs ». « En conséquence... suit la formule exécutoire ». Vous n'avez donc pas transcrit fidèlement la grosse dudit jugement.

« Un auteur qui fait autorité en la matière enseigne : « L'article 857 du Code de procédure civile disait que les jugements de rectification seront *inscrits* sur les registres, et le nouvel article 101 du Code civil dit qu'ils seront *transcrits*.

« Les travaux préparatoires de la loi du 8 juin 1893 ne fournissent aucun renseignement sur cette nouvelle rédaction et ne permettent pas de dire sûrement si le mot *transcrits* a été substitué avec intention au mot *inscrits*, mais il est certain :

1° Qu'il y a dans l'espèce, entre ces deux mots, la même différence qu'en matière hypothécaire entre l'inscription, qui consiste à porter sur un registre un extrait d'un acte, par exemple un bordereau contenant seulement les indications essentielles qui résultent d'une constitution d'hypothèque, et la transcription, qui consiste à reproduire sur son registre le texte intégral d'un acte (par exemple un acte translatif de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèque).

2° Que le nouvel article 101 du Code civil doit être observé exactement, et qu'il y a lieu, par conséquent, de *transcrire* et non pas seulement d'*inscrire* aux registres de l'état civil l'acte dont un jugement a ordonné la rectification (*Traité de procédure civile*, p. 295-296, n° 1312, note 8). »

« Il convient d'ajouter que le législateur n'a pas manqué, lorsqu'il a décidé qu'un jugement serait partiellement inscrit sur les registres de l'état civil, de l'indiquer : c'est ainsi que l'article 251 du Code civil dispose, en matière de divorce, que le *dispositif* seulement du jugement ou de l'arrêt sera mentionné sur le registre. »

Il est certain que ne pas transcrire les attendus du jugement de rectification est aller trop loin ; mais l'absence de la formule exécutoire nous semble au contraire tout à fait justifiée, car sa présence allongerait inutilement une transcription déjà fort longue et encombrerait sans raison les registres de l'état civil.

Quant à la différence entre l'ancien article 101 qui contenait le mot « inscrits », et le nouveau, qui y a substitué le mot « transcrits », elle est peu probante, et il semble peu vraisemblable que le législateur ait à dessein remplacé un mot par l'autre, d'autant plus que les travaux préparatoires n'en disent rien. Peut-être cette modification dans la terminologie est-elle toute fortuite.

*
* *

Si l'étendue de la transcription est laissée à la libre appréciation des officiers de l'état civil, l'interprétation des jugements à transcrire leur est également abandonnée, et

la lettre adressée, le 7 janvier 1914, par un parquet au maire d'une autre commune également importante, à la suite de la vérification des registres de l'état civil de l'année 1912, le montre bien :

« Monsieur le maire,

« ... Je n'aurais donc que des éloges à vous adresser si je n'avais à vous faire la remarque suivante : le 15 octobre vous avez transcrit (acte 222) un jugement du tribunal de la Seine qui constatait la naissance d'un enfant pour lequel il n'avait pas été dressé d'acte.

« Vous n'aviez donc qu'à vous conformer au dispositif de ce jugement prescrivant : « 1^o la transcription ; 2^o une mention en marge du registre des naissances à la date où aurait dû être constatée la naissance, le 12 juillet 1912 ». Vous avez cru nécessaire d'établir, en outre, à la date du 15 octobre, à la suite du jugement transcrit, un acte de naissance.

« C'était là une œuvre inutile ; vous n'aviez, et à l'avenir là devrait se borner votre intervention, qu'à vous en tenir à l'exécution de la double formalité que vous imposait le jugement... »

L'observation portait à faux, car le tribunal de l'arrondissement avait — et a encore — la fâcheuse habitude d'ordonner, en semblable occurrence, à la suite de la transcription du jugement, l'établissement d'un acte de naissance qui ne saurait être que la reproduction d'une partie du dispositif déjà recopié sur les registres. Ce n'est pas au

maire que le procureur de la République aurait dû adresser son observation, mais aux juges de son tribunal (1).

* *

Une controverse portant sur une autre difficulté s'est élevée autrefois au sujet de la manière dont devait être faite non plus la transcription du jugement lui-même, mais la mention en marge d'un acte rectifié.

L'avis du Conseil d'Etat du 23 février 1808 (2), approuvé le 4 mars 1808 (sur le mode de transcription des jugements portant rectification des actes de l'état civil et de la délivrance des actes rectifiés) nous expose un conflit entre le greffe du tribunal civil de la Seine et les mairies parisiennes, et la solution tout à fait justifiée qu'il y donna.

« Le Conseil d'Etat qui, d'après le renvoi à lui fait, a entendu le rapport de la commission de législation sur celui du grand-juge, ministre de la justice, tendant à faire statuer sur la difficulté qui existe à Paris entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, relativement aux modes de transcription, sur le registre de l'état civil, des jugements de rectification, et à la délivrance des actes rectifiés ;

« Considérant qu'aux termes de l'article 101 du Code civil, les jugements de rectification des actes de l'état civil doivent être inscrits sur les registres aussitôt qu'ils ont été remis à l'officier de l'état civil et que mention en doit être faite en marge de l'acte ainsi réformé ;

(1) Cf. *La Loi*, 9 janvier 1914 avec note.

(2) *Loché*, t. III, p. 391.

« Que le greffier de tribunal de première instance, d'un côté, et, de l'autre, les maires de Paris et le préposé au dépôt des registres qui existent à la préfecture suivent un mode différent dans l'exécution de cet article ;

« Que le greffier, après avoir, conformément à la disposition du Code, fait mention de la rectification en marge de l'acte réformé, le délivre aux parties avec la mention expresse de la rectification ;

« Qu'au contraire les maires et le préposé du dépôt de la préfecture se bornent à indiquer la date du jugement de rectification en marge de l'acte réformé, et délivrent cet acte dans son état primitif, en sorte que les parties ne sont pas dispensées de lever une expédition de rectification, que le mode adopté par le greffier du tribunal de première instance est incontestablement plus expéditif et plus économique ;

« Est d'avis « que les maires de Paris et le préposé au dépôt de la préfecture doivent se conformer, dans les transcriptions sur leurs registres des jugements de rectification des actes de l'état civil et dans les délivrances des actes rectifiés, à la méthode adoptée par le greffier du tribunal de première instance du département de la Seine ; que le procureur général près le tribunal de première instance doit veiller, conformément à l'article 49 du Code civil, à ce que la mention de la rectification soit faite uniformément sur les deux registres. »

La solution ne fait aucun doute, et depuis cet avis du Conseil d'Etat la question ne s'est plus posée.

Lorsqu'il s'agit de transcrire un arrêt de Cour d'appel confirmant un jugement de rectification rendu par un tribunal civil, le maire chargé de la transcription peut se trouver fort embarrassé. Une décision de cette nature est ainsi rédigée : « La Cour, adoptant les motifs des premiers juges, confirme le jugement dont est appel et ordonne qu'il conservera son plein et entier effet, déboute l'appelant de toutes ses demandes, fins et conclusions, le condamne à l'amende et aux dépens d'appel, desquels distraction est prononcée au profit de X... et Y... avoués, chacun en ce qui le concerne, les dits avoués l'ayant requis, affirmant en avoir fait l'avance. »

Cet arrêt ne nous donne absolument aucun renseignement sur l'affaire dont il est question, seul le jugement l'expose clairement, et la solution qui s'impose, malgré sa longueur, consiste à recopier à la fois le jugement et l'arrêt.

Nous rapprocherons de cette difficulté la question soulevée par l'article 198 du Code civil, article dont l'in vraisemblance juridique a soulevé tant de critiques, et dont la compréhension n'est possible que lorsqu'on y voit une erreur de la part des auteurs du Code qui l'ont rédigé comme si la procédure organisée par l'ordonnance de 1670 (1) était encore en vigueur.

ART. 198. — « Lorsque la preuve d'une célébration légale

(1) Cf. le titre IX de cette ordonnance, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. 18, p. 386.

du mariage se trouve acquise par le résultat d'une procédure criminelle, l'inscription du jugement sur les registres de l'état civil assure au mariage, à compter du jour de sa célébration, tous les effets civils tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants issus de ce mariage. »

A première vue on ne peut comprendre comment un jugement de condamnation peut, par son inscription sur les registres, servir de preuve du mariage. Comment, par exemple, celle-ci résultera-t-elle d'un arrêt de Cour d'assises conçu ordinairement en ces termes : « La Cour, vu la réponse du jury, faisant application des articles...., condamne.... »

La solution du problème réside dans l'article 463 du Code d'instruction criminelle :

« Lorsque des actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en partie, la Cour ou le tribunal qui aura connu du faux ordonnera qu'ils soient rétablis, rayés ou réformés, et du tout il sera dressé procès-verbal... »

Cette solution a été étendue implicitement aux autres cas prévus par l'article 198 du Code civil, tels que la suppression totale ou partielle d'un registre ou d'un acte de l'état civil.

Le jugement correctionnel ou l'arrêt de Cour d'assises seront, en la circonstance, rédigés suivant une forme spéciale, dont la transcription pourra efficacement remplacer l'acte détruit ou falsifié.

Nous nous trouvons donc ici en présence d'un mode nouveau d'établissement, d'annulation ou de rectification d'actes de l'état civil, et d'une dérogation aux règles ordinaires relatives à la compétence.

Mais cette procédure ne s'applique, ne l'oublions pas, qu'aux seuls actes de mariage, l'article 198 ne s'occupant que de ceux-là.

§ 3. — Délai de transcription.

Il n'y a pas dans la loi de délai fixé pour opérer la transcription. L'article 101 dit que les jugements de rectification seront transcrits immédiatement, et l'article 857 du Code de procédure civile qu'ils seront inscrits sur le registre de l'état civil aussitôt qu'ils auront été remis à l'officier qui en est chargé.

En pratique, ce n'est pas avec une bien grande rapidité que les jugements sont transmis et transcrits, et cela pour plusieurs raisons : d'abord l'impossibilité matérielle, qui résulte de la distance souvent fort grande qui sépare le tribunal d'une des mairies où la rectification doit être faite. La question ne se pose en effet que s'il s'agit d'un jugement collectif, car le jugement qui ne rectifie qu'un seul acte est rendu par le tribunal dans le ressort duquel se trouve cet acte, sauf l'exception prévue par l'article 856 *in fine* du Code de procédure civile.

La seconde raison est la lenteur avec laquelle s'accomplit le voyage dont nous avons parlé plus haut entre le tribunal d'origine et la dernière mairie où la transcription doit être faite.

Si la transmission est lente, il faut bien avouer que la transcription, elle aussi, ne s'effectuera pas toujours avec

une bien grande rapidité, tant dans les greffes que dans les mairies ; dans les greffes il ne peut s'agir, bien entendu, que de l'inscription des mentions marginales. Les parquets envoient aux mairies les jugements en même temps que des avis de mentions marginales à opérer à la suite de mariages, reconnaissances, légitimations, etc., le tout forme souvent une grosse liasse, dont le dépouillement est fort long.

Nous avons vu que de temps en temps la transcription n'était pas faite, par suite de la perte du jugement au cours de transmissions successives. Comme il n'y a pas de délai fatal à l'expiration duquel le jugement est périmé par la non-transcription, il ne sera pas nécessaire de rendre soit un nouveau jugement, soit un jugement confirmant le précédent et ordonnant la transcription, bien que tardive ; un jugement de rectification qui n'aurait jamais été transcrit conserverait indéfiniment toute sa validité.

Ceci nous conduira à un type nouveau de jugements, que nous pouvons classer parmi les jugements établissant un acte de l'état civil et dont l'effet est de valider une décision judiciaire qui, de par la loi, est pourtant devenue nulle et de nul effet.

Nous voulons parler du cas où un jugement de divorce n'a pas été signifié dans le délai. La jurisprudence s'appuie pour valider un tel jugement sur la notion de faute : faute de l'officier de l'état civil qui n'a transcrit qu'après le cin-

quième jour de la réquisition (1), faute de l'avoué chargé de requérir la transcription. Mais sur ce dernier point la jurisprudence n'est pas constante. Elle n'admet à l'article 252 qu'une exception : la force majeure, et l'omission dont le mandataire s'est rendu coupable n'en constitue pas toujours un cas à ses yeux (2). Toutefois elle l'y assimile dans l'exemple suivant :

TRIBUNAL CIVIL DE MONTARGIS

Audience publique du 23 décembre 1913.

«... Attendu que suivant jugement rendu par défaut par ce tribunal le 27 juin 1912, le divorce a été prononcé d'entre les époux L... M... à la requête et au profit du mari ; que ce jugement a été signifié à partie suivant exploit de M. Morisset, huissier à Montargis, en date du 24 juillet 1912, qu'il a été publié conformément à la loi ; que, par suite d'une omission qui n'est pas imputable au demandeur, la signification n'a pas été faite dans les délais prescrits par la loi.

Attendu que la déchéance prévue par l'article 252 du Code civil est fondée sur une présomption de réconciliation des époux ou de renonciation à l'action, que le défaut de transcription ne saurait l'entraîner lorsqu'il est le ré-

(1) Cass. req., 10 janvier 1912, D. 1912.1.257, avec note de M. Feuilloy.

(2) Trib. civ. Bordeaux, 23 décembre 1912, *Gaz. Pal.*, 10 mars 1913.

sultat d'un cas de force majeure, ou quand il est imputable à un tiers qui a négligé d'exécuter en temps utile le mandat qu'il avait reçu ; qu'il est établi dans la cause que, loin de renoncer au droit résultant pour lui de ce jugement, M. L... avait donné toutes les instructions nécessaires pour l'accomplissement des formalités prescrites par la loi ; que c'est par suite d'une omission qui ne lui est pas imputable que la transcription n'a pas été faite ; qu'il est, dans ces conditions, fondé à réclamer la transcription du jugement qu'il a obtenu ;

PAR CES MOTIFS,

Donne défaut contre le défendeur défaillant, dit et ordonne que, sur le vu du présent jugement, M. le maire du 20^e arrondissement de Paris, officier de l'état civil, sera tenu de transcrire sur les registres courants de l'état civil de cet arrondissement le jugement du 27 juin 1912 qui a prononcé le divorce d'entre les époux L... M..., et de faire en marge de l'acte de mariage du 6 mai 1893 la mention de la transcription ; et attendu que l'instance est suivie dans l'intérêt du demandeur, le condamne aux dépens. »

Cette solution avait déjà été donnée par la Cour d'Amiens le 15 février 1905 (1) sur appel d'un jugement du tribunal civil de cette ville en date du 10 août 1904 qui avait repoussé l'assimilation de la négligence du mandataire à la force majeure.

(1) D. 1908.2.186.

Nous croyons, quant à nous, que cette assimilation est abusive et illégale : hors le cas de force majeure, le jugement tombe s'il n'est pas signifié dans les deux mois et, si le retard ne vient pas d'une réconciliation, il y a seulement lieu à recours contre le mandataire pour inexécution du mandat.

**§ 4. — Transcription en cas de voie de
recours extraordinaire.**

L'article 858 du Code de procédure civile prévoit le cas où le demandeur en rectification, ne trouvant en face de lui aucun contradicteur, fait appel du jugement. Cette hypothèse, qui, théoriquement, pourrait se produire, ne se rencontre presque jamais dans la pratique. Même lorsque l'affaire est engagée sur assignation, les appels en matière de rectification d'actes de l'état civil sont très rares ; à *fortiori*, les pourvois en cassation et les requêtes civiles.

Toutefois Hutteau d'Origny, aux pages 435 et 436 de son ouvrage : « De l'état civil et des améliorations dont il est susceptible (1823) » en donne un exemple :

« Voici une espèce que nous croyons utile de citer. Un jugement du tribunal civil de la Seine, rendu par défaut, faute de plaider, le 16 février 1809, contre les sieurs Allain et Barbé, avait maintenu le sieur Boiste dans une possession d'état conforme à son acte de naissance. Les sieurs Allain et Barbé, ayant renouvelé leur demande, furent déclarés non recevables par jugement du 29 décembre 1815. Sur appel, arrêt du 30 décembre 1816, qui in-

firme et ordonne la rectification de l'acte de naissance du sieur Boiste. Cet arrêt a été transcrit sur les registres de l'état civil, avec mention en marge de l'acte réformé.

Depuis, il a été annulé par un arrêt du 15 juin 1818 de la Cour de cassation ; mais les sieurs Allain et Barbé, qui se retrouvaient au même état où ils étaient après leur acte d'appel, se désistèrent de cet appel. Nouvelle instance, nouveau jugement du tribunal civil de Paris, lequel, rendu contradictoirement avec les sieurs Allain et Barbé, ordonne, en exécution tant du jugement du 29 décembre 1815 que de l'arrêt du 15 juin 1818, que ces jugements et arrêts seront transcrits sur les registres de l'état civil, avec mention en marge de l'acte de naissance.

Jusque-là ce jugement est régulier ; mais ce qui est loin de l'être, c'est qu'il ordonne que les mentions et rectifications faites en vertu de l'arrêt de la Cour royale de Paris, du 30 décembre 1816, sur l'acte de naissance du sieur Boiste, seront rayées et biffées sur tous actes et registres où elles ont pu être portées.

Evidemment, le tribunal a ici contrevenu à la loi. Lorsque l'article 857 est aussi impératif, il ne pouvait en méconnaître la disposition, et nous répéterons que jamais, et dans aucun cas, aucune mention, et, en un mot, rien de ce qui est écrit et signé sur les registres de l'état civil ne doit être rayé. Si la nullité d'un jugement transcrit se trouve prononcée par un autre jugement, la transcription de ces jugements suffira pour que l'acte produise les effets que la justice lui a attribués. »

Nous sommes obligés d'en croire Hutteau d'Origny sur parole, puisque le dossier de l'affaire du sieur Boiste et les registres de l'état civil renfermant les actes qui le concernaient ont été détruits en 1871 lors des incendies de la Commune. Mais le cas vaut qu'on l'examine, car, s'il est exceptionnel en matière de rectification, il peut se produire d'une façon toute normale en matière de désaveu de paternité ou de recherche de la paternité naturelle.

Un arrêt de Cour d'appel ordonne que telle rectification sera apportée à un acte de décès ou de naissance. L'arrêt est transcrit et mention en est faite en marge de l'acte rectifié. Après cassation, une autre Cour d'appel déboute le requérant de ses prétentions. Il est bien certain que la transcription primitive ne devra pas être bâtonnée, non plus que la mention en marge, mais la transcription du nouvel arrêt devra être faite à la date de sa signification à l'officier de l'état civil, et une seconde mention marginale sera portée sous la première, résumant sommairement le dispositif, c'est-à-dire l'annulation de la rectification primitivement ordonnée.

Comment faut-il, dans ce cas, interpréter la disposition finale de l'article 857 du Code de procédure civile :

« ... Mention en sera faite en marge de l'acte réformé et l'acte ne sera plus délivré qu'avec les rectifications ordonnées, à peine de tous dommages-intérêts contre l'officier qui l'aurait délivré » ?

Il nous semble que, lorsqu'une rectification ordonnée par un arrêt aura été annulée par un autre arrêt, l'officier

de l'état civil n'engage point sa responsabilité en délivrant une expédition de l'acte tel qu'il était avant les deux instances, sans mention de l'un ni de l'autre des arrêts intervenus.

CHAPITRE VIII

AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE.

Nous n'entendons pas traiter ici de l'autorité de la chose jugée en matière d'état des personnes, mais seulement de l'autorité des jugements relatifs à la rédaction des actes de l'état civil. Nous laisserons donc de côté, comme nous l'avons fait jusqu'ici, les jugements de divorce, de désaveu de paternité, etc..., pour ne nous occuper que des jugements qui établissent, reconstituent ou rectifient un acte de l'état civil.

Au surplus, la question ayant été approfondie déjà dans des ouvrages qui font autorité en notre matière (1), ne ferons-nous que donner quelques brèves explications sur les controverses soulevées par les textes du Code.

§ 1. — Jugements rectifiant un acte de l'état civil.

Aux termes de l'article 100 du Code civil, qui est le plus important sur ce point, « le jugement de rectification ne

(1) Cf. Raymond Bufnoir, *De l'autorité de la chose jugée en matière d'état des personnes*, thèse Paris, 1893 ; Chéneaux, *Autorité de la chose jugée sur les questions d'état et de capacité générale*, thèse Bordeaux, 1895 ; E.-H. Perreau, *De l'autorité de la chose jugée en matière de nom civil*, *Revue critique*, 1905, p. 91 sqq.

pourra dans aucun temps être opposé aux parties intéressées qui ne l'auraient point requis, ou qui n'y auraient pas été appelées ».

Le jugement est donc opposable aux personnes qui ont figuré à la procédure comme partie principale ou comme partie jointe.

Y a-t-il lieu de faire une distinction suivant que la procédure est engagée sur requête ou sur assignation ? Dans le premier cas la décision rendue est un acte de juridiction gracieuse, dans le second c'est un acte de juridiction contentieuse. Dans cette dernière hypothèse, l'autorité de la décision rendue est réglée par l'article 1351, qui établit le principe de la relativité de la chose jugée. A l'inverse, il y a juridiction gracieuse lorsque l'instance a été introduite par voie de requête et suivie sans contradicteur (1). Dans ce cas la décision ne fait pas autorité à l'égard du requérant lui-même. Sa demande est-elle repoussée, il pourra introduire devant le même tribunal une autre demande en produisant un complément de pièces à l'appui (2). Ou bien, si la rectification porte sur plusieurs actes reçus dans des ressorts différents, on pourra l'admettre à demander à nouveau la rectification dans les mêmes termes devant un autre tribunal.

Dans trois cas l'instance introduite sur requête devient

(1) Cass. civ., 25 octobre 1905, D. 1906.1.337, avec note de M. Planiol, S. 1909.1.27.

(2) Trib. civ. Mayenne, 13 août 1902, D. 1903.2.222.

contentieuse : lorsque les juges ordonnent, d'après l'article 856 du Code de procédure civile, la mise en cause des parties intéressées : — lorsque le ministère public intervient pour contredire la demande principale ; — ou s'il interjette appel dans les délais légaux, la Cour statuant contradictoirement entre l'appelant et les intimés, demandeurs en rectification (1).

Lorsque la décision émane de la juridiction gracieuse, elle n'implique, comme nous l'avons dit, pas autorité de chose jugée même à l'égard du requérant ; si c'est un acte de juridiction contentieuse, elle est opposable au demandeur et aux parties intéressées qui ont figuré à l'instance.

Dans les deux cas les tiers peuvent se ranger en deux catégories ; s'agit-il d'une personne quelconque dont les actes de l'état civil, naissance ou mariage (ou ceux de ses ascendants) ne sont aucunement intéressés à la rectification demandée, l'acte rectifié aura à son égard la même force probante qu'un acte de l'état civil ordinaire, et son autorité ne pourra être mise en doute.

S'agit-il au contraire de personnes qui ont intérêt à la question, mais n'ont pas figuré à l'instance : le jugement leur est inopposable, il est, à leur égard, non avenu, et l'acte reste pour elles tel qu'il était auparavant, sans qu'aucun changement puisse être invoqué. Elles n'ont pas à former contre le jugement tierce opposition, elles n'ont qu'à méconnaître purement et simplement les effets d'une

(1) Cass. civ., 24 décembre 1901, D. 1902.1.361, S. 1902.1.353.

décision rendue sans leur concours ou à agir elles-mêmes en rectification (1).

Quelle est la base juridique de l'article 100 ? La réponse la plus juste et la plus souvent donnée (2) consiste à y voir simplement une application du principe *res inter alios acta aliis nec nocet nec prodest*. Le jugement ne nuit pas aux tiers puisqu'il leur est inopposable, il ne leur profite pas, puisqu'ils ne peuvent l'invoquer, et, pour obtenir la même rectification, ils devront engager une nouvelle procédure.

On aurait tort cependant de considérer l'article 100 comme une conséquence de la théorie du contradicteur légitime, dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

La rectification obtenue ne peut produire un effet absolu qu'à l'égard des parties en cause. Si bien qu'une fois rectifié, un acte de l'état civil se compose de deux éléments bien distincts ; la partie primitive dont le contenu est opposable à tous et la partie nouvelle, dont l'effet est limité aux intéressés, à leurs héritiers et ayants cause universels.

Le principe de la relativité de la chose jugée s'applique également en matière de rectification de nom, malgré la théorie de l'indivisibilité du nom patronymique (3).

Enfin, statuant sur l'influence de la chose jugée au civil sur les tribunaux de répression, la Cour de cassation (4) a

(1) Cf. Angers, 12 août 1901, D. 1902.2.210.

(2) Cf. Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, II, p. 151.

(3) Cf. E.-H. Perreau, *Le droit au nom en matière civile*, p. 123 et suiv.

(4) S. 1908.1.57 avec note ; voir également E.-H. Perreau, *Revue*

décidé, le 10 mars 1905, qu'il n'y avait pas chose jugée lorsque le ministère public, après avoir agi en rectification comme partie principale au civil, poursuivait au criminel pour usurpation de nom.

§ 2. — Jugements établissant un acte de l'état civil.

L'acte n'a pas été dressé par suite d'une impossibilité matérielle, ou bien la déclaration a été faite après l'expiration des délais. Quel sera l'effet du jugement rendu dans ces conditions ? La réponse n'est plus douteuse depuis la loi du 8 juin 1893 : l'article 92 dit expressément, dans son alinéa 3 : « Les jugements déclaratifs de décès tiendront lieu d'actes de l'état civil et ils seront opposables aux tiers qui pourront seulement en obtenir la rectification conformément à l'article 99. » Ainsi les jugements établissant un acte ont une force probante égale à l'acte lui-même, alors que les jugements rectifiant un acte n'ont qu'un effet restreint. On voit maintenant toute l'importance de cette distinction, et le danger qui peut résulter de l'emploi abusif des mots « jugement rectificatif ».

Est-ce à dire que la distinction a toujours été aussi nette qu'aujourd'hui ? Non, et pendant longtemps l'imprécision a régné en notre matière. Ainsi le décret du 3 janvier 1813, relatif aux mines, qui prescrivait un jugement pour

critique, 1905, p. 91, et l'article de M. H. Dumolard, substitut du procureur général à Grenoble, *Gaz. Trib.*, 30 mars 1914, p. 315.

déclarer le décès des ouvriers en faisait un acte de juridiction gracieuse ; la décision n'avait pas l'autorité de la chose jugée, son effet était à ce point relatif qu'on arrivait à cette conséquence invraisemblable : lorsque la personne dont le décès avait été à tort déclaré par jugement agissait en rectification, ce n'est qu'à son propre égard qu'elle cessait d'être morte : elle continuait à l'être juridiquement vis-à-vis de tous ceux qui n'avaient pas été parties à l'instance en rectification.

Une solution identique résultait de la loi du 13 avril 1817, remise en vigueur le 9 août 1871, pour les décès aux armées.

Ce n'est qu'avec la loi du 8 juin 1893 que l'on est enfin parvenu à une solution équitable. La question se pose de savoir s'il faut interpréter restrictivement les dispositions de l'article 92 nouveau, ou s'il faut en étendre l'application aux cas non prévus par les articles 87 à 91, tels que celui de décès au cours d'un incendie. M. Chéneaux ne le pense pas (1), il voit dans ces articles une extension exceptionnelle de la juridiction gracieuse, et leur interprétation doit être stricte.

Dans les hypothèses non envisagées par le Code, on doit, dit-il, appliquer la procédure de l'absence dans les termes du droit commun. Nous pensons, au contraire, que, si les circonstances du décès peuvent être assimilées à celles que prévoient les articles 87 à 91, il est logique de

(1) Chéneaux, *op. cit.*, p. 132.

ne pas lui appliquer une procédure différente et compliquée. Il semble que la rigueur des textes doive ici fléchir devant les considérations pratiques et équitables qui ont précisément inspiré le législateur en notre matière.

Reste le second cas d'établissement d'un acte de l'état civil par la voie judiciaire. Lorsqu'une déclaration de naissance n'a pas été faite dans les délais légaux, un jugement est nécessaire pour tenir lieu d'acte : dans ces conditions, il est juste de lui donner la même force probante que s'il s'agissait d'un acte ordinaire. Si le retard apporté à la déclaration avait soulevé des doutes, le jugement vient les faire disparaître, et l'on retombe dans la règle normale.

La même solution s'impose lorsque c'est par la faute de l'officier de l'état civil que l'acte n'a pas été dressé.

Il en est de même si c'est à la force majeure qu'est dû le retard. M. Chéneaux fait à ce sujet une distinction (1) : si les personnes qui auraient dû faire la déclaration ont été retrouvées, l'acte est établi normalement et a la force probante ordinaire. Si elles sont mortes ou disparues, on ne peut qu'appliquer la procédure de l'article 46, et n'accorder, par suite, au jugement rendu qu'une autorité relative.

L'avis du Conseil d'Etat du 12 brumaire an XI reconnaissait que « ces jugements peuvent même être attaqués en tout état par les parties qui n'y auraient pas été appelées ».

(1) Chéneaux, *op. cit.*, p. 133.

Une erreur d'impression avait tout d'abord fait croire que cet avis donnait la solution inverse, rendant de la sorte le jugement inattaquable en lui attribuant une autorité absolue (2).

On en est donc revenu actuellement au principe qui avait été énoncé par erreur, puisque l'acte établi par jugement, à la suite d'une déclaration tardive, a la même force probante qu'un acte régulièrement reçu.

§ 3. — Jugements reconstituant un acte de l'état civil.

L'article 46 du Code civil, qui traite de la reconstitution, ne formule aucune disposition relative à l'autorité du jugement qui sera rendu sur les bases qu'il énonce. On applique donc à cette matière le droit commun, c'est-à-dire l'autorité relative de la chose jugée. Les personnes intéressées qui n'ont pas été parties à l'instance peuvent considérer la décision rendue comme inexistante, elle leur est inopposable.

Si tel est le principe général, des règles spéciales résultent tant des lois postérieures au Code que d'autres articles du Code lui-même. C'est ainsi que la loi du 15 février 1871, concernant la reconstitution des actes détruits pendant la Commune, donne aux registres nouveaux la même force probante qu'aux anciens et rend les actes opposables à tous.

(1) *Bulletin des lois*, 3^e série, VII, *Bulletin*, n° 238, p. 304, *in fine*.

La même solution se dégage de la loi du 23 juillet 1871 concernant les actes dressés par le gouvernement insurrectionnel et bâtonnés dans la suite. L'article 5 de cette loi dit que les actes de mariage, une fois leur transcription opérée sur les nouveaux registres par ordre du tribunal, ont la plénitude de leurs effets à dater du jour où ont été reçus les actes qu'ils sont destinés à remplacer.

Restent enfin les dispositions des articles 198 et 200 du Code civil, spéciaux aux actes de mariage reconstitués à la suite d'une procédure criminelle : le jugement prouve qu'un acte de mariage a été dressé, sa force probante est absolue. Il en est ainsi même s'il a été rendu sur la demande du ministère public (1), l'article 198 ne faisant pas de distinction. M. Chéneaux étend cette solution au cas prévu par l'article 200 : l'auteur du délit est décédé et le ministère public agit contre ses héritiers : ici comme précédemment l'article 1351 ne saurait être appliqué.

L'autorité absolue des jugements rendus dans l'hypothèse prévue par les articles 198 et 200 s'explique, comme le démontre M. Chéneaux (2), par ce fait que le jugement, devant assurer la réparation complète et totale du délit dont les parties ont été victimes, n'y parviendra qu'en conférant à l'acte reconstitué la même valeur et la même force probante que l'acte détruit qu'il vient remplacer.

(1) En ce sens, Chéneaux, *op. cit.*, p. 137, et Baudry-Lacantinerie, et Houques-Fourcade, III, 569. — Voyez *contra*, Demolombe, III, 419.

(2) Chéneaux, *op. cit.*, p. 141.

Que conclure de toutes ces solutions d'apparence contradictoire, et quelle idée générale peut-on en dégager ?

Le principe est simple : l'article 46 et l'article 100 ne sont que des applications de la règle établie par l'article 1351 : la relativité de la chose jugée, sauf exceptions, est donc de droit en matière d'état civil comme dans les autres parties de notre législation. Mais, de plus en plus, les lois nouvelles aussi bien que l'évolution de la jurisprudence tendent à donner aux jugements que nous étudions une autorité égale à celle des actes qu'ils concernent. Telle est déjà la règle en matière d'établissement d'actes ; il en est à peu près de même pour la reconstitution, seule la rectification reste soumise au principe de l'article 100, que M. Bufnoir qualifie de « disposition détestable » (1). Les réformes législatives en préparation sur notre matière ne modifient pas ce point. Il serait à souhaiter, dans un intérêt de sécurité et de stabilité pour l'état des personnes qu'on finisse par donner aux jugements de rectification une autorité absolue.

(1) Raymond Bufnoir, *op. cit.*, p. 64.

TROISIÈME PARTIE

TRAVAUX PARLEMENTAIRES ET EXTRAPARLEMENTAIRES

Si peu compliquée que soit la procédure des jugements rectificatifs et si peu élevés — relativement — que soient les frais qu'ils occasionnent, il n'en est pas moins certain qu'ils excitent dans le public un gros mécontentement. Pour une erreur commise, il y a parfois vingt ans et plus, par un employé de mairie distrait, se voir obligé de constituer avoué, de présenter requête, d'attendre plusieurs semaines, et, finalement, de déboursier 70 francs environ, soulève les protestations des justiciables les plus résignés. Un de nos amis a reçu récemment du Calvados la lettre suivante, qui est un reflet de l'opinion courante :

« Le nom de toute ma famille s'écrit Tournon (1) avec un N. Moi, je suis inscrit Tournom, avec un M. Voici mon acte de naissance : « Joseph Alfred Tournom, né le

(1) Nous substituons au nom de l'intéressé et au nom de sa mère, des noms de fantaisie, mais l'erreur orthographique est bien le remplacement d'un N par un M.

25 mai 1867 à Paris, 97, rue Mouffetard, 5^e arrondissement, fils de Louis Tournon et de Marguerite Merlier, son épouse. » Il y a là une négligence de mon père, mais surtout de l'employé, qui a mis un M à l'un et un N à l'autre. Je me suis marié et mes enfants sont inscrits sous le nom de Tournom. Je me suis déjà renseigné pour obtenir cette rectification, mais les dérangements, le temps et l'argent m'ont toujours arrêté. On me parle de constituer avoué, de jugements, etc..., que cela me coûterait au moins 150 francs, sans compter les dérangements. Et puis cette somme serait-elle pour moi et mes enfants ainsi que pour ma femme, ou pour moi seul ? Et, quand même, 150 francs ou 200 francs, pour un ouvrier qui a eu six enfants, cela compte. Pouvez-vous m'indiquer un moyen plus économique, sans pour cela que ce soit presque de la mendicité, et que cette rectification soit pour moi et mes enfants... »

Nous avons tenu à reproduire cette lettre fidèlement, y compris le trait final. Il ne manque pas dans notre pays de braves gens qui, quoique pauvres, répugnent à solliciter l'assistance judiciaire, mais qui trouvent que, malgré tout, il en coûte trop cher de s'adresser à Thémis pour obtenir le redressement du tort d'autrui.

Dans leur cinquième congrès, tenu à Paris, les 3, 4 et 5 novembre 1910, les maires de France ont agité cette question de la rectification des actes de l'état civil. La discussion fut courte ; nous n'hésitons pas à la reproduire *in extenso*, car les procès-verbaux du Congrès, quoique imprimés, ne se trouvent pas dans le commerce :

Rectification des actes de l'état civil.

Au nom de la quatrième commission (administration générale), M. Canu, maire de Vire, lit son rapport sur la rectification des actes de l'état civil :

D'après la jurisprudence actuelle, la rectification des actes de l'état civil ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement du tribunal de première instance de l'arrondissement du lieu où l'acte à réformer a été reçu.

Toute demande en rectification, formée par un intéressé, doit, conformément à l'article 855 du Code de procédure civile, être introduite par voie de requête.

Il est statué en chambre du conseil, sur rapport d'un membre du siège, après conclusions du ministère public, les parties étant appelées, s'il y a lieu.

Il en résulte que le ministère d'un avoué est indispensable en l'espèce, et que les frais, montant à 60 francs au minimum, sont relativement fort élevés, pour une rectification souvent peu importante.

Ainsi tout récemment j'ai dû, à l'occasion de mariages, demander, sur l'avis de M. le procureur de la République, la rectification de deux actes de naissance sur lesquels le jour de la naissance avait été omis .

N'est-il pas véritablement exorbitant d'imposer, pour semblable rectification, une dépense de 60 francs à une personne qui, presque toujours, n'est pour rien dans l'erreur commise ?

Il est vrai qu'elle pourrait exercer un recours contre

l'officier de l'état civil que la loi rend responsable. Mais, en raison de la gratuité de leurs fonctions très absorbantes, les maires ne doivent-ils pas être à l'abri de pertes semblables ?

Il faut cependant remarquer en passant que, lorsque l'ordre public est intéressé, le procureur de la République a qualité pour agir d'office, mais ce cas se produit rarement.

D'un autre côté, lorsque les parties sont indigentes, elles peuvent obtenir l'assistance judiciaire. Mais les formalités exigent un temps assez long ; souvent les parties négligent de demander la rectification qu'elles ont intérêt à réclamer.

Il paraît très utile, et je dirai presque indispensable, de provoquer la simplification de la procédure en matière de rectification et de réduire ainsi les frais dont l'énormité est critiquée par les tribunaux eux-mêmes.

De cette façon on atténuerait, dans une certaine mesure, la responsabilité déjà si grande de l'officier de l'état civil.

Les actes pourraient donc être rectifiés par un jugement du tribunal civil de l'arrondissement, rendu sur simple requête, adressée sur papier libre au président du tribunal par la partie intéressée et sans le ministère d'un avoué. Le jugement qui interviendrait serait dispensé du timbre et enregistré gratuitement. Il serait transmis par le procureur de la République à l'officier de l'état civil du lieu où est inscrit l'acte réformé.

Cet officier en accuserait réception et ferait parvenir un

certificat attestant que la transcription a été faite, ainsi que les mentions en marge des actes rectifiés.

En conséquence, je propose donc de demander au Parlement :

1^o De remplacer l'article 101 du Code civil (Loi du 8 juin 1893) par l'article suivant :

« Les jugements de rectification, exempts de droit de timbre et enregistrés gratuitement, seront transmis immédiatement par le procureur de la République à l'officier de l'état civil du lieu où se trouve inscrit l'acte réformé. Ils seront transcrits sur les registres, et mention en sera faite en marge de l'acte réformé. »

2^o De remplacer l'article 855 du Code de procédure civile par le suivant :

« Celui qui voudra faire ordonner la rectification d'un acte de l'état civil présentera la requête au président du tribunal de première instance. Cette requête, exempte du timbre, peut être faite sans ministère d'avoué. Les actes, certificats et tous documents produits pour parvenir à la rectification sont également dispensés du timbre, à condition qu'ils portent mention de leur destination. »

3^o De remplacer les deux derniers paragraphes de l'article 856 du Code de procédure civile par le suivant :

« S'il y a lieu d'appeler les parties intéressées, la demande sera faite par convocation du président du tribunal civil, notifiée par le maire de la commune du domicile, et sans préliminaire de conciliation »

M. MALLET, *maire de Pontoise*. — Je ne partage pas l'avis de notre rapporteur sur la prétendue difficulté que présenterait l'obtention de l'assistance judiciaire : elle est au contraire facile à obtenir et il est rare que les intéressés attendent plus d'un mois la solution qu'ils souhaitent.

D'autre part, je ne vois pas l'intérêt qu'il peut y avoir à priver l'Etat d'une part de ses ressources, part modeste, sans doute, mais appréciable. Il n'y a pas que les indigents ou des personnes intéressantes qui réclament des rectifications d'état civil. Je connais des gens qui, pour contracter un riche mariage, ont réclamé l'insertion d'une particule oubliée devant leur nom ; ils ont donné jusqu'à 500 francs à leur avoué pour avoir satisfaction. Pourquoi l'Etat leur ferait-il une gracieuseté ?

D'autre part, si vous renoncez au service des avoués, vous livrez les intéressés aux agents d'affaires, car ce ne sont pas les demandeurs, ni le procureur de la République, trop occupé par ailleurs, qui s'occuperont de la collation des pièces nécessaires. Je n'ai vu le ministère public intervenir dans des questions de cette nature qu'exceptionnellement, une fois, et parce que je l'en avais prié.

L'avoué consciencieux, au contraire, et soucieux de remplir dignement sa tâche, ne ménage ni ses efforts, ni ses démarches pour avoir gain de cause, et, quant à la dépense, elle résulte plutôt du coût des pièces souvent nombreuses qu'il faut réunir que des frais d'avoué.

M. LE RAPPORTEUR. — Les explications de notre collègue

ne sont pas convaincantes à mon avis. Un mois pour avoir l'assistance judiciaire, c'est peut-être peu, mais c'est déjà beaucoup pour des fiancés à la veille du mariage. Outre leur impatience, un retard peut entraîner souvent des difficultés sérieuses, certains dangers même !

D'ailleurs, entre les indigents auxquels on accorde l'assistance judiciaire et certains millionnaires dont parlait notre collègue, il y a toute une catégorie de citoyens fort intéressants. C'est ainsi que, le 29 août dernier, j'ai dû consulter le procureur de la République pour savoir s'il était nécessaire d'obtenir un jugement rectificatif à propos d'un acte de naissance, où la date et l'heure avaient été omises. Il s'agissait de la fille d'une brave famille de cultivateurs qui n'étaient pas indigents, mais pour lesquels 60 francs n'étaient pas une somme négligeable.

M. DUSSAUX, *maire de Saint-Lô*. — Notre excellent rapporteur exagère certainement le coût moyen des frais en matière de rectification d'état civil, et, d'autre part, ce sont souvent là des questions fort complexes, qui nécessitent l'intervention d'un homme de loi. Mieux vaut l'avoué taxé que l'homme d'affaires qui réclamera certainement beaucoup plus aux intéressés.

Je suis d'ailleurs tout prêt à accepter les conclusions du rapporteur en ce qui concerne la substitution du papier libre au papier timbré. Mais la suppression du ministère d'avoué irait, je crois, à l'encontre des intérêts que notre collègue veut défendre.

M. GAILLARD, *maire d'Albertville*. — Je suis pour ma part au contraire, tout à fait d'accord avec le rapporteur sur l'opportunité qu'il y aurait à se passer d'hommes de loi.

Les bureaux de mairie peuvent, à peu près dans tous les cas, renseigner les intéressés.

M. COURTIAL, *maire d'Ambert*. — Notre rapporteur s'est surtout inspiré de la situation spéciale dans laquelle se trouvent les maires en tant qu'officiers de l'état civil et des responsabilités qu'ils peuvent encourir quand des erreurs se produisent dans la rédaction des actes. Mais pour éviter toute action en répétition de débours contre l'officier de l'état civil, il suffirait que la rectification fût gratuite. On obtiendrait ce résultat en décidant que l'assistance judiciaire sera accordée de plein droit en ces matières. Le procureur de la République serait chargé, sous sa responsabilité personnelle, de la transcription des mentions rectificatrices.

M. CHEVALIER, *maire de Bar-le-Duc*. — Le but que nous voulons atteindre est d'obtenir une rectification aussi peu coûteuse et aussi rapide que possible tout en assurant la régularité des opérations nécessaires, et, à cet égard, l'avoué est préférable à l'agent d'affaires. Mais comment arriver à une solution économique ? Il me paraît difficile de prévoir que l'assistance judiciaire sera accordée à tout le monde, car elle préjuge l'indigence, et la seule loi qui l'accorde de plein droit ne vise que des individus présumés indigents : c'est la loi sur les accidents du travail.

Mais si, au lieu d'un jugement de rectification, une ordonnance du président suffisait, la procédure serait alors peu coûteuse et presque immédiate. La seule objection qu'on pourrait faire est que la présence du ministère public au jugement donne plus de garantie, mais vous savez combien il se désintéresse de ces sortes d'affaires, et, dans la pratique, c'est le président qui fait tout.

M. MALLET, *maire de Pontoise*. — Qui rectifiera l'ordonnance du président, s'il se trompe ?

M. CHEVALIER, *maire de Bar-le-Duc*. — Elle sera susceptible d'appel comme une ordonnance de référé.

M. DESGROUX, *maire de Beauvais*. — On pourrait stipuler que l'assistance judiciaire ne sera accordée de plein droit que si l'erreur est imputable à l'officier de l'état civil.

M. HERRIOT, *maire de Lyon*. — Il y a des demandes de rectification qui sont sans intérêt général et ne paraissent légitimes qu'à leurs auteurs. Pour celles-là, il convient d'admettre le maintien de la procédure habituelle. Mais pour donner satisfaction, d'autre part, aux intérêts très respectables dont notre rapporteur a pris particulièrement la défense, nous pourrions émettre le vœu que l'article du Code de procédure civile, qui vise la question, fût ainsi complété :

« Cependant, sur la demande de l'officier de l'état civil,

la rectification pourra être prononcée d'office par le président, en vertu d'une ordonnance. »

Ainsi serait réparé le préjudice, et, d'autre part, la modération de notre vœu rendrait difficile un refus des pouvoirs publics.

M. GARREAU, *maire de Vitré*. — J'accepte volontiers cette solution, à condition toutefois de stipuler que l'ordonnance sera rendue sur minute, afin de pouvoir obtenir des expéditions.

L'amendement de M. Herriot, tendant à l'adoption du vœu ci-dessus, est voté, avec cette rédaction :

Le Congrès émet le vœu :

Que l'article 856 du Code de procédure civile soit complété par la disposition suivante :

« Cependant, sur la demande de l'officier de l'état civil, la rectification pourra être prononcée d'office par le Président, en vertu d'une ordonnance rendue sur minute. »

*
* *

M. le maire de Pontoise assure qu'il ne faut pas plus d'un mois pour obtenir l'assistance judiciaire en matière de rectification ; or actuellement un indigent d'une commune peu éloignée de Paris attend depuis *un an et demi* la réponse à la demande qu'il a adressée au bureau de l'assistance judiciaire de son arrondissement, en vue de faire rectifier l'acte de naissance d'un de ses enfants. Quant au ministère des avoués, il est évidemment préférable à l'intervention de certains agents d'affaires ; parmi ceux-ci, s'il

en est qui offrent toutes garanties d'honorabilité, il est de notoriété publique que, dans la corporation, il y a un certain nombre de « brebis galeuses » qui n'ont pas exclusivement en vue l'intérêt de leurs clients.

S'inspirant de ces réclamations, M. Raoul Péret, député de la Vienne, déposa sur le bureau de la Chambre, le 14 novembre 1913, la proposition de loi suivante (1) :

« Les articles 99, 100 et 101 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 99. — La rectification d'un acte de l'état civil sera ordonnée, à la requête des parties intéressées ou du procureur de la République, par le président du tribunal de l'arrondissement dans lequel l'acte a été dressé, sauf appel. Dans tous les cas, la requête sera communiquée au procureur de la République. Le président pourra toujours renvoyer l'affaire devant le tribunal, le procureur de la République sera entendu en ses conclusions.

« La rectification des actes de l'état civil dressés au cours d'un voyage maritime, aux armées ou à l'étranger, sera demandée au président du tribunal dans le ressort duquel l'acte a été transcrit conformément à la loi ; il en sera de même pour les actes de décès reçus en France et dans les colonies et dont la transcription est ordonnée par l'article 80.

« La rectification des jugements déclaratifs des décès sera demandée au président du tribunal qui aura déclaré ce

(1) Ch. des députés, 10^e législature, imprimé n° 3207.

décès ; toutefois, lorsque ce jugement n'aura pas été rendu par un tribunal de la métropole, la rectification en sera demandée au président du tribunal dans le ressort duquel la déclaration de décès aura été transcrite conformément à la loi.

« ART. 100. — La décision portant rectification ne pourra, dans aucun temps, être opposée aux parties intéressées qui ne l'auraient point requise ou qui n'y auraient pas été appelées.

« ART. 101. — Les décisions portant rectification seront transmises immédiatement par le procureur de la République à l'officier de l'état civil du lieu où se trouve inscrit l'acte réformé. Elles seront transcrites sur les registres et mention en sera faite en marge de l'acte réformé. »

Cette proposition tend, en somme, à substituer à la compétence du tribunal civil celle du président de ce tribunal, mais elle laisse au président le droit de renvoyer au tribunal la connaissance des affaires qui lui paraîtraient délicates.

« Les avantages de cette procédure, dit M. Raoul Péret dans l'exposé des motifs de sa proposition, sont évidents : une requête est présentée à fin de rectification, l'avoué y joint les pièces justificatives, appuie la requête de quelques observations, et, le même jour, s'il n'y a pas de difficultés, le président peut rendre une ordonnance prescrivant la rectification ; cette ordonnance est ensuite transcrite sur les registres, et mention en est faite en marge de l'acte réformé. Economie de temps, réduction des frais, le

double résultat que chacun s'efforce d'obtenir est atteint. »

La procédure actuelle est trop lente :

« Il est facile d'imaginer les inconvénients d'une attente aussi prolongée pour des personnes qui croyaient toucher, sans aucun retard, les arrérages d'une pension, obtenir un emploi, contracter mariage ; des unions n'ont jamais été célébrées parce que les futurs n'ont pas voulu entamer la procédure de rectification d'un acte dont la production était essentielle. »

Malgré l'avis du Conseil d'Etat du 30 mars 1808, la procédure de rectification est nécessaire, en effet, lorsque l'erreur se trouve, par exemple, dans l'acte de décès de la première femme d'un veuf qui se remarie.

M. Raoul Péret étant devenu, peu de temps après le dépôt de sa proposition de loi, sous-secrétaire d'Etat, puis ministre, ce fut M. Maurice Viollette, député d'Eure-et-Loir, qui déposa le rapport sur cette question, le 19 février 1914 (1), au nom de la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle. La commission approuvait entièrement les idées de M. Raoul Péret, mais elle modifiait ainsi son texte :

« ART. 1^{er}. — L'article 99 du Code civil est complété par le paragraphe suivant :

« Il pourra même être statué par le président du tribunal, en référé, toutes les fois que les demandes de rectification seront revêtues d'un avis écrit favorable du pro-

(1) Ch. des députés. Dixième législature. Imprimé n° 3568

cureur de la République. Le président, nonobstant cet avis, pourra toujours renvoyer l'affaire devant le tribunal. »

ART. 2. — Les articles 100 et 101 du Code civil sont rédigés ainsi qu'il suit :

« *Art. 100.* — Les jugements ou ordonnances portant rectification ne pourront, dans aucun temps, être opposées aux parties intéressées qui ne les auraient point requis ou qui n'y auraient pas été appelées.

« *Art. 101.* — Les jugements ou ordonnances portant rectification seront transmis immédiatement par le procureur de la République à l'officier de l'état civil du lieu où se trouve inscrit l'acte réformé. Ils seront transcrits sur les registres et mention en sera faite en marge de l'acte réformé. »

Cette modification ne nous semble pas très heureuse : en parlant, dans l'article 99, d'un avis favorable du procureur de la République, on semble oublier que la requête est souvent présentée par le procureur de la République lui-même.

L'expiration de la dixième législature a rendu caducs la proposition de loi et le rapport. Pour que la question revienne en discussion, il faut qu'une nouvelle proposition de loi soit déposée, ou que le rapport soit repris au cours de la onzième législature, ce qui nous paraît d'ailleurs infiniment probable. Toutefois, quelques jours avant que les députés ne retournassent dans leurs circonscriptions respectives pour briguer de leurs électeurs le renou-

vement de leur mandat, on leur distribua un contre-projet de M. Joseph Python, député du Puy-de-Dôme, qui, dans le désarroi des préparatifs de départ, passa inaperçu, mais n'en mérite pas moins toute notre attention :

ART. 1^{er}. — Le premier alinéa de l'article 55 du Code civil est complété ainsi qu'il suit :

« Lorsqu'une naissance n'aura pas été déclarée dans le délai légal, l'officier de l'état civil ne pourra la relater sur ses registres qu'en vertu d'un jugement rendu par le tribunal de l'arrondissement dans lequel l'enfant est né, et mention sommaire sera faite en marge à la date de la naissance. Si le lieu de la naissance est inconnu, le tribunal compétent sera celui du domicile du requérant (1). »

ART. 2. — Les articles 99, 100 et 101 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 99. — La rectification des actes de l'état civil sera ordonnée par le président du tribunal de l'arrondissement dans lequel l'acte a été dressé, sauf appel. Lorsque la requête n'émanera pas du procureur de la République, elle devra lui être communiquée. Le président pourra toujours renvoyer l'affaire devant le tribunal : le procureur de la République sera entendu dans ses conclusions.

« La rectification des actes de l'état civil dressés au cours d'un voyage maritime, aux armées ou à l'étranger, sera demandée au président du tribunal dans le ressort du-

(1) Cassation, 14 juin 1858.

quel l'acte a été transcrit. Il en sera de même pour les actes de décès reçus en France et dans les colonies et dont la transcription est ordonnée par l'article 80.

« La rectification des jugements déclaratifs de naissance ou de décès sera demandée au président du tribunal qui aura déclaré cette naissance ou ce décès : toutefois, lorsque ce jugement n'aura pas été rendu par un tribunal de la métropole, la rectification en sera demandée au président du tribunal dans le ressort duquel la déclaration de naissance ou de décès aura été transcrite.

« *Art. 100*. — La décision portant rectification ne pourra, dans aucun temps, être opposée aux parties intéressées qui ne l'auraient point requise ou qui n'y auraient pas été appelées.

« *Art. 101*. — Les décisions portant rectification seront transmises immédiatement, par le procureur de la République, à l'officier de l'état civil du lieu où se trouve inscrit l'acte réformé. Leur dispositif sera transcrit sur les registres, et mention en sera faite en marge de l'acte réformé.

ART. 3. — Les articles 856, 857 et 858 du Code de procédure civile sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 856*. — Lorsque le président aura renvoyé l'affaire devant le tribunal, il y sera statué sur rapport et sur les conclusions du ministère public ; les juges ordonneront, s'ils l'estiment convenable, que les parties intéressées seront appelées et que le conseil de famille sera préalablement convoqué. S'il y a lieu d'appeler les

parties intéressées, la demande sera formée par exploit, sans préliminaire de conciliation. Elle le sera par acte d'avoué, si les parties sont en instance.

« *Art. 857.* — Aucune rectification, aucun changement ne pourront être faits sur l'acte, mais le dispositif des ordonnances et jugements de rectification sera transcrit sur les registres par l'officier de l'état civil aussitôt qu'il lui aura été remis : mention en sera faite en marge de l'acte réformé, et l'acte ne sera plus délivré qu'avec les rectifications ordonnées, à peine de tous dommages-intérêts contre l'officier qui l'aurait délivré.

« *Art. 858.* — Dans le cas où il n'y aurait d'autre partie que le demandeur en rectification et où il croirait avoir à se plaindre de l'ordonnance ou du jugement, il pourra, dans les deux mois depuis le prononcé, se pourvoir à la Cour d'appel, en présentant au premier président une requête, sur laquelle sera indiqué un jour auquel il sera statué en chambre du conseil sur les conclusions du ministère public. »

MM. Péret et Viollette, en modifiant les articles 99, 100 et 101 du Code civil, ne demandaient pas la modification corrélative des articles 856, 857 et 858 du Code de procédure civile, si bien que, si le texte de M. Viollette avait été voté sans débat par la Chambre des députés d'abord, par le Sénat ensuite, les deux Codes se fussent trouvés en contradiction. Le contre-projet de M. Python échappe à ce reproche, mais il contient en outre un certain nombre d'autres innovations :

1° Il ajoute au premier alinéa de l'article 55 du Code civil une disposition relative aux jugements tenant lieu d'actes de naissance, la déclaration n'ayant pas été faite dans le délai légal. Actuellement aucun texte ne prévoit cette hypothèse, et les tribunaux se réfèrent à l'article 46 du Code civil, qui vise une espèce toute différente, la reconstitution des registres brûlés, volés ou emportés par une inondation.

2° Dans le second paragraphe de l'article 99, il supprime les mots « conformément à la loi » après ceux-ci : « dans le ressort duquel l'acte a été transcrit ». Un grand nombre d'actes de naissance ou de décès sont transcrits non en vertu d'une loi, mais d'après des instructions et des circulaires ministérielles concernant les Français nés ou décédés à l'étranger.

3° Dans l'article 101, il déclare expressément que la transcription des jugements sur les registres de l'état civil sera réduite au dispositif, comme le prescrit, pour les jugements de divorce, l'article 251 du Code civil.

4° Conformément au droit commun, il réduit à deux mois le délai d'appel prévu par l'article 858 du Code de procédure civile.

5° Enfin, dans ce même article, il donne compétence à la chambre du conseil, en appel comme en première instance, dans le cas où il n'y aurait d'autre partie que le demandeur en rectification.

Le contre-projet de M. Python est évidemment plus

complet que la proposition de M. Péret et le rapport de M. Viollette, mais il est inutile d'apprécier le mérite de chacun d'eux puisque le Parlement français n'est plus saisi d'aucun de ces textes.

CONCLUSION

La principale cause pour laquelle l'étude des jugements rectificatifs, *lato sensu*, a été jusqu'ici négligée, est qu'ils sont rendus en chambre du conseil. On ne les connaît pas, les recueils de jurisprudence ne les publient que très rarement (1), et, comme ces sortes d'affaires ne sont presque jamais portées en appel, que la Cour de cassation n'en est point saisie, il n'y a pas, en ce qui les concerne, d'unité de jurisprudence.

Chaque tribunal a son style, pieusement transmis d'âge en âge par les greffiers, et les formules insérées dans le dispositif ont leur répercussion sur la transcription. Pour les affaires les moins importantes, les commis du greffe et du parquet ont, dans un certain nombre de tribunaux, plus de part à la rédaction du jugement que le tribunal lui-même.

Cependant nous croyons qu'il se dégage, de la lecture des nombreux jugements que nous avons reproduits, que toute rectification est, en soi, chose digne d'attention, alors même qu'elle semblerait ne porter que sur une erreur orthographique insignifiante. Le ministère public, les

(1) Il s'agit presque toujours, dans les jugements publiés, du droit à la particule dite nobiliaire.

juges doivent se méfier des fraudes que peut dissimuler une requête d'apparence toute simple ; une rectification peut avoir son influence sur une question d'état ; enfin, quand aucune difficulté ne se présente, il serait à souhaiter que nous nous rapprochions de plus en plus du système suisse, d'après lequel les rectifications ont lieu sans frais. L'article 38 de l'ordonnance fédérale du 25 février 1910, sur les registres de l'état civil, est ainsi conçu :

« S'il y a lieu de rectifier une inscription (C. civ., art 45), les autorités compétentes en matière d'état civil, ainsi que les intéressés eux-mêmes, peuvent demander la rectification au juge dans le ressort duquel se trouve le bureau de l'état civil.

« La rectification d'inexactitudes résultant d'une inadvertance ou d'une erreur manifestes est faite par l'autorité de surveillance, de son chef, ou sur la demande soit de l'officier de l'état civil, soit d'une autre autorité en matière d'état civil, ou d'un autre intéressé.

« La rectification est inscrite en marge de l'acte sans qu'il soit apporté aucune modification à l'inscription ainsi rectifiée. »

Les Suisses sont des gens pratiques, ils ont l'horreur des formalités compliquées, des paperasseries, et s'embarassent peu de théories et d'abstractions. Leur solution serait irréprochable si l'on pouvait déterminer nettement et à première vue ce que c'est qu'une erreur manifeste permettant de se passer du juge.

Deux points restent acquis :

Le premier, c'est que la situation résultant des articles 99 et suivants du Code civil n'est pas satisfaisante ;

Le second, c'est que le législateur a conscience de cette défectuosité et qu'il tentera avant qu'il soit longtemps d'y remédier.

Vu :

Le Président de la Thèse,
WAHL.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

APPENDICE (1)

ANNULATION DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Les actes de l'état civil doivent être annulés, avons-nous dit, lorsqu'ils ont été reçus dans une **commune autre** que celle où il auraient dû l'être. Il en est de même lorsqu'ils ont été consignés sur les registres à une **époque autre** que celle où l'officier de l'état civil aurait dû en recevoir la déclaration.

Le jugement suivant en fait foi :

TRIBUNAL CIVIL DE MANTES

Chambre du conseil du 20 décembre 1895

Présidence de M. MAURICE.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la vérification des registres de l'état civil de Houdan, pour les années 1894 et 1895, à laquelle il a été procédé le 9 avril 1895, a permis de constater les irrégularités suivantes :

(1) La nécessité d'un appendice s'explique par ce fait que les trois décisions judiciaires qui y sont relatées sont arrivées à notre connaissance trop tard pour pouvoir prendre place dans les chapitres où elles auraient dû être respectivement insérées.

1° Sur le registre des publications, après un acte du 10 février, se trouvent deux actes portant les dates des 20 et 27 janvier ;

2° Le registre des actes de naissance a été visé le 26 février par le procureur de la République ; or, postérieurement à cette date, se trouve un acte de naissance, reçu le 25 janvier, d'Eugénie Hélène Maréchal, née le 25 janvier 1895 ;

3° Enfin l'enfant Bouza, né le 6 octobre 1894 à Houdan, n'a pas été inscrit sur les registres de l'état civil :

PAR CES MOTIFS,

Dit et ordonne que les registres seront rectifiés ainsi qu'il suit :

1° Les actes du registre des publications concernant Charles Léandre et Marie Suchard, reçus les 20 janvier, et 27 janvier, seront rayés et annulés ; leur texte en sera reproduit sur les dits registres après les derniers actes inscrits en 1895 (1) ;

2° L'acte de naissance d'Eugénie Maréchal sera rayé et annulé ; le texte de cet acte sera inscrit sur les deux registres courants à la suite des derniers actes de 1895 ;

3° Sur les registres des actes de naissance de 1895, sera

(1) La transcription des publications de ce mariage était nulle, parce que antidatée ; mais les publications elles-mêmes, faites par voie d'affiches à leur date sincère, étaient irréprochables. Etant donné que la non-transcription des publications n'a aucune influence sur la validité des mariages, le tribunal de Mantes aurait pu se contenter d'ordonner l'inscription d'une mention marginale d'annulation sur le registre, sans exiger, en outre, la reproduction des publications à la fin de 1895, cette reproduction n'offrant ni utilité, ni efficacité à aucun point de vue.

inscrit l'acte de naissance de Bouza Lucien Henri, né à Houdan le 6 octobre 1894, fils de Henri Bouza, âgé de 36 ans, journalier, et de Honorine Fleury, son épouse, âgée de 36 ans, demeurant ensemble à Houdan ;

Ordonne, en outre, qu'en marge de chaque acte rayé et annulé mention sera faite du dispositif du jugement concernant les dits actes.

*
* *

Compétence.

Si les officiers de l'état civil sont faillibles, les juges le sont aussi et les conseillers des Cours d'appel eux-mêmes, — sauf le grand respect qui leur est dû, — n'échappent point à la règle générale. Le troisième alinéa de l'article 99 du Code civil nous apprend que : « La rectification des jugements déclaratifs des décès sera demandée au tribunal qui aura déclaré le décès. » C'est trop peu dire : la rectification doit pareillement être demandée au tribunal qui a commis l'erreur, quelle que soit la nature du jugement susceptible de transcription sur les registres de l'état civil ; et, si l'erreur se trouve dans un arrêt, c'est à la Cour qu'on s'adressera directement pour la redresser. En voici la preuve :

COUR D'APPEL DE PARIS

Audience du 19 décembre 1912.

Présidence de M. FORICHON.

LA COUR, prononçant à l'audience publique ;

Considérant que, dans l'arrêt d'adoption du 9 juillet 1912,

B. — 21

par suite d'une erreur matérielle, le nom de l'adopté a été écrit Buttand au lieu de Buttaud ;

PAR CES MOTIFS,

Dit que l'arrêt d'adoption du 9 juillet 1912 s'applique à Jules Charles Eugène Buttaud et qu'il aura tous ses effets à l'égard de l'adopté, requérant ; dit que le présent arrêt sera transcrit sur les registres de l'état civil de la ville de Mantes et que mention en sera faite :

1° En marge de la transcription effectuée de l'arrêt du 9 juillet 1912 ;

2° De la mention (1) du dit arrêt en marge de l'acte de naissance de l'adopté sur les registres de l'état civil du 2° arrondissement de Paris ;

Ordonne également que le présent arrêt sera imprimé et publié (2) dans les mêmes formes et aux mêmes lieux que l'arrêt du 9 juillet 1912.



Distinction des jugements rectificatifs et des jugements d'état

La tentation est forte pour les requérants, les parquets, et même pour les tribunaux, d'user de la procédure de rectification, procédure extrêmement simple, alors qu'il s'agit, en réalité, d'une question d'état. Dans l'exemple que nous rapportons ci-dessous, le subterfuge était patent :

(1) Il est évident qu'une mention ne peut pas être faite en marge d'une autre mention, mais bien en dessous de la première.

(2) Du fait de cet affichage, le requérant va supporter des frais considérables pour une erreur dont la responsabilité devrait incomber à son véritable auteur, le greffier.

cependant, chose étrange, le procureur du roi ayant vu et dénoncé l'abus, le tribunal passa outre.

TRIBUNAL CIVIL DE MANTES

Audience du 9 novembre 1839.

Présidence de M. d'INVILLE.

Requête. — A Messieurs les président et juges composant le tribunal civil de première instance séant à Mantes.

Etienne Certain, vigneron, et Eléonore Thérèse Garnier, son épouse, tous deux demeurant ensemble à Prunay-le-Temple, canton de Houdan ;

Louise Adélaïde Certain, célibataire, majeure, demeurant à Paris, rue du Temple, n° 94 ;

Et Catherine Aglaé Certain, célibataire, majeure, demeurant à Paris, rue de Vendôme, maison des bains ;

Les sus-nommés ayant M^e Ségaux pour avoué,

Ont l'honneur de vous exposer que le sieur Etienne Certain et la demoiselle Eléonore Garnier se sont mariés dans la commune de Béhoust le 7 brumaire an X, ainsi qu'il résulte de l'acte de célébration du mariage, dressé le dit jour par l'officier de l'état civil de la dite commune ;

Que, bien que dans cet acte de célébration la demoiselle Garnier ait été à tort dénommée Guernier, fille de Louis Guernier et de Marie Catherine Legendre, son acte de naissance, extrait des registres de la commune de Houdan, sous la date du 31 janvier 1781, prouve que son nom est Garnier et constate que le dit jour, 31 janvier 1781,

elle est née du mariage de Louis Garnier et de Marie Catherine Legendre ;

Qu'un acte de notoriété, passé le 10 mai 1839 devant M^e Girard, notaire à Paris, enregistré, constate le même fait ;

Que, pendant le cours du mariage de Louis Etienne Certain et d'Eléonore Thérèse Garnier, et de ce mariage, sont nées à Houdan, savoir : Louise Adélaïde Certain le 30 mai 1815, et Catherine Aglaé Certain le 9 octobre 1817 ; qu'elles ont été inscrites, en l'absence de leur mère et sans le concours de celle-ci, sur les registres de l'état civil de Houdan comme nées d'Eléonore Thérèse Garnier et de Joseph Hippolyte Stanislas Decaisne, ainsi qu'il résulte de deux extraits desdits registres délivrés le premier le 31 mai 1816 et le second le 15 février 1829 ;

Que l'énonciation des actes en ce qui concerne cette prétendue paternité est une erreur ; qu'en effet il est constant que le sieur Louis Etienne Certain était alors l'époux d'Eléonore Thérèse Garnier et que, indépendamment du principe aux termes duquel l'enfant né pendant le mariage a pour père le mari, le sieur Louis Etienne Certain reconnaît lui-même cette erreur en en demandant la rectification ;

Que c'est le cas de l'application des articles 99, 100 et 101 du Code civil, et qu'il y a lieu de procéder à cette rectification dans les termes de ces articles ;

Que la déclaration du sieur Decaisne, faite dans les actes du 30 mai 1815 et du 9 octobre 1817, qu'il est le père de Louise Adélaïde Certain et de Catherine Aglaé Certain, indépendamment de ce que les époux Certain reconnaissent

qu'elle constitue une erreur, étant, dans tous les cas, radicalement nulle, puisque, aux termes de l'article 335 du Code civil, une reconnaissance de cette nature ne pourrait avoir lieu au profit d'un enfant qui, si elle était fondée en fait, serait né d'un commerce adultérin, ne peut même avoir cet effet d'obliger soit les époux unis en légitime mariage, soit les enfants nés pendant le cours de ce mariage, de faire prononcer cette rectification contradictoirement avec le sieur Decaisne, qui leur est complètement étranger et dont l'existence n'est pas même certaine ;

Qu'un débat contradictoire, dans de telles circonstances, serait non seulement sans objet, mais contraire à la dignité du mariage comme à la morale publique ;

Qu'on ne pourrait d'ailleurs, sous aucun rapport, considérer le sieur Decaisne, en supposant qu'il existât, comme ayant un droit ou un intérêt possibles ;

Qu'enfin pareille rectification a été ordonnée dans les mêmes circonstances pour la demoiselle Louise Pauline Certain, sœur des exposantes, par jugement du tribunal de la Seine en date du 13 juin 1839, enregistré ;

PAR CES MOTIFS,

Faisant droit sur la demande collective présentée : 1^o par Louis Etienne Certain et Eléonore Thérèse Garnier, sa femme ; 2^o Louise Adélaïde Certain ; 3^o Catherine Aglaé Certain, ces deux dernières indûment dénommées Decaisne, dans leurs actes de naissance,

Ordonner que l'acte de naissance de Louise Adélaïde, née le 30 mai, etc.....

(Suivent les rectifications demandées).

Et vous ferez justice.

Conclusions du procureur du roi. — 24 octobre 1839. —
Attendu que les quatre enfants nés de Eléonore Thérèse Garnier sont désignés dans leurs actes de naissance comme nés de la dite Garnier, non mariée, et qu'ils sont reconnus par un sieur Decaisne, déclarant ;

Que ces deux énonciations, répétées de 1810 à 1817, semblent ne pouvoir être facilement considérées comme le résultat d'une erreur et commandent par cela même aux magistrats d'employer tous les moyens que la loi met à leur disposition pour éclairer leur religion ;

Que, dans l'espèce, au-dessus de l'intérêt privé est un intérêt public, qui le domine ;

Vu les dispositions de l'article 856 du Code de procédure civile ;

Estimons qu'avant faire droit, c'est le cas d'ordonner que le conseil de famille de Eléonore Thérèse Garnier et celui de Etienne Certain seront convoqués et diront, le premier, si Eléonore Thérèse Garnier, demanderesse, est la même qui, le 7 brumaire an X, a contracté mariage à Béhoust, sous le nom de Guernier, avec Etienne Certain, demandeur, le deuxième, si Etienne Certain, demandeur, est le même qui, à la dite époque, a contracté mariage avec Eléonore Thérèse Garnier, demanderesse ;

Et les deux conseils de famille diront, en outre, dans le cas d'une réponse affirmative sur la question d'identité, s'il est à leur connaissance que le mariage célébré le 7 brumaire an X ait ou non été dissous par le divorce ;

Au conseil de famille de Eléonore Thérèse Garnier devra être appelé Louis François Garnier, qui, ayant comparu dans l'acte de naissance de Louise Pauline Certain comme oncle maternel de l'enfant, pourra donner sans doute d'utiles renseignements.

Signé : *illisible* (1).

Jugement du 9 novembre 1839.

LE TRIBUNAL.

Attendu que les époux Certain représentent leur acte de mariage et que rien n'établît qu'il ait été dissous par le divorce ; que, si le nom de la femme Certain a été écrit Guernier dans le dit acte, au lieu de Garnier, qui est son véritable nom de famille, ainsi que le prouve son acte de naissance, cette circonstance ne peut faire mettre en doute l'identité évidente qui existe entre les époux Certain, requérants, et ceux qui ont contracté mariage le 7 brumaire an X (25 octobre 1801) devant l'officier de l'état civil de Béhoust ;

Attendu qu'il est également établi par les pièces que, dans le cours du dit mariage, la femme est accouchée de plusieurs enfants, notamment le 30 mai 1815, à Houdan,

(1) La signature paraît être : L. S. Féréade fils (2).

de Louise Adélaïde, et, le 9 octobre 1817, au même lieu, de Catherine Aglaé, toutes deux requérantes ;

Attendu que les énonciations de leurs actes de naissance ne peuvent détruire la présomption légale de l'article 312 du Code civil, qu'elles sont nées pendant le mariage et du mariage légitime des époux Certain ;

Qu'enfin cette présomption de la loi est surabondamment confirmée par le concours à la demande en rectification du mari, seule partie intéressée à désavouer la légitimité des filles Louise Adélaïde et Catherine Aglaé Certain ;

Que, dans ces circonstances, c'est le cas d'ordonner dès à présent la rectification des actes de naissance dont il s'agit ;

PAR CES MOTIFS,

Ordonne que l'acte de naissance de Louise Adélaïde, dressé par l'officier de l'état civil de la commune de Houdan le 30 mai 1815, sera rectifié en ce qu'il énonce par erreur que l'enfant est fille de Joseph Hippolyte Stanislas Decaisne et de Thérèse Eléonore Garnier, au lieu de la désigner comme née du légitime mariage d'Etienne Certain et d'Eléonore Thérèse Garnier, son épouse ;

Ordonne également que l'acte de naissance de Catherine Aglaé, dressé le 9 octobre 1817 par l'officier de l'état civil de la dite commune de Houdan, sera rectifié en ce qu'il énonce par erreur que l'enfant est fille de Joseph Hippolyte Stanislas Decaisne et de Thérèse Eléonore Garnier, au lieu de la désigner comme née du légitime mariage

d'Etienne Certain et d'Eléonore Thérèse Garnier, son épouse ;

Ordonne, en outre, que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil de la commune de Houdan et que mention en sera faite en marge des actes de naissance, dont il ne pourra plus être délivré aucun extrait ni expédition qu'avec la rectification ordonnée ; à quoi faire tous maires, adjoints, détenteurs ou dépositaires des dits registres seront contraints ; quoi faisant, déchargés.

Note du greffier au pied de la minute. — Les rectifications ordonnées ci-contre ont été faites par le greffier sur le registre des naissances de 1817 (Houdan) ; l'acte de naissance de Louise Adélaïde n'est pas sur les registres de Houdan 1815.

Tel est ce singulier jugement. Le mari lui-même se joignant à la requête, le tribunal n'a pas voulu être plus royaliste que le roi ; il aurait néanmoins agi sagement en ordonnant sa comparution personnelle pour s'assurer, vu son âge sans doute assez avancé, de la réalité de son consentement et de la pleine jouissance de ses facultés mentales. Mais, comme les quatre requérants semblaient, pour ainsi dire, se boucher les oreilles chaque fois que le nom de Decaisne était prononcé et finissaient même par se demander s'il avait jamais existé, les juges ont admis qu'il avait pu y avoir, tout au plus, un adultère sous condition résolutoire, de l'année 1810 à l'année 1817.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES JUGEMENTS REPRODUITS DANS LE TEXTE

	Pages
1. 13 août 1831. — <i>Tribunal civil de Saint-Malo.</i> — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Meurtre commis par des Chouans.	89
2. 6 avril 1837. — <i>Tribunal civil de Saint-Malo.</i> — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Décès en mer	81
3. 9 novembre 1839. — <i>Tribunal civil de Mantes.</i> — La procédure de rectification peut être employée, au sujet d'un acte de naissance, afin de substituer le nom du mari de la mère au nom d'un tiers qui a déclaré reconnaître l'enfant	371
4. 11 février 1859. — <i>Tribunal civil de Reims.</i> — Lorsque, par suite des circonstances politiques, une personne n'a pu faire figurer sur les actes la concernant une partie de son nom, en raison de son caractère nobiliaire, un jugement interviendra utilement pour réparer rétroactivement cette omission	153
5. 20 mars 1862. — <i>Tribunal civil de Reims.</i> — Doit être rectifié par jugement l'acte de naissance qui attribue à un enfant naturel la qualité d'enfant légitime.	209
6. 10 novembre 1871. — <i>Tribunal civil d'Amiens.</i> — Lorsqu'un acte de l'état civil contient plusieurs erreurs, un même jugement suffit pour les rectifier toutes.	217
7. 27 février 1873. — <i>Tribunal civil d'Amiens.</i> — Le jugement homologuant un décret de changement de nom s'étend même aux actes de l'état civil postérieurs à ce décret, pour assurer l'unité du nom de l'intéressé dans tous les actes qui le concernent.	160
8. 21 juin 1873. — <i>Tribunal civil d'Amiens.</i> — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Décès sur-	

- venu au cours de la bataille de Villers-Bretonneux (27 novembre 1870) 148
9. **15 décembre 1880.** — *Tribunal civil de Dijon.* — Exemple de jugement qui homologue un décret autorisant un changement de nom 156
10. **23 octobre 1889.** — *Tribunal civil de Cherbourg.* — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Disparition en mer d'un torpilleur. 77
11. **6 septembre 1893.** — *Tribunal civil de Corbeil.* — Doivent être établis par jugement les actes de l'état civil non dressés par suite de la négligence des préposés à ce service. 58
12. **7 juin 1894.** — *Tribunal civil de Versailles.* — Doivent être rectifiés par jugement les actes de l'état civil concernant des enfants dont le père a été autorisé par décret, homologué par un jugement antérieur, à ajouter un nom au sien propre 158
13. **21 juin 1894.** — *Tribunal civil de Corbeil.* — Doit être rectifié l'acte de naissance d'un enfant où celui-ci est qualifié enfant naturel et sa mère veuve, alors que le mariage des parents n'a pas été dissous par le divorce et que le décès du mari n'est pas prouvé. Toutefois, l'existence du mari à l'époque de la conception n'étant pas non plus prouvée, le jugement ne saurait reconnaître à l'enfant la qualité d'enfant légitime. 207
14. **14 août 1894.** — *Tribunal civil de la Seine.* — Les tribunaux français sont compétents pour ordonner la rectification des actes de l'état civil reçus à l'étranger, lorsque ces actes ont été transcrits ou déposés en France dans les conditions légales 290
15. **20 décembre 1895.** — *Tribunal civil de Mantes (C. C.)* (1). Doivent être annulés les actes antidatés par l'officier de l'état civil 367
16. **2 juillet 1896.** — *Tribunal civil de Corbeil.* — Doit être rectifié l'acte de naissance d'un enfant dont le nom patronymique a été abrégé par erreur 175
17. **22 juin 1899.** — *Tribunal civil de Versailles.* — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Décès au cours du naufrage du transatlantique « La Bourgogne ». 74

(1) Les lettres *C. C.* indiquent que ce jugement a été rendu en la chambre du conseil.

18. **21 mars 1900.** — *Tribunal civil de Versailles.* — Lorsque le cadavre d'un inconnu vient à être identifié après l'établissement de son acte de décès, un jugement interviendra pour rectifier cet acte en attribuant à l'inconnu son état civil véritable. 144
19. **26 février 1901.** — *Tribunal civil de Guéret.* — Est compétent, en matière de rectification d'actes de l'état civil, le tribunal dans le ressort duquel a été reçu l'acte qui a été le point de départ de l'erreur, lorsque celle-ci se rencontre dans plusieurs actes, reçus dans des arrondissements différents. 277
20. **13 mars 1901.** — *Tribunal civil de Quimper.* — Lorsque les registres de l'état civil d'une commune ont été brûlés, leur reconstitution peut être judiciairement opérée par la simple homologation du travail effectué par la municipalité. 125
21. **26 mars 1902.** — *Tribunal civil de Versailles.* — Un seul jugement suffit pour rectifier les erreurs multiples qui vicient un acte de l'état civil 215
22. **2 juillet 1902.** — *Tribunal civil de Corbeil (C. C.).* — Doit être rectifié l'acte de transcription de divorce qui donne aux époux des prénoms inexacts 187
23. **2 février 1906.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Doit être rectifié l'acte de naissance qui donne à l'enfant un sexe autre que le sien. 193
24. **6 mars 1907.** — *Cour d'appel de Caen.* — La demande en rectification d'un acte de l'état civil doit être formée par voie de requête; l'ajournement n'est possible que lorsqu'il y a des parties intéressées à appeler en cause: on ne peut considérer comme tel l'officier de l'état civil auteur de l'erreur 302
25. **26 février 1909.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Lorsqu'il n'a pas été dressé d'acte de décès, un jugement doit intervenir pour l'établir. 95
26. **31 mars 1909.** — *Tribunal civil de Pontoise (C. C.).* — Doit être rectifié l'acte de naissance d'un enfant naturel dans lequel la mère, enfant légitime, a été désignée, non par le nom de son père, mais par le nom de jeune fille de sa mère. 260
27. **11 août 1909.** — *Tribunal civil de Gex.* — Lorsque les registres de l'état civil ont été perdus ou volés, un jugement doit constater leur disparition et ordonner une enquête en vue de préparer leur reconstitution 117

28. **12 mars 1910.** — *Tribunal correctionnel de Reims.* — Un jugement n'est pas nécessaire pour établir l'acte de naissance d'un enfant, et l'article 346 du Code pénal ne s'applique pas lorsque la déclaration du fait matériel de la naissance, sans aucune autre indication, a été faite par le médecin accoucheur. 62
29. **11 mai 1910.** — *Tribunal civil de Saint-Jean-d'Angély.* — La preuve par témoins est admise en matière de filiation lorsque les juges sont saisis d'une requête tendant à l'établissement d'actes de naissance non dressés 30
30. **11 mai 1910.** — *Tribunal civil de Dinan.* — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Disparition en mer 76
31. **11 mai 1910.** — *Tribunal civil de Gex.* — Lorsque l'enquête ordonnée par jugement pour reconstituer les registres disparus est terminée (Cf. Gex, 11 août 1909), un second jugement intervient pour homologuer le travail effectué et déclarer rétablis les actes inscrits aux registres disparus 119
32. **22 juin 1910.** — *Tribunal civil de Louvain (C. C.).* — La chambre du conseil est incompétente lorsqu'il s'agit non d'une action en rectification d'état civil, mais d'une action en revendication d'état. 294
33. **2 décembre 1910.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Lorsqu'en deux mairies différentes il aura été dressé acte de la naissance d'un seul et même enfant, le second acte devra être annulé par jugement 135
34. **4 décembre 1910.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Doivent être rectifiés par jugement les actes de l'état civil entachés d'une erreur orthographique 167
35. **9 décembre 1910.** — *Tribunal civil de la Seine.* — Peut être établie par jugement la mention de légitimation, par mariage subséquent, d'un enfant reconnu seulement par son père avant le mariage, la mère ayant toutefois été désignée dans l'acte de reconnaissance et ayant avoué sa maternité avant la date de la célébration du mariage. 99
36. **30 décembre 1910.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Doit être reconstitué par jugement l'acte de naissance détruit pendant les événements de la Commune de Paris. 109
37. **30 décembre 1910.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Doit être rectifié l'acte de naissance qui attribue à un

- enfant, par suite de l'inintelligibilité des déclarations du père, un sexe et un prénom inexacts. 191
38. **20 janvier 1911.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Lorsque l'acte de décès d'un bigame mentionne comme sa veuve la femme épousée en second lieu, il doit être rectifié en ce sens que la première femme et non la seconde devra y figurer sous ce qualificatif. 182
39. **21 janvier 1911.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Doit être rectifié l'acte de naissance d'un enfant légitime qui ne comporte ni l'indication du lieu de naissance, ni la mention du fait que la mère est l'épouse du père. 197
40. **31 janvier 1911.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Doit être rectifié par jugement l'acte de l'état civil entaché d'une erreur orthographique. 166
41. **7 février 1911.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Lorsqu'aucun acte de naissance n'a été dressé, l'ordre public veut qu'un jugement intervienne pour en tenir lieu. 43
42. **8 février 1911.** — *Tribunal civil de Mamers.* — Doivent être rectifiés les actes de l'état civil qui portent, réunis en un seul mot, les éléments du nom d'une personne, alors qu'il n'est pas douteux que l'orthographe véritable consiste dans la séparation de ces éléments. 221
43. **10 février 1911.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Un seul jugement suffit pour rectifier les erreurs multiples qui entachent un acte de décès. 214
44. **11 mars 1911.** — *Tribunal correctionnel de Rennes.* — Le jugement qui condamne une personne en vertu de l'article 346 du Code pénal, sert de base au jugement civil qui interviendra plus tard pour établir l'acte de naissance non dressé 50
45. **31 mars 1911.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Lorsque l'acte de décès d'un homme marié mentionne comme sa veuve la femme avec laquelle il vivait marié, il devra être rectifié en ce sens que c'est la femme légitime qui devra figurer sous ce qualificatif. 180
46. **3 avril 1911.** — *Tribunal civil de Rennes.* — Doit être établi par jugement l'acte constatant une naissance qui n'a pas été déclarée 49
47. **5 mai 1911.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Même espèce : dans ce cas, le tribunal se basera sur des éléments tels qu'acte de baptême, certificat de vaccination, livret militaire, etc. 44

48. **30 juin 1911.** — *Tribunal civil de Saint-Jean-d'Angély (C. C.).* — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Naissances à l'étranger ; omission des déclarations au consul. 32
49. **27 juillet 1911.** — *Tribunal civil de Ribérac.* — Un acte de l'état civil ne saurait exister sans le concours de l'officier de l'état civil et des témoins. 264
50. **13 novembre 1911.** — *Tribunal civil de la Seine.* — Un seul jugement suffit pour rectifier les erreurs qui se sont glissées dans l'acte de naissance d'un enfant et dans l'acte de transcription de divorce de ses parents. . . . 177
51. **2 février 1912.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Doit être rectifiée l'erreur orthographique qui se trouve dans un acte de mariage, surtout si cette même erreur a été réparée, par un précédent jugement, dans l'acte de naissance de l'intéressé 168
52. **14 mars 1912.** — *Tribunal civil de Reims.* — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Omission involontaire de déclaration de naissance. 41
53. **10 mai 1912.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Doit être réparée par jugement l'erreur qui consiste, dans un acte de naissance, à indiquer comme le nom de la mère celui de la grand-mère paternelle. 183
54. **22 juin 1912.** — *Tribunal civil de Reims.* — Est seul compétent, en principe, pour réparer une omission, dans un acte de naissance, le tribunal du lieu de la naissance. Mais, si ce lieu est inconnu, la compétence appartiendra, non au tribunal du lieu de naissance présumé, mais à celui du domicile du requérant. 269
55. **8 août 1912.** — *Tribunal civil de la Seine (C. C.).* — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Omission de la déclaration de naissance, par suite de l'ignorance de la loi française. 39
56. **19 novembre 1912.** — *Tribunal civil de Bordeaux (C. C.).* — Lorsque la rectification à effectuer porte sur des actes situés dans des ressorts différents, est seul compétent le tribunal dans le ressort duquel a été reçu l'acte qui contient l'erreur génératrice de toutes les autres. . . . 281
57. **30 novembre 1912.** — *Tribunal civil d'Amiens.* — La compétence est fixée par le lieu où se trouvent les actes dont l'exposant demande la rectification ; celui-ci n'est pas tenu de demander en même temps celle des actes concernant son père, actes reçus ailleurs 282

58. **19 décembre 1912.** — *Cour d'appel de Paris.* — La Cour d'appel est directement compétente pour rectifier un arrêt d'adoption. 369
59. **10 janvier 1913.** — *Tribunal civil de Reims.* — Doit être rectifié l'acte de l'état civil qui mentionne les prénoms de l'intéressé dans l'ordre opposé à leur ordre véritable. 190
60. **21 février 1913.** — *Tribunal civil de Saint-Malo.* — Doit être rectifié l'acte de naissance de l'enfant d'un veuf remarié, qui mentionne comme mère la première femme du père, alors qu'il s'agit de la seconde 185
61. **24 février 1913.** — *Arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux,* confirmant la solution donnée par le jugement du tribunal civil de Ribérac, en date du 27 juillet 1911 (n° 47). 266
62. **20 mars 1913.** — *Tribunal civil de Reims.* — Lorsque, par suite de l'absence de tout état civil au lieu de la naissance, aucun acte de celle-ci n'a été dressé, un jugement sera nécessaire, mais l'enfant devra y être représenté par un tuteur *ad hoc* 22
63. **25 avril 1913.** — *Tribunal civil de Reims.* — Doit être rectifié l'acte qui est erroné sur l'un des deux registres, alors qu'il est exact sur l'autre. 189
64. **29 mai 1913.** — *Tribunal civil de Versailles.* — Doit être établi par jugement l'acte de naissance d'un enfant qui a été déclaré à la mairie après l'expiration du délai de trois jours 53
65. **29 mai 1913.** — *Tribunal civil de Versailles.* — Un même jugement peut ordonner une rectification à la fois sur l'acte de mariage et sur le livret de famille de l'intéressé. 196
66. **6 juin 1913.** — *Tribunal civil de Rennes.* — Un même jugement peut rectifier à la fois plusieurs actes et plusieurs erreurs. 223
67. **27 juin 1913.** — *Tribunal civil de Reims.* — Lorsqu'une question d'état et une question de rectification purement matérielle sont liées l'une à l'autre, la seconde ne pourra être portée en justice qu'après la solution de la première. 232
68. **31 juillet 1913.** — *Tribunal civil de Reims.* — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Cas où la naissance a eu lieu dans un pays dépourvu de cette institution. 26
69. **19 septembre 1913.** — *Tribunal civil d'Avranches.* — Doit être annulé l'acte de naissance qui a été dressé, par suite d'une fraude de la part de la mère, en un lieu

- autre que celui de la naissance. En conséquence, l'acte doit être établi par jugement du tribunal de l'arrondissement où la naissance a eu lieu 133
70. **24 octobre 1913.** — *Tribunal civil de Saint-Malo.* — Naissance à l'étranger non transcrite en France 33
71. **13 novembre 1913.** — *Tribunal civil du Havre.* — Un même jugement peut rectifier de multiples erreurs orthographiques portant sur des actes différents. 171
72. **27 novembre 1913.** — *Tribunal civil de Saint-Jean-d'Angély (C. C.).* — Lorsque le requérant en rectification est sous les drapeaux, la compétence est déterminée, non par le lieu où il accomplit son service militaire, mais par celui de son dernier domicile civil. 272
73. **2 décembre 1913.** — *Tribunal civil de Versailles (C. C.).* — Doit être rectifiée l'erreur sur la profession du requérant, qui vicie l'acte de naissance et l'acte de reconnaissance de son enfant 203
74. **18 décembre 1913.** — *Tribunal civil de Melun.* — Etablissement par jugement d'un acte collectif de décès, à la suite d'une catastrophe de chemin de fer. 84
75. **23 décembre 1913.** — *Tribunal civil de Montargis.* — Lorsqu'un jugement de divorce n'a pas été signifié à l'officier de l'état civil dans les délais légaux à fin de transcription, il peut néanmoins être validé lorsqu'on prouve la force majeure ou la négligence du mandataire chargé d'effectuer cette signification 326
76. **2 janvier 1914.** — *Tribunal civil de Reims.* — Doivent être établis par jugement, lorsqu'ils ont été omis, quelques actes, la table et la mention de clôture des registres de l'état civil d'une commune 55
77. **4 février 1914.** — *Tribunal civil de Versailles.* — Etablissement par jugement d'un acte de l'état civil : Omission involontaire d'une déclaration de naissance 46
78. **19 février 1914.** — *Tribunal civil de Versailles.* — Doit être rectifié par jugement l'acte de mariage qui a été rédigé avec les pièces d'état civil d'un autre que l'époux. 201

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
HISTORIQUE	5

PREMIÈRE PARTIE

OBJET ET DÉLIMITATION DU SUJET.

CHAPITRE PREMIER. — Cas dans lesquels il y a lieu d'établir par jugement un acte de l'état civil	19
SECTION I. — <i>Actes de naissance</i>	<i>19</i>
§ 1. — La déclaration de naissance n'a pas été faite . .	20
A. — Impossibilité matérielle résultant de l'absence d'état civil	20
B. — Ignorance de la loi française	38
C. — Omission involontaire de la déclaration . . .	41
D. — Abstention volontaire de déclaration de naissance.	48
§ 2. — La déclaration de naissance a bien été faite, mais après l'expiration du délai de trois jours . .	52
§ 3. — La déclaration de naissance a bien été faite dans les trois jours, mais l'acte n'a pas été rédigé. . .	54
§ 4. — La déclaration faite est inopérante ou insuffisante.	60
SECTION II. — <i>Actes de décès</i>	<i>70</i>
§ 1. — Disparitions dans les mines.	71
§ 2. — Disparitions en mer	72
§ 3. — Disparitions au cours d'une catastrophe de chemin de fer	82

§ 4. — Disparition au cours d'un sinistre tel qu'éruption, tremblement de terre, etc.	87
§ 5. — Disparition au cours d'une guerre.	88
§ 6. — Assassinat.	89
§ 7. — La déclaration de décès a été omise	94
SECTION III. — <i>Mentions marginales</i>	96
CHAPITRE II. — Cas où il y a lieu de reconstituer un acte de l'état civil.	103
§ 1. — Reconstitution des registres détruits pendant la Commune de Paris, en 1871	106
§ 2. — Reconstitution des registres détruits lors de la catastrophe de Saint-Pierre de la Martinique, en 1902.	111
§ 3. — Reconstitution des registres perdus à Divonne-les-Bains (Ain), en 1909	114
§ 4. — Reconstitution des registres brûlés de la commune de Pont-l'Abbé (Finistère)	123
§ 5. — Comparaison des différents modes de reconstitution.	129
CHAPITRE III. — Cas où il y a lieu d'annuler un acte de l'état civil.	131
CHAPITRE IV. — Cas où il y a lieu de rectifier un acte de l'état civil	141
SECTION I. — <i>Jugements réparant une omission</i>	142
§ 1. — Omission totale.	142
§ 2. — Omission partielle	152
SECTION II. — <i>Jugements homologuant une addition ou une substitution de nom</i>	155
SECTION III. — <i>Jugements rectificatifs proprement dits</i>	163
§ 1. — Erreur d'orthographe dans le nom patronymique de l'intéressé.	166
§ 2. — Erreur sur le nom entier de l'intéressé.	175
§ 3. — Erreur sur le nom d'une personne autre que l'intéressé	179

§ 4. — Erreur sur les prénoms du ou des intéressés . .	186
§ 5. — Erreur sur le sexe, dans les actes de naissance .	191
§ 6. — Erreur sur les dates et sur les âges	195
§ 7. — Erreur sur l'état civil proprement dit	198
SECTION IV. — <i>Rectifications uniques ou multiples</i>	213
§ 1. — Erreurs multiples dans un seul acte	214
§ 2. — Erreur unique dans plusieurs actes	220

DEUXIÈME PARTIE

CARACTÈRES JURIDIQUES DES JUGEMENTS RELATIFS
A L'ÉTAT CIVIL

CHAPITRE PREMIER. — Distinction des jugements d'état civil et des jugements d'état	227
CHAPITRE II. — Classification des jugements relatifs aux actes de l'état civil	240
CHAPITRE III. — Un jugement est-il toujours nécessaire pour opérer une rectification ?	244
CHAPITRE IV. — Rectifications nécessaires et rectifica- tions impossibles	258
CHAPITRE V. — Tribunal compétent pour ordonner la rectification	267
§ 1. — Compétence <i>ratione loci</i>	267
§ 2. — Compétence <i>ratione materiæ</i>	291
CHAPITRE VI. — Procédure	296
§ 1. — Qui peut agir en rectification ?	296
§ 2. — Quand peut-on agir en rectification autrement que par voie de requête ?	302
§ 3. — Règles spéciales de la procédure et voies de re- cours	307
CHAPITRE VII. — Transcription	310
§ 1. — Transmission du jugement	310
§ 2. — Mode et objet de la transcription	314

§ 3. — Délai de transcription.	324
§ 4. — Transcription en cas de voie de recours extraor- dinaire.	328
CHAPITRE VIII. — Autorité de la chose jugée.	332
§ 1. — Jugements rectifiant un acte de l'état civil. . .	332
§ 2. — Jugements établissant un acte de l'état civil . .	336
§ 3. — Jugements reconstituant un acte de l'état civil .	339

TROISIÈME PARTIE

TRAVAUX PARLEMENTAIRES ET
EXTRAPARLEMENTAIRES.

	343
CONCLUSION	363
APPENDICE, ...	367
TABLE CHRONOLOGIQUE DES JUGEMENTS REPRODUITS DANS LE TEXTE.	379
TABLE DES MATIÈRES	387

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
